

150

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9857

42 PAGES

SAMEDI 2 OCTOBRE 1976

Au Liban

Les Palestiniens  
ont rejeté  
l'offre syrienne  
de négociation

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 Sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 5 C\$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 16 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,  
18 dr. ; Iran, 43 rrs. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.  
Taux des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDIX 09  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Tél. Paris n° 650572  
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Clarification en Rhodésie

Une semaine après l'acceptation par M. Ian Smith de la règle de la majorité — noire — la crise rhodésienne tend à se clarifier. Avant même que la négociation s'engage, les principaux intéressés démontrent leurs positions, ébauchent des rapprochements, fixent des échéances. La procédure débute donc par la réunion « quel-que part en Afrique australe » d'une conférence chargée de mettre en place un gouvernement de transition.

La Grande-Bretagne, cédant aux amicales pressions de Washington, s'est résolue, à contrecoeur, à assumer la « responsabilité résiduelle » qui lui incombe en tant que puissance tutélaire. Ce patronage britannique répond au vœu des États noirs, pour qui le « cas » rhodésien doit redevenir un simple problème de décolonisation. Les capitales africaines estiment que Londres doit, de son propre chef, reformuler une fois pour toutes la parenthèse ouverte en novembre 1965 avec la proclamation unilatérale d'indépendance par Salisbury.

M. Smith ne souhaitait pas, à l'origine, se retrouver sous la coupe des autorités britanniques. Il a, en fin de compte, avalisé la formule d'une conférence, précisant qu'il prendrait la tête de la délégation de son pays. Mais toutes les négociations ne sont pas dissipées pour autant. Car le premier ministre de Salisbury refuse que la conférence soit dotée de pouvoirs constitutifs. Il affirme « en tant que chef d'État » qu'il ne peut pas, en tant que chef d'État, signer un accord d'État partiel à la tâche d'élaborer la loi fondamentale du futur Zimbabwe. Autant dire qu'il souhaite pouvoir infléchir jusqu'au bout la négociation qui s'annonce.

Ses adversaires voient, en revanche, dans la prochaine conférence, l'occasion de légitimer l'autorité des combattants qui mènent la guérilla contre le régime blanc. Ils acceptent seulement que les Européens de Salisbury soient représentés à cette conférence « en tant que minorité intéressée ».

Les plus « radicaux » d'entre les nationalistes noirs vont chercher à pousser leur avantage sur le terrain. « Nous sommes nos propres libérateurs », proclament sans cesse les slogans de l'armée de libération du Zimbabwe, dont les chefs, estimant que le temps joue en leur faveur, souhaitent poursuivre la lutte armée jusqu'à la victoire totale. Ils n'ont guère de mal à faire accepter une partie des Africains cette stratégie jusqu'au-boutiste. Ainsi, à la différence d'autres chefs d'État noirs plus enclins au compromis, le président mozambicain, M. Sármora Machel, fidèle aux schémas marxistes, considère que seule la prolongation de la guerre est susceptible de forger la conscience révolutionnaire du peuple du Zimbabwe.

De même, l'U.R.S.S. qui rêve de faire échouer au port le plan de règlement élaboré par M. Kissinger, incitera ses alliés africains à faire preuve d'intransigeance. Les violentes invectives dont la presse soviétique gratifie quotidiennement le secrétaire d'État américain en disent long sur la mauvaise humeur de Moscou. Pourtant, rien ne semble pouvoir enrayer la dynamique de la négociation amorcée par le discours de M. Smith. La « perçue » réalisée en Afrique australe par M. Kissinger demeure un acquis décisif. Le reste n'est qu'une question de procédure et de temps.

LA BELGIQUE  
EN MUTATION

Le Monde  
publiera demain  
un premier supplément  
de huit pages intitulé :  
WALLONIE, TERRE ROMANE

## L'U.R.S.S. réaffirme sa volonté de dialogue avec la Chine

Pékin poursuit ses attaques  
contre les « nouveaux tsars »

Moscou a cessé, depuis la mort de Mao Tse-toung, sa polémique avec Pékin. Faisant un pas de plus sur la voie de la conciliation, le « Pravda » de vendredi 1<sup>er</sup> octobre publie un article qui ne critique pas la moutonnerie et propose aux Chinois le rétablissement de relations de bon voisinage et le développement des échanges commerciaux.

Rien ne laisse présager en revanche un changement d'attitude de Pékin. Jeudi, alors que M. Schlesinger, ancien secrétaire à la défense américain, venait d'achever sa visite à Pékin, Chine nouvelle a publié un violent réquisitoire contre l'U.R.S.S. Les « nouveaux tsars » sont accusés de vouloir « étouffer à tout moment » la mèche qui ferait sauter ce « baril de poudre » qu'est l'Europe. La politique de « détente » a échoué, écrit l'agence ; le déséquilibre des forces a été rompu en faveur des Soviétiques, qui n'hésiteront pas à attaquer les États-Unis afin de mieux « dominer le monde ». Mais, ajoute le commentateur chinois, l'U.R.S.S. « n'échappera pas pour autant au châtiment de l'histoire ».

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique ne fera rien qui puisse envenimer la querelle avec Pékin. Telle est l'impression qui prévaut à Moscou après la publication, dans le « Pravda » de vendredi 1<sup>er</sup> octobre, d'un article consacré au vingt-septième anniversaire de la révolution chinoise. Cet article, qui est signé L. Alexandrov (pseudonyme indiquant que le texte a été approuvé au plus haut niveau), constitue le premier commentaire sur les affaires chinoises publié dans la presse soviétique depuis la mort de Mao Tse-toung. Ne serait-ce qu'à ce titre, il marquera une date importante dans les relations sino-soviétiques.

Le maïs

Serait-il mort avec Mao ?  
L'article du « Pravda » ne contient pas à proprement parler d'éléments fondamentalement nouveaux, mais le ton, la façon d'acquiescer toute polémique, constituent indubitablement un changement. Il suffit pour s'en persuader de comparer ce texte avec celui qui avait été publié l'an dernier à la même époque : alors que l'auteur se contentait d'évoquer avec pudeur « l'aggravation des rapports entre nos partis et nos pays intervenus au début des années 60 », le « Pravda » du 1<sup>er</sup> octobre 1975 avait dressé un très violent réquisitoire contre « les dirigeants maïstistes, à l'instar de la bourgeoisie chinoise », accusés de trahison et de trahison.

Il n'y a rien de tout cela cette année. Les invectives ont disparu, ainsi que toute référence au maïs. Serait-il mort avec Mao Tse-toung ? On en doute, bien sûr, à Moscou, mais on est manifestement prêt à feindre de le croire si cela peut faciliter la reprise du dialogue avec Pékin, ou tout au moins renforcer la thèse de la bonne volonté de l'U.R.S.S. Cette thèse est longuement développée par Alexandrov, qui rappelle les diverses propositions de négociations faites par l'Union soviétique et qui s'étend avec nostalgie sur la période des années 60.

Si cet exposé comporte bien un « bon » (l'U.R.S.S.), c'est en vain que l'on y chercherait un « méchant ». Il est écrit seulement que « ce n'est pas la faute de l'Union soviétique si les choses en sont là où elles en sont ». « L'Union soviétique, le parti communiste soviétique, ont tout leur possible pour conjurer ce processus, pour rétablir des rapports de bon voisinage et d'amitié authentique entre nos pays et nos partis. Cela a été confirmé au XXV<sup>e</sup> congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. », écrit Alexandrov, avant de rappeler que l'Union soviétique « est prête à reprendre les négociations pour le règlement des questions frontalières, ceci, bien évidemment, sous aucune condition préalable ».

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 4.)

## La baisse du franc s'amplifie à la veille des élections allemandes

Le deutschemark atteint 2 F 04 et le dollar 4 F 96

La baisse du franc, sensible depuis le début de la semaine, s'est amplifiée vendredi matin, à l'approche des élections du 3 octobre en Allemagne fédérale. Le deutschemark a atteint le cours record de 2,04 F (contre 2,02 F la veille), et le franc suisse celui de 2,03 F (contre 2 F) ; le dollar valait 4,96 F (au lieu de 4,93 F). A Rocard, où les députés U.D.R. ont réaffirmé leur soutien au gouvernement mais critiqué plus ou moins explicitement M. Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre a lancé un appel à la « cohésion et à l'unité de la majorité », laissant étalé de la « pression constante » qui s'exerce « contre notre monnaie ». (Voir page 42.)

L'attitude des cambistes n'est pas isolée. A la Bourse de Paris, les valeurs ont flechi jeudi de 2 %, ce qui porte à près de 15 % leur recul depuis le début de l'année pour page 361. Les commerçants ne sont pas plus enthousiasmés : ils ont décidé de ne pas appliquer le blocage des marges, dans la région parisienne au moins (voir page 42).

La majorité du S.M.C. n'est devenue effective qu'après le vote de la loi de finances de 1976. L'augmentation des cotisations sociales ne s'effectuera pas à l'époque de la Sécurité sociale en 1977 ; la limitation de la hausse des salaires, prévue par le plan Barre, risque en effet de priver de 5 milliards les caisses d'assurances sociales l'an prochain (voir page 37).

Si l'histoire moderne de l'inflation en France nous avait été contée, par exemple par un président de la République qu'on supposait libéré de préoccupations électorales, elle aurait été sans doute fort différente de la version qui nous en a été donnée, mercredi soir, sur les écrans de la télévision.

D'abord sur le point de départ : elle ne ferait pas remonter la hausse des prix français (expression que le président a préféré à celle d'inflation, dont le sens est plus large, et pourtant...) à la crise de l'automne 1972. Cette fois, c'est celle dont se sont servis en leur temps les dirigeants américains et anglais pour se décharger mutuellement de leurs responsabilités. En réalité, faut-il le rappe-

ler, le renchérissement du pétrole décidé à Koweït en novembre 1973, puis en décembre de la même année à Téhéran, a été plutôt une cause de déflation. Il s'est traduit en effet et se traduit toujours par un prélevement supplémentaire et brutal sur la richesse produite par les pays importateurs, diminuant d'autant leur capacité d'expansion interne.

Nul doute à cet égard que les décisions de l'OPEP aient précipité la récession que préparait de toute façon... l'inflation mondiale, qui s'était développée depuis la première chute du dollar intervenue en décembre 1971, comme M. Giscard d'Estaing le rappelle encore l'année dernière, à la veille de la conférence de Rambouillet.

Entraînant une vague de dépréciation de plus en plus fœtée et de nature hautement spéculative — le prix des matières premières avait été multiplié par 2,4 (presque 3,5 pour les produits alimentaires) avant et non après le quadruplement du prix du pétrole — cette inflation finit par entamer la capacité bénéficiaire des entreprises. Elle ne pouvait pas ne pas les précipiter un jour ou l'autre dans la crise.

Alors ministre de l'économie et des finances, M. Giscard d'Estaing avait lancé, à l'époque (décembre 1972), un plan déjà destiné... à lutter contre l'inflation. Il ne visait hélas qu'à peser sur l'indice des prix, notamment par un abaissement de la T.V.A.

Il reste que, si l'on se rapporte aux documents les plus officiels, notamment aux derniers rapports annuels du Conseil national du crédit, les années 1972 et 1973 sont présentées comme une période de restriction de crédits. L'ouï vient que les résultats aient été si décevants ?

La question n'a pas seulement un intérêt rétrospectif. Elle intéresse le sort du programme que le gouvernement vient de lancer. Le succès de ce dernier dépendra non seulement de la rigueur avec laquelle seront appliquées les restrictions quantitatives qu'il contient, mais aussi de la présence ou de l'absence des réformes de structures qui devraient, en tout état de cause, les accompagner.

(Lire la suite page 40.)

## Quelles réformes de structures contre l'inflation ?

par PAUL FABRA

Si l'histoire moderne de l'inflation en France nous avait été contée, par exemple par un président de la République qu'on supposait libéré de préoccupations électorales, elle aurait été sans doute fort différente de la version qui nous en a été donnée, mercredi soir, sur les écrans de la télévision.

D'abord sur le point de départ : elle ne ferait pas remonter la hausse des prix français (expression que le président a préféré à celle d'inflation, dont le sens est plus large, et pourtant...) à la crise de l'automne 1972. Cette fois, c'est celle dont se sont servis en leur temps les dirigeants américains et anglais pour se décharger mutuellement de leurs responsabilités. En réalité, faut-il le rappe-

ler, le renchérissement du pétrole décidé à Koweït en novembre 1973, puis en décembre de la même année à Téhéran, a été plutôt une cause de déflation. Il s'est traduit en effet et se traduit toujours par un prélevement supplémentaire et brutal sur la richesse produite par les pays importateurs, diminuant d'autant leur capacité d'expansion interne.

Nul doute à cet égard que les décisions de l'OPEP aient précipité la récession que préparait de toute façon... l'inflation mondiale, qui s'était développée depuis la première chute du dollar intervenue en décembre 1971, comme M. Giscard d'Estaing le rappelle encore l'année dernière, à la veille de la conférence de Rambouillet.

Entraînant une vague de dépréciation de plus en plus fœtée et de nature hautement spéculative — le prix des matières premières avait été multiplié par 2,4 (presque 3,5 pour les produits alimentaires) avant et non après le quadruplement du prix du pétrole — cette inflation finit par entamer la capacité bénéficiaire des entreprises. Elle ne pouvait pas ne pas les précipiter un jour ou l'autre dans la crise.

Alors ministre de l'économie et des finances, M. Giscard d'Estaing avait lancé, à l'époque (décembre 1972), un plan déjà destiné... à lutter contre l'inflation. Il ne visait hélas qu'à peser sur l'indice des prix, notamment par un abaissement de la T.V.A.

Il reste que, si l'on se rapporte aux documents les plus officiels, notamment aux derniers rapports annuels du Conseil national du crédit, les années 1972 et 1973 sont présentées comme une période de restriction de crédits. L'ouï vient que les résultats aient été si décevants ?

La question n'a pas seulement un intérêt rétrospectif. Elle intéresse le sort du programme que le gouvernement vient de lancer. Le succès de ce dernier dépendra non seulement de la rigueur avec laquelle seront appliquées les restrictions quantitatives qu'il contient, mais aussi de la présence ou de l'absence des réformes de structures qui devraient, en tout état de cause, les accompagner.

(Lire la suite page 40.)

## La nouvelle « démocratie directe »

par  
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale. Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif. Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales. Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale.

Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif.

Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales.

Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale.

Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif.

Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales.

Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale.

Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif.

Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales.

Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale.

Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif.

Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales.

Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale.

Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif.

Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales.

Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

de l'ordre des Français s'accommodent tant bien que mal des couplets lancés par la République, c'est l'appel des dirigeants des organisations représentatives de la vie sociale.

Le général de Gaulle avait inauguré cette « démocratie directe » : il s'adressait aux citoyens en ignorant superbement les partis, même et surtout celui qui usait de son nom sous la forme d'un adjectif.

Ses successeurs l'ont imité, parlant à regret. Voici que M. Giscard d'Estaing entreprend de parler aux travailleurs, aux cadres, aux paysans, aux patrons comme si les syndicats n'existaient pas.

La démarche vise toujours l'introuvable « majorité silencieuse », hier comme d'aujourd'hui. Elle n'est que des vœux sans tenir compte des usages partisans, aujourd'hui convisés à manifester sa discipline dans l'effort sans s'arrêter aux consignes syndicales.

Elle annonce des temps difficiles : voici venue l'heure de l'impopularité.

Le conservatisme foncier et le goût

ARTHUR M. SCHLESINGER  
conseiller spécial  
de Kennedy et de Johnson

**LA PRÉSIDENTE  
IMPÉRIALE**

l'enjeu des élections américaines  
l'avenir du régime présidentiel

AU JOUR LE JOUR

Les grands blessés

On a l'impression actuellement que M. Chirac se dispose à jouer à M. Giscard d'Estaing le même genre de dialogue que celui qu'il avait fait en avril 1974 à M. Chaban-Delmas et que Georges Pompidou avait inauguré à Rome à l'attention du général de Gaulle.

Au temps du calvaire de M. Chaban-Delmas, M. Giscard avait écrit qu'on ne tire pas sur une ambulance. Mais, à l'heure où le plan Barre suscite le consensus des non et où le chef de l'État ne sait plus sur quel caucus s'asseoir, on peut se demander s'il n'est pas urgent de prendre une croix rouge sur la voiture gouvernementale.

BERNARD CHAPIUS.

## JOHNNY HALLYDAY AU PALAIS DES SPORTS

### La chanson de geste

En jetant toute son énergie sur scène, comme un exutoire à une fureur de vivre, en rugissant, en empoignant le micro, en donnant le coup de poing au public, en fionquant une volée de coups et en se saoulant de mots, de gestes, de rythme, Johnny Hallyday est devenu dès son apparition, en 1960, comme un symbole onéux par des milliers de jeunes.

Il se reconnaissent en lui au moment même où, avec des laïers et un peu d'argent de poche, ils arrivent en force dans la vie active et sur le marché, du show-business modifié par le microsilicon

et par le rock qui jaillissent alors de partout, de la radio, des salles de danse et des comédies musicales d'Hollywood.

Avec les yeux bleus en amande noyés dans une sorte de brume, avec la tête enfoncée dans les épaules, la démarche butée et le visage timide, inquiet, comme en quête de quelque chose d'indéfinissable, mais qui se fendait brusquement d'un large sourire, Hallyday était le plus doux, la plus belle bête de scène jamais vue dans le music-hall français.

CLAUDE FLEOUTER.

(Lire la suite page 31.)

NICOLL  
850

# EUROPE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

### Avec trois jeunes candidats sans illusions sur leurs possibilités d'action

Une cinquantaine de députés ne se représentent pas aux élections allemandes du 3 octobre. En revanche, de nombreux jeunes font, pour la première fois, acte de candidature. Notre correspondant a suivi la campagne de trois dirigeants de mouvements de jeunesse, qui ont une bonne chance de siéger au prochain Bundestag : Mme Ingrid Matthäis pour le parti libéral, M. Wolfgang Roth pour le parti social-démocrate et M. Matthias Wissmann pour l'Union chrétienne-démocrate.

De notre envoyé spécial

Münster. — Dans la zone réservée aux plétons de Münster, à l'heure où les magasins sont pleins, Mme Ingrid Matthäis, trente et un ans, juge au tribunal administratif de la ville, ancienne présidente des Jeunes démocrates (1) et candidate du parti libéral dans la circonscription voisine, invite les passants à jouer au « jeu de l'oie de l'émancipation ».

« Vous travaillez bien à l'école, mais vous voulez passer la baccalauréat. Pour une fille, c'est du temps perdu : retournez à la case de départ. » Mme Ingrid Matthäis mène une campagne humoristique. Privée de moyens importants dans une région où le F.D.P. est très faible et la C.D.U. très puissante, elle a renoncé aux réunions traditionnelles qui attirent seulement un petit nombre de sympathisants convaincus. Elle préfère les discussions dans la rue, les distributions de tracts sur les marchés ou devant les garages, qui permettent d'engager la conversation.

Avec son « jeu de l'oie de l'émancipation », elle veut attirer l'attention à la fois sur le statut inférieur de la femme dans la société et sur les mesures prises par le gouvernement libéral-socialiste en faveur de l'égalité des sexes. Les badauds se massent autour de grands carrés de moquette posés à même le sol qui figurent les cases du jeu, et commencent à poser des questions : les retraites, le chômage, les « extrémistes » dans la fonction publique, la libéralisation de l'avortement.

Devant une tasse de café et les traditions gâteaux allemands, les « femmes au foyer » réunies par l'organisation féminine de la démocratie chrétienne dans un café de Ludwigsburg posent les mêmes questions à M. Matthias Wissmann, vingt-sept ans, juge stagiaire et président de la Junge Union (2). Avant de faire du porte-à-porte dans un quartier ouvrier, le jeune candidat de la C.D.U. consacre son après-midi aux élections. Il parle de la politique familiale et obtient facilement leur approbation quand il prend position pour la libéralisation contrôlée de l'interruption de grossesse, bien qu'une jeune femme murmure : « Ce n'est pas un thème pour un homme ! ». C'est le lot quotidien des candidats. Seuls les moyens diffèrent.

Mme Matthäis fait le plan de sa campagne dans sa cuisine avec l'aide de son mari et de quelques amis. M. Wissmann peut lui compter sur l'aide de plusieurs dizaines de militants de la Junge Union, sur l'engagement personnel des dirigeants

de la C.D.U. — M. Kohl est venu parler dans sa circonscription — et sur un budget respectable. Il a refusé une place sur la liste régionale parce que celle qu'on lui proposait n'était pas sûre. Il doit donc conquérir la circonscription (3), qui, il y a quatre ans, est allée au candidat du S.P.D. avec une avance de 4 % des suffrages.

Dans le même Land du Bade-Wurtemberg, mais dans la ville voisine de Pforzheim, M. Wolfgang Roth, trente-trois ans, économiste, ancien président des Jusos, est le mieux placé sur la liste du S.P.D. Il a pratiquement l'assurance d'entrer au Bundestag. Entre les distributions de tracts aux portes des usines, les réunions nocturnes avec les dirigeants du parti ou les discussions avec des syndicalistes, il prend le temps de visiter des entreprises de retraite comme la plupart de ses collègues. Il écoute les doléances des vieilles dames, fait peu de promesses, mais note leurs revendications et propose la création de centres de loisirs municipaux qui pourraient servir de lieux de rencontres pour plusieurs générations.

M. Wissmann, « l'homme qui fait bien ce qu'il fait », disent ses affiches, semble avoir quelques difficultés avec le slogan de son parti : « La liberté au lieu du socialisme ». Dans ses discours, il tourne autour sans le citer expressément, préférant s'en prendre à la bureaucratie et à l'interventionnisme étatique plutôt qu'au « socialisme » d'une manière générale.

M. Roth et M. Matthäis ont en commun d'appartenir à l'aile gauche du leur parti respectif. Ni l'un ni l'autre n'entrevoient beaucoup d'illusions sur leurs possibilités d'action au Parlement. Ils savent qu'ils devront, par solidarité de groupe, soutenir des projets qui leur déplaisent ou renoncer à des réformes auxquelles ils tiennent. Mais ils espèrent que dans le groupe parlementaire libéral, comme dans le groupe social-démocrate, la gauche sera plus forte dans la prochaine assemblée. Pour M. Roth, la mobilisation de la base social-démocrate et la coopération avec les syndicats, isolées par le statut de député, sont aussi importantes que le vote des lois. Une façon comme une autre de poursuivre « la double stratégie » chère aux jeunes socialistes.

D. Vt.

(1) Organisation de jeunesse du parti libéral.  
(2) Organisation de jeunesse de la démocratie chrétienne.  
(3) Changement à la bureau des deux voix, l'une pour élire directement un candidat, l'autre pour voter pour une liste de parti.

### Angola

• UN RESSORTISSANT FRANÇAIS, M. Albert Bertrand, accusé d'appartenir aux « services secrets français », a été expulsé mercredi 29 septembre. Selon les autorités, M. Bertrand, « ami personnel du fan-tôche Holden Roberto » (leader du Front national de libération de l'Angola - F.N.L.A.), était venu en Angola en tant que « représentant d'un groupe industriel français ». (A.F.P.)

### Comores

• M. SALIM HEMIDI, ministre comorien de l'intérieur, a indiqué, jeudi 30 septembre, à Antananarivo (anciennement Tananarive), que le directeur de la compagnie pétrolière Shell - Comores, X. Morande Amin, était assigné à résidence aux Comores à la suite d'un « complot économique visant à asphyxier l'Etat comorien ». Une enquête est en cours, a-t-il dit, et le tribunal compétent statuera très prochainement sur le sort de M. Amin et des autres personnes impliquées dans cette affaire. (Reuters.)

### Espagne

• QUINZE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ contre la peine de mort, jeudi 30 septembre, à Vigo (Galice), à l'occasion du premier anniversaire de l'exécution de M. José Buz-

## A TRAVERS LE MONDE

berto Baena, membre du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (F.R.A.P.). — (A.F.P.)

### Finlande

• LE PRÉSIDENT KERKONEN a demandé, jeudi 30 septembre, au nouveau cabinet centriste d'ouvrir en vue d'un gouvernement majoritaire, « car un gouvernement minoritaire ne devrait être qu'une solution provisoire ». Un élargissement de la coalition n'est guère probable à court terme : les partis préfèrent attendre le résultat des élections municipales du 19 octobre. Et les sociaux-démocrates devront déjouer de la longueur de la cure d'opposition qu'ils sont en train de faire.

### République d'Irlande

• UN CHALUTIER SOVIÉTIQUE DE 2 500 TONNES, le « BELOMORIE », a été arrêté mercredi 29 septembre par des bâtiments de la marine irlandaise pour avoir pêché dans la zone des 12 milles, apprend-on à Dublin, de source officielle. Il a été amené jeudi dans le port de Cork. Le capitaine affirme être resté à 13 milles des côtes. — (A.F.P.)

## L'ultime débat télévisé entre les quatre principaux antagonistes n'a guère éclairé les électeurs

De notre correspondant

Bonn. — Le débat télévisé, jeudi 30 septembre, entre M.M. Schmidt, Genscher, Kohl et Strauss, que la presse ouest-allemande a conquis appelé « duel à quatre » n'a pas, malgré sa durée, apporté beaucoup de lumière aux électeurs. Les protagonistes ont été fidèles à leur réputation. Le chancelier Schmidt, précis et hautain, M. Genscher, sérieux et courtois, M. Kohl, convaincu et même passionné, et M. Strauss, offensif et bien documenté. Sur les problèmes de fond et le programme des deux camps, l'émission n'a pas permis, en revanche, d'en apprendre plus qu'en un mois et demi de campagne électorale.

Pendant plus de trois heures, les quatre participants auraient eu le loisir de développer leurs conceptions respectives des tâches du futur gouvernement, mais ils ont occupé leur temps soit à défendre leur politique passée, soit à justifier leurs critiques. La civilité ne survécit d'ailleurs pas à trois heures de discussions, et l'émission s'est terminée sur des échanges peu amènes entre M. Schmidt, d'une part, M.M. Strauss et Kohl, d'autre part.

Le débat a infligé un jugement souvent prononcé ces dernières semaines, selon lequel aucun grand thème ne dominait la campagne, puisque l'Allemagne fédérale est un pays sans problème. Il est vrai que la R.F.A. est mieux sortie de la crise économique que la plupart des autres pays occidentaux — et le chancelier ne s'est pas fait faute de le rappeler encore une fois.

Sans doute aucun choix dramatique ne s'imposait-il à la République fédérale comme c'était le

cas en 1972 lorsqu'il s'agissait d'approuver une politique rompu avec la pratique de vingt-cinq ans et aboutissant à reconnaître — fut-ce provisoirement — l'existence d'un autre Etat allemand. Ni l'enjeu ni la personnalité du chancelier ne sont, cette année, comparables. Avec ses discussions violentes, mais parfois creuses, et son caractère un peu ennuyé, la campagne est « normale » celle de 1972 était exceptionnelle.

M. Genscher a bien résumé le débat, au moins du point de vue de la coalition libérale-socialiste : « Faut-il remplacer un gouvernement qui est « révisé » ? En posant ainsi la question, les sociaux-démocrates et les libéraux évitent d'avancer une solution précise aux problèmes latents. L'opposition chrétienne-démocrate n'est pas plus imaginative. Ses velléités de poser ce qu'elle appelle « la nouvelle question sociale » (c'est-à-dire le sort des marginaux : vieux, handicapés, familles nombreuses, etc., qui ne peuvent s'appuyer sur des groupes de pression) ont fait long feu. Sous l'impression de son aile droite, la C.D.U.-C.S.U. s'est lancée dans une espèce de fuite en avant idéologique qui masque mal l'absence de toute conception politique précise. Son slogan : « La liberté au lieu du socialisme », suggère à l'électeur une décision fondamentale pour l'avenir de l'Allemagne — « et de l'Europe », ajoute M. Strauss — alors qu'elle n'est pas en mesure d'expliquer concrètement ce qui changerait si elle arrivait au pouvoir.

Un des paradoxes de cette cam-

pagne est que l'enjeu est supposé avoir une signification planétaire, alors qu'il est probable que, dans un premier temps au moins, la politique d'un gouvernement chrétien-démocrate ne se distinguera pas essentiellement de celle suivie jusqu'à maintenant. Les dirigeants de la coalition libérale-socialiste n'ont pas complètement tort quand ils qualifient le « programme d'urgence » présenté par M. Kohl comme un simple « démarquage » de la politique gouvernementale, la différence principale concerne les dégrèvements fiscaux promis aux entreprises par la C.D.U.-C.S.U., toutes les idées économiques de l'opposition pouvant se résumer ainsi : volonté de créer « un climat de confiance ». En politique étrangère, M. Kohl se déclare résolu à poursuivre sur la voie de la détente Est-Ouest, mais son inexpérience en la matière et la méfiance que suscite M. Strauss dans de nombreux pays peuvent laisser prévoir une période d'immobilisme.

Sagit-il alors simplement de choisir entre deux chefs de gouvernement ? Entre M. Helmut Schmidt, chancelier sans avoir été candidat à la chancellerie au moment des élections, pragmatique, sûr de lui, qui croit qu'une bonne connaissance de l'économie est le secret de la réussite, et M. Helmut Kohl, honnête homme, un peu provincial, dont la bonhomie compense la maladresse et la ténacité le manque de compétences ?

Ce serait méconnaître que quelques déclarations de dirigeants chrétiens-démocrates laissent pré-

voir, sinon un changement radical de politique, du moins un changement de climat.

M. Alfred Dregger, futur ministre de l'intérieur d'un éventuel gouvernement C.D.U.-C.S.U., ne laisse planer aucun doute sur sa philosophie quand il déclare : « Nous ne sommes pas devenus un peuple de play-boys, de milliardaires et de quelques étrangers accomplissant les desirs subalternes. C'est pourquoi je me demande si la principale tâche de la politique allemande était vraiment de faciliter l'avortement. »

En chassant les « extrémistes » de la fonction publique et les professeurs « rouges » des universités et des écoles, en demandant comme M. Kohl, aux ouvriers allemands de « retravaux leurs manières », la C.D.U.-C.S.U. se propose de rétablir ce qu'elle appelle « l'ordre naturel des choses », en exaltant la réussite individuelle et le goût de l'effort, « il ne doit plus être sanctionné par une progressivité rigoureuse de l'impôt », en critiquant l'interventionnisme croissant de l'Etat, elle renoue avec le libéralisme économique du dix-neuvième siècle. « La question existentielle de nos jours s'annonce ainsi, affirme M. Kohl : plus de liberté ou plus d'égalité ? Les sociaux-démocrates répondent : « plus de liberté grâce à plus d'égalité et plus de justice sociale », qui ne peuvent être obtenues, selon eux, sans l'intervention de l'Etat.

En ce sens, les électeurs ouest-allemands ont bien à choisir entre deux conceptions du monde qui, poussées jusqu'à leurs dernières conséquences, pourraient déboucher, à long terme, sur des politiques tout à fait opposées.

DANIEL VERNET.

## BIBLIOGRAPHIE

### « L'Allemagne inachevée »

de Michel Meyer

Le livre que Michel Meyer, correspondant de l'O.R.T.F. puis d'Antenne 2 à Bonn, vient de consacrer à l'Allemagne fédérale, est étrange parce qu'il est composé de deux parties dissemblables. Dans la première, fort de son expérience familiale et professionnelle, Michel Meyer décrit avec précision et humour la vie quotidienne outre-Rhin, les soirées « bière-télé » dans des salons trop neutres sur des sofas glacés à l'heure de l'été, les fêtes d'anniversaire, l'obsession du bien-être matériel, l'aversion à l'égard des enfants, les dépenses dispendieuses, les succès, d'ailleurs passagers, de la pornographie.

Dans la seconde, il analyse les rapports de force en Europe, la politique soviétique, « l'isolationisme américain », et tire cette conclusion : « Quand l'Allemagne se réunifiera, le continent basculera dans la sphère d'influence de l'U.R.S.S. Car ne nous y trompons pas, avec la victoire politique de « regarder vers le peuple germanique pour devenir, sous le masque de la sérénité économique, les vides du malaise politique », la vie quotidienne sera idéalisée et la « finlandisation » de l'Allemagne (1) y a plus que des liens, « des concours d'évidence ».

Par Michel Meyer, le malaise politique des Allemands, c'est la division de leur nation. Elle hante leurs nuits et détermine en dernière analyse toute leur politique.

L'Europe occidentale n'est que « le cap germano-latin du continent slave », dont le centre de gravité

se trouve loin à l'est. Aussi les intérêts objectifs des Allemands pour la réunification de leur pays sont-ils en fait le résultat de leur zone d'influence — concordent-ils pour provoquer à terme une neutralisation de l'Allemagne, c'est-à-dire, en d'autres termes, la neutralisation de l'Europe toute entière.

Que la question allemande constitue une « bombe à retardement », on l'accorde volontiers à l'auteur. Quelle doit provoquer nécessairement « l'éclatement de l'Europe occidentale », et son « basculement » dans la sphère d'influence soviétique, ce n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. Il semble même que la détente Est-Ouest n'ait pas provoqué « le changement par le rapprochement » cher à M. Rognon Bahr, mais qu'elle ait au contraire renforcé l'existence de chacun des deux Etats allemands et que la réunification économique, idéologique, voire nationale, qui les sépare.

Comment une « nouvelle grande Allemagne réunifiée géographiquement », dont Michel Meyer prévoit la « coopération », pourrait-elle être « matifiée et stérilisée politiquement » ? C'est bien parce qu'à l'Est comme à l'Ouest on est persuadé que le centre de gravité de l'Europe n'est pas à Bonn, mais à Moscou, que l'on ne veut de la réunification allemande et que chacun s'emploie pour l'empêcher. — D. Vt.

(1) Michel Meyer, *L'Allemagne inachevée*, Denoël, 1976, 238 p., 42 F.

### « L'Allemagne selon Willy Brandt »

d'Henri Ménudier

Le livre de Michel Meyer est dans l'éducation de nos sociétés. L'Allemagne de Willy Brandt, d'Henri Ménudier, l'œuvre d'un universitaire (1), s'il est tout les deux le même objet d'observation, il ne le dissèque pas avec le même instrument et ne tire pas les mêmes conclusions. Seule la rapproche leur vénération pour l'ancien chancelier Brandt. Michel Meyer regarde vivre les Allemands et essaie de les comprendre. Henri Ménudier étudie des structures politiques, économiques et sociales, sans en tirer de conclusions personnelles. Son livre serait un véritable manuel s'il n'y avait introduit des entretiens avec les présidents des trois grands partis, dont on retiendra cependant la schématisation de l'Allemagne, le travail d'Henri Ménudier n'est toutefois pas seulement « scientifique », il est aussi politique au sens où il poursuit un objectif. Faut-il, depuis son adolescence, de l'unité franco-allemande, l'auteur regrette que l'Allemagne soit encore vive par ses conflits au travers des clichés les plus éculés. « La R.F.A. immuable de Bismarck à nos jours ? Quelle bimochère d'ours affligante naité ! », écrit-il.

(1) Henri Ménudier, *L'Allemagne selon Willy Brandt*, avec une préface d'Alfred Grosser, Stock, 450 p., 48 F.

Les convergences et divergences dans l'éducation de nos sociétés devraient nous inciter à comprendre comment nos voisins tentent de résoudre leurs problèmes. « Nous aurions intérêt à procéder à de plus amples échanges d'expériences pour éviter d'effroyables gâchis », dit Henri Ménudier. « L'Allemagne selon Willy Brandt » est celle de la politique à l'Est et des réformes intérieures. C'est aussi celle des grands espoirs et des grandes déceptions. Pour comprendre le développement de cette expérience puis sa dérive après la démission de M. Brandt on se reportera au livre de l'ancien chancelier *Par-delà le quotidien* (2), où il se penche sur cinq années de pouvoir sans nous en dire plus que les conclusions sur la capacité de son parti à avoir ce qu'il appelle « des visions au sens terrestre et réalistes ». — D. Vt.

(2) Willy Brandt, *Par-delà le quotidien - Un bilan provisoire*, traduit de l'anglais par Guy Fritsch-Bastang et Suzanne Bauckhage (Gallimard), 286 p., 42 F.

**Un studio bien situé c'est de l'argent bien placé.**

73, avenue des Ternes, à 900 mètres des Champs-Élysées et du Bois de Boulogne, vous êtes sûr de réaliser un bon investissement. La situation privilégiée de cette résidence, la qualité de l'immeuble (profil « Qualité ») et le haut niveau d'équipement sont d'autant plus appréciables que les prix sont très compétitifs. Un studio de 32 m<sup>2</sup>, par exemple, au 3<sup>e</sup> étage, ne coûte que 223.000 F. Il reste également des 2 pièces et quelques appartements de 3 et 5 pièces.

**73 av. des Ternes Paris 17e.**

Prix ferme et définitif à la réservation.

Livraison décembre 1976. Renseignements et vente sur place tous les jours de 14 à 19 h sauf le mercredi.



Samedi et dimanche de 10 à 19h, ou GEFIC, 52 Champs Élysées Paris 8<sup>e</sup>, Tél. 256.91.98

Une réalisation SERDI.



## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### Le chancelier de l'échiquier rappelle au congrès travailliste les dures réalités économiques

De notre envoyé spécial

Blackpool. — Grâce à M. Denis Healey, les réalités économiques et monétaires ont réussi à pénétrer l'atmosphère tout à fait artificielle dans laquelle s'était déroulé, depuis quatre jours, le 75<sup>e</sup> Congrès annuel du parti travailliste à Blackpool. Même si le chancelier de l'échiquier a été interrompu à plusieurs reprises par des huées hostiles jeudi 30 septembre, il a bénéficié, en fin de compte, d'une ovation inattendue alors qu'il défendait avec beaucoup de véhémence la stratégie gouvernementale pour combattre l'inflation, remettre l'industrie britannique sur ses pieds et — si possible — arrêter la chute catastrophique de la livre sterling. Sans doute faut-il tenir compte du fait que beaucoup de délégués du parti travailliste considéraient la conférence annuelle comme l'occasion de passer une semaine au bord de la mer en compagnie de leurs épouses et de retrouver de vieux camarades. A Blackpool, qui est un gigantesque Luna-Parc, ils ne passent que quelques heures par jour au congrès avant de se répandre dans les pubs et les innombrables réunions très « arrosées » offertes par les syndicats et autres associations travaillistes. C'est pourquoi, peut-être, la crise du sterling, profondément ressentie à Londres et dans le reste du monde, a pu être ignorée aussi longtemps à Blackpool. Depuis le début de la semaine, les délégués se succédaient à la tribune du congrès en réclamant davantage d'écoutes d'industriels et de services sociaux, d'aide aux chômeurs, des réductions plus généreuses et des subventions dans tous les domaines afin de mieux établir le « paradis socialiste » sans se soucier le moins du monde de la crise économique et financière qui frappe durement le pays.

C'est seulement mercredi soir, lorsque le chancelier de l'échiquier annonce son intention de demander un nouveau crédit au Fonds monétaire international, que les dirigeants du congrès furent tirés de leur somnolence. Leur principale inquiétude visait d'ailleurs les programmes sociaux très ambitieux débattus par la conférence. Les chefs officiels du parti, qui se trouvaient en conflit ouvert avec le gouvernement Callaghan — se demandèrent non sans raison si le Fonds monétaire international n'allait pas imposer une réduction d'une politique d'économie et de déflation qui traiterait directement à l'encontre des vœux de la plupart des congressistes, uniquement soucieux d'accroître le budget social de la nation.

Tout en feignant de soutenir le gouvernement en approuvant à main levée les mesures prises pour défendre la livre, le comité exécutif national du Labour Party adopta une motion visant à repousser tout contrôle de l'institution monétaire interna-

JEAN WETZ.

### Roumanie

#### Des personnalités françaises demandent à M. Ceausescu de laisser venir en France la famille de Benedict Corlaci

Les membres du comité de soutien à l'écrivain roumain Benedict Corlaci ont fait appel par la presse de la famille qui fut depuis trois semaines pour obtenir que les autorités roumaines autorisent sa femme et ses jeunes enfants à le rejoindre. Ils ont adressé jeudi 30 septembre un télégramme à M. Ceausescu.

Rappelant au chef du parti et de l'Etat roumain les promesses faites par les autorités de Bucarest à M. Ceausescu, les signataires espèrent « un geste de générosité » : ils écrivent que ce cas « est de ceux auxquels les accords d'Helsinki, dont la Roumanie est l'un des signataires,

se doivent d'apporter une solution humanitaire ». Les signataires de ce télégramme figurent notamment MM. Eugène Ionesco, Raymond Aron, Pierre Dax, Jean-Marie Dorra, Pierre Emmanuel, François Fejtó, Roger Garandy, Jean d'Ormesson et Mme Annie Kriegel, ainsi que l'écrivain soviétique récemment émigré André Anouk.

D'autre part, une lettre a été adressée à M. Pitag, ambassadeur de Roumanie à Paris par Mme Solange Maréchal, vice-présidente du Conseil de Paris, ainsi que par M. Georges Messin, député du XVI<sup>e</sup> arrondissement, et M. Michel Kibel, membre du Conseil de Paris. Ils signalent qu'ils ont reçu de nombreuses lettres de Parisiens qui ont vu M. Corlaci sur la terrasse du Palais de Chaillot, où il poursuivait sa grève de la faim, et qui « réclament et exigent » du refus persistant des autorités roumaines. Elles demandent à M. Pitag d'user de son influence pour que cesse cet état de choses, « dans l'intérêt de la santé de M. Corlaci et aussi pour le bon renom des deux pays ».

D'autre part, le fils et la belle-fille de Mme Margareta Zdrachal, qui avait fait elle aussi la grève de la faim pour obtenir leur venue en France, sont arrivés jeudi 30 septembre à Paris venant de Bucarest. Mme Zdrachal est sortie de l'hôpital pour aller les accueillir à l'aéroport.

### Gibraltar

#### LES PARTISANS DU DIALOGUE AVEC MADRID SONT BATTUS AUX ÉLECTIONS

Gibraltar (Reuters). — Le parti travailliste de Gibraltar, dirigé par Sir Joshua Hassan, ministre principal de la colonie, a remporté les élections qui se sont déroulées mercredi 28 septembre. Il obtient huit des quinze sièges à l'Assemblée. Aucun des trois candidats préconisant des négociations rapides avec Madrid pour mettre fin au blocus espagnol du Rocher n'est parvenu à se faire élire.

Solamente quinze pour cent des seize mille électeurs se sont rendus aux urnes (un peu plus qu'en 1972). Ces résultats confirment l'attitude favorable à Londres adoptée lors du référendum de 1967. En représailles, l'Espagne imposa un blocus en 1969. Cette semaine, le ministre espagnol des affaires étrangères a réitéré les revendications de son pays sur ce territoire de 7 kilomètres carrés, cédé à l'Angleterre en 1704.

## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### APRÈS LEUR DÉFAITE DANS LA MONTAGNE

#### Les Palestiniens ont rejeté l'offre de négociations de Damas

Alors que les Syriens et les forces de droite achevaient jeudi soir 30 septembre de « nettoyer » le secteur montagneux du Metn évacué par les Palestiniens, l'O.L.P. a rejeté l'offre de négociations de Damas.

Le chef militaire des Phalanges, M. Aminé Gemayel, a affirmé, pour sa part, que son camp exigeait le retrait des forces palestiniennes des districts d'Aley et du Chouf, localités montagneuses au sud-est de Beyrouth, qui constituent le

lieu de M. Joumblatt, chef de file de la gauche libanaise.

Celui-ci a dénoncé jeudi, à son arrivée à Bagdad, « l'intervention ouverte du régime syrien dans les affaires libanaises, dans le cadre d'un plan visant à l'annexion lente » du territoire libanais. Dans les milieux proches du leader druze, on confirme que ce dernier pourrait conclure sa tournée au Proche-Orient par une visite à Paris.

● A MOSCOU, l'agence Tass a diffusé

jeudi un communiqué du comité soviétique de solidarité afro-asiatique réclamant le retrait des forces syriennes du Liban. Ce document souligne que la présence des militaires syriens au Liban constitue « un sujet d'inquiétude pour l'opinion mondiale et soviétique », et se prononce en faveur d'un « règlement par les moyens politiques de toutes les questions pendantes entre les parties intéressées » et contre « l'ingérence étrangère dans les affaires du Liban ».

De notre correspondant

réistance tout en maintenant une forte pression sur elle.

Déjà l'armée syrienne resserre son emprise. Après avoir nettoyé les villages de la montagne, elle occupe maintenant les villages bordant ce territoire. L'importante localité de Bhamdoun est presque entièrement encerclée et la menace sur Beyrouth devient plus précise.

Ce que Damas exige des Palestiniens dans cette nouvelle phase de la guerre est clair : qu'ils se retirent de tous les fronts aussi bien à Beyrouth qu'en province (ce qui entraînerait l'effondrement du Mouvement national progressiste), et qu'ils réintègrent leurs camps.

Après avoir délibéré durant toute la journée de jeudi, les dirigeants de l'O.L.P. ont rejeté l'offre syrienne de négociations. « Nous n'avons examiné que les moyens de résister », a déclaré M. Abou Ayad, numéro deux du Fath.

Les Palestiniens poseraient plusieurs conditions à l'ouverture de négociations avec la Syrie : un cesse-le-feu sur le terrain, la fin du blocus du secteur palestinien progressiste et l'arrêt de la coordination militaire et politique entre Damas et la droite chrétienne.

#### Neuf mouvements et périodiques chrétiens lancent un appel en faveur des Palestiniens et de la gauche libanaise

Neuf mouvements, groupes et périodiques, qui se prononcent pour la plupart en faveur du socialisme, ont publié, jeudi 30 septembre, un communiqué de soutien au Front des chrétiens patriotes récemment créé au Liban, et à la résistance palestinienne. Ce texte déclare notamment :

« Un fait nouveau est apparu récemment dans le contexte chrétien libanais, jusqu'ici profondément marqué, au travers de la guerre, par le système confessionnel de la nation. C'est la naissance d'un mouvement national et progressiste libanais pour un Liban uni, laïque et démocratique. »

« Les perspectives des phalanges et de la réaction libanaise sont dans le sens de la création d'un Liban confessionnel qui renforcera de fait le statu quo en Liban. Nous sommes convaincus que la résistance palestinienne a donc raison de s'opposer par tous les moyens à cette confessionnalisation. »

« Des patriotes libanais et palestiniens luttent côte à côte contre l'agresseur syrien. (...) Nous défendons l'hypothèse de certains milieux chrétiens qui (...) mettent en avant, à égalité ou autrement, les excès et atrocités qu'ils subissent dans les deux camps, tout en négligeant de faire une analyse politique de la situation. » (...)

Cet appel est signé par l'Action catholique, le Centre œcuménique de liaisons internationales, Christianisme social (Parole et Société), Cité nouvelle (chrétiens marxistes), l'Équipe nationale de la jeunesse étudiante catholique (JEC), le Mouvement chrétien pour la paix, Notre Combat, Témoignage chrétien V<sup>e</sup> nouvelle.

\* Pour toute information concernant cet appel et les modalités d'adhésion à la résistance palestinienne et aux progressistes libanais, écrire ou téléphoner au Front des chrétiens patriotes aux bons soins de l'Équipe nationale, 42, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, tél. 26-87-30. Souhaiter rencontrer M. Chamey, 47 403 R. Crédit lyonnais.

#### UNE MISE AU POINT DE L'UNESCO A PROPOS D'ISRAEL

Alors que doit se réunir, samedi 2 octobre, à Paris, un colloque organisé par le Comité d'études de l'UNESCO, la conférence internationale pour l'annulation de la dette de l'UNESCO, le service d'information de l'organisation a publié jeudi le communiqué suivant :

Certaines des résolutions votées à propos d'Israël par la conférence générale de l'UNESCO en 1974 continuant de donner lieu à des commentaires erronés, il apparaît nécessaire de rappeler une fois encore la portée exacte de ces décisions.

1. — A aucun moment cette conférence n'a envisagé d'annuler la dette d'Israël. Aucune des résolutions qu'elle a adoptées ne met en cause l'appartenance de cet Etat à l'Organisation.

Depuis lors, comme depuis son adhésion en 1949, et de plein droit, Israël a pu prendre part à toutes les activités de l'UNESCO et y compris les conférences et réunions d'experts organisées à l'échelle internationale. Il a d'ailleurs usé de ce droit à différentes reprises, tant en 1975 qu'en 1976. Les savants et chercheurs, les éducateurs et spécialistes de la culture israéliens n'ont à aucun moment été empêchés de participer à la conférence de la région arabe, comme par le passé, aux travaux de l'Organisation, et la nationalité israélienne continue

d'avoir une représentation normale au secrétariat de l'UNESCO.

2. — Il est vrai que, malgré sa demande, la conférence générale de 1974 n'a pas inclus Israël parmi les pays invités à concourir à la réalisation de certains programmes régionaux d'urgence. Elle n'en a pas moins reconnu le principe fondamental selon lequel chaque Etat membre a le droit et le devoir de participer pleinement et de façon régulière aux activités tant régionales qu'internationales de l'organisation et à exprimer le désir de contribuer à faire en sorte que chaque Etat puisse exercer ce droit et s'acquiescer de ce devoir.

C'est en se fondant sur cette résolution que, à la session de l'automne 1975, le conseil exécutif de l'Organisation, qui se réunit deux fois par an entre les sessions de la conférence générale, a adopté une recommandation adressée à cette dernière pour qu'elle complète, lors de sa prochaine réunion à Nairobi, en octobre 1976, sur la base des propositions des Etats faisant déjà partie de chacune des différentes régions, la liste des Etats membres à participer aux activités régionales de l'UNESCO. Le conseil a invité les Etats intéressés à faire connaître au directeur général avant la réunion de la conférence, la région aux activités de laquelle ils souhaiteraient participer.

#### Règlements de comptes à Mtein

Mtein (Montagne libanaise) (A.P.P.). — Au moment de l'évacuation, mercredi 29 septembre, de la petite bourgade de Mtein par les forces palestiniennes, il restait encore, dans les rares maisons intactes, quelques cent cinquante habitants, tous chrétiens. Le maire admet volontiers que, en dehors de quelques graves excès, dont l'assassinat d'une religieuse, les Palestiniens progressistes se sont comportés « correctement ».

Pourtant, c'est l'heure des règlements de comptes. Les chrétiens de Mtein n'oublient pas les humiliations qu'ils ont subies lors des derniers jours de mars, lorsque les éléments armés de la gauche ont occupé la localité. Jeudi après-midi, deux ou trois maisons ont été dynamitées par qu'elles appartenaient à des Druzes ou à des progressistes. Quatre ou cinq autres ont été incendiées.

Pour les chrétiens de Mtein, les Druzes ont eu le tort de « collaborer » avec les Palestiniens progressistes, et d'avoir parfois pillé ou incendié leurs maisons.

« C'est la vengeance maintenant », dit un jeune katab de dix-sept ans, en allumant la mèche qui fera exploser la charge de dynamite placée dans l'une des maisons « ennemies ».

« Les Druzes, dit un habitant, c'est fini, nous n'avons plus confiance. »

Lorsque les Palestiniens ont

abandonné la bourgade, tous les Druzes et les quelques chrétiens progressistes en ont fait de même. Seul un vieillard, chrétien communiste, était resté.

Il n'avait pas porté les armes. Il ne craignait rien. Son corps git maintenant, transpercé de plusieurs balles, dans un fossé, non loin de l'église, qui a été détruite par les Palestiniens progressistes, et du cimetière adjoint, dont certaines tombes ont été profanées. Personne ne sait qui a exécuté ce vieillard. On sait simplement qu'il paye pour les autres.

Des habitants de Mtein et des autres villages des alentours préfèrent, assurent-ils, les Syriens aux Palestiniens, mais de là à dire qu'ils les acceptent...

A Salima, plus à l'ouest, le spectacle n'est pas tout à fait le même : peu de destructions, mais, apparemment, les Palestiniens progressistes ont opposé une plus forte résistance. Quelques cadavres jonchent les rues, certains d'entre eux ont été incendiés.

M. Aminé Gemayel, fils du leader des katabs et chef des forces conservatrices du district de Mtein, a présidé jeudi une sorte de « défoulement de la victoire » à Bklfaya, au cours duquel il a rendu hommage aux Syriens, qui, a-t-il dit, ont été les seuls alliés des chrétiens « dans des heures sombres ».

OCTOBRE

ateliers

# ASP

carrelages, salles de bains-accessoires, robinetterie, cuisines agencées, cheminées



mois du carrelage

plus de 1000 modèles rustique, style, moderne

## 15% DE REMISE

sur tous les articles "à emporter" marqués d'un canard

A.S.P. EZANVILLE : à 20 mn de Paris - nationale 1, Route de Beauvais, sortie Ezanville - correspondance B.P. 7 - 95460 Ezanville - 5000 m² d'exposition - ouverture de 9 h à 12 h 30, de 13 h 30 à 18 h 30 - même le dimanche. Nocturne le mercredi - tél. 991.92.13.

A.S.P. CRETEIL : Centre commercial CRETEL-SOLEIL tél. 993.04.62

A.S.P. BELLE EPINE : Centre commercial BELLE EPINE tél. 686.77.78

A.S.P. PARIS : 133, avenue de Clichy tél. 228.00.93 Mr Brochant - Nocturne le mercredi

## DIPLOMATIE

### La visite de M. Rossi à Alger pourrait amorcer une détente dans les relations avec Paris

M. André Rossi, ministre du commerce extérieur, se rendra au début d'octobre en Algérie, à l'invitation de son homologue algérien, M. Lachachi Yaker, pour visiter la 1<sup>re</sup> Foire internationale et la 2<sup>e</sup> Foire panafricaine. Il s'agit de la traditionnelle « journée française » de la Foire internationale. Depuis le voyage de M. Jean François-Poncet, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à la fin du mois d'avril, aucun ministre français ne s'était rendu à Alger. M. François-Poncet avait l'intention d'y retourner cet automne, mais sa nomination au secrétariat général de l'Elysée lors du changement de gouvernement ne lui a pas permis de donner suite à ce projet. La visite de M. Rossi permettra peut-être d'amorcer une certaine détente dans des relations tendues depuis plus d'un an.

L'ouverture du dialogue est recherchée de part et d'autre. Depuis deux mois, la presse algérienne s'est abstenue de critiquer ouvertement la France. Cette attitude contraste avec la série d'attaques lancées précédemment à propos des offres de M. Giscard d'Estaing concernant le Liban, de la vente de centrales nucléaires à l'Afrique du Sud et même de l'affaire d'Entebbe, Paris ayant été accusé d'avoir facilité le raid israélien en Ouganda. Ce ton semble avoir été abandonné, et « El Moudjahid » a même publié récemment un article appréciant favorablement la politique suivie par M. Paul Duvion en faveur des travailleurs immigrés.

Lors de la conférence des non-alignés à Colombo, l'Algérie s'est abstenue de prendre une position en faveur du sujet de la politique algérienne vis-à-vis de l'Afrique du Sud. M. Rossi fera sans doute le point avec ses interlocuteurs algériens sur

les relations économiques entre les deux pays. Le très important déficit de la balance commerciale au détriment de l'Algérie avait été à l'origine de la crise au lendemain de la visite de M. Giscard d'Estaing à Alger au printemps 1975. Il s'est élevé à 5 milliards de francs environ pour 1975. Bien qu'une circulaire ait recommandé aux sociétés nationales algériennes de ne plus passer de contrats avec des firmes françaises, le déficit se monte encore pour les six premiers mois de 1976, à 2,6 milliards de francs. Les importations françaises de produits algériens ont atteint 2,1 milliards (dont plus de 1,9 milliard pour les hydrocarbures) et les ventes algériennes 4,7 milliards de francs. Bien que les achats de pétrole soient pour le moment supérieurs aux prévisions (ils ont dépassé les 4,7 millions de tonnes), le déséquilibre des échanges reste très préoccupant pour Alger, qui attend toujours que le domaine des « gestes concrets ».

Les problèmes politiques n'ont pas disparu. Les dirigeants algériens continuent à reprocher au gouvernement français qui ne s'en défend pas d'être favorable à l'action entreprise par le Maroc au Sahara occidental. — D. J.

### LE PREMIER MINISTRE DES FIDJI ACCUSE PARIS DE « MESQUINERIE »

Suva (Reuter). — Sir Kamisese Mara, premier ministre des Fidji, a accusé, jeudi 30 septembre, la France de faire preuve de « mesquinerie » en s'opposant à l'accréditation de M. Nandan, ambassadeur de l'archipel auprès de la Communauté européenne (le Monde du 29 septembre). « Il incombe à la France de se comporter en gouvernement responsable », a-t-il déclaré, ajoutant que les huit autres pays de la C.E.E. ont accepté la nomination de M. Nandan.

« La France entretient peut-être l'espoir que ses objections pousseraient les Fidji à annuler cette nomination », a déclaré le premier ministre. Nous avons cependant exposé clairement notre position. L'ambassadeur est sur place, et il appartient à la Commission de décider aussitôt que possible s'il convient ou non de le reconnaître. » Sir Kamisese Mara a dit que la démarche de la France contre M. Nandan était sans précédent. Lorsque M. Nandan a été nommé, les essais nucléaires français, « si c'était le porte-parole de son pays, et si n'est pas juste que Paris s'en prenne personnellement à lui ».

### RECEVANT LE NOUVEL AMBASSADEUR DE FRANCE

#### Paul VI évoque « la passion de l'opinion publique pour l'Eglise »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Le nouvel ambassadeur de France près le Saint-Siège, M. Georges Galichon, a présenté, jeudi 30 septembre, ses lettres de créance au pape.

« L'Eglise », a notamment souligné l'ancien président de l'Afrique, ne confond ni avec les communautés politiques ni avec les divers systèmes qui les inspirent. (...) Mais parce que les mêmes hommes sont à la fois fils de l'Eglise et citoyens de l'Etat, il est hautement souhaitable que, sans méconnaître les circonstances de temps et de lieu, une coopération harmonieuse et efficace s'instaure entre l'une et l'autre.

Faisant une allusion à l'affaire LeFebvre, le nouvel ambassadeur a souligné, d'autre part : « Votre Sainteté ne manque jamais d'inviter ses fils de France à unir au zèle missionnaire la fidélité à l'authentique tradition, et aux initiatives apostoliques la soumission au magistère qui a la responsabilité ultime de l'annonce de la foi ».

Dans sa réponse, Paul VI a également évoqué cette affaire en disant : « Des faits récents ont manifesté l'intérêt et même la passion d'une très large fraction de l'opinion publique pour le problème de l'Eglise. Puissent nos fils de France, qui savent notre affection, répondre dignement à cette attente par la profondeur de leur foi, par leur rectitude morale, par leur générosité évangélique, par leur cohésion avec la tradition vivante de l'Eglise, en communion avec leurs évêques et avec ce siège apostolique, garant du signe de l'unité pour tous les disciples du Christ ».

Le pape devait faire, d'autre part, une discrète allusion au problème de l'armement. « Nous nous intéressons grandement, a-t-il déclaré, à la part que votre peuple peut aujourd'hui apporter à la communauté mondiale et à la vitalité de l'Eglise. Tout ce qui contribue ou contribue à faire progresser l'esprit humain en quête de culture, et plus encore de sagesse et de valeurs supérieures, à faire respecter la vie

### En visite imprévue à Paris

#### M. FAHMI A REMIS A M. GISCARD D'ESTAING UN MESSAGE DU PRÉSIDENT SADATE

Le ministre des affaires étrangères d'Egypte, M. Ismail Fahmi, a été reçu, jeudi après-midi 30 septembre, pendant une demi-heure par M. Giscard d'Estaing. Il a eu ensuite un entretien avec le secrétaire général de l'Elysée, M. François-Poncet. Le ministre égyptien a remis à M. Giscard d'Estaing un message du président Sadate. En quittant l'Elysée, il s'est refusé à en divulguer le contenu et n'a fait aucune déclaration.

On croit généralement que cette visite imprévue de M. Fahmi à Paris a trait à la crise libanaise, au sujet de laquelle le président Sadate déploie une grande activité.

Dans un message au nouveau président libanais, M. Sarkis, M. Giscard d'Estaing déclarait, pour sa part, le 20 septembre, que la France restait « disposée » à apporter au Liban la contribution que ce pays souhaiterait pour promouvoir la réconciliation, la sécurité et la reconstruction du Liban.

### QUE CHOISIR?

#### TESTS

#### Les vins DE L'AMIANTE !

#### Les télé COULEURS

#### Le guide EMBALLAGES

### QUE CHOISIR?

#### EN KIOSQUE

**l'Arche**  
LE MENSUEL DU JUDAÏSME FRANÇAIS  
14, rue Georges-Berger, Paris-17<sup>e</sup>  
Tél. 924-13-19 CCP Paris 14-724-79

PRESENTA SON NUMERO SPECIAL  
**Almanach 5737**  
196 pages • nombreuses illustrations • 12 F

en vente dans les kiosques, librairies et à l'ARCHE  
Abonnements France (60 F) Etranger (80 F)

## ASIE

### Chine

### L'anniversaire de la fondation du régime a été célébré avec une grande discrétion

De notre correspondant

Pékin. — Plusieurs des festivités qui marquent traditionnellement le 1<sup>er</sup> octobre, anniversaire de la fondation de la République populaire, ont été supprimées cette année en raison de la mort du président Mao. Il n'y a eu ni banquet officiel ni attractions populaires dans les parcs. La période de deuil officiel qui s'ensuivra durera jusqu'à ces derniers jours de septembre terminés. La radio diffuse de la musique. De nouveaux films sont présentés dans les cinémas.

La mémoire du président Mao n'a pas moins été au centre d'un « séminaire » qui s'est tenu jeudi soir à Pékin pour célébrer ce vingt-septième anniversaire du régime. Quelques centaines de représentants des « ouvriers, paysans, soldats et étudiants » avaient été conviés à cette manifestation, à laquelle assistaient tous les membres du bureau politique présents à Pékin. Mme Chiang-King et M. Wang Dong-wen, notamment. Le premier ministre, M. Hua Kuo-feng, a pris la parole. Selon les extraits de son discours qui ont été diffusés, il a essentiellement réitéré la consigne inlassablement répétée depuis trois semaines à la population de « transformer sa douleur en force ».

Cette manifestation s'est tenue dans une salle de la tour qui domine la porte Tien-An-Men. L'endroit même où fut proclamée, en 1949, la République populaire. L'éditorial publié vendredi par le Quotidien du peuple rappelle ce jugement du président défunt : « Agissez surtout les principes établis ». Il insiste sur la théorie de la « révolution permanente » de Mao Tse-toung, qui a été mise en place d'une coopération commerciale, scientifique et technique. Reste à savoir ce qu'on va penser à Pékin de cette mise en place d'une coopération commerciale, scientifique et technique.

Les analyses d'Alexandrov sont confirmées par le message du président du Soviet suprême et du conseil des ministres adressé, toujours à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la révolution chinoise, au comité permanent de l'Assemblée chinoise des représentants du peuple et au conseil d'Etat de la R.P.C.

Ce texte, qui compte, très exactement, quarante-quatre lignes (dix lignes de la mort de Mao l'an dernier), réaffirme les bonnes dispositions de l'Union soviétique à l'égard de la Chine ainsi que la volonté de Moscou de normaliser ses rapports avec Pékin. Cette normalisation doit être fondée sur « les principes de l'égalité en droit, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures réciproques ». Fait également nouveau par rapport à l'an dernier : le message se termine par des vœux « de prospérité et de succès au grand peuple chinois ».

En attendant de voir comment les dirigeants chinois réagiront à la nouvelle attitude soviétique, il est probable que la presse communiste de Pékin se livre à une attaque contre la Chine. Ces attaques ont soudainement cessé au lendemain de la mort de Mao Tse-toung. Les journaux de Moscou n'ont même pas critiqué la tournée que vient de faire en Chine M. Schlesinger, considéré comme le principal artisan d'un axe Pékin-Washington. Cette retenue aurait été inévitable si l'y a seulement quelques semaines.

M. Ford a senti qu'il ne pouvait pas éluder toujours les questions des journalistes. Il a admis que lorsqu'il était représentant, il avait été à plusieurs reprises invité par différents présidents de sociétés — Cont la puissante U.S. Steel — pour des week-ends de golf, tous frais payés par ses hôtes. Le président estime qu'il n'a en aucune façon entretenu les règles du Congrès adoptées en 1968 concernant les conflits d'intérêt. Il a précisé, en outre, qu'il avait lui-même souvent invité, à titre de réciprocité, les mêmes businessmen. « A l'occasion, a-t-il dit, nous discutons des problèmes en instances devant le Congrès. » Mais jamais, affirme-t-il, ses hôtes ne lui demandèrent la moindre faveur.

M. Ford a souhaité que soient rendus publics au plus vite les résultats de l'enquête actuellement menée par le procureur Charles Ruff sur les contributions de l'industrie de la marine marchande à sa campagne de 1970 pour la Chambre des représentants. M. Ford a affirmé que c'est à dessein qu'il n'est pas intervenu ou n'a pas fait intervenir ses collaborateurs dans cette affaire. Il a laissé entendre qu'une telle démarche aurait pu être interprétée comme une pression destinée à gêner le travail du procureur. Il a précisé que toutes les sommes reçues au titre des frais de tournée électorale ont figuré entièrement dans ses déclarations de revenus.

HENRI PIERRE

### Japon

### Depuis le début de l'affaire du Mig

#### SIX CHALUTIERS ONT ÉTÉ ARRAISONNÉS PAR LES SOVIÉTIQUES

Tokyo (A.P. Reuter). — Les pêcheurs japonais ont été invités par le gouvernement à faire preuve d'une grande prudence lorsqu'ils se trouvent à proximité des eaux territoriales de l'U.R.S.S. en raison de la tension qui règne entre Moscou et Tokyo depuis la suite au Japon d'un pilote de Mig-25.

Le ministère des affaires étrangères a annoncé, jeudi 30 septembre, la date de l'atterrissage du Mig. L'U.R.S.S. a arraisonné six chalutiers japonais, avec vingt-neuf pêcheurs à bord. Le dernier de ces arraisonnements aurait eu lieu au sud des Kouriles septentrionales, archipel que les Soviétiques occupent depuis la deuxième guerre mondiale.

Ces pratiques soviétiques ne sont pas nouvelles. Les arraisonnements pour « pêche illégale dans les eaux territoriales » se multiplient quand des difficultés surgissent entre les deux gouvernements. Depuis 1949, plus de mille cinq cents chalutiers japonais ont été arraisonnés, avec quelque douze mille hommes d'équipage. Les autorités soviétiques retiennent toujours cinq cent soixante-neuf chalutiers et quarante-six pêcheurs.

### TROIS NOUVELLES INCULPATIONS DANS L'AFFAIRE LOCKHEED

Tokyo (A.F.P.). — Trois nouvelles inculpations ont été prononcées jeudi 30 septembre au Japon, dans l'affaire des pots-de-vin versés par Lockheed. Une personnalité d'extrême droite, M. Yoshio Kodama, a été inculpée de fraude fiscale et de violation du contrôle des changes. M. Kodama doit être interrogé au sujet d'une somme de 1 800 millions de yens qu'il aurait touchée de Lockheed, et de la manière dont il l'aurait redistribuée.

D'autre part, M. Tokujirō Wakasa, ancien président de la compagnie ANA (All Nippon Airways), et Hiro Hiyama, ancien président de la société Marubeni, ont été inculpés de fausses déclarations devant la commission parlementaire d'enquête sur le scandale. Le nombre de personnes inculpées depuis le début de l'affaire s'élève maintenant à seize.

**Jocelyn**  
PARIS



134 bd St-Germain Paris 6<sup>e</sup> - 033.44.10  
76/78 ch. d'Issy-les-Moulineaux - 225.38.33  
5 rue du Cherche-Midi 6<sup>e</sup> - 548.75.47

**LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY**



85 rue de Sèvres  
5 rue du Louvre  
81 rue St-Lazare  
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles sport de grand confort, toutes les pointures, de 35 à 48.

Catalogue gratuit  
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>.

« Le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré »



**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, rue St-Honoré Paris (1<sup>er</sup>)  
NETTOYAGE-GARDE-TRANSFORMATIONS

100-100-100



## ASIE

Sri-Lanka

### Le gouvernement se heurte à des difficultés économiques et à l'irréductibilité des Tamouls du Nord

De notre envoyé spécial

Colombo. — La tenue, en août, à Colombo, de la Conférence des pays non alignés a fait bénéficier le gouvernement de Mme Bandaranaike d'un regain de prestige dont il avait fort besoin, à quelques mois des élections législatives. Les conséquences n'ont pas manqué de s'en faire sentir. Une semaine à peine après la conférence, le parti gouvernemental — le Sri Lanka Freedom Party (S.L.F.P.) ou Parti de la liberté — remportait une élection partielle qui mettait fin à une longue série d'échecs et redonnait espoir à une majorité tentant l'initiative lui échappant au profit de l'opposition de droite, l'United National Party (U.N.P.), le Parti de l'Union nationale.

La campagne avait été animée par la presque totalité des membres du gouvernement. L'action du chef de l'opposition, M. J. R. Jayawardene fut à peine mentionnée par une presse docile. Le prestige de la conférence a sans doute contribué à ce succès dans une circonscription traditionnellement favorable au S.L.F.P. Mais l'U.N.P. a-t-elle fait campagne avec l'ardeur nécessaire ? Ne craignait-elle pas qu'une victoire de l'opposition précède le premier ministre à suivre l'exemple de Mme Gandhi et à repousser les élections générales ? Certains dirigeants, en particulier ceux qui risquent de perdre leur siège, seraient favorables à une telle mesure.

Interrogé à ce sujet, M. Félix Bandaranaike, ministre de la justice et des finances, parent du premier ministre et un des hommes forts du S.L.F.P., se montre prudent. Affirmant tout d'abord qu'il ne voit pas pourquoi les élections — prévues pour mai 1977 — seraient reportées, alors que le gouvernement est certain de les gagner. Il ajoute que, bien sûr, si les deux tiers des députés décidaient d'amender la Constitution dans ce sens.

En dépit de l'optimisme officiel, la situation est pour le moins délicate. Bien qu'elle ait été un peu ralentie récemment, la hausse du coût de la vie a beaucoup touché la population, et le chômage demeure important. L'U.N.P., lié aux milieux d'affaires pro-occidentaux, a mis à profit la crise pour attaquer la politique économique du gouvernement.

Le chef syndicaliste trotskiste,

M. Bala Tampoe, commente ainsi la situation : « L'U.N.P. a gagné du terrain dans les écoles et chez les jeunes qui ont soutenu l'insurrection de 1971. Certains d'entre eux voteront U.N.P. » Mais, pour éviter que ces électeurs ne votent pour la droite, M. Bala Tampoe et son parti marxiste-révolutionnaire — affilié à la quatrième Internationale — complètent leur stratégie de « gauche » à la gauche est décomposée, dit M. Tampoe, les communistes pro-soviétiques servent de caution au gouvernement. Les anciens trotskistes du S.L.F.P. (1), exclus l'an dernier du gouvernement, ont fait faillite. Les Chinois refusent tout accord, même électoral, avec cette « vieille gauche ».

#### La presse reprise en main

Le gouvernement ne reste pas inactif. La presse a été reprise en main. Le quotidien de langue anglaise, le *Daily Mirror*, est passé sous le contrôle du fils de Mme Bandaranaike, Anura. D'autre part, un scandale vient de secouer le groupe de presse rival, appelé Lake House. Deux responsables ont été inculpés à la suite d'un scandale financier dont ils n'étaient pas directement responsables. L'Observateur — qui appartient à Lake House — avait publié, peu après la conférence des pays non alignés, des interviews de ménages qui ne tarissaient pas d'éloges pour le premier ministre. Or leur nom était apparu dans la notice nécrologique d'un quotidien du matin. Canular, sabotage délibéré ou travail hâlé d'un journaliste peu scrupuleux et désireux d'achever au plus vite l'article de circonstance ?

Les soucis du pouvoir ne sont pas seulement électoraux. Il doit aussi faire face aux dures réalités économiques et à l'irréductibilité des Tamouls du Nord.

Au début de l'année est intervenue la nationalisation des plantations étrangères de thé et d'hévéa. Certes, la pénurie de café a eu des incidences favorables sur le cours du thé produit de substitution. Le cours du caoutchouc est, lui aussi, satisfaisant. Cependant, la question des compensations devant être versées aux compagnies étrangères n'est toujours pas réglée, et il faut remplacer les gestionnaires capitalistes privés tout en prenant soin de ne pas faire baisser la production.

Le thé représente environ 40 %

des exportations totales du pays. Or la répartition des plantations en trois secteurs n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Il y a des domaines d'état gérés par le ministère des plantations, et qui fonctionnent comme des entreprises capitalistes, des plantations dépendant du ministère de l'agriculture, et des « coopératives populaires » appelées *janasasas*. Ces dernières ont été mises sur pied sous l'égide de Chandrika Bandaranaike, l'une des filles du premier ministre (le *Monde* date du 29 février-1<sup>er</sup> mars 1976). Elles doivent, en principe, donner aux paysans et aux travailleurs le contrôle de la production et de la terre. Mais les députés ou responsables locaux du S.L.F.P. tentent de prendre le contrôle de ces *janasasas* ou d'y placer parents ou clients.

Ce système d'autogestion encore embryonnaire résisterait-il à une victoire de l'U.N.P. ? Rien n'est moins sûr. De la même manière la droite si elle arrivait au pouvoir, aurait fort à faire pour désamorcer le problème tamoul. Pendant la conférence des pays non alignés, certains députés ont été surpris de trouver dans leur chambre d'hôtel des tracts émanant du Front de libération tamoul (T.L.F.) demandant la création, dans l'île, d'un Etat tamoul qui prendrait le nom d'Eelam.

L'organisation n'a rien de révolutionnaire. Certains de ses membres siègent au Parlement, où leur groupe s'appelle le Front uni tamoul. Ces députés pourraient jouer un rôle important au cas où ni le S.L.F.P. ni l'U.N.P. ne parviendrait à obtenir la majorité absolue aux élections. Plusieurs dirigeants du Front ont fait une grève symbolique de la faim ; des militants, emprisonnés sans être inculpés, ont refusé de s'alimenter pendant la conférence de mai d'août. Le secrétaire général du Front et trois députés sont poursuivis pour publication de littérature séditieuse.

Le 31 août, des responsables tamouls ont été molestés à Jaffna, la grande ville du Nord, tandis que des émeutes faisaient plusieurs morts. Les dirigeants traditionnels craignent d'être dépassés par une jeunesse qui leur reproche leur pacifisme et leur peu de succès et qui se sent davantage représentée par le Front de libération — qui n'exclut ni la sécession ni la lutte armée, tout en demeurant dans la légalité.

Les Tamouls représentent environ 20 % de la population. Divisés en Tamouls ceylanais autochtones et citoyens du pays et Tamouls indiens travaillant dans les plantations du centre, ils se sentent victimes de la discrimination raciale de la part d'un gouvernement qui s'appuie sur l'ethnie cinghalaise et sur des « fantoches » tamouls. Ils affirment que leur langue n'est pas respectée, que les projets de développement sont réservés aux zones occupées principalement par la population cinghalaise, qu'ils sont victimes de la tracasserie policière.

#### Le Monde de l'éducation

numéro d'octobre

L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE

Des attentats ont eu lieu, certains organisés, semble-t-il, par de petits groupes influencés par le dirigeant pro-chinois M. Shanmugasen. Il y eut, par exemple, une attaque de banque. L'an dernier, le maire de Jaffna avait été assassiné. Les autorités veulent faire respecter l'ordre, ont procédé à des arrestations et dépêché des troupes. « Il s'agit d'un problème simple qui doit être résolu par un accord mutuel. Nous y sommes préparés », nous a dit M. Félix Bandaranaike, mais nous ne le ferons pas avec un pistolet sur la tempe.

Des mesures, comme par exemple l'adoption d'un texte dominant à la langue tamoule une place officielle, se font attendre depuis vingt ans, tandis que la situation n'a cessé de se dégrader. Les accords conclus avec New-Delhi en 1964 et 1974 sur le rapatriement en Inde d'un certain nombre de Tamouls, et l'attribution d'autres terres de la citoyenneté de Sri Lanka, sont appliqués avec une lenteur désespérante. Quant à l'opinion publique, soumise à la surenchère nationaliste des partis politiques, alors même qu'il n'y a pas assez de ressources et de travail pour les Cinghalais, elle n'est guère préparée à admettre des concessions en faveur des Tamouls. Même si ces derniers se contentaient d'une sorte d'autonomie locale.

Les jeunes Tamouls vont-ils, suivant l'exemple des gauchistes de 1971, se lancer dans la lutte armée ? « Nous serions les maris », affirme M. Bandaranaike.

Sri Lanka est doté d'un régime de démocratie autoritaire : le contrôle de l'Etat s'étend à tous les secteurs de l'économie ; le système de prestations sociales est unique dans la région. Mais le pays ne parvient pas à décoller. De plus, l'endettement à l'égard de l'étranger ne cesse de s'accroître. Ici aussi, on rêve de pétrole, de gaz, comme si leur découverte pouvait mettre fin à tous les maux dont souffre la société. Un gouvernement de droite pro-américain ou un régime d'exception à l'indépendance obtiendrait-il de meilleurs résultats ? Jusqu'à présent, il y a eu alternance au pouvoir, le contrôle de l'Etat passant, lors d'élections, du clan Senanayake au clan Bandaranaike. Cette tradition va-t-elle se perpétuer ? Une partie de l'opinion, et pas seulement à gauche, commence à souhaiter qu'un choix plus varié lui soit offert.

PATRICE DE BEER.

(1) Lanka Sama Samaja Party.

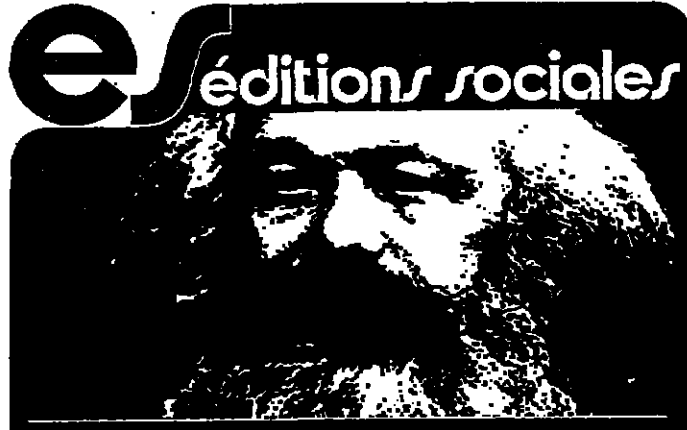
DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

## FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

De l'Himalaya au Haut-Atlas, 2 000 pièces de qualité à des prix très accessibles.

à la place clichy

36, rue de Léningrad - Paris  
spécialiste agréé par le  
CLUB DÉCOUVERTE DU  
TAPIS D'ORIENT



### KARL MARX/LE CAPITAL

POUR LA PREMIERE FOIS, EN LIVRES DE POCHES

TEXTE INTEGRAL, SUIVI DE PAGES INÉDITES  
DE MARX. INTRODUCTION DE PAUL BOCCARA.  
3 VOLUMES 60 F.

### ROLF LIEBERMANN actes et entractes

éditions STOCK

**PHILIPPE MALIGE:**

**"REDECouvrez LE BILLARD"**

Ci-dessous, modèle fidèlement répliqué, même matériel, même technique de jeu.

Notre matériel est fabriqué en France, dans nos usines de Billard, 100, rue de la République, 92100 Nanterre.

Notre adresse : 100, rue de la République, 92100 Nanterre.

**Le Monde de l'éducation**

numéro d'octobre

**L'UNIVERSITÉ ABANDONNÉE**

**4 DEPOTS OUVERTS AU PUBLIC**

**VENTE SPECIALE LOTS DE MEUBLES NEUFS**

VENTE EXCLUSIVE AUX PARTICULIERS QUANTITES LIMITEES

BLOCC "CUISINE" stratifié 200 x 200 x 50 ... 1 115 F	CHAISE "plante" tôle acier 60 F	CANAPÉ-LIT CUIR PLEIN PEAU, couchage 150 avec matelas ... 3 170 F
CHAMBRE D'ENFANT PVC ACACIA et OCRE, comprenant : 1 Armoire séculaire 100 x 40 1 Lit pour litier de 90 1 Chevet, l'ensemble ... 570 F	LIT "LOUIS XV" en gant TA-PISSERIE pour litier de 140 ... 1 065 F	Commandez vos literies EPIER et PINELLI remise 20 % sur tarif
SALLE A MANGER MERISIER MASSIF et placage merisier, comprenant : 1 Buffet 200 x 100 x 57 1 Table 160 x 100 Placage Veratilles 2 allonges à l'italienne, l'ensemble ... 7 250 F	ARMOIRE "Salle de bain" stratifié avec placage 60 x 175 x 28 ... 285 F	MEUBLE TV couleur BOIS LAQUE 2 totes ... 330 F

<b>PARIS (XIV)</b> 63, rue Ducoudré par 53, avenue du Général-Leclerc ouvert tous les jours sauf dimanche	<b>LONGJUMEAU</b> rue du Canal ouvert le dimanche toute la journée	<b>ROMAINVILLE</b> 86, rue Edouard-Branly ouvert le dimanche matin	<b>VILLENEUVE ST-GEORGES</b> 2 bis, avenue Pasteur ouvert le dimanche matin
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------

**Au Val d'Avray, tous les appartements ouvrent directement sur la forêt.**

600 hectares de forêt domaniale, donc protégée, font face à la Résidence du Val d'Avray. Cette réclamation qui couvre 1 hectare et demi, comprend d'éléments petits immeubles de 3 étages seulement, desservis par des allées strictement piétonnières. Ici, tous les appartements de 3, 4 ou 5 pièces se distinguent par la qualité des prestations (profil "qualité"). Ils possèdent tous soit une terrasse de 36 à 44 m², soit une loggia de 12 à 16 m², soit un jardin privatif de 48 à 468 m², toujours tournés vers la forêt. Vous profitez ainsi au maximum de la nature, même sans quitter votre appartement. Le Val d'Avray est en outre tout proche de Versailles et de Ville d'Avray, deux agglomérations parfaitement bien équipées.

**Le Val d'Avray**

Prix fermes et définitifs à la réservation.

Renseignements et vente sur place : 213, Route de Versailles, tous les jours de 14 à 19 heures, sauf le mercredi. Samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

Co. GEHC - 52, Champs-Élysées  
PARIS 8<sup>e</sup>, Tél. 256.98.98  
Livraison : 3<sup>e</sup> trimestre 1977.  
Une réalisation SERDI.

Et maintenant,  
si vous pensiez un peu à vous ?



Pochette  
en chevreau, 590 F

**LANCEL**  
le savoir-choisir

Opéra (parking Paramount) • Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)  
CLP, Porte Maillot • Parly 2 • Vélizy 2 • Créteil • Lyon Part-Dieu et rue de la République • Nice

## ONU

### Une redistribution des richesses mondiales ne peut suffire à garantir l'expansion déclare M. Kissinger à l'Assemblée générale

New-York (Nations unies). — « Une main de fer dans un gant de velours » : C'est en ces termes que de nombreux délégués occidentaux et du tiers-monde qualifient le discours que M. Kissinger a prononcé, jeudi 30 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies. Sur un ton égal et parfois professoral, le secrétaire d'Etat a fait des déclarations que beaucoup de diplomates jugent fermes et que certains trouvent même « dures ». Son discours répondait visiblement à une double préoccupation diplomatique et électorale.

D'une part il réaffirme les positions des Etats-Unis sur les principaux problèmes du moment en dosant savamment l'esprit de conciliation et les mises en garde (les « menaces », estimeront plusieurs délégués africains). D'autre part, il met l'accent sur les succès remportés par la diplomatie américaine et adopte par moments un ton moralisateur qui semblait destiné à rivaliser avec celui de Jimmy Carter.

Dans la catégorie des « avertissements » on rangera d'abord celui qu'il destinait à l'organisation internationale : « Il existe une tendance croissante à venir au monde par la voie de la négociation. Si cette tendance se confirmait, l'espoir de la communauté mondiale s'évanouirait et l'influence morale de cette organisation serait progressivement réduite. »

On pourra aussi ranger dans cette catégorie un avertissement à l'adresse de l'U.R.S.S. Après avoir réaffirmé l'importance que les Etats-Unis attachent à la coexistence avec ce pays, M. Kissinger précise : « Les slogans usés ne suffisent plus. Il faut établir des rapports plus constructifs. Nous insistons pour que la modération soit de mise, non seulement dans les relations bilatérales mais partout dans le monde. Il ne saurait y avoir de détente sélective. » A propos des négociations sur la limitation des armes stratégiques, il dit aussi que les Etats-Unis « sont préoccupés par l'accumulation d'armes et par les interventions militaires dans des continents éloignés dans le seul but de changer l'équilibre des forces dans des conflits locaux ».

De notre correspondant

M. Kissinger annonce aussi que M. Ford allait bientôt faire connaître un plan américain en vue d'une action internationale pour freiner la course aux armements et contrôler la technologie nucléaire. Ainsi l'Amérique ne sera pas en reste vis-à-vis de l'U.R.S.S. qui, par la voix de M. Gromyko, avait présenté deux jours plus tôt son plan de traité pour une renouveau universelle à la force.

M. Kissinger évoqua en termes chaleureux mais prudents les relations de son pays avec la Chine : « Nous nous efforçons, a-t-il dit, de toujours tenir compte du point de vue chinois dans les affaires internationales », mais, ajouta-t-il, comme pour inciter Pékin à faire preuve de compréhension envers les problèmes de politique intérieure américaine : « Si nos rapports doivent prospérer, la Chine doit également tenir compte de nos vues et de nos préoccupations. »

#### La conférence de Genève sur le Proche-Orient

Abordant le thème dominant de cette assemblée générale, M. Kissinger qualifia d'« historique » la déclaration de M. Smith annonçant qu'il acceptait de rencontrer les chefs nationalistes du Zimbabwe (Rhodésie), afin de constituer un gouvernement intérimaire et de préparer l'accession à la règle de la majorité. Selon M. Kissinger, « les Etats-Unis sont disposés à appuyer le processus qui peut être engagé, mais il appartient aux Africains de façonner leur avenir ». Le secrétaire d'Etat a lancé une ferme mise en garde contre « ceux qui essaient de tirer parti de la situation en devenant des acteurs dans la danse raciale ». Cette allusion n'a pas plus aux Africains, de même que les déclarations du secrétaire d'Etat à propos de la Namibie : « Les Etats-Unis, a-t-il dit, sont partisans d'une conférence constitutionnelle sous l'égide des Nations unies, en terrain neutre, avec la participation de toutes les forces nationales authentiques et notamment de la SWAPO. » La veille

encore, le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, avait informé M. Kissinger que son organisation refusait de s'associer à la même table que les « fantoches » qui coopèrent avec Pretoria.

Abordant la question du Proche-Orient, M. Kissinger a dit : « Les Etats-Unis sont prêts à participer à une reprise des travaux de la conférence de Genève et pensent qu'une conférence préparatoire peut être utile pour la discussion de la forme que pourraient prendre les futures négociations. »

A propos du Liban, « les Etats-Unis soutiennent la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de ce pays et s'opposent à sa partition. Tous les membres des Nations unies et toutes les parties engagées dans le conflit ont le devoir de soutenir les efforts du président Elias Sarkis pour rétablir la paix et reconstruire le pays. »

Concernant les questions économiques, M. Kissinger estime que « trop souvent des pays en voie de développement ont formulé des demandes manquant de réalisme ». « Ils parlent, a-t-il dit, d'ordre économique nouveau, comme si l'expansion était un remède instantané qu'une redistribution des richesses mondiales pourrait à elle seule garantir. » Après avoir énuméré les propositions avancées par son gouvernement au cours de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), en mai 1976, et rappelé le soutien offert par les Etats-Unis aux pays qui essaient de s'arracher à la pauvreté, il a reproché à certains pays de voter en bloc et de prendre des décisions en fonction de critères régionaux. « Sans souvent prendre le temps d'écouter les débats »,

M. Kissinger a appuyé le projet ouest-allemand visant à combattre la prise d'otages, proposé de renforcer les « garde-fous » destinés à empêcher la prolifération des armes nucléaires, et, finalement, regretté que « les initiatives des Nations unies concernant les droits de l'homme aient été jusqu'ici loin de correspondre à ce que les fondateurs de l'Organisation internationale avaient envisagé ».

LOUIS WIZNITZER.

En multipliant la hauteur par la longueur  
on obtient la fatigue.



### Roneo: le classement sans déplacement.

Beaucoup d'entreprises travaillent encore avec des systèmes de classement dignes des meilleures pièces de Courtesline : espace mal exploité, déplacements inutiles, pertes de temps, fatigue. Tout cela à la charge de l'employé. Mais aussi au détriment de l'employeur.

Roneo élabore des supports d'organisation du travail qui éliminent les déplacements inutiles, et réduisent au minimum le temps de recherche d'un document, facteurs essentiels des conditions de travail idéales.

L'une des dernières applications : le Silo 2000.

Un nouveau système de classement électronique qui apporte automatiquement un dossier parmi 5000 ou 10000 programmés, sur l'initiative d'un seul opérateur.

L'espace : le Silo 2000 permet de classer un volume maximum dans un minimum d'occupation du sol.

Le temps de recherche : le Silo 2000 est équipé d'une unité centrale électronique, qui, commandée par l'opérateur, reçoit, mémorise, exécute et contrôle les ordres dans un délai minimum.

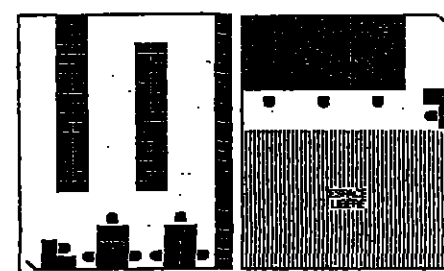
Les déplacements : ils sont réduits à néant. Le poste de travail situé à l'avant de l'appareil, permet à l'opérateur d'accéder aux dossiers sans se déplacer.

Extraire d'un espace réduit, dans un temps record, sans aucun déplacement, sans aucune fatigue et sans risque d'erreur, un dossier parmi 5000 ou 10000, c'est améliorer les conditions de travail. Et l'efficacité.

#### Pour l'humanisation du cadre de travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux

comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Le Silo 2000 Roneo.



Le Silo 2000 Roneo.

Si vous désirez recevoir une documentation ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo, mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété, à Roneo - 74, bd du Général-Leclerc 93260 Les Lilas, ou téléphonez au 843.6101 poste 409.

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

LM C 1.10

**Roneo. N°1 européen  
de l'équipement de bureau.**  
SICOB - Stands 1244 et 1245  
Zone B niveau 1.



Journal de 1950

# AFRIQUE

## LE RÉGLEMENT DU PROBLÈME RHODÉSIE

### M. Ian Smith accepte de participer à la conférence convoquée par Londres

De notre envoyé spécial

Salisbury. — M. Ian Smith a accepté, jeudi soir 30 septembre, de participer à la conférence convoquée par Londres pour discuter de la formation d'un gouvernement de transition en Rhodésie. Un porte-parole de Salisbury a indiqué que le premier ministre dirigera lui-même la délégation rhodésienne à la conférence, que présidera un diplomate britannique, M. Ivor Richard, et qui devrait se réunir dans la deuxième semaine d'octobre, quelque part en Afrique australe.

M. Smith a fait préciser qu'il ne s'agissait pas d'une « conférence constitutionnelle », mais d'une simple réunion chargée de former un gouvernement provisoire multiracial.

On estime ici que la délégation européenne pourrait être identique à celle qui s'était rendue à Pretoria lors des entretiens Kissinger-Vorster. Outre le premier ministre, il s'agissait de M. David Smith, vice-premier ministre, Jack Maseko, ministre des affaires intérieures, et Desmond Lardner-Burke, ministre du commerce et de l'industrie.

On ignore encore quel sera le lieu retenu pour cette entrevue, mais les Africains s'opposent à toute rencontre en Rhodésie ou en Afrique du Sud, le choix pourrait se porter sur Livingstone, une petite ville de Zambie située à deux pas de la frontière rhodésienne, à la hauteur des chutes Victoria. La délégation de M. Smith pourrait alors s'installer du côté rhodésien.

La convocation d'une conférence par la Grande-Bretagne a été accueillie avec satisfaction dans les milieux politiques africains de Salisbury. Les amis de M. Muzorewa et les partisans de M. Joshua Nkomo ont, les uns et les autres, approuvé la décision britannique. « Nous avons toujours maintenu que la Rhodésie relevait de la responsabilité de la Grande-Bretagne », a déclaré M. Chineman, un compagnon de M. Nkomo, tandis que M. Gordon Chavunduka, secrétaire général de l'A.N.C. (tendance Muzorewa), affirmait que cette initiative était « la bienvenue ». L'évêque Muzorewa a annoncé de son côté qu'il regagnerait dimanche prochain la Rhodésie, après une année d'exil volontaire.

#### « Une odeur de trahison ! »

Pour la première fois depuis que M. Smith a annoncé qu'il acceptait la règle de la majorité dans un délai de deux ans, le parti national de Rhodésie, un groupe européen d'extrême droite, a ouvertement manifesté son hostilité au projet de règlement. « Nous sommes sur les genoux et les menottes aux mains », a déclaré son président, M. Len Iden, devant quelques centaines de partisans rassemblés jeudi soir dans une banlieue résidentielle de Salisbury. L'orateur a ajouté qu'une « odeur de trahison » était dans l'air, le soir où M. Smith a fait son discours télévisé.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### DEUX BLANCS CONDAMNÉS POUR « ACTIVITÉS TERRORISTES »

Le Cap (A.F.P., A.P., Reuters). — Deux Blancs, un journaliste britannique du Cape Argus, M. David Rabkin, vingt-huit ans, et un universitaire sud-africain, M. Jeremy Cronin, vingt-sept ans, ont été respectivement condamnés, mercredi 29 septembre, par la Cour suprême du Cap, à dix et sept ans d'emprisonnement pour « activités terroristes » et atteinte à la sécurité intérieure.

Mme Susan Rabkin, épouse du principal inculpé, a été condamnée à un an de prison, dont onze mois avec sursis. Mme Rabkin, citoyenne britannique, est enceinte de huit mois.

M. Rabkin et Cronin ont accusé la sentence en levant le poing pour saluer le « pouvoir noir ». Ils étaient accusés d'avoir « conspiré avec des membres d'organisations interdites », dont le parti communiste.

### MGR LAMONT EST CONDAMNÉ À DIX ANS DE TRAVAUX FORCÉS POUR NON-DÉNONCIATION DE GUÉRILLEROS

(De notre envoyé spécial.)

Salisbury. — Mgr Donald Lamont, évêque d'Umtali, a été condamné vendredi 1<sup>er</sup> octobre à dix ans de travaux forcés par le tribunal régional de cette ville, pour ne pas avoir dénoncé la présence de guérilleros et avoir incité d'autres personnes à en faire autant, deux chefs d'accusation qu'il a admis.

La veille, la commission catholique justice et paix de Rhodésie, (dont Mgr Lamont est le président), a publié un nouveau dossier intitulé « Guerre civile en Rhodésie », qui relate « les souffrances des Noirs aux mains des forces du gouvernement, souffrances qui ne sont pas moins terribles que celles auxquelles le gouvernement a donné de la publicité en rejetant la responsabilité sur les insurgés ».

Le document fait état de « tortures et de morts » et condamne les techniques antiguérilla des forces de l'ordre. Il évoque, en particulier, le cas de civils africains tués pour n'avoir pas respecté le couvre-feu.

La commission affirme qu'elle a vérifié le bien-fondé de certaines accusations, et qu'un bon nombre de témoignages ont été recueillis sous serment. « Nous publions ce rapport maintenant avec l'espoir qu'il pourra ouvrir les yeux des gens sur la réalité de la situation à l'intérieur du pays », déclare le rapport.

Un porte-parole gouvernemental s'est refusé à tout commentaire tant que le document n'aura pas été étudié. Le Rhodesia Herald rappelle ce vendredi que « le gouvernement a toujours démenti fermement ce genre d'allégations », ajoutant, néanmoins, que « certains individus impliqués dans certains cas cités par des chefs de l'Église avaient reçu des compensations du gouvernement ».

Le premier rapport de la commission Justice et Paix était intitulé « Entre le maréau et l'encheûme » (Le Monde daté 12-13 octobre 1975).

J.C.P.

\* Commission française Justice et Paix, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. 32-52-51.

## Tunisie

### La politique de dialogue entre le gouvernement et les syndicats a abouti à des résultats positifs

De notre correspondant

Tunis. — La rentrée sociale en Tunisie s'est ouverte sur un succès appréciable des syndicats. L'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) a annoncé le mercredi 29 septembre qu'elle venait d'obtenir du gouvernement l'assurance que les statuts de l'Office des terres domaniales, organisme qui gère les quelque 800 000 hectares appartenant à l'Etat, seront appliqués sans tarder. Signés en octobre 1974 par le président de la République, ces statuts sont restés jusqu'ici lettre morte. Leur entrée en vigueur va considérablement améliorer la situation des seize mille ouvriers de l'Office. Désormais, ceux-ci ne percevront plus le salaire minimum agricole garanti de 900 millions (environ 10 F) par journée effective de travail, mais seront payés sur la base du salaire minimum interprofessionnel garanti, qui est de 30 dinars (un peu plus de 300 F) par mois, et surtout, ils bénéficieront de tous les avantages sociaux : sécurité sociale, allocations familiales, retraite, etc.

A la fin du mois d'août, le gouvernement avait à nouveau refusé d'appliquer ces statuts, considérant que la situation financière de l'Office ne lui permettait pas de supporter un surcroît de dépenses, qu'il évaluait à 13 millions de dinars (130 millions de francs). Les syndicats contestaient ce chiffre, estimant à moins de la moitié les nouvelles dépenses qui allaient imposer à l'Office.

On était au seuil d'un conflit qui risquait de s'étendre à tout le pays. « Une grève générale dans l'agriculture et des grèves tournantes de solidarité dans tous les secteurs d'activité étaient prévus », nous a précisé le secrétaire général de la centrale, M. Achour.

Finalement, la politique de « dialogue » dont se réclame le gouvernement de M. Nouira, et à laquelle adhèrent l'ensemble des partenaires sociaux, a prévalu, et le problème a pu être résolu.

En sera-t-il toujours de même dans les mois à venir ? Éviter-t-on de retomber dans le cycle des grèves qui, au printemps dernier, ont affecté non seulement des entreprises privées, mais aussi une partie du secteur public : chemins de fer, transports urbains, P.T.T. etc. ?

Les lignes générales de l'action syndicale dans l'avenir sont déjà tracées. Selon les responsables de la centrale, qui groupe quelque 500 000 adhérents, le règlement qui vient d'intervenir à l'Office des terres domaniales constitue un précédent et certaines sociétés d'Etat, tel l'Office de l'huile, ainsi que des grandes entreprises privées doivent être dotées de statuts. De même devra être négociée l'accession des ouvriers agricoles (les deux tiers de la population tunisienne vivent de l'agriculture) et des pêcheurs, aux avantages sociaux dont bénéficient les autres catégories professionnelles.

(Interim.)

## Angola

### LUANDA ET LISBONNE RÉTABLISSENT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES

Lisbonne (Reuters). — Le Portugal et l'Angola ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques, a annoncé, le 29 septembre, le ministère des affaires étrangères de Lisbonne. Cette décision a été prise au cours d'une réunion des ministres des affaires étrangères des deux pays, qui a eu lieu à Praia, capitale des îles du Cap Vert.

En mai dernier, le M.P.L.A. avait ordonné le départ de la mission portugaise à Luanda et fermé ses bureaux au Portugal.

Les deux ministres des affaires étrangères ont décidé de régler par la voie diplomatique un certain nombre de problèmes en suspens, en particulier celui des conditions de vie de la communauté portugaise demeurée en Angola, et des Angolais résidents au Portugal.

DU 23 SEPTEMBRE AU 30 OCTOBRE

## FESTIVAL DU TAPIS D'ORIENT

De l'Himalaya au Haut-Atlas, 2 000 pièces aux origines et aux personnalités très différentes.

### à la place clichy

36, rue de Léningrad - Paris  
spécialiste agréé par le  
CLUB DÉCOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT

# Les nouveaux appartements de Parly 2

**Les appartements 1976**  
avec encore plus de confort, plus de choix, plus d'agrément.

5 PIÈCES 97 M<sup>2</sup> + 21 M<sup>2</sup> DE BALCON ET LOGGIA

- Nouveau séjour et toujours une double exposition.
- Nouvelle tenture murale dans le séjour et l'entrée (10 coloris au choix).
- Nouveau carrelage en grès émaillé pour les cuisines (3 coloris au choix).
- Moquette dans toutes les pièces et les dégagements (6 coloris au choix).
- Salles de bains décorées.
- Nouveaux papiers peints dans les chambres et les dégagements.
- Cuisine entièrement équipée (grand évier inox, four encastré, grand réfrigérateur, lave-vaisselle, hotte aspirante).
- Nouveaux coloris pour les éléments de rangement dans les cuisines (3 teintes au choix).

**Les tout derniers immeubles :**  
2 ou 4 étages.  
Grands balcons-terrasses.



Dans les deux dernières résidences, la plupart des immeubles n'ont que deux étages seulement.

Toutes les pièces ouvrent sur de grands balcons filants qui s'élargissent en une vaste terrasse devant le séjour.

**Une ville-jardin bien équipée dans un environnement privilégié**



8 piscines-club.  
Ecoles et collèges.  
Centre culturel.  
Centre commercial de Parly 2 (2 grands magasins, 105 boutiques et services, 5 salles de cinéma, restaurants).  
7 courts de tennis.  
Château de Versailles et Musée de l'Art et des Métiers de Parly 2.  
Eglise.



Accès facile grâce au dédoublement du tunnel de Saint-Cloud, l'une des meilleures sorties de Paris. Autoroute de l'Ouest, dernière sortie puis à gauche sur la N 184.

**Parly 2**

Studios et appartements de 3 à 6 pièces  
Les appartements-modèles sont ouverts tous les jours de 10 à 20 h.  
Tél. 954.54.54

Envoyez ce bon avec votre carte de visite  
an CPH avenue Charles de Gaulle 78150 Le Chesnay,  
qui vous adressera, sans engagement de votre part,  
une documentation Parly 2.

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
C.P. \_\_\_\_\_





**politique**  
**hebdo**  
**nouvelle formule, en vente dès lundi : 5 francs**

هذا هو الأصل



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### TOULON : M. Barre rappelle M. Dijoud au devoir de cohésion gouvernementale

M. Raymond Barre, premier ministre, a adressé à M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travaux publics, la lettre suivante, après avoir lu les déclarations de ce dernier, au sujet de ses fonctions de président de la fédération régionale des R.I. de Toulon, n'étant pas désigné comme chef de file de la majorité pour les prochaines élections municipales (le Monde du 29 septembre) :

« C'est avec stupéfaction que j'ai pris connaissance de vos déclarations concernant les prochaines élections municipales dans le Var, alors que le président de la République a expressément assigné au gouvernement un devoir de cohésion et que j'ai moi-même demandé aux ministres et secrétaires d'Etat de respecter scrupuleusement les principes d'unité et de solidarité gouvernementale. »

« De telles déclarations me semblent inadmissibles. Vous n'ignorez pas, au demeurant, qu'une instance de concertation composée de ministres d'Etat et de M. Michel Durof, sous la présidence de M. Olivier Guichard, a qui j'ai accordé une délégation dans ce but, de soumettre à ma décision les arbitrages qui apparaissent nécessaires en cas de désaccord sur le plan local. Votre attitude va à l'encontre des directives que j'ai fixées. »

« Dans ces conditions, je vous demande de vous abstenir de l'avenir de toutes déclarations ou prises de position publiques en la matière, faute de quoi je serais obligé d'en tirer les conséquences en ce qui vous concerne. »

La déclaration de M. Dijoud avait déjà suscité une réponse de M. Yvonnie Simon-Laurie, député U.D.R. et candidat possible à la mairie de Toulon, qui avait jugé « choquant et inutile », mardi 28 septembre, le « chan-

### Une mise au point du P.C.

D'autre part, Mme Danielle de March, secrétaire du comité de ville du P.C.F. de Toulon, nous a adressé les précisions suivantes après l'article de notre correspondant qui évoquait la concurrence entre le P.S. et le P.C. pour la direction de la liste d'union de la gauche.

« Partisans du scrutin à la proportionnelle, nous sommes pour le pluralisme loyal au jour le jour et demain, écrit-elle. C'est pourquoi nous ne préférons pas une liste de liste, mais une formation politique, mais c'est précisément l'influence réelle du parti communiste à Toulon qui nous en donne la responsabilité. »

« Pour les trois élections qui se sont succédées à Toulon depuis 1972, les législatives de 1973, les cantonales de 1975 et de 1976, le parti communiste recueille 31 000 voix et le parti socialiste 23 000. Les dernières élections cantonales ont été marquées par un net progrès de la gauche unie, par l'élection dans le 8<sup>e</sup> canton d'un conseiller général de gauche — Jacques Pizard — présenté par notre parti et qui a battu le premier adjoint de la municipalité giscardienne. Quant aux élections législatives de 1973, c'est le député communiste Philippe Giovanni qui a été élu et qui représente la gauche à Toulon. »

« Nous tenons à ces précisions qui résument assez le fait que le parti communiste n'a pas d'exigences excessives lorsqu'il propose que la direction de la liste de l'union de la gauche revienne pour l'influence qui est sanctionnée par le suffrage universel à notre parti. »

### BREST : l'attitude de l'U.D.R.

MM. de Bannat, député U.D.R. du Finistère, et Kerbrat, président de la fédération départementale de la formation gaulliste, nous précisent, à la suite de l'article sur la situation à Brest paru dans le Monde du 24 septembre :

« La position des membres de l'U.D.R. à Brest est simple et conforme à l'attitude de ce mouvement dans la majorité présidentielle : nous estimons qu'une liste municipale doit rassembler à Brest toutes les composantes de cette majorité afin d'affronter l'opposition dans les meilleures conditions pour l'emporter. »

« Dans cet esprit, nous vous donnons l'assurance que les gaullistes ont choisi à Brest le seul camp de la majorité et qu'ils n'ont pas l'intention d'aller au-delà de ce que les conditions précitées ci-dessus — une large union de toutes les composantes de la majorité — ne se trouveront pas réunies. »

[N.D.L.R. — A Brest, M. Berest, républicain indépendant, maire sortant, a été désigné par M. Chirac comme « chef de file unique » de la majorité, mais il est en concurrence loyale avec M. Lombard, sénateur (Union centriste), président de la communauté urbaine de Brest.]

### CANNES : M. Saliebert n'exclut pas de présenter une liste contre M. Neuwirth.

Après la publication dans Nice-Matin (daté 30 septembre) d'un communiqué annonçant la candidature de M. Saliebert, à Cannes, de M. Neuwirth, investi par la majorité, M. Jacques Saliebert, conseiller général, ancien directeur des Informations d'Antenne 2, a déclaré, jeudi 30 septembre : « J'ai pris bonne note de la décision du comité de coordination de la mairie de ne pas préférer M. Neuwirth, député U.D.R. de Saint-Etienne, comme candidat officiel de la majorité aux municipales de Cannes en dépit des promesses qui m'avaient été faites au lendemain des élections cantonales. Dans ces conditions, je me réserve le droit, si je le juge opportun, de présenter ma propre liste d'union nationale. Je prendrai ma décision en temps utile en fonction de la conjoncture politique. »

### LAVAL : la position du P.S.

M. Roger Buard, membre du comité directeur du parti socialiste, conseiller général, conseiller municipal de Laval et premier secrétaire de la fédération socialiste de la Mayenne, nous apporte les précisions suivantes sur le cas de Laval, où la section socialiste ne souhaite pas constituer une liste commune avec le P.C.F. :

« Votre article dans le Monde du 25 septembre compte deux erreurs : la réunion de la section de Laval s'est tenue le lundi 20 et non le 22, mais, surtout, lorsqu'il est écrit que « la position de la section de Laval doit être entendue » rattachée à la fédération de la Mayenne, il s'agit là d'une erreur. Laval compte plus de trente mille habitants, la décision que la section a prise de constituer une liste homopne ne peut plus être confirmée ou infirmée que par la convention nationale des 20 et 21 novembre 1976. »

« Vous allez me trouver bien pointilleux mais ma démarche répond au seul souci que j'ai d'assurer la parfaite cohérence de la fédération dont j'ai la charge et qui, jusqu'aux prochaines municipales, va être en butte aux harcèlements de nos camarades du P.C.F. »

« Laval va être une ville d'exception dans le cadre des municipales, la majorité ne peut tenter pour reprendre la mairie que nous lui avons rendue par surprise grâce à Robert Buron, que j'étais allé chercher. Elle sera une ville-test pour notre jeune parti dans un environnement historiquement hostile. »

« M. Jean Poperen, député du Rhône, membre du secrétariat du P.S., évoquant, jeudi 30 septembre à Villeurbanne, les controverses au sein de la majorité, a estimé que celle-ci est à présent « au bout du rouleau ». « Politique ment parlant, a-t-il ajouté, les

### L'élection législative partielle de Corrèze

#### LE P.S. A DÉSIGNÉ SON CANDIDAT

Le bureau exécutif du P.S. a décidé, mercredi 29 septembre, de recommander à la fédération de la Corrèze la candidature de M. Bernard Coulaud pour l'élection partielle qui doit avoir lieu à la mi-novembre dans la troisième circonscription (Ussel), à la suite de la démission de M. Henri Belcour, suppléant de M. Jacques Chirac. Agé de vingt-six ans, professeur, M. Coulaud est conseiller général du canton de Bort depuis décembre 1971. Il a été réélu le 14 mars dernier.

D'autre part, M. Jean Charbonnel, ancien député de la deuxième circonscription, maire de Brive, a déclaré jeudi 30 septembre : « A la différence de ce qu'a fait M. Chirac à Brive au moment des élections cantonales de 1976, je n'ai pas l'intention de faire campagne contre lui à l'occasion de ce scrutin. J'estime, en effet, que le passé qui nous fut commun ne l'interdit. Mais si j'ai toujours refusé de donner un tour personnel à mon désaccord avec M. Chirac, je n'en reste pas moins violemment opposé aux choix politiques qui ont été les siens depuis 1974 et qui s'avèrent d'ores et déjà désastreux pour le gaullisme et pour la France. Je souhaite donc que mes amis de la Gauche-Corrèze se prononcent, le moment venu, contre sa candidature. »

« M. Jean Poperen, député du Rhône, membre du secrétariat du P.S., évoquant, jeudi 30 septembre à Villeurbanne, les controverses au sein de la majorité, a estimé que celle-ci est à présent « au bout du rouleau ». « Politique ment parlant, a-t-il ajouté, les

### Le 14 octobre, sur TF 1

#### M. GISCARD D'ESTAING COMMENTERA SON LIVRE SUR LA « DÉMOCRATIE FRANÇAISE »

M. Valéry Giscard d'Estaing sera l'invité du magazine « Evénement » sur TF 1, jeudi 14 octobre. L'émission, qui aura pour thème « L'avenir de la société française », sera consacrée à l'ouvrage du président de la République, paru en librairie deux jours auparavant sous le titre « Démocratie française ». M. Giscard d'Estaing répondra aux questions des journalistes de TF 1.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT A DÉJEUNER M. EDGAR FAURE

M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir à déjeuner vendredi 1<sup>er</sup> octobre M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Dans la matinée, le chef de l'Etat s'est entretenu avec M. Robert Lacour, président de la Cour de justice européenne, dont le mandat s'achève à la fin de l'année. Il a assisté ensuite à une prise d'armes dans la cour des Invalides avant de donner audience à M. Paul Granet, ancien secrétaire d'Etat.

« M. Jacques Fouchier, député (app. R.I. des Deux-Sèvres), a regretté, dans une déclaration prononcée jeudi 30 septembre devant le conseil régional de Poitou-Charentes, que celui-ci n'ait pu débattre utilement des orientations du VII<sup>e</sup> Plan, du fait que les dossiers de l'administration ne lui ont pas été soumis à temps. Il a déclaré : « Nous sommes déçus. La collaboration espérée entre l'Etat et les régions n'existe pas. » (Corresp.)

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le salon cuir. Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir". Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.



Une opération : prix réduit sur le cuir. En réduisant ces salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui mettent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples de dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

## 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.	Copacabana	Sully
de 6.000 à 9.000 f.	Atlanta	Bahia
de 9.000 à 11.000 f.	Chenonceaux	Amboise
de 11.000 à 15.000 f.	Balmoral	California
de 15.000 à 20.000 f.	Chiswick	London
	York	Philadelphie

Un salon cuir "texas" 5 places. Prix d'ouverture 3950 f. (quantité limitée : 10 salons à 2 places 220-70-80 - 10 salons à 3 places 770-110-90)



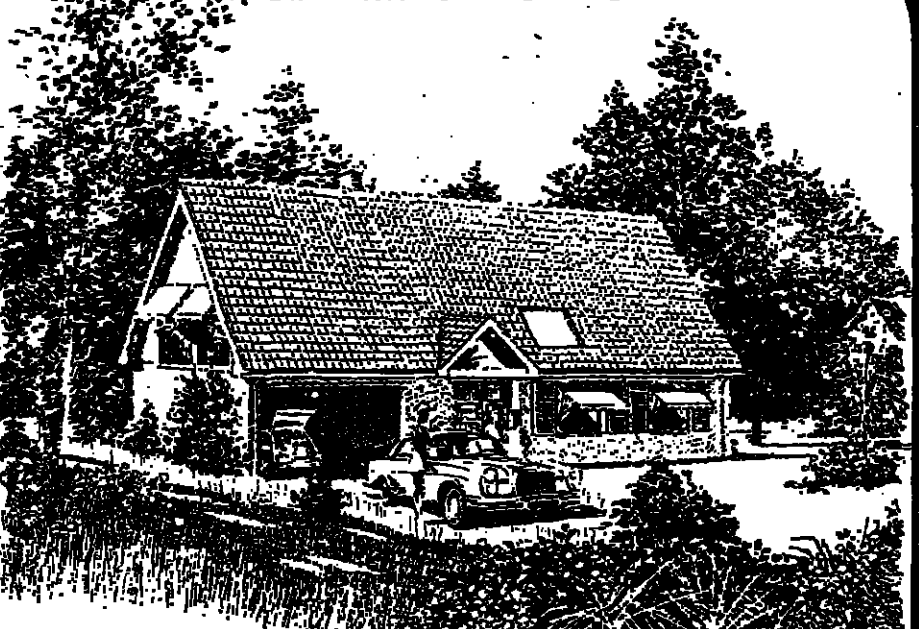
176 & 182 boulevard de Charente 75020 PARIS  
Ouvert tous les jours de 10 h à 20 h  
Caisse d'appoint, samedi de 10 h à 12 h  
Tél. 572.96.12/572.96.13 - Parking dans l'enceinte  
RER: Nation-METRO: Alexandre Dumas-Philippe Auguste

Vous êtes réclameur moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du salon cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX

# Breguet

## A VILLECRESNES



"Oranger", 220 m<sup>2</sup>, 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Vallon ensablé en grande partie fermé de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à Boissy-Saint-Leger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b. Meticuleusement luxueuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE : 94440 VILLECRESNES (Tél. 599.71.42)

samedi  
13h

Olivier  
GUICHARD

Ministre d'Etat

sera  
rédacteur en chef  
du journal  
inattendu de

RTL

avec Alexandre BALOUD

## POLITIQUE

POINT DE VUE

# "Commencer par s'asseoir..."

par GILBERT CESBRON

« OUEL est l'homme sensé qui, voulant bâtir une tour, ne commence par s'asseoir et calculer la dépense ? »

Ce conseil de l'Evangile paraît de moins en moins suivi, de nos jours. Ou bien, quel que soit le problème, c'est devant la télévision que nous nous asseyons, attendant du petit écran qu'à mi-chemin du sport et du spectacle il nous présente des thèmes essentiels sous la forme d'un match-défi entre deux adversaires hargneux. Leurs arguments de tribune, leurs « effets » de comédiens, leurs coups bas, nous tiennent lieu de réflexion personnelle, et, le lendemain, un sondage bâillonné interroge le peuple souverain, c'est-à-dire les téléspectateurs en pantoufles. En votant pour la vedette de la veille, ils résoudront sans s'en douter le problème ou la drame qui faisait l'objet du débat ou plutôt l'enjeu du duel, et les journaux afficheront leur verdict à la une.

Mais « commencer par s'asseoir » pour s'informer à plusieurs sources, réfléchir seul et sans parti pris, tenter de dégager honnêtement la solution du moindre mal, puis la confronter à celle des autres, bref, se comporter en adulte, en citoyen, en démocrate, qui donc le fait encore ? Et quels mass media nous y encouragent et nous le rappellent ?

Tentons cependant de le faire en termes simples, en vérités de tous les jours et à l'écart de la mode, à propos de l'option essentielle qui, dans les deux ans, va se présenter aux Français : capitalisme ou marxisme ?

Car c'est ainsi qu'il convient de la formule, et admettant pas socialisme ou libéralisme, lesquels sont deux concepts également vagues, subjectifs, sympathiques et que l'on voudrait bien pouvoir aller au lieu de les opposer. Et peut-être trouverait-on là, sans trop forcer les termes, une solution française et européenne pour l'avenir : un socialisme libéral. Mais revenons à nos épouvantails. Il faudrait être de bien mauvais

toi pour nier que le marxisme constitue une analyse indiscutable des anciennes réalités économiques ; mais aussi pour ne pas reconnaître que ses prophéties se révèlent inexistantes. Et il faut parallèlement bien du parti pris ou de la naïveté pour assimiler capitalisme et civilisation industrielle. Celle-ci est devenue, en fait, l'une des fatalités de l'époque : on la retrouve sous les régimes politiques les plus opposés, et les peuples qui y ont échappé n'aspirent qu'à se ruiner en servitude à leur tour, car ils n'en voient qu'une seule face, celle de la prospérité.

Cette civilisation industrielle, la nôtre, pourrait se comparer à un navire. Elle aussi porte dans ses flancs un certain nombre de soubresauts dont la peine est indispensable à la progression du bateau et, sur ses ponts-promenades, un grand nombre de passagers.

Il faut reconnaître que le capitalisme ne cesse de réduire le nombre des soutiers et d'accroître celui des passagers — ce qui n'est absolument pas le cas dans les pays marxistes. Bien que l'injustice sociale n'en paraisse que plus criante, on pourrait porter le fait à son actif si ces bienfaits découlaient du système lui-même ; mais ils sont généralement obtenus « à l'arraché » par la classe ouvrière et dans un climat de guerre civile, de haine des classes et de chantage. En outre, ce n'est certainement pas par humanité que le capitalisme réduit le nombre des soutiers et accroît celui des passagers : il y gagne.

Parce qu'ils peinent à fond de cale, ces soutiers devraient à tout le moins être favorisés de hauts salaires, de loisirs considérables et de toutes sortes d'assurances et de protections. Par exemple, un mineur ou un ouvrier de fondrie devrait ne travailler que trente heures par semaine, quarante-cinq semaines par an, trente-cinq ans de vie, et gagner, au barème actuel, plus de 5 000 francs par mois. On est loin du compte. De même, une entreprise qui, dans ses ateliers, parvient à supprimer le travail à la chaîne devrait recevoir une aide de l'Etat au même titre que celle qui se décentralise.

Par ailleurs, la civilisation industrielle fabrique des « excès » : c'est l'une de ses productions les plus spectaculaires. Ceux-ci ne sont même pas des excès mais des naufrages. Le navire devrait les recueillir, les ramener, faire d'eux des passagers clandestins de première classe.

Bref, le capitalisme ne pourrait se survivre, aux temps de la grande contestation et de la « fin du garde-à-vous », qu'en se brisant lui-même ; en faisant volontairement ses règles d'airain, lesquelles finissent par révolter ceux-là mêmes qui en profitent — ce qui est le signe avant-coureur des grands orages historiques.

En revanche, il serait proprement suicidaire — à partir du moment où, à tort ou à raison, une majorité de citoyens entend bien ne pas se voir priver des avantages et commodités que lui distribue cette civilisation industrielle — de détruire les systèmes et recettes qui assurent au capitalisme son évidente supériorité sur le marxisme en matière de production.

Où alors devenons apatrides, c'est-à-dire non seulement frugaux mais vertueux. Or nous ne sommes plus ni l'un ni l'autre. La civilisation de consommation (qui, elle, n'était pas une fatalité) a fait de nous, suivant la cruelle expression, des « ventres mous ». Le gâchis et la pollution qu'elle engendre ont gagné le cœur et l'esprit de l'Occident. Nous avons pris toutes sortes de mauvaises habitudes qui, à notre insu (mais certes pas à l'insu des chefs de parti qui, cependant, n'en souffrent mot), détruisent à l'avance les chances de ce socialisme « à visage humain » dont nous rêvons. Comment les médiocres citoyens et, hormis les pauvres et les militants, ces hommes d'argent que nous sommes tous devenus, chacun à son étage, ne renouvelleront-ils pas en les aggravant les erreurs de 1871, de 1936, de 1958 ? Et quelle est donc cette idéologie idéologique, cette démagogie flagorneuse, ou peut-être cet aveuglement qui pousse les chefs de l'opposition à croire ou à faire croire que, le moment venu, le peuple de ce pays retrouvera cette honnêteté, ce bon sens, ce déléguement, cet amour des autres qui seuls permettront la victoire du vrai socialisme — alors que la tricherie, le mercantilisme, l'automobilisme, le tiérisé, tout notre environnement a fait de nous des « gagnants », des malins, des profiteurs de l'Etat ?

Je suis de ceux qui sont persuadés que l'autogestion s'instaurera dans tous les domaines, — mais pas demain, Michel Rocard ! pas dans cette génération que, depuis quarante ans, tout divise et tout corrompt. Préparez — ce n'est guère en chemin — les générations de l'autogestion, mais osez, dans leur intérêt même, de rêver ou de mentir !

Car, après la victoire de la gauche, les difficultés et les déceptions de ses chefs seront telles qu'il leur faudra, pour sauver l'acqué, mettre en route, en toute bonne foi, la machine infernale : police et bureaucratie, avec la guerre civile en prime. Chez nous, l'infrastructure est toute prête : ce suréquipement en fonctionnaires, l'irresponsabilité de la plupart d'entre eux, l'impunité de presque tous ; l'accroissement incessant des forces de police et leur ségrégation au sein de la nation... Sans parler de l'informaticque, espionne numéro un. Sans parler de cette tendance à la délation, que l'occupation puis la libération ont réveillée ou réveillée chez nous. Oui, l'enfer sera encore plus facile à instaurer en France qu'en Russie... Voilà ce qui vient à l'esprit dès qu'on « commence par s'asseoir » pour réfléchir, loin du petit écran, loin des journaux excessifs ou partisans, loin des sondages versatiles.

Est-ce un bilan désespéré ? Et faudrait-il donc en rester à notre bideux capitalisme, au règne éternel de l'argent, à la nausée de la surconsommation ? Certainement pas.

D'ailleurs, même si vous le souhaitez, vos fils n'en veulent plus. Mais il faudrait qu'eux-mêmes cessent de compter sur la potion magique ! Il n'existe aucune formule miracle, et le fait de glisser dans l'urne en 1978 un bulletin d'une autre couleur ne changera rien dans ce pays si tous ceux qui l'habitent continuent à se complaire dans leur fausse image de marque ; si, adossés à une gloire qui ne fut jamais que celle de quelques-uns, à une culture dont ils se sont contentés d'hériter, à une victoire qui n'était pas la leur, ils continuent de se croire « des malins », peuple élu, fils aînés de l'histoire ; s'ils s'imaginent qu'ils sont immunisés contre les virus de l'époque ; cette propension à opprimer que l'on trouve dans toutes les classes et à tous les niveaux, ce perpétuel « pour-quoi pas moi ? », le sang à la tête pour un oui ou plus souvent pour un non, cette jalousie avérée des « droits acquis », et cet autre sport national, la fraude. Ajoutez-y cette frivolité, cette imprévoyance, cet optimisme futile dont les gouvernements nous donnent l'exemple ; cet esprit de

ricanement et de critique permanente qu'entretient l'opposition ; la démagogie irréaliste et partisans des syndicats, le terrorisme hargneux de l'intelligentsia, l'entreprise d'anesthésie générale concertée par les mass media et la publicité... Croyez-vous vraiment qu'il suffira de voter « gauche unie (?) » pour que tout cela et de nos coutumes ? Ou encore, croyez-vous qu'il suffira de réformer cette Constitution désastreuse qui coupe la France en deux, met à sa tête un empereur, et l'oppose tôt ou tard aux autres élus ?

Jusqu'à quand les Français continueront-ils à penser que le socialisme consiste à tout attendre de l'Etat, alors que (je parle du vrai) c'est précisément le contraire ? Et à croire que ce sont toujours « les autres » qui sont responsables ou concernés : les riches, les patrons, les hommes politiques, bref, n'importe qui sauf vous, vous, vous qui me lisez ? Vous dont le niveau de vie a doublé depuis peu et qui, les statistiques en font foi, figurez parmi les hommes les plus privilégiés de l'univers... Mais si je vous demande, « les yeux dans les yeux », si vous êtes heureux, vous me répondrez que non. Alors ?

Alors, ne pensez-vous pas qu'il est grand temps de balayer devant votre porte, la vôtre, et pas celle du voisin ? Et, jeune ou pas, de changer votre vie à vous, si vous voulez vraiment « changer la vie » ?

Vous me direz que je rêve. Sans doute, mais moins que ceux qui s'imaginent qu'un changement de scrutin va métamorphoser ce pays.

Vous me direz que je prêche, que je crie dans le désert. J'en conviens, mais il est évident qu'en train où nous allons, quelle que soit la couleur de notre bulletin, quelles que doivent être les étapes à venir, nous marchons vers la tyrannie.

**Pacer**



**American Motors**  
Jean-Charles  
24, rue de la République PARIS 18<sup>e</sup> Tél. 238 23 46

**Au 365, rue de Vaugirard, Paris 15e,**  
une voie privée  
protège votre tranquillité.

**Le Clos Vaugirard**


Du studio au 5 pièces. Prix fermes  
(dès la signature du contrat préliminaire).



Au cœur du 15<sup>e</sup> arrondissement, à 100 mètres de la Place de la Convention, Le Clos Vaugirard est situé dans un quartier où vous trouverez tout ce qui facilite la vie quotidienne : le métro (station Convention) et les autobus sont à 100 mètres, les commerces, les écoles, les services publics, les cinémas, etc., sont tout autour de chez vous. La conception architecturale des immeubles, la qualité des matériaux, le soin apporté à la décoration des halls, font du Clos Vaugirard, une adresse de qualité. Venez nous rendre visite, au Bureau de Vente, où nous pourrions vous fournir tous renseignements et vous présenter la gamme des prestations offertes.

Dans un arrondissement des plus recherchés,  
une adresse enviée...

Co-réalisation

SAF

Bureau de Vente sur place tous les jours de 10h à 13h et de 14h à 19h. Fermé mardi et mercredi.  
828.13.11  
et 42, av. de Friedland, 75008 Paris 622.10.10

31 oct.

**LA TRIADE**

A deux pas du Quartier Latin, du Paris bouillonnant et noctambule (Montparnasse - Odéon). Dans un 13<sup>e</sup> moderne, bien équipé. Où il fait bon vivre.

**LA TRIADE**

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.

**LA TRIADE**

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4.500 F le m<sup>2</sup> ferme et définitif.  
\* Prix moyen des 3 et 4 pièces

**LIVRABLE 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 77**

Crédit : Taux de faveur maintenu.

Venez nous voir sur place 54, rue Dunois - 75013 PARIS du jeudi au lundi de 14h à 19h. Tél. 683.92.17 ou retournez-nous ce coupon.



173, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris Tél. 531.41.49

Documentation complète "La Triade"

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Type d'app. ch. St. 2p. 3p. 4p. 5p.



POLITIQUE

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.R.

Les sentiments des députés gaullistes sont ambivalents

Rocamadour. — Venu de Paris par avion, M. Raymond Barre a pris le petit déjeuner, vendredi matin, au château-hôtel de Rocamadour, près de Rocamadour, en compagnie des députés U.D.R. de la région. Les députés U.D.R. devaient lui réserver ensuite un accueil sympathique. La courtoisie à l'égard du nouveau premier ministre tendait à souligner que les députés gaullistes ne le considéraient pas comme un adversaire personnel, mais qu'ils considéraient que l'inspiration réelle de ce programme est le président de la République lui-même.

Tout au long de la journée de jeudi, les députés U.D.R. ont, en effet, accueilli leurs reproches à son égard, tout en affirmant leur appartenance à la majorité et en confirmant leur soutien au gouvernement. Ils ont applaudi avec chaleur les interventions successives et pourtant bien différentes de M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, et de M. Michel Debré, accordant toutefois un fervent supplément à ce dernier. La qualité et la nature des discours de ces deux « compagnons » ont dominé les débats et symbolisé l'ambivalence

des sentiments qui animent chaque député. M. Michel Debré, qui avait été reçu mardi dernier par le président de la République, a instruit un procès, argumenté du programme de lutte contre l'inflation qui visait M. Chirac d'Estaing lui-même, soulignant le « manque de confiance des citoyens à l'égard de ceux qui les dirigent » et le « désarroi » des Français et des gaullistes en particulier. Il a présenté un véritable contre-programme de redressement économique. L'ancien premier ministre s'est plaint également, avec acrimonie, du comportement des parlementaires de l'U.D.R. qui considéraient ces derniers comme leurs seuls adversaires politiques. Le compliment décerné à M. Barre de se comporter en « gaulliste », puisqu'il traite les Français en « peuple malade », faisait apparaître plus sévères les critiques adressées aux projets du pouvoir, accusés de manquer d'ouverture, de courage et de justice. Plus catégorique encore dans sa condamnation du principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, M. Debré, tout comme M. Couve de Murville, dénonçant les risques de la supranationalité pour l'indépendance nationale, a invité, sans

ambages, ses amis à s'y opposer à l'Assemblée nationale. Il a présenté, cette fois-ci, la réfutation argumentée que, à la demande de M. Chirac, il n'aurait pas développée en avril dernier, aux journées parlementaires de Saint-Jean-de-Luz. Debout, les députés l'ont applaudi.

La tâche de M. Olivier Guichard n'était pas aisée dans un tel climat. Le ministre d'Etat a cependant réussi à prononcer un discours habile et mesuré qui a évité les écueils et les susceptibilités, et lui a valu d'être applaudi sans réticence. Il a utilisé, par exemple, le langage de la raison pour dénoncer la « politique politicienne », pour assurer que la majorité ne serait pas modifiée, pour promettre que les succès électoraux seraient le fruit de la lutte contre l'inflation qui ne serait gagnée, elle-même, que par un soutien fidèle au gouvernement. Il a indiqué qu'il avait fait au chef de l'Etat des reproches qui ressemblaient fort aux raisons qui ont motivé la démission de M. Chirac, et il a rappelé sa préférence de nature pour des élections législatives anticipées. Parlant d'engagement à court terme, de son refus d'alléger le quinquennat, de sa répugnance à l'attribution de M. Guichard à l'Assemblée nationale, M. Guichard a laissé accroître à ses

auditeurs que sa participation au gouvernement n'était pas inconditionnelle, et l'invitation à la discipline qu'il a lancée à M. Chirac était accompagnée de suffisamment d'hommages pour ne pas apparaître impérative.

La sympathie dont bénéficie l'ancien premier ministre s'est exprimée dans les conversations privées plus qu'à la tribune, mais des parlementaires « de base » comme MM. Couve de Murville et Yves Guéna ont insisté sur la confiance qu'ils plaçaient en M. Chirac ministre, tandis qu'un orateur n'a jamais prononcé le nom de M. Chirac d'Estaing. Cette quasi-unanimité a retenu M. Chaban-Delmas de prendre la parole cette fois-ci, le contre-feu des « barons » ayant tourné court à peine esquissé.

Chaque élu gaulliste semble, pour le moment, tiraillé en réalité entre deux sentiments. L'appréhension de l'avenir électoral, l'habitude de vivre à l'ombre du pouvoir les retiennent encore de rompre et les poussent à affirmer leur solidarité majoritaire. Leurs penchants naturels et la pression de leurs militants les orientent vers M. Chirac, qui leur apparaît comme le seul leader capable de les rassembler dans l'enthousiasme.

ANDRÉ PASSERON.

Au cours de la journée de jeudi, M. Couve de Murville, ancien premier ministre, député de Paris, évoque le départ de M. Chirac, qui, à Matignon, « s'était affirmé avec autorité et dynamisme » et, à l'U.D.R., avait apporté « une contribution capitale à un renouveau qui s'affirmait et permit à notre mouvement de demeurer une force essentielle de la vie politique française ». Il insiste sur la nécessité pour l'U.D.R. de rester unie, de résister « aux préoccupations personnelles, au démon de la division », de ne pas se redéfinir « dans les incertitudes ». A son avis, l'essentiel est de savoir « si nous nous situons » et il répond : « Nous restons dans la majorité pour permettre à la France d'être gouvernée. Tel est l'intérêt national. A défaut ce serait le chaos. » M. Couve de Murville précise l'attitude qui devrait être celle de son groupe à l'égard des grands problèmes immédiats : « La lutte contre l'inflation : « Certes, bien peu encore sont prêts à accepter les remèdes car la position sera amère. Mais un grand combat s'engage : comment l'U.D.R. ne serait-elle pas au premier rang pour le mener ? »

« La politique étrangère : « La vision d'un futur sur l'Europe européenne reparait, étonnamment lorsque le reste en est effrayé et que l'on cherche à s'enfuir. L'Europe est la seule source de progrès. L'affaire ne viendra pas à l'Assemblée nationale avant le printemps prochain, mais, dès la session d'automne, nous aurons l'occasion de soulever la question générale des attributions de cette Assemblée : si ces attributions devaient être nouvelles, cela nécessiterait une révision constitutionnelle. »

avons intérêt au succès du plan de redressement, vis-à-vis duquel les parlementaires U.D.R. ne peuvent donc adopter une attitude mitigée et réservée. » Et il précise : « Cela implique une certaine cohésion, une certaine cohérence, il faut éviter les critiques trop acerbes à l'égard de nos parlementaires qui, de leur côté, doivent laisser au vestiaire les rancœurs et choisir pour adversaires les seuls défenseurs du programme commun. Cela n'implique aucunement l'inconditionnalité du groupe qui totaliserait bientôt, l'espère, cinq anciens premiers ministres et où coexistent un certain nombre de ferment qui doivent pouvoir s'exprimer. »

M. GUICHARD : j'ai pour mission de m'occuper des élections

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, « chargé par délégation du premier ministre de responsabilités particulières », évoque tout d'abord les deux années passées au sein du groupe U.D.R. et au cours desquelles « nous avons prouvé notre utilité, notre utilité et notre sens de l'Etat ». Il ajoute : « Nous avons vu combien la crédibilité de l'Etat pouvait se trouver quand elle n'était pas bien assurée de son rôle, quand trop de flux régnaient dans les rapports entre le président de la République et le chef du gouvernement, entre le ministre et ses ministres, entre les ministres et les formations politiques, sans parler de trop d'incertitudes sur le dessin de l'avenir même de la majorité. Dans la situation difficile, périlleuse que créent ces circonstances, nous avons gardé notre sang-froid. »

Analysant ensuite la situation actuelle, il déclare : « Du côté des difficultés, la situation est simple : l'économie est malade. Du côté des chances, la première est que la situation soit reconnue dans sa gravité, la seconde est que les conditions politiques du combat aient été nettement clarifiées et simplifiées, ces conditions étant : « Une majorité acceptée : le président de la République a clairement affirmé qu'il ne souhaitait pas altérer la composition de la majorité actuelle. »

« Le gouvernement gouverne : l'équilibre de nos institutions demande que le premier ministre exerce pleinement ses responsabilités. Le chef de l'Etat et le nouveau premier ministre se sont mis d'accord sur cette manière de voir les choses. C'est une bonne nouvelle. »

« Une politique centrée : l'urgence nationale c'est la lutte

contre l'inflation, c'est-à-dire contre la faiblesse. »

« Une échéance fixée, à savoir celle des élections législatives de 1978. J'avais été le premier à demander qu'on réfléchisse à la possibilité d'élections anticipées, moyen de renouveau de la fonction politique autour du gouvernement tel qu'il était. Le président de la République a préféré un autre moyen. Nous ne pouvons pas en discuter, c'est sa responsabilité. »

Après avoir estimé que « la victoire des deux partis marxistes nous ramènerait à la fois la dictature et la division des partis », il déclare : « C'est le présent qui compte. Le rétrograde des responsabilités ne m'intéresse pas. Il n'y a en politique ni situation idéale ni homme providentiel. Il faut toujours jouer les chances, celles de la France. Il y a une bataille nationale à mener. Quelle soit gagnée ou perdue, les gaullistes doivent être au front. Il n'y a aucune attitude ne soit pas gaulliste, c'est l'attentisme. La dynamique de la confiance, il dépend beaucoup de nous quelle l'enclenche, et nous savons bien que si elle ne s'enclenche pas, on saurait bien nous imputer la responsabilité de l'échec. »

« Tout le langage dans le pays touche à ce que nous sommes : un mouvement politique différent des autres. Or tout nous pousse à rentrer dans le rang, c'est-à-dire à avoir nos idées, nos tendances, nos combats de chefs. »

« Comment alors nous nous battre ? », demande ensuite le ministre d'Etat, qui répond : « D'abord, on ne gagne pas les élections sans gagner sur l'inflation. On ne gagnera pas sur l'inflation sans redonner aux Français un sentiment de confiance. C'est un problème politique autant que technique. Et ceux qui ne veulent traiter que l'un ou l'autre se trompent. Ensuite, les Français sont satisfaits de la politique parisienne, notamment en ce qui concerne les problèmes internes à la majorité. Ce n'est pas la politique, il est manifeste, même en ce qui concerne l'opposition. Pour attaquer la collectivisme en position de force, il faut d'abord que l'Etat libéral aille mieux et renforce sa crédibilité. Il n'y a pas d'opportunité d'agresser les Français dans leurs opinions par de la polémique politique. »

Quant aux élections municipales, elles doivent être pour la majorité l'occasion de prouver qu'elle peut rester solide, même au creux de la vague, parce qu'elle sait rester unie. Et encore, gardons-nous de tout ce qui pourrait figer les électeurs dans leur vote. »

« Les élections, précise M. Guichard, j'ai reçu mission de m'en occuper. Je le ferai de façon que le bruit qu'elles feront ne détourne pas le gouvernement de sa tâche nationale et que nous puissions montrer aux Français un visage uni. »

Et M. Guichard conclut : « Je n'ai rien à vous promettre. Je ne réclame nul engagement. Vous ne m'attendrez pas à parler d'opportunité. Vendredi, vous accueillerez celui qui à la lourde tâche de diriger la bataille. C'est une responsabilité qui ne se partage pas, mais il y a bien des façons de l'aider à l'assumer. M. Jacques Chirac sera, nous y comptons tous, bientôt parmi nous pour soutenir de sa capacité et de son dynamisme l'action de la majorité politique. Prendre sa part du combat suppose, il le sait comme moi, qu'on prend sa part de la discipline. »

suite n'y fut donnée. (...) Régler le déficit des finances publiques sans s'attaquer au déficit du budget social, c'est parcourir à peine la moitié du chemin. Sur ce point le gouvernement est modeste et discret, mais il faudra bien qu'il s'en préoccupe sans trop attendre. (...) La réduction du taux le plus élevé de T.V.A. ne peut être que la première étape d'une série de mesures qui ont pour but de demander s'il n'aurait pas été plus efficace de toucher au taux le plus bas, ce qui aurait allégé le coût des produits de première nécessité. »

M. Guéna déclare encore : « Quelles que soient les lacunes, quelles que soient ses rigueurs, ce

plan constitue une base sérieuse pour lancer la lutte contre l'inflation. L'examen auquel nous procéderons au Parlement permettra de l'améliorer. Mais ce n'est pas en le contestant par principe qu'on rendra service au pays. »

Le secrétaire général de l'U.D.R. en vient à la politique étrangère : « Nous demandons au gouvernement, déclare-t-il, d'affirmer avec plus de netteté, voire avec plus d'agressivité, notre politique d'indépendance nationale. Ce n'est pas sans appréhension que nous voyons approcher l'échéance du débat européen. Mais il semble que les actions concrètes qui seraient nécessaires en matière aéronautique, par exemple, réduisent moins certains de nos paramètres que l'échafaudage branlant

de nouvelles institutions. Selon nous, le fond du débat tient aux pouvoirs de l'Assemblée. On nous assure qu'ils ne seront point accrus, mais nos partenaires à l'étranger et parfois nos alliés à l'intérieur demandent cette assurance. Voilà qui ne va pas sans nous inquiéter. Si l'Assemblée élue au suffrage universel se dote, ou risque de se doter, de pouvoirs nouveaux, nous dénoncerons et combattrons ce glissement vers la supranationalité contraire à l'indépendance de la France. Mais si vraiment cette Assemblée s'en tient strictement aux pouvoirs que lui confère le traité de Rome, alors pourquoi mettre en marche la lourde procédure du suffrage universel ? »

PATRICK FRANCES.

M. LABBÉ : la discussion n'est pas la fronde

« Non déclare M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. alors que M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a pris place à la tribune. Non, il n'est pas question de sortir de la majorité présidentielle. » Et il ajoute : « Décisons une rupture et il n'y a plus de majorité car il ne peut y avoir une formule de réchange qui nous libère pas du combat politique et de sa sanction, c'est-à-dire de la consultation populaire. »

M. Labbé déclare encore : « Un nouvel effort est demandé aux Français. Ils doivent l'accepter dans l'équité des sacrifices et des aides. Nous ne marchandons pas notre soutien au gouvernement. Les préoccupations électlectorales sont légitimes : l'électoratisme le serait moins. Nous avons toujours soutenu que la vérité soit dite aux Français et que l'existence de l'effort leur soit clairement montrée. Il est dommage qu'une telle attitude ne soit pas constante au gouvernement. »

Abordant ensuite les rapports entre le gouvernement et la majorité, il souligne que le Parlement puisse jouer pleinement son rôle et demande : « Pourquoi ces alarmes devant des critiques qui prennent immédiatement l'aspect de manœuvres gouvernementales pour stopper une offensive qui ne met en danger rien d'essentiel ? »

Très critique à l'égard de la technocratie (ses propos à ce sujet sont fréquemment interrompus par les applaudissements), M. Labbé ajoute : « Pour la majorité, la discussion n'est pas la fronde mais l'exercice naturel de la fonction. Vous vous voulez un Parlement docile, observe-t-il, vous voulez plus de Parlement du tout. »

M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, observe : « Certes tout le monde est pour la lutte contre l'inflation, pour la solidarité, mais à condition que ce soit celles des autres, à condition de se désoliser de réclamer des réformes de structure profondes (les gaullistes les ont constamment faites), de réclamer la révolution dans le respect des droits acquis. A nous donc, gaullistes, de prêter l'effort. »

« Dans la perspective normale d'élections législatives en mars 1978, constate M. Boulin, nous

M. GUICHARD : M. Chirac ne nous laisse pas sans nouvelles.

M. Olivier Guichard a déclaré, le 30 septembre, à Radio-Montecarlo : « L'initiative de Jacques Chirac de demander des aides extraordinaires n'a rien d'extraordinaire. On a très souvent parlé d'aides extraordinaires, notamment en 1974 après l'élection du président de la République et la nomination de Jacques Chirac comme premier ministre. Il y a l'évocation d'un élargissement et d'une transformation. Depuis trente ans je ne vois que des avantages à ce que le mouvement gaulliste s'élargisse. La transformation, nous avons un mouvement structuré et bien dirigé, on peut certainement l'améliorer. Mais je suis persuadé que Jacques Chirac en parlera plus à loisir dans les jours qui viennent, car il ne nous laisse pas souvent sans nouvelles. »

« Je comprends parfaitement que Jacques Chirac fasse des propositions, mais qu'il n'oublie pas qu'il y a une certaine cohésion du mouvement gaulliste qui est indispensable. »

M. GUÉNA : nous n'avons rien à nous reprocher.

Jean-Louis Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., déclare notamment : « L'action que j'ai entreprise aujourd'hui, nous la réclame depuis longtemps. » Nous n'avons rien à nous reprocher. Bien plus, je le sais, une action s'est affirmée il y a plusieurs mois, au niveau gouvernemental, pour que ce problème fût pris à bras-le-corps. Des mesures avaient été étudiées, et même une procédure engagée. Je ne saurais dire pourquoi, mille

# Breguet

## LA QUEUE-EN-BRIE

"Séquoia", 278 m<sup>2</sup>, 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

# Domaine de L'Ormoie

Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains par jour pour Paris.

Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m<sup>2</sup>.

Au Domaine de l'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A4 ET LA N4

NEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (Tél. 933.71.30)

# POLITIQUE

## APRÈS L'ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**M. MITTERRAND : des préoccupations électorales.**

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a déclaré jeudi 30 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue à Polignac : « Je suis d'accord pour ne pas donner actuellement l'impression de bataille politique en campagne électorale. (...) De toute façon, il ne faut quand même pas oublier qu'un débat de 1977 il y aura les municipales — c'est une loi — et qu'en mars 1978 il y aura des législatives — c'est également une loi. Actuellement, qui parle le plus ? Qui entend-on le plus ? Il y a quelque chose à prétendre vouloir dépolitiser le débat. »

**M. FILIPOUD (P.S.) : un aveu de faiblesse du gouvernement.**

M. Georges Filipoud, député de la Dordogne, porte-parole du groupe socialiste, a estimé jeudi 30 septembre, que la décision du gouvernement de solliciter la confiance uniquement sur la loi de finances rectificative et non pas sur la déclaration de politique générale, est « un aveu de faiblesse et d'inquiétude sur le comportement de la majorité ». Le député socialiste a noté que cette inquiétude consistait « en prédisant pour la V<sup>e</sup> République giscardienne », puis, en 1974, la déclaration d'investiture de M. Jacques Chirac avait été suivie d'un vote. En outre, il s'est déclaré surpris de constater qu'on « en appelle à la confiance des Français, mais qu'on ne veut pas demander celle des députés ».

**« LA LETTRE DE LA NATION » : ce ne fut pas un événement.**

« Il ne pouvait pas faire moins. Il aurait pu faire plus. Mais ce qu'il a fait, il l'a bien fait. L'enjeu est que l'investiture du président de la République, dans les circonstances présentes, aurait dû être un événement et qu'elle ne l'a pas été. »

(...) C'est bien de « dédramatiser » quand le drame est réel. Mais quand il ne l'est pas ? J'emprunterai à Roger Chénard, député du groupe républicain indépendant, la citation chinoise qu'il a servie à Raymond Barre : « L'arbre préfère le calme, mais la tempête continue à souffler. Et malheureusement pour l'arbre, la tempête souffla. »

(PIERRE CHARTY.)

**M. FITERMAN (P.C.) : un plaidoyer laborieux.**

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du parti communiste, a déclaré jeudi 30 septembre à TF 1, que l'allocution télévisée du chef de l'Etat était un « plaidoyer rempli d'incohérences ». Il a ajouté : « Si la situation allait mieux, pourquoi imposer aux Français un tel tour de vis ? (...) L'opinion n'est pas du côté des travailleurs, les salaires ne sont pas la cause de l'inflation. En tout état de cause, les travailleurs n'ont pas de leçon de civisme à recevoir des possédants de la fortune. »

**« L'HUMANITÉ » : démagogie avancée.**

« Il faut une certaine audace — mais M. Giscard d'Estaing n'en manque pas — pour appeler, par exemple, les Français à soutenir le plan d'austérité au nom des grands principes républicains : « Une société démocratique », « affirmer à l'imperturbablement », « n'est pas organisée entre quelques centaines de responsables et des millions de spectateurs. Chacun a son rôle à tenir, chacun a son effort à accomplir, et c'est de l'acceptation de cet effort mené en commun que viendra la confiance. »

(RENE ANDRIEU.)

● La Nouvelle action française (monarchiste) : « M. Giscard d'Estaing s'est attribué le mérite de l'expansion de la France de 1958 à 1973. Or, les notes, les journaux, les villages ? Non évidemment. Le gouvernement a préparé son plan dans le silence des chancelleries, il l'a mis aussi-tôt en chantier de façon spectaculaire, et voici que le président de la République vient le défendre à la télévision devant des millions de Français. C'est le spectacle de la décadence, de la décadence économique et de nivellement idéologique. »

## LA RÉUNION DES ÉLUS GISCARDIENS

**M. Chénard (R.I.) : nous en avons assez d'un certain laxisme**

Après avoir entendu M. Raymond Barre, jeudi matin 30 septembre, les élus giscardiens, réunis à Paris en journée parlementaire, ont pour suivi leurs travaux vendredi. Ils devaient écouter notamment M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, et MM. Maurice Ligt et Jean-Pierre Soisson, secrétaires d'Etat.

Jeudi, en fin d'après-midi, M. Roger Chénard a réuni une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment déclaré, à propos de

M. Jacques Chirac : « L'ancien premier ministre a pris des initiatives qui intéressent la vie intérieure d'une importante formation de majorité. Je n'ai donc pas de commentaire à faire. Toutefois, l'estime que, dans la situation où se trouve la France, la priorité doit être donnée à l'effort national et à l'unité. Tout le reste s'apparenterait à de l'agitation et ne devrait pas être pris en considération. »

Le matin, avant que M. Barre ne prenne la parole devant les élus R.I., M. Chénard avait dit : « Notre inquiétude majeure réside dans un certain affaiblissement de l'autorité de l'Etat. Nous en avons assez d'une certaine mollesse et d'un certain laxisme. (...) Nous sommes partisans de la concertation, mais nous nous demandons s'il n'est pas excessif de faire, de ce qui ne devrait être qu'une méthode, une panacée. (...) Le gouvernement doit collaborer plutôt avec les représentants de la nation qu'avec certains agitateurs professionnels. »

Revenant sur ces sujets dans la soirée, le président du groupe républicain indépendant a précisé : « Nous, élus giscardiens, avons le sentiment qu'on avait donné la priorité, au cours des derniers mois, à autre chose qu'à l'autorité de l'Etat. Je ne suis pas certain que le fait de donner l'impression à la population que le gouvernement ne peut prendre de décision qu'en concertation avec la représentation des égales exerce soit une méthode susceptible de rassurer les Français sur les capacités de ce gouvernement. »

M. Chénard a encore dit : « Ce qui me chagrine, c'est que les précédents gouvernements n'aient pas été capables d'expliquer à l'opinion ce qui a été fait. On a ainsi laissé se créer un psychodrame permanent, qui a inquiété les Français. »

## POINT DE VUE

# Plaire et servir

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

M. GISCARD D'ESTAING reconstruit à une interprétation de type présidentielle de nos institutions ? Le programme de l'Etat, c'est la politique. La politique est celle que le « gouvernement propose », et le président de la République se contente d'en valoir « l'équilibre », la « stabilité » et la « justice », sans le moindre allusion à la part qu'il y a prise. Le régime lui-même est proprement parlementaire, puisque, dans son fonctionnement, s'équilibrent les rôles de la majorité qui « gère » et de l'opposition qui « critique » et « propose ». Ce serait même à la grande surprise des députés qui devront voter le 5 octobre prochain — la majorité en tant que telle qui gouverne, et non plus — quelques dizaines de responsables.

Cette présentation peut plaire : elle ne saurait masquer la fidélité exemplaire du président de la République à lui-même.

M. Giscard d'Estaing reste l'homme à la méthode comparative. La France, les efforts qu'elle doit faire, sa place dans la communauté internationale, les recettes gouvernementales, continuent d'être exposées en fonction du regard que l'étranger peut porter sur nous, par rapport à ce qui est tenté en Angleterre ou en Allemagne, suivant des classifications des pays en différents groupes. Cette méthode aboutit à l'objectif flou mais constant que la France soit « un pays moderne ». Comme au temps de Voltaire on croyait aux « lumières » et au temps de Renan à la « science », cette modernité, pas plus que la nature du fameux « peloton de tête qui conduit le développement économique mondial », n'est évidemment définie ni délimitable. Stabilité de notre jargon de présence aux conférences de Rambouillet ou de Porto-Rico, qui organisent — très au-delà des traités de 1948 — une solidarité atlantique encore plus contraignante que l'intégration militaire, puis, c'est l'agitation économique et de nivellement idéologique.

M. Giscard d'Estaing reste aussi fidèle à ce qui a déterminé son succès électoral : la directivité. Regardant la France et les Français, c'est-à-dire la caméra, « au fond des yeux », le président de la République essaie à répondre au plan Barre, à rappeler la hiérarchie hier et aujourd'hui des soucis du français moyen telle que révélée par d'autres consultations officielles. C'est toujours « le candidat le plus heureux » qui sait imposer à celui qui l'écoute en démissionnant à sa place « les deux questions que vous vous posez » et qui balade toute objection en affirmant que « personne ne peut soutenir le contraire ». C'est de bonne campagne électorale que d'associer son propre sort dans les urnes à celui du pays tout entier et de débiter l'opposition sur qui se chuchote une inflation ne saurait pas, et qui n'aurait donc qu'à « agir sur les mots ». Ne dénie-t-on pas souvent à cette dernière le droit de s'en prendre aux faits et même d'accéder à l'information qui les établit ?

M. Giscard d'Estaing reste enfin fidèle à une répartition sociologique de ses arguments : il sait ses points forts et les hélicoptères dans un décor. Il ne perd pas les chômeurs.

● Le Centre indépendant : « Le chef de l'Etat a très nettement marqué que son rôle n'était plus de « gouverner », mais de « servir ». (...) Nous faisons pleine confiance au nouveau premier ministre, ainsi qu'à son ministre d'Etat, M. Olivier Guichard, pour rétablir l'autorité gouvernementale, condition première du succès du plan de lutte contre l'inflation. »

**des DIPLOMES INTERESSANTS en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS ou RUSSSE.**

Si vous avez étudié l'une de ces langues, pourquoi ne pas approfondir votre connaissance de la langue économique et commerciale ? Car vous pourriez ainsi valoir précieusement vos connaissances, et être un professionnel plus qualifié, une carrière plus intéressante. Nos préparations par correspondance, selon une méthode éprouvée et grâce à des cours complets et modernes (allemand, anglais, espagnol, italien, portugais, russe), vous permettent d'acquiescer facilement les connaissances nécessaires et vous assurement des débouchés.

Investissez immédiatement pour les sept langues commerciales (cours à l'usage de la section d'Etudes No 177) : SPLEF (Correspondance-Int. Commerce), CHAMBERS DE COMMERCE (Lang. 4 langues), Diplôme d'Etat du Service de TECHNIQUE SUPERIEUR DE TRADUCTEUR COMMERCIAL. Il y a une classe complète ouverte au soir, une classe pratique et moderne à votre disposition : cours par correspondance, de lecture, de rédaction, de dictée, de conversation, de traduction, de grammaire, etc.

CENTRE DE PRODUCTION LINGUISTIQUE, 100, rue de Valenciennes, 75013 Paris, 14 à 18, rue de Valenciennes. Enseignement privé.

# RÉGIONS

## Corse

**M. Marchais : l'heure n'est plus aux anathèmes mais au rassemblement**

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — « Comment dîtes-vous en Corse ? Basta ? Eh bien avec vous, nous disons : oui, ça suffit ! », lance M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., lors d'un rassemblement qu'il présidait à Ajaccio le jeudi 30 septembre. Une évidence : pas de changement de politique dans l'île sans changement de gouvernement en France. Un avertissement : « Ce n'est pas à l'Assemblée que nous voulons conduire notre peuple, c'est à la victoire », a-t-il précisé, à l'intention des jeunes en particulier qui pourraient se laisser entraîner par certains aux chemins hasardeux de la violence.

Ce jeudi soir, Edward Robba, le nouveau cirque de Paris, fait relâche. Les cloches tintent en l'honneur des clowns. Sous l'impulsion de Georges Marchais, quatre mille auditeurs, Des militants, bien sûr. Des sympathisants aussi. « Il faut faire aux petits bout de chemin la gauche, la majorité étant si décevante ». Des curieux enfin, venus « voir la tête de cette bête qui ne s'est encore jamais produite ici ». De peur de faire « nombre », certains insulaires se sont abstenus de paraître.

Un beau succès tout de même. Des rumeurs inouïes ont couru : la loi de finances, les élections municipales, les élections cantonales, les élections législatives, l'Assemblée nationale, le référendum, tout cela, dit-on, se fera dans la « sérénité ». M. Marchais ne pouvait ignorer. On attendait qu'il soit clair. Il le fut. « Non seulement la région doit partir de Corse, mais ce régime doit être dissous. Dans ce but, le groupe communiste à l'Assemblée nationale vient de déposer une proposition de loi (1), précise-t-il. « Merci », répond l'auditoire.

Le secrétaire général du P.C. évoque alors la « situation misérable » dans laquelle l'île est tenue. « Les salaires sont plus bas qu'ailleurs, le coût de la vie plus élevé, la législation sociale moins respectée qu'ailleurs. Ici la jeunesse n'a que le choix entre le chômage et l'exode : « Quel somnolent ! », s'écrit M. Marchais, qui dénonce la « Corse au compte d'indigénat corse péjorative ». La formule fait mouche. L'auditoire applaudit à tout rompre.

Cela dit, le secrétaire général du P.C. explique aussitôt qu'il n'est pas venu parler aux Corse le langage de la « complaisance » mais celui de la « compréhension ». « Nous condamnons la violence, toutes les violences, mais que-t-il Ce n'est pas une arme aux mains des travailleurs, c'est une arme aux mains de la bourgeoisie. »

## « Droit à l'originalité »

De Pascal Paoli à Gabriel Péri. M. Marchais tire la leçon de l'histoire. « Les Corse sont toujours sentis et vus comme Français parce que la France était synonyme de liberté ». A son avis, le peuple français ne se sent pas vraiment libre. « Voilà d'où vient, souligne-t-il, le mécontentement qui monte en Corse. »

Comment y remédier ? Le secrétaire général du P.C. se garde bien de prononcer une seule fois le mot d'autonomie. D'ailleurs, quand sa tournée insulaire, il ne rencontrera aucun de ceux qui défendent ces idées-là, affirme-t-il. Lui, il parle simplement d'une « France diverse », d'un « droit à l'originalité », variante du « droit à la différence ». Un pas dans la bonne direction : l'élection d'une assemblée régionale au suffrage universel et à la proportionnelle. Une revendication que partagent même en Corse les républicains indépendants.

Aller plus avant, pousser « la démocratie jusqu'au bout », comme le dit M. Marchais ? Socialistes, radicaux de gauche et communistes élaborent des projets pour l'avenir de la Corse. « Nous

soumes prêts à discuter avec nos deux partenaires des programmes concrets. Mais, entre eux, il ne s'agit pas de se battre. Nous souhaitons avoir en face de nous des gens qui sachent ce qu'ils veulent », affirme le secrétaire général du P.C. Au passage, celui-ci critique certains membres de l'opposition qui ont cru bon de s'inscrire à l'Assemblée des parlementaires originaires de Corse, aux côtés d'U.D.R. et de gauchistes notables. « En réalisant cette curieuse union sacrée, ils manquent d'efficacité pour défendre les intérêts de l'île. » Par le futur, un avertissement à certains élus insulaires qui n'auraient pas une « position claire » à l'égard du pouvoir.

N'y a-t-il en Corse, comme le disent certains, que de « maux de tête » ? « Comme partout en France, ceux-ci ont été choisis par la population selon les lois en vigueur », dit M. Marchais, qui s'élève contre « la manière que l'on a trop souvent de caricaturer les élus insulaires. A ses yeux, le problème n'est pas là : la démocratie est menacée par les tentatives d'un « état autoritaire ». Le secrétaire général du P.C. ne s'estime pas, en conclusion, « terriblement pessimiste ». Il rejette le slogan « nature ou mort » que certains insulaires font leur, et plaide pour « une démocratie de Lilliput ». A son avis, « l'heure n'est plus aux anathèmes mais au rassemblement ». Et c'est notamment d'action immédiate, les prochaines élections municipales qu'il entendra ce vendredi soir ses auditeurs de Bastia avant de regagner le continent.

JACQUES DE BARRIN.

(1) En parlant de « ce régime », M. Georges Marchais fait allusion au régime de la présidence de la région, le 30 septembre, il déclarait : « La question n'est pas de laisser ou non le régime de la Corse ou l'île, mais de dissoudre ces régimes. » S'agit-il d'un lapsus ou d'une habileté ?

## L'attention contre le Boeing d'Air France

## SIX DES DIX-SEPT INCULPÉS ONT ÉTÉ REMIS EN LIBERTÉ

La chambre d'accusation de la cour de Lyon a décidé, jeudi 30 septembre, la remise en liberté de six des dix-sept manifestants corse inculpés après la destruction d'un Boeing d'Air France sur l'aéroport d'Ajaccio et l'incendie à Lyon. La chambre d'accusation, qui s'était réunie mardi 28 septembre, a rendu son arrêt jeudi 30 septembre. Les magistrats ont estimé que six des inculpés étaient en tant que salariés subordonnés aux ordres de leurs employeurs, eux-mêmes manifestants, et que, de ce fait, leur responsabilité n'en trouvait atténuation.

Ces six personnes, MM. François Giorgi, Gilbert Sacchi, Antoine Burel, Roger Beldi, Christian Dupont et M. Serani ont quitté la prison Saint-Paul dans la soirée de jeudi. La chambre d'accusation a également statué sur une anomalie de procédure invoquée par la défense : la non-audit des inculpés dans les cinq jours de leur mise sous écrou. Pour les magistrats, s'il y a eu effectivement violation de la loi, c'est une violation des droits de la défense, ce vice de forme n'a pas porté gravement atteinte aux intérêts des inculpés.

D'autre part, M. Gilbert Thiney, juge chargé de l'instruction des affaires, doit rendre, ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre, un fin de main, une ordonnance concernant une nouvelle demande générale de remise en liberté présentée par la défense.

## LA TROISIÈME CONFÉRENCE SOCIALISTE DES RÉGIONS

**M. Mitterrand : la décentralisation doit restituer le pouvoir aux citoyens**

La troisième conférence socialiste des régions s'est réunie mercredi 30 septembre à Polignac, en présence de représentants du P.S. venus des vingt-deux régions métropolitaines, mais aussi des cinq présidents socialistes de conseils régionaux.

M. Louis Le Pen, député du Finistère et délégué national du P.S. aux régions, a estimé dans son discours d'ouverture : « En matière de régionalisation, le gouvernement s'en tient strictement à la loi du 5 juillet 1972, assortie de quelques adaptations mineures. Il montre ainsi sa volonté de maintenir les régions en tutelle. Il est en effet démagogique de parler de décentralisation sans doter les régions de pouvoirs effectifs. »

« Pour nous, il s'agit de dessiner le visage de la France et d'en moderniser les institutions. Nous étions et restons favorables à la région, mais non à la région-alibi. La région est un fourre-tout. S'il s'agit d'un fourre-tout, pourquoi ne pas le transformer en un fourre-tout de pouvoirs décentralisés, plus les conseils généraux, plus les conseils régionaux, plus les conseils départementaux de monde (1) ? Mais, actuellement, les régions sont de fausses jantes, et les pouvoirs des assemblées régionales sont vides de sens. C'est la raison pour laquelle nous nous refusons de voter la loi de 1972. La décentralisation doit s'accompagner de véritables pouvoirs attribués aux élus des régions et permettre (...) de restituer le pouvoir aux citoyens dans la diversité des groupes sociaux et humains de notre pays. Nos travaux, études et prévisions sont faits dans une perspective de victoire de la gauche en 1978. »

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75001 PARIS - CDEX 09  
C.C.P. 4597-93

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
96 F 175 F 232 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
188 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)  
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
125 F 250 F 375 F 448 F

II. - TUNISIE  
163 F 305 F 448 F 590 F

Par voie aérienne  
taxis sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (chèque virement) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

150





## DÉFENSE

### PARIS ET MOSCOU SONT EN COMPÉTITION POUR LIVRER DES AVIONS DE COMBAT AU PÉROU.

Le Pérou, qui a déjà acheté vingt-cinq Mirage-5, un avion d'attaque simplifié et dérivé de la version Mirage-III conçue par Dassault-Breguet, a mis en concurrence la France et l'Union soviétique pour la fourniture de nouveaux appareils de combat. De retour d'une tournée en Europe, le ministre péruvien de l'air, le général Dante Foggi, vient de faire savoir qu'il devait acheter un nombre encore indéterminé d'avions de combat pour remplacer une partie de la flotte actuelle.

Avec le groupe Dassault-Breguet, les négociations portent sur une version nouvelle du Mirage-III équipée du réacteur Atar 9 K-50 de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA). Ce modèle de Mirage-III a été conçu, à l'origine, pour les besoins de l'armée de l'air sud-africaine. Dans le même temps, une mission péruvienne est actuellement en Union soviétique pour l'acquisition éventuelle de trente-six chasseurs-bombardiers Sukhoi-22. Le crédit accordé par l'Union soviétique est basé sur un taux d'intérêt de 2 % par an sur dix années.

De leur côté, les Américains, qui viennent d'accepter de vendre au Pérou trois avions de transport Hercules, du même type que l'avion utilisé par les Israéliens pour leur raid en Ouganda en juillet dernier, ont offert à l'armée de l'air péruvienne de lui vendre des avions de combat Tiger construits par Northrop. Malgré le coût financier que de telles opérations de diversification représentent, le gouvernement péruvien paraît disposé à multiplier ses sources d'approvisionnement militaire pour ne pas dépendre d'un seul fournisseur.

● La conférence sur la réduction des forces en Europe centrale a repris ses travaux à Vienne le jeudi 30 septembre, après la pause des vacances. — (A.F.P.)

### La France livrera des sous-marins classiques d'attaque à la République Sud-Africaine et à l'Espagne

La République Sud-Africaine et l'Espagne ont commandé à la France, respectivement, deux et quatre exemplaires d'un sous-marin d'attaque à propulsion classique et à hautes performances, de la classe Agosta. C'est ce que révèle, dans le dernier numéro de la revue *Défense nationale*, le capitaine de vaisseau François de Larninat, chef du bureau des affaires internationales à l'état-major de la marine, qui fait le point sur le bilan de plusieurs années de contribution française à l'essor des marines étrangères.

En principe, ajoute l'auteur de l'article, l'Espagne construira sous licence les quatre sous-marins, qui dépassent, chacun, 1.200 tonnes, sont armés de vingt torpilles et disposent d'une autonomie de quarante-cinq jours environ. La marine française prévoit d'acquiescer quatre unités de ce genre, en construction à l'arsenal de Cherbourg. Le coût d'un bâtiment de ce modèle est évalué à 170 millions de francs à l'exportation. Déjà, la République Sud-Africaine, à destination de laquelle la décision française d'embargo ne porte pas sur les matériels navals, a commandé en 1967 trois sous-marins d'attaque d'un tonnage moindre (de la classe Daphné) et l'Espagne, en 1963, a commencé de construire sous licence quatre unités du même type.

« En premier lieu, écrit notamment le capitaine de vaisseau de Larninat, notre pays a contribué ou contribue encore, dans le droit fil de ses traditions, à l'établissement des marines de plusieurs jeunes nations par l'envoi d'assistants, la formation de personnels, la fourniture de matériels. Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Sénégal, Togo, Tunisie, ont bénéficié, à des degrés divers, de notre coopération navale. » Il s'agit principalement de la fourniture à ces pays de patrouilleurs rapides lance-missiles.

« Vis-à-vis des marines déjà existantes, la France a mené quelques opérations majeures, par exemple : — L'établissement des forces

sous-marines sud-africaines et pakistanaises ; — Le développement de la flotte de surface et sous-marine portugaise ; nous avons ainsi succédé à la Grande-Bretagne, ancien fournisseur actif ; — La contribution apportée au renouvellement de la marine espagnole par la vente de licences de sous-marins ; — Le désarmement de l'aviation de patrouille maritime pakistanaise, avec l'achat de trois avions de lutte anti-sous-marine Bréguet-Alouette ; — Le renforcement de l'unité embarquée indienne avec l'acquisition d'avions de lutte anti-sous-marine Alouette et d'hélicoptères Alouette-III ; — La participation à la formation de forces de patrouilleurs rapides pour l'Allemagne, la Grèce, l'Iran, la Malaisie ; — Enfin, en dehors de ces opérations majeures, la France livre à de nombreux pays hélicoptères, missiles, sonars et équipements de tous ordres », conclut le capitaine de vaisseau de Larninat.

(\*) *Défense nationale*, octobre 1976, 1. place Joffre, 75000 Paris, 12 F.

Centre Isth Centre  
AUTEUIL - TOLBIAC  
Institut privé des Sciences et  
Techniques humaines  
PRÉPARATIONS ANNUELLES  
OCTOBRE 1976 à JUIN 1977  
• Deux  
**DROIT  
SC ECO**  
• Et 3<sup>e</sup> Année de licence  
• Tous centres et options  
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE  
DEPUIS 23 ANS  
AUTEUIL 61, Av. Léon Heuzey  
75015 Paris - Tél. 224.10.72  
TOLBIAC 83, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 588.63.91

## ÉDUCATION

Répliquant à MM. Quémener et Casadevall

### Mme SAUNIER-SEITÉ DÉFEND SA POLITIQUE UNIVERSITAIRE

Mme Alice Saunier-Seité — qui a quitté Paris jeudi 30 septembre pour l'Indonésie, où elle restera neuf jours — a défendu sa politique dans un entretien publié par l'*Aurore* du 1<sup>er</sup> octobre. A propos des critiques qui lui ont été faites dans le monde de l'éducation par MM. Jean-Louis Guermennet et André Casadevall, ancien directeur des enseignements supérieurs et ancien recteur de Orléans, le secrétaire d'État aux universités déclare notamment :

« Maintenir au meilleur niveau les bases fondamentales de la recherche fondamentale, pour cela confier la recherche universitaire à une mission entièrement séparée de l'administration des enseignements supérieurs, faire passer les crédits d'investissements recherche de 80 MF en 1976 à 130 MF en 1977, répartir ces crédits selon des critères de qualité : »

« N'est-ce pas une politique de la recherche universitaire ? »

« Offrir aux universités qui le désirent la possibilité d'organiser des formations de second cycle ouvertes sur la vie économique de la nation ; »

« Répartir pour la première fois équitablement les moyens destinés aux enseignements (crédits, heures complémentaires) sur des bases objectives, condition véritable de l'autonomie et de la démocratisation de l'enseignement supérieur ; »

« Inclure les instituts universitaires de technologie à fonctionner en liaison étroite avec les milieux professionnels ; »

« Porter de 25 millions de francs à 50 millions de francs les crédits destinés à la rénovation du matériel pédagogique ; »

« N'est-ce pas une politique de l'enseignement ? »

### A Neuilly-sur-Seine

### Les mésaventures d'un C.E.S. en or massif

Lorsque, après avoir englouti dans l'entreprise un joli paquet de millions et triomphé de dix-sept ans de chicanes procédurales, la ville de Neuilly — dont le maire est M. Achille Peretti (U.D.R.) — a inauguré, le 15 septembre, la nouvelle C.E.S. du boulevard d'Argenson, elle s'est crue, cette fois, au bout de ses peines. Les 12 talus déchantés. Trop beau, trop bruyant, en tout cas mal situé. Venu de parents ou de voisins, le verdict a fait l'effet d'une douche glacée.

L'histoire remonte à la fin des années 50. Pour faire face à la poussée démographique, la municipalité décide de se doter d'un nouvel établissement secondaire, trouve un terrain ou plutôt plusieurs, qui, bout à bout, semblent pouvoir faire l'affaire. La plupart des propriétaires ne font guère de difficultés pour les céder. L'un d'eux, cependant, spéculant sur la hausse du prix du mètre carré, va se montrer très coriace, multipliant les obstacles juridiques, réussissant même quatre fois de suite à faire annuler l'ordonnance d'expropriation déléguée contre lui.

### Cour interdite

Il y a cinq ans, la municipalité obtient, enfin, gain de cause. Mais le prix du terrain, entre-temps, démultiplié. Combien de malheur, l'Etat, qui s'était engagé treize ans auparavant à régler la facture, se retranche derrière la nouvelle réglementation et n'accepte d'en payer que la moitié. A peine décaissés, les édiles décident de trapper un grand coup et tentent architectes, décorateurs et spécialistes en tous genres sur un projet destiné à effacer la mauvaise impression laissée par des années d'attente.

C'est un C.E.S. en or massif qui sortira de terre. Prix total : 15 millions et demi de francs, le double d'un établissement ordinaire. C'est peu dire qu'édiles et professeurs eurent, le jour de la rentrée, le sentiment d'annuler d'un coup de main la maquette à profusion, gymnase olympique et parking en sous-sol, cuisines dernier cri, centre de documentation gigantesque, mobilier « design », lumière douce, baies panoramiques, etc.

Il y a huit jours à peine, cependant, une voix anonyme, distinguée mais turlupinée, menaçait de ne plus payer un sou d'impôt s'il n'était pas immédiatement un terrain « turboterrain » des élèves pendant les vacances. Une pétition circula aussitôt. Elle avait déjà recueilli l'approbation de plusieurs centaines d'habitants de ce quartier, tout en pierres de taille et en avenues ombragées, décidés à sauvegarder contre que soit leur tranquillité.

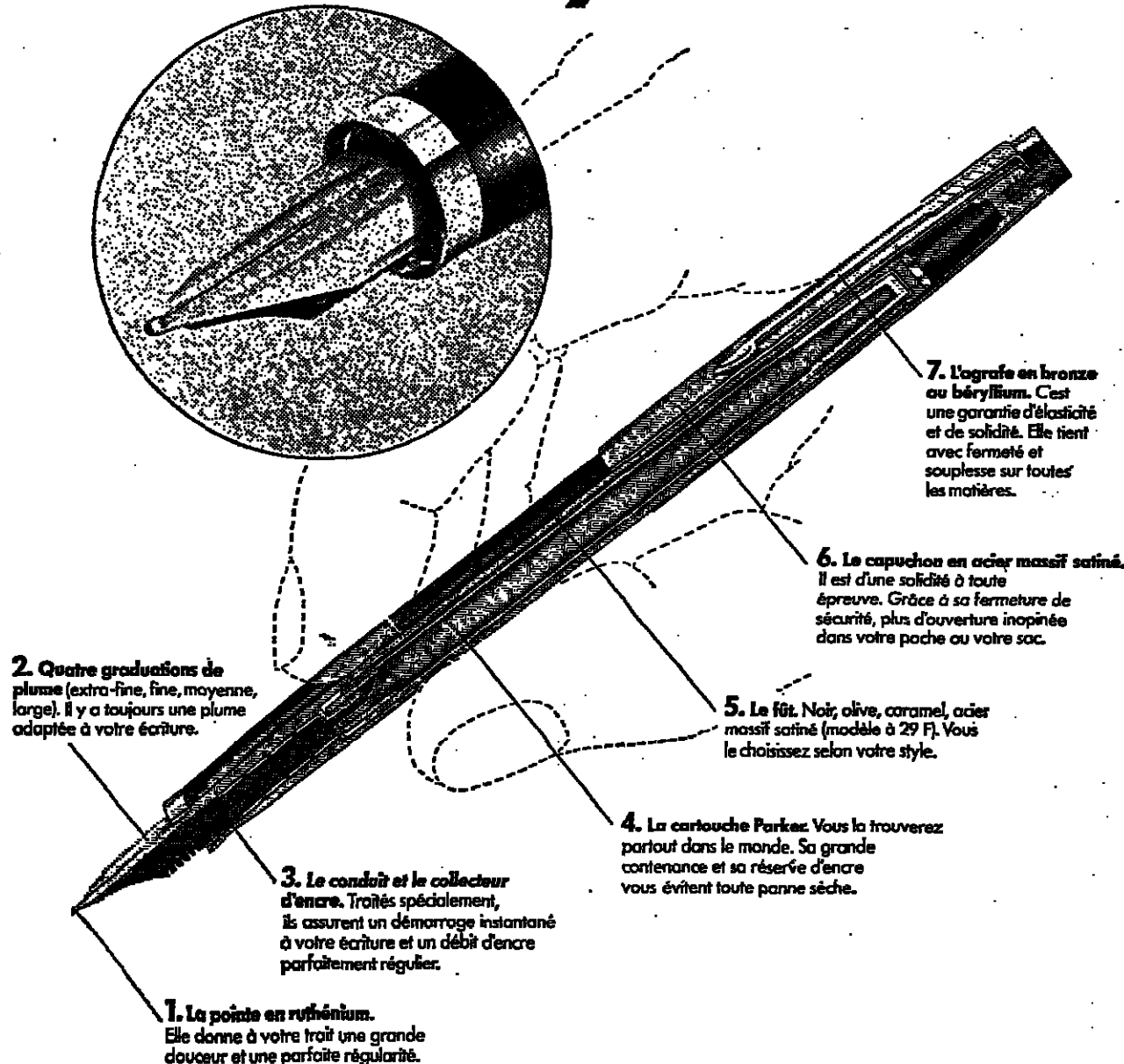
C'est une tout autre campagne que mènent certains parents. Peu impressionnés par l'épaisseur de la maquette, ils s'en sont vite pris à l'« exquisme » de la cour de récréation. Et à l'interdiction qui frappe les élèves qui n'ont pas réussi au redoublement d'y mettre les pieds de la matière. Statistiques en main, la municipalité a vivement contre-attaqué : les élèves du boulevard d'Argenson disposent de 8 mètres carrés de cour de récréation par tête. Beaucoup plus que leurs camarades des autres établissements de Neuilly. Quant à la directrice, elle s'en tient pour l'instant à sa décision : inutile de faire descendre les élèves dans la cour pour dix minutes. Des promesses ont été prévues pour leur détente à chaque stage.

L'affaire n'aurait en réalité pas eu lieu si l'Etat n'avait au bordure du C.E.S. un terrain de 5.000 mètres carrés sur lequel la commune projette de bâtir cent cinquante logements I.L.N. C'est sur ce terrain que « touchent » les parents en révolte. Socle de la cour de récréation, la municipalité ne veut pas céder. Tout au plus envisage-t-elle d'agrandir la cour du C.E.S. de quelque 600 mètres carrés, prévus sur les jardins des futurs logements.

Neuilly est une des communes de France qui impose le moins ses habitants. Paradoxal si l'on songe que le revenu moyen de l'habitant est de 140.000 francs. C'est une situation qui incite à la réflexion politique, qui incite à la réflexion — il est vrai hors de prix — acquiesce à des fins sociales, haute de se donner les moyens financiers de voir plus grand. Une leçon, donc, en période pré-débat, la municipalité se serait sans doute passée.

BERTRAND LE GENDRE.

## Ne bradons pas l'écriture. Voici le Mixy de Parker.



2. Quatre graduations de plume (extra-fine, fine, moyenne, large). Il y a toujours une plume adaptée à votre écriture.

3. Le conduit et le collecteur d'encre. Tricotés spécialement, ils assurent un démarrage instantané à votre écriture et un débit d'encre parfaitement régulier.

1. La pointe en ruthénium. Elle donne à votre trait une grande douceur et une parfaite régularité.

4. La cartouche Parker. Vous la trouvez partout dans le monde. Sa grande contenance et sa réserve d'encre vous évitent toute panne sèche.

5. Le fût. Noir, olive, caramel, acier massif satiné (modèle à 29 F). Vous le choisissez selon votre style.

7. L'agrafe en bronze ou beryllium. C'est une garantie d'élasticité et de solidité. Elle tient avec fermeté et souplesse sur toutes les matières.

6. La capuchon en acier massif satiné. Il est d'une solidité à toute épreuve. Grâce à sa fermeture de sécurité, plus d'ouverture inopinée dans votre poche ou votre sac.

7 bonnes raisons de préférer un vrai stylo.

Mixy plume acier 19 F. Tout en acier massif satiné 29 F.

**PARKER**  
LA MAÎTRISE DE L'ÉCRITURE.

### ANCIENS COMBATTANTS

● Le Bureau national de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC), réuni le 25 septembre, a adopté trois résolutions. La première, relative au budget 1977 des anciens combattants, constate que les promesses faites en vue de réaliser la parité de la retraite du combattant ou, à défaut, de la parité de la retraite de l'ancien combattant, ne sont pas tenues. La seconde résolution est relative à la solidarité avec le Liban et au « bateau de la paix » qui

transportera vivres, médicaments, vêtements, etc., pour les forces progressistes libanaises et pour les Palestiniens qui sont les plus cruellement démunis.

Enfin, l'ARAC demande au gouvernement Barre d'intervenir avec fermeté auprès du gouvernement fédéral allemand pour que soit mis fin à une longue série de violations des accords de cessez-le-feu conclus avec les anciens combattants de la R.F.A.

### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

VOUS ÊTES :  
● TECHNICIEN  
● ADMINISTRATIF  
● COMMERCIAL

VOUS CHERCHEZ :  
● UNE INITIATION  
● UNE MISE À JOUR  
● UN COMPLÉMENT DE FORMATION

en marketing, action commerciale, gestion commerciale  
les cours de fin de journée du

### CYCLE D'INITIATION ET DE PERFECTIONNEMENT COMMERCIAL (C.I.P.C.O.)

vous offrent 2 programmes :

— Marketing de Biens de Grande Consommation ou  
— Marketing des Biens Industriels.

— Conditions d'admission : ● Bon niveau de culture générale : ● 3 années d'expérience professionnelle minimum.  
— Frais de participation imputables à la contribution des entreprises à la Formation Permanente.  
— Exonérations individuelles sur étude des cas particuliers.

Début des cours : 18 octobre 1976

Renseignements et inscriptions : C.I.P.C.O., 41, rue de Tocqueville, 75017 PARIS. — Tél. : 297-32-44.



501

## ÉDUCATION RELIGION

### DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

#### Mouvement revendicatif des conseillers d'éducation

Le personnel de surveillance des lycées et collèges (conseillers d'éducation et conseillers principaux d'éducation) a été appelé à faire grève ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre par les syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Le mouvement est destiné à réclamer la résorption de l'auxiliaire, des créations de postes, l'amélioration des rémunérations et des conditions de travail.

#### A l'écoute des élèves

« Je n'aurais pas envie de devenir prof, l'action éducative m'intéresse plus que la transmission du savoir. » M. Jean Lacanu, quarante-trois ans, est conseiller principal d'éducation au lycée Pablo-Picasso à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Avant le nouveau statut de 1971, on l'appelait « surveillant général ». Maintenant on dit « Monsieur Lacanu ». « Ce changement d'appellation n'a rien changé pour moi. » Depuis son premier poste au lycée-pilote de Montgeron (Essonne), en 1963, il rejette l'image du surveillant général adjoint. « Je me suis toujours senti à égalité d'âge avec les élèves. » En vingt-trois ans de carrière, la sentence : « Vous serez coté dimanche » n'a jamais retenti dans son bureau. Ecole sans sanction ? Jean Lacanu pose la question et la laisse volontiers sans réponse : « Les adolescents ont besoin d'être écoutés, mon rôle est de créer avec eux un climat de confiance non de les punir. » Chaque jour, quatre ou cinq élèves viennent exposer leurs problèmes affectifs, discuter sur le sens de la vie, la

liberté, la justice. « Je m'efforce d'établir une écoute non directive, nous parlons librement, et je retourne leur propre question à laquelle ils répondent mieux que moi. »

L'autorité risque de fausser le dialogue. « Nous sommes investis, malgré nous, d'un pouvoir. Pour mettre les choses au point, le passé, en début d'année, dans les classes, l'explique qui je suis, ce que je peux attendre de moi et ce que j'attends d'eux. » Autre risque, autre héritage : les tâches administratives. Jean Lacanu passe vingt heures par semaine à contrôler les absences. La routine : surveillance du réfectoire de midi, demeure aussi. « Celle-ci n'est pas négative, elle favorise un contact informel avec les élèves nécessaire à l'établissement d'un certain climat. »

La sonnerie retentit dans le hall, M. Lacanu se lève, ouvre sa porte, c'est l'heure de la récréation. En quelques minutes, le bureau est investi par une dizaine d'élèves. « C'est la même chose à chaque inter-cours : je veux qu'ils sachent que ma porte leur est toujours ouverte. » — A. G.

#### M. Mexandean (P.S.) dénonce le « chantage électoral » des responsables de l'enseignement catholique

De notre correspondant

Montpellier. — M. Louis Mexandean, député socialiste du Calvados, député national aux problèmes de l'éducation au sein du P.S., a présenté, mercredi 29 septembre, à Sète (Hérault), le projet de plan pour l'éducation déposé par son parti (le Monde du 14 septembre). Insistant sur l'égalité des chances qui doit être assurée, selon lui, par une pédagogie de soutien, M. Mexandean a affirmé : « Il faut créer une égalité de chances en sens inverse de la situation actuelle et casser les barrières qui protègent les filières sacrées ».

« Nous ne pouvons prétendre, a-t-il dit, que nous allons doubler le budget de l'éducation et les autres budgets sociaux en une année. Il faut avoir le courage de dire non. (...) Il faudra faire des choix. »

Faisant allusion aux réactions hostiles du secrétariat général de l'enseignement catholique (le Monde du 30 septembre), qui constituent, selon lui, un « chantage électoral », il a précisé : « Nous ne voulons pas ramener la question scolaire, mais ce contre quoi nous nous élevons ce sont les initiatives persévérantes des gouvernements de droite, depuis près de vingt ans, et qui vont dans le sens d'une aide accrue, sur fonds publics, à un enseignement privé non pour aider ce dernier à remplir une mission de service public, mais à l'installer en tant que ministère séparé. Aujourd'hui, il n'y a plus l'allibi démocratique du temps de la loi Debré. » « Nous ne sommes pas fermés, a conclu M. Mexandean, au dialogue avec le personnel de l'enseignement privé, mais il ne peut y avoir de concertation avec Mgr Lefebvre qui peuvent y rester. »

## INSTITUT

A l'Académie française

#### PREMIÈRE SÉLECTION POUR LE PRIX DU ROMAN

L'Académie française, qui, dans la révision de son dictionnaire, a clos la lettre D avec *dytique* (insecte vivant dans les eaux douces), a arrêté la liste, non définitive, des huit titres retenus pour le prix du roman 1976, qui sera voté le 4 novembre. Les voici, avec leurs auteurs classés par ordre alphabétique : François-Régis Bastide, la *Fantaisie du voyageur* (Le Seuil) ; Yves Berger, le *Fou d'Amérique* (Grasset) ; Jean Blot, les *Complotés* (Gallimard) ; Henry Bonnier, *Une journée dans la vie d'Henry* (Albin-Michel) ; Michel Henry, *L'Amour les yeux fermés* (Gallimard) ; Didier Martin, *Il serait une fois* (Gallimard) ; Jacques Perry, le *Rapport de l'arbre du voyageur* (Albin-Michel) ; Pierre Schoendorffer, le *Crabe-Tambour* (Grasset). Elle a désigné, d'autre part, son bureau pour le quatrième trimestre : directeur, M. Etienne Wolff ; chancelier, le père Carré. Au cours de la séance publique des cinq académies, qui aura lieu sous la coupole le 25 octobre, le professeur Jean Bernard lira ses *Notes sur la rêve*. La réception de M. Félicien Marceau est définitivement fixée au 9 décembre.

#### L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE NUIT AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE, estime le Syndicat des professeurs.

Pour le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEEP, affilié à la FEN), le projet de budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports pour 1977 constitue une « procédure » contre l'éducation physique et l'ensemble des activités socio-éducatives. Il faudrait, estime le SNEEP, créer trois mille cinq cents postes de professeurs pendant trois ans à partir de 1977 pour parvenir à une moyenne nationale de trois heures par semaine dans l'enseignement secondaire (contre deux heures et une minute actuellement).

D'autre part, une cinquantaine de professeurs d'E.P.S. suppléants de la région parisienne, qui avaient été menacés de licenciement, faute de crédits, seront finalement maintenus dans leurs fonctions.

Le SNEEP espère obtenir progressivement les moyens d'accomplir sa tâche fondamentale qu'il définit ainsi : « Développer les capacités motrices des enfants, les préparer à la pratique sportive, entendue au sens large : sports individuels ou collectifs, expression corporelle et danse. »

#### TRIANGLE

Centre de Psychologie Analytique Thérapeutique et Tao Tactique. Conférences : 4, 11 et 18 octobre à 19 h. 30. 10, rue du Mail - 75002 PARIS. 2<sup>e</sup> étage ; participation : 15 F. Renseignements : Tél. : 739-79-30.

#### A la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse

#### LE CENTRE JEAN-BART ORGANISE DES FESTIVALS DE PRIÈRE

Le centre de pastorale sacramentelle Jean-Bart organise les 7, 14 et 21 octobre, à 14 h. 30 et à 20 heures, à la chapelle Saint-Bernard de Montparnasse (sous l'horloge de gauche de la gare), un festival sur le thème « Psalmes et chansons », avec Pierre Tallec et Jo Akéssimas (1). « Assez de discours sur la prière, prions ! Assez de théories sur la prière, chantons ! », précise l'annonce. « Entrer dans la prière comme on entre dans la fête. »

Né en 1967 sous l'impulsion du cardinal Veuillot, dans la rue qui porte ce nom, le centre Jean-Bart veut être un lieu d'animation et d'approfondissement de la foi sacramentelle. Il participe notamment au lancement des équipes de préparation au baptême ou au mariage. Ses objectifs sont de recherche et de prospective. Il publie des cours polycopiés ou enregistrés.

Pour tout renseignement, s'adresser au centre Jean-Bart, 2, rue de la Ville-Évêque, 75008 Paris. Tél. : 266-40-50.

(1) Pierre Tallec, prêtre, est l'auteur d'un best-seller, *Les Choses de la foi* (Éditions du Cerquier). Il vient de publier, chez le même éditeur, *Dieu vient de l'enfer*.

## LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (année théorique seulement)  
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

## Ce n'est pas parce qu'on achète du rêve qu'il faut acheter du vent.

Utoring, c'est une formule conçue spécifiquement pour l'investissement immobilier de vacances. Parce qu'un bon de location, on ne doit pas vendre — et acheter — n'importe quoi. Utoring : la vraie propriété. Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété. Pas de loyers en tranches. Vous êtes maître à bord. Bien maître et seul maître. Utoring : des sites exceptionnels. Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs. La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement. Utoring : la qualité. C'est pourquoi l'origine suisse d'Utoring qui veut cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères,

avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent.

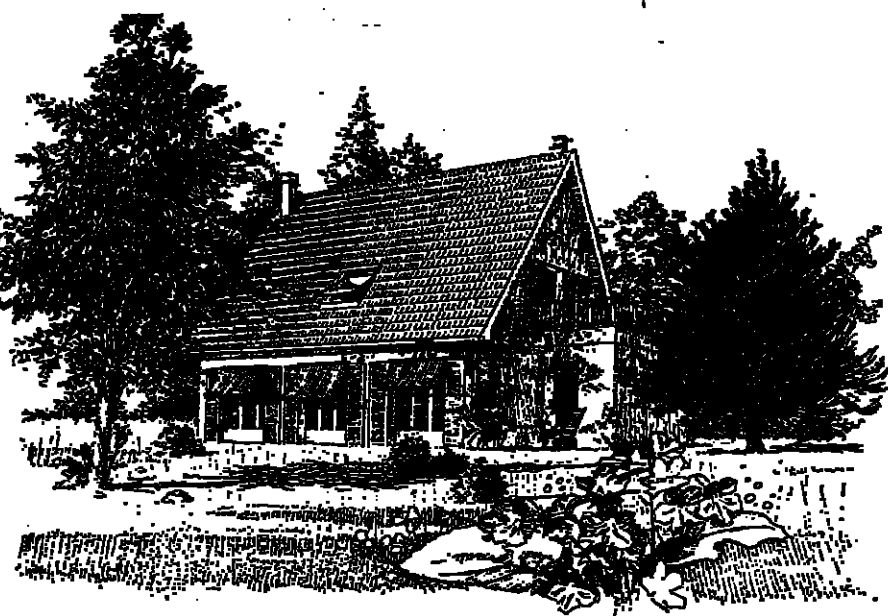
Utoring : les services. En devenant propriétaire Utoring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoring : le cœur et la raison.

<b>Val d'Isère</b> "Le Village". Au pied de la célèbre piste OK.	<b>Val Thorens</b> "L'Olympic". Le ski tout au long de l'année.	<b>Les Orres</b> "Le Belvédère". Le ski plein soleil.	<b>Les Menuires</b> "Les Origines" et "Les Soldaniers". Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
<b>Serre Chevalier</b> "Le plus beau village de la neige du Nord et du Sud".	<b>La Mongie</b> "Phébus". Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.	<b>Saint-Tropez</b> "La Caravelle". A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	<b>Cannes</b> "Le Florin". Au cœur de la zone de verdure face à l'un des plus beaux panoramas de la Côte.
<b>Cap d'Agde</b> "La Voile d'Or". Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.	<b>Arcachon</b> "Aguinon". En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.	Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'achat d'un appartement dans les stations suivantes (cocher les cases ci-dessous). Nom _____ Profession _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____	
<b>La Baule</b> "Britania". Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	<b>La Bretesche</b> "Les Hamacs du Château". Un ensemble de cottages dans le parc du château. A 30' de La Baule.	<b>Utoring</b> METARIE S.A. 33, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 261.52.31-4	

# Breguet

## A PONTAULT-COMBAULT

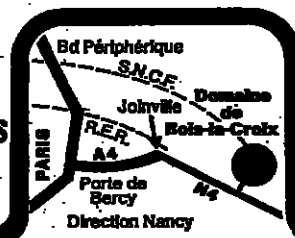


"Belgravia", 155 m<sup>2</sup>, 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine du Bois la Croix

A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha, aux arbres centenaires, et ses tennis. Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Bois la Croix, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 18 KM A L'EST DE PARIS PAR EN 4 ET LA N 4

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 77840 PONTAULT-COMBAULT (Tél. 028.64.63)



# grande ouverture Kaufman & Broad

de toutes nouvelles maisons  
dans un site privilégié  
en Vallée de Chevreuse

Un site privilégié...  
Entre Versailles et Chevreuse,  
à l'orée de Port-Royal-des-  
Champs, un site protégé pour  
sa beauté et son histoire.  
(Arrêté préfet. du 7 nov. 1956).

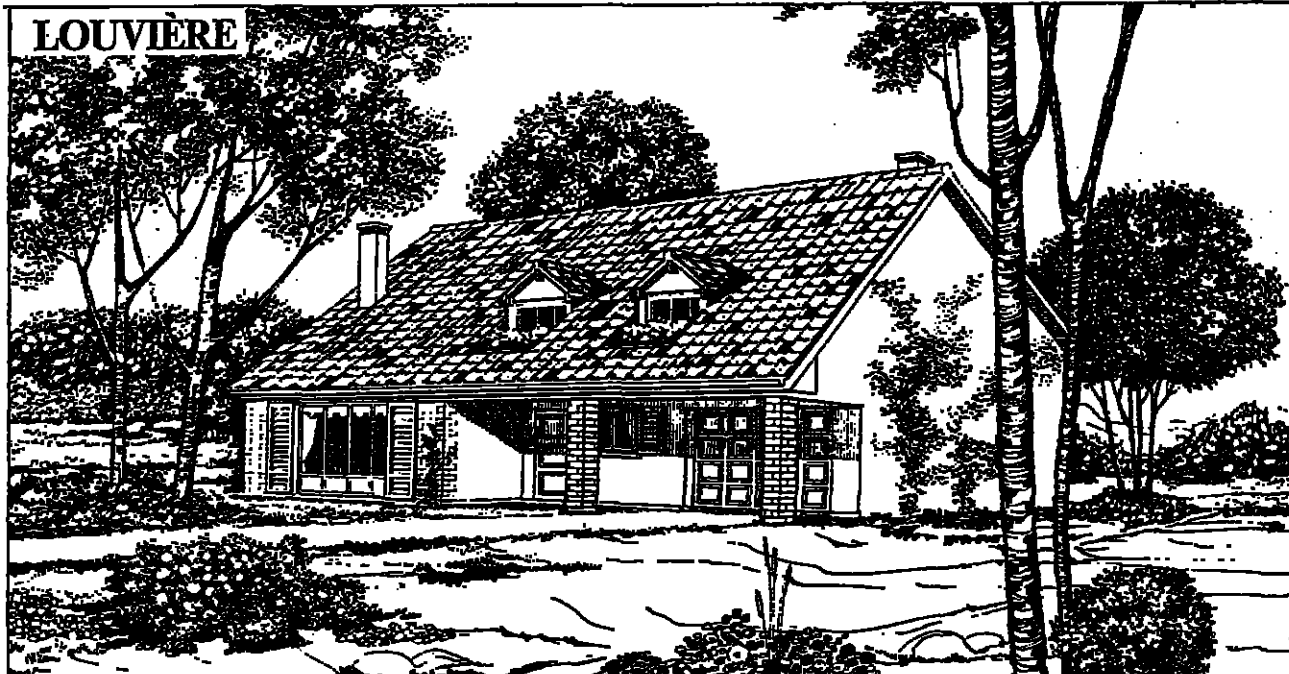
Un ensemble harmonieux...  
Des maisons individuelles, une  
architecture sobre et élégante,  
un double garage et un jardin  
pour chaque maison...  
Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses...  
Matériaux nobles, plans bien  
pensés, de l'espace. Dans cha-  
cune, un studio privé pour les  
parents, plusieurs salles de  
bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad  
Achat en toute propriété, vente  
clés en mains (5 % à la réserva-  
tion, aucun appel de fonds pen-  
dant la construction), 15 % à la  
livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.

## LOUVIÈRE



## AURÉLIA



## GARLANDE

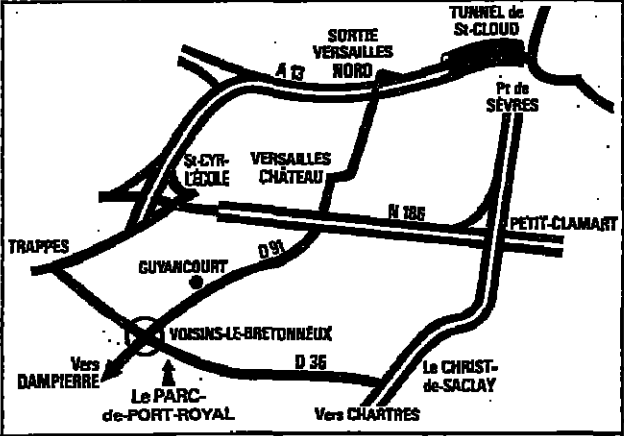


**LOUVIÈRE**, 8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-  
duplex avec cheminée, salle à manger, séjour.  
A partir de 645.000 F. terrain compris.

**AURÉLIA**, 7 pièces dont 4 chambres, salon avec che-  
minée, salle à manger, séjour.  
A partir de 595.000 F. terrain compris.

**GARLANDE**, 5 pièces dont 3 chambres, séjour avec  
cheminée, patio extérieur.  
A partir de 495.000 F. terrain compris.

Pour s'y rendre :  
1. Autoroute Ouest (sortie Versailles Nord). Au château,  
dir. Dampierre (D 91).  
2. Autoroute Chartres (Pt de Sévres). Au Christ de  
Saclay, dir. Trappes (D 36).



RD 36 - 78190 Vélizy-le-Bretonneux - Tél. 043.71.51

**Kaufman & Broad: un style de vie**

## MÉDECINE

### AUX ENTRETIENS DE BICHAT

#### Deux millénaires de « médecine électrique »

Pour illustrer les rapports très  
anciens entre la médecine et la  
« médecine électrique », les Entretiens  
de Bichat accueillent, cette  
année, une exposition (« Electro-  
risons ») qui retrace toute l'his-  
toire de la « médecine élec-  
trique » depuis l'utilisation du  
poisson-torpille jusqu'au stimu-  
lateur cardiaque à circuit électro-  
nique miniaturisé.

Dans un aquarium à eau de  
mer relié par électrodes à un  
ampérèmetre, deux poissons-  
torpilles pêchés dans les parages  
de Concarnéau tentent d'échap-  
per à la curiosité du public en  
enfouissant dans le sable leur  
corps coloré murelle. A chaque  
stimulation (par contact avec un  
simple bâton), l'animal émet une  
décharge électrique d'environ  
40 volts qui vient s'inscrire sur  
le cadran lumineux de l'ampère-  
mètre. Grâce au muscle qui lui  
sert de pile électrique, le poi-  
sson-torpille peut ainsi produire  
indéfiniment des décharges qui  
paralyseraient ses proies. Les Ro-  
mains utilisaient cette propriété  
pour guérir la goutte et, jusqu'au  
di-neuvième siècle, les marins  
se tiraient des « applications » de  
torpille sur le ventre ou l'esto-  
mac pour calmer certaines dou-  
leurs.

L'exposition présente quelques

spécimens d'appareillage élec-  
trique dont la machine électro-  
statique de Benjamin Franklin  
(1750), et la curieuse petite  
machine de Clarke (1850) montée  
sur socle de marbre, plaque  
d'argent et dotée de bobines de  
nacre encapsonnées de ve-  
lours... C'est aussi l'occasion de  
passer en revue, documents à  
l'appui, les expériences de Gal-  
vani sur la cuisse de grenouille  
ou de Lary sur les larmes  
suspensées, ainsi que la technique  
d'« électropuncture » de Sar-  
landre (1925). Une curieuse série  
de clichés développe la théorie  
de Benjamin Armand Duchenne,  
selon laquelle l'électricité appli-  
quée sur les muscles du visage  
permet de reconstituer l'ano-  
mie des passions ou ce qu'il  
appelle l'« orthographe de la  
physiologie en mouvement ».

Du « petit générateur élec-  
trique pour calmer les douleurs »  
jusqu'au stimulateur cardiaque  
isotopique, on mesure d'un coup  
d'œil le chemin parcouru par la  
médecine en moins d'un siècle,  
et aussi l'extraordinaire minia-  
turisation des appareils. Il n'y  
a guère que le poisson-torpille  
dont l'organe électrique procède  
d'une conception plus fine  
encore...

#### Il ne faut jamais traiter seul les infections urinaires à répétition

Les multiples questions posées  
par l'assistance aux professeurs  
Brisset et Bariéty, qui animaient,  
mercredi soir 29 septembre, un  
débat sur les infections urinaires,  
à répétition, proviennent, comme  
l'ont indiqué les deux orateurs,  
que ce sujet préoccupe non seule-  
ment les malades mais aussi les  
médecins. « Nous sommes frap-  
pés », devait déclarer le professeur  
Brisset, par le nombre de mala-  
des qui se traitent eux-mêmes et  
n'ont jamais subi les examens  
biologiques simples et peu coû-  
teux qui permettent d'améliorer  
leur état. » L'essentiel, dans  
ce domaine, consiste à procéder  
avec une grande rigueur.

Le remarquable dessin animé  
qui précédait le débat rappelle  
qu'il s'agit d'infections dans les-  
quelles les urines deviennent stériles  
sous traitement puis s'infectent  
à nouveau soit à partir de  
germes différents, soit à partir  
des mêmes germes logés le plus  
souvent dans les profondeurs du  
rein ou de la prostate. Le diag-  
nostic repose sur la mise en évi-  
dence du germe responsable par  
une analyse bactériologique des  
urines.

L'antibiogramme (recherche de  
l'antibiotique adapté aux germes)  
doit être lui aussi systématique  
pour éviter un traitement en  
aveugle souvent inefficace et par-  
fois dangereux. « Nous voyons  
de plus en plus souvent », affirme  
le professeur Bariéty, des cystites  
banales traitées par des antibio-  
tiques majeurs. » Un deuxième  
examen bactériologique doit véri-  
fier l'efficacité du traitement  
entre le troisième et le cinquième  
jour. Si le traitement est adapté,  
les urines doivent être stériles.  
L'urographie intraveineuse est  
indispensable pour rechercher  
une éventuelle anomalie urolo-  
gique responsable de l'infection,  
par exemple un calcul, une mal-  
formation ou une tumeur.

L'infection urinaire est parti-  
culièrement fréquente chez la  
femme enceinte (17 % des gros-  
sesses), du fait de la dilatation  
des voies urinaires propre à cet  
état. Le plus souvent, l'infection  
ne se manifeste pas ; il convient  
donc de la rechercher systéma-  
tiquement. La sonde vésicale  
constitue elle aussi un facteur  
favorisant. Le docteur Bourque-  
let estime que, en milieu hospi-  
talier, 8 à 10 % des sondages  
uniques se soldent par une in-  
fection. Selon le type de matériel  
utilisé, ce sont 50 à 90 % des  
malades sondés qui sont à dé-  
bute qui présentent l'infection.  
A domicile, le sondage perma-  
nent demande une surveillance  
biologique très rigoureuse. Le  
docteur Bourquelet précise qu'il faut  
sonder le moins possible de ma-  
lades, toujours dans les meilleu-  
res conditions d'asepsie et à l'aide  
d'un matériel fiable.

La conformation anatomique  
de la femme l'expose plus que  
l'homme à la maladie, essentielle-  
ment du fait de la brièveté de  
son urètre. Selon le professeur  
Bariéty, 20 % des infections uri-  
naires à répétition de la femme  
sont améliorées par la prise de  
boissons en quantités suffisantes  
et par l'évacuation répétée des  
urines au cours de la journée.  
La cystite à répétition sans lésion  
décelable, qui ne semble même  
pas liée à une hygiène intime  
défectueuse, peut justifier, si la  
fréquence des infections est très  
importante (une ou deux par  
mois), un traitement préventif.  
Le professeur Brisset propose  
l'administration de faibles doses  
d'un antibiotique une ou deux  
fois par semaine, qui améliore  
l'état de la patiente mais ne  
supprime pas totalement la ma-  
ladie. Les infections qui survien-  
nent alors doivent être traitées  
classiquement par un antibioti-  
que choisi d'après l'antibio-  
gramme.

## SCIENCES

### Le problème de la vie sur Mars reste entier

Sachant que Viking-2 est en  
tous points identique à Viking-1  
— et sachant que Mars est une  
planète apparemment peu dif-  
férente — les expériences fai-  
tes par Viking-2 devraient donner  
les mêmes résultats que celles  
faites par Viking-1. La prédiction  
est vérifiée pour les expériences  
« biologiques » : Viking-2, comme  
Viking-1, a donné des résultats  
dont l'interprétation la plus na-  
turelle est qu'il existe une vie  
sur Mars ; mais cette interpré-  
tation n'est pas la seule. La  
prédiction vient à nouveau de  
se vérifier pour l'analyse au  
spectromètre de masse d'un  
échantillon de sol martien :  
comme Viking-1, Viking-2 n'a  
pas trouvé de molécules organi-  
ques, loi l'interprétation de beau-  
coup la plus naturelle est qu'il  
n'y a pas de vie martienne ;  
mais ici encore, on peut trouver  
d'autres explications, et rendre  
le résultat compatible avec une  
telle vie.

terrestre, alors qu'on ignore tout  
de ce que peut être une vie  
extra-terrestre.

Les sondes Viking vont conti-  
nuer leurs mesures, en variant  
les conditions expérimentales ;  
elles ont fourni de nombreuses  
informations sur la physique et  
la chimie du sol martien ; elles  
en fourniront encore. Les hom-  
mes de science ont quelques an-  
nées de travail devant eux pour  
trier et interpréter ces données.  
Sans doute sauront-ils alors com-  
ment déceler une possible vie  
martienne. Ce sera la tâche  
d'une autre exploration de  
Mars. — M.A.

● L'Organisation internationale  
de télécommunications par  
satellite (Intelsat) a admis, jeudi  
30 septembre, dans ses rangs la  
République populaire de Chine à  
la place de Taïwan. Une résolution  
dans ce sens, présentée par neuf  
pays (Algérie, Bangladesh, Ethio-  
pie, Koweït, Pakistan, Sri-Lanka,  
Tanzanie, Yougoslavie et Zambie),  
a été adoptée par accla-  
mation au cours de l'assemblée de  
l'Organisation, qui réunit, depuis  
lundi 27 septembre, à Nairobi, les  
représentants des quatre-vingt-  
cinq pays membres. — (A.F.P.)

150 000 000



La plus moderne des maisons spécialisées - ATP - S.A. au capital de 642.360 F. 61, rue Froidevaux 75014 PARIS

**au SALON du MOBILIER et de la DECORATION  
DECOMOB**

**150 MODELES VITRES**  
Juxtaposables - Superposables  
Démontables - Accordables

**BIBLIOTHÈQUES  
STANDARD VITREES**

**7 HAUTEURS**  
de 84 à 224 cm

**4 LARGEURS :**  
64-76-94-128 cm

**2 PROFONDEURS :**  
20 et  
25 cm



**2 PROFONDEURS**  
30 et  
38 cm

Profondeur hors tout : 38 cm  
Profondeur utile : 28,5 cm  
Régulateur visible entre les vitres

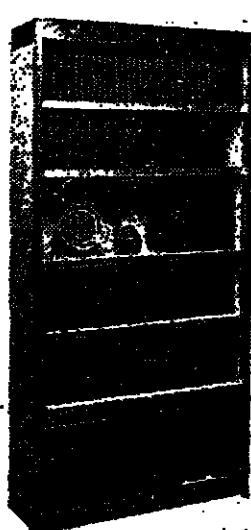
A tall, dark wooden bookshelf with multiple shelves and drawers, filled with books and decorative objects. The top section has open shelves with books. Below that is a section with glass doors containing more books. The bottom section features drawers and a cabinet door, all with decorative panels. The bookshelf is made of dark wood and stands on four legs.

Étagères en multipl. montants en aggloméré bois (panneau de particules), placage traité abrévié, vernis mat satiné. Tapis Noyer. Frontons, dessus et bords débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme. Vitres claires coulissantes avec onglets. Différentes essences de bois.

Afin de permettre les installations les plus complexes, nous avons mis au point pour nos grands modèles rustiques, des meubles d'angle et quart-de rond qui complètent parfaitement les ensembles rustiques. Voir description au catalogue.

A large, dark wooden bookshelf filled with numerous books, organized in rows and columns. The books vary in size and thickness, and the shelves are densely packed.

Ces magnifiques modèles, non vitrés, sont réalisés en Profilé Aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir.



The grid contains 12 small, high-contrast black and white photographs. The images are mostly dark and grainy, showing various objects and scenes. Some images appear to be close-ups of mechanical parts or documents, while others show more complex scenes or objects. The overall quality is poor, with significant noise and high contrast, making it difficult to discern specific details. The images are arranged in a 4x3 grid, with some cells appearing empty or containing very faint, illegible content.

Pour obtenir notre  
**CATALOGUE GRATUIT** découpez le **BON** ci-contre et retournez le  
A LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES  
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Veuillez m'envoyer votre engagement sous enveloppe bibliographique scellée, contenant une  
 des épreuves : histoire, langage, philosophie, biologie, connaissance, poés, données de droit, lettres  
 de philosophie, etc.

Nom : ..... MO 14  
 Adresse : .....  
 Ville : .....  
 Code Postal : .....

ou appelez le  
**633-73-33**

répondre instantanément  
24 h sur 24  
(sauf le dimanche)

Paris :  
En Magasin de 80, rue Frobergue, 25000 - Ouvert tous les jours, de 9 h à 19 h. Métro : Raspail, Galvè,  
Edgar Chavet, Aspinet, 28 - 36 - 48 - 60.  
EN PROVINCE

\*AMIEUX - 3, rue des Cloutiers BOUDEAUX - 10, rue Bonnard CLERMONT-FERRAND - 22, rue G.-Chamisso  
GRENOBLE - 68, rue Sola-Ludovic LIZIE - 68, rue Esquerraux LYON - 8, rue de la République MARSEILLE - 109,  
rue Paradis MONTPELLIER - 8, rue Séguin NANTES - 18, rue Gambetta NICE - 8, rue de la Douneuse NERNES  
- 18, quai Ecole-Vie STRASBOURG - 11, avenue du Gal-de-Saule TOULOUSE - 2 et 3, quai de la Douneuse TOURNAI  
- 5, rue René-Bachetta.

**BELGIQUE :**  
BRUXELLES 1000 - 54, rue du Midi LIÈGE 4000 - 47, bd d'Anroy.  
**PAYS-BAS :**  
ROTTERDAM - 23, Rijnmond's Grachtend Canal

# aux Galeries Lafayette

## 30 sept. 1<sup>er</sup>, 2 octobre

3 jours pas comme les autres  
des prix à vous couper le souffle!  
Reportage permanent  
sur Europe 1, 1647 m, G.O.  
animé par Robert Willar

# Galeries Lafayette

HAUSSMANN, BELLE EPINE  
MONTPARNASSE  
ET ENTREPOT ILE ST DENIS

## CARNET

### Famille

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de M. Eric Mésail, fils du lieutenant-colonel Mésail et de Mme, née Monique Pourgou, avec Mlle Martine de Labarre, fille de M. Alain de Labarre et de Mme, née Jeanne-Marie Derrézac.

### Mariages

— M. et Mme Georges Bruneau, M. et Mme Guy de Vendémil, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants Sylvie et Richard qui a été célébré dans l'intimité le 2 octobre, 20, avenue Marie-Anne, 92000 Châtenay-Malabry, 45, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

— M. Louis Maréchal et Mme, née Jacqueline Plass, sont heureux de faire part du mariage de leur fils Jean-Louis avec Marie-Françoise Trin, qui aura célébré le samedi 16 octobre à Saint-Etienne, 22, rue de la République, 42000 Saint-Etienne.

### Décès

— Nous apprenons le décès de M. Jacques LAMBERT, né le 17 juin 1907, est entré, après des études de droit à la Sorbonne, dans l'industrie électrique, dont il devient secrétaire général en 1940. Membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés, a été en outre depuis 1973 président directeur général de la Compagnie générale des chemins de fer vicinaux.

— Sa famille a la douleur de faire part du décès de M. Jacques LASZLO, survenu le 24 septembre 1976 à l'âge de soixante-neuf ans. Ses obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le mardi 28 septembre, chemin de la Guérande, quartier de la Chapelle, 75018 Paris.

— Le président, le conseil d'administration et les membres de la Société de psychologie adhésive ont le regret de faire part du décès de Mme Sofie LAZARFELD, née à New-York, le 25 septembre 1976, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Psychiatre, ancienne élève et collaboratrice du professeur Alfred Adler, Mme Lazarfeld a contribué activement à la fondation de la société en 1946.

— Mme Joseph Pau, Mlle Simone Pau, Les familles Pau, Rub, Depons, Soubes, Fauget, ont la douleur de faire part du décès de M. St. Joseph PAU, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Aubin à Toulouse le mercredi 29 septembre 1976, 31, rue des Frères-Lion, Toulouse.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. René RUSSIER, avocat à la cour de Paris, survenu le 29 septembre 1976. Les obsèques ont eu lieu le 4 octobre, à 10 h. 30, en l'église des Billettes, rue des Archives, Paris (4<sup>e</sup>). Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Achille Serna, M. et Mme Jean-Christian Serna, Mme Marie-Claude Serna, Mlle Stéphanie Martin et Delphine, Les familles Reizenwald et Conly, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 24 septembre 1976, de M. Achille SERNA, avocat au barreau de Nice, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel d'Alger, vice-président honoraire de la conférence des bâtonniers, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite.

— M. et Mme Serna, M. et Mme Jean-Paul Tongue, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 29 septembre 1976 dans sa vingt-troisième année, d'une jeune fille de l'âge Sainte-Marie d'Antony le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 10 h. 45.

— M. et Mme François de VILLEPIN, Thierry, Bénédicte, Eugène et Marie-Françoise de Villon, ont la tristesse de faire part du décès de leur fils et frère Pascal, survenu subitement le 29 septembre 1976 dans sa vingt-troisième année. Une messe a été célébrée au collège Sainte-Marie d'Antony le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 10 h. 45.

### Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de M. Hervé CROUZET, une messe sera dite le samedi 9 octobre, à 10 h. 30, à l'église Saint-François de Sales, 6, rue Brémontier, 75017 Paris.

### Remerciements

— Mme André Letaple Capderroque, M. et Mme Michel Letaple Capderroque, M. et Mme Jean-Paul Tongue, ont la douleur de faire part du décès de M. LATAPLE CAPDERROQUE, vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

### VENTE A VERSAILLES

Mes P. et J. MARTIN - C. P. ass. DIMANCHE 3 OCTOBRE 76, à 14 h. 3, impasse Cheval-Léger S. 1 - TABLEAUX MODERNES S. 2 - ARGENTERIE, BIJOUX. Exposition vendredi et samedi.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.

Imprimerie du Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-IX. 1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

## PRESSE

### LE LIVRE C.G.T. ET LES PROCÈS A PROPOS DU CONFLIT DU « PARISIEN LIBRE »

La Fédération française des travailleurs du Livre et le comité interconfédéral du Livre parlent C.G.T. dans un communiqué, dénoncent les manières différentes dont sont traités les divers procès engagés à propos du conflit du Parisien libéré.

Rappelant que, depuis le 3 mars 1975, « la législation du travail, la convention collective, ont été systématiquement violées » aux dépens de six cent cinquante travailleurs « abandonnés par leur patron », le Livre C.G.T. constate que la signature de l'accord régional du 7 juillet 1975 apporte un démenti à M. Amoury, qui soutenait que les ouvriers du Livre refusaient la modernisation des imprimeries. Le communiqué ajoute :

« Seul M. Amoury refuse toujours de négocier. Seul, par son attitude, il prolonge le conflit, créant ainsi une tension grave, d'autant plus grave qu'une série de procès viennent de s'ouvrir et se succèdent à une cadence accélérée contre des travailleurs de la presse parisiens, incriminés pour des actions effectuées sur la distribution du Parisien libéré : de sévères condamnations sont prononcées contre nos camarades, dont les actions sont assimilées à de vulgaires délits de droit commun ».

« Alors que les procès engagés par le syndicat du Livre contre la direction du Parisien libéré, en raison des violations de la législation du travail, dont elle s'est rendue coupable, n'aboutissent pas parce que des articles de procédure sont employés pour gagner du temps, seuls les travailleurs sont traduits devant les tribunaux ».

« Les travailleurs de la presse attirent l'attention de l'opinion publique sur cette situation injuste : ils réaffirment leur volonté de négocier, mais si cet état de choses devait persister, c'est avec détermination que la profession tout entière riposterait ».

● « Sport-Magazine » cesse de paraître. — Sport-Magazine, dont le premier numéro était sorti le 15 juin dernier, va cesser de paraître. Ce hebdomadaire omnisport avait connu un certain succès à la faveur du Tour de France et des Jeux olympiques. Mais depuis, ses ventes avaient diminué de moitié, passant de 85 000 à 45 000. Son éditeur, M. Rousselet, propriétaire de la compagnie des taxis G.T., a décidé d'en arrêter la parution à la parution du numéro 16, daté du 28 septembre.

● L'association des correspondants des radios et des télévisions étrangères à Paris, dont le comité directeur s'est réuni le 27 septembre, a porté à sa présidence M. Heiko Engelke, correspondant de la première chaîne de TV allemande (ARD).

M. Jean Drummen, président sortant qui avait succédé à M. Lev Kornev, délégué de la R.T.V. soviétique en France — a été, à l'unanimité, élu président d'honneur.

● Attentat contre l'hebdomadaire « Black-Hebdo ». — Une charge explosive a endommagé jeudi 30 septembre, peu après 21 heures, les locaux de l'hebdomadaire Black-Hebdo, destiné aux Africains et Antillais, 24, rue Richer, à Paris-9. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, a provoqué d'importants dégâts.

### Cérémonies

— Une cérémonie commémorative de « Bastara » aura lieu dimanche 3 octobre, à 10 heures, au mémorial du Martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4<sup>e</sup>, avec la participation du rabbin Alain Goldmann.

### Visites et conférences

— Une cérémonie commémorative de « Bastara » aura lieu dimanche 3 octobre, à 10 heures, au mémorial du Martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4<sup>e</sup>, avec la participation du rabbin Alain Goldmann.

### SAMEDI 2 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale des monuments historiques, 15 h. 1, rue Robert-Banault-Pellier, Mme Lamy-Lassalle : « Le ministère des affaires étrangères ». — 15 h. 15, angle avenue de Saint-Mandé, rue de Picpus, Mme Lagregola : « Le cimetière révolutionnaire Les Picpus et la tombe de La Fayette ». — 15 h. 23, quai Conti, Mme Pannetier : « L'Institut : chapelle de La Vau ». — 15 h. 30, quai d'Orléans, Mme Vermeersch : « Hôtel de Sully et exposition Pissarro ». — 15 h. 30, hall d'entrée du château, côté par, Mme Hulot : « Le château de Malmaison-Lafitte ». — 16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Lemaire : « Histoire du jansénisme au dix-septième siècle ».

11 h. 11, Grand Palais : exposition « Ramsès II » (A.P.A.). — 14 h. 30, devant la grille d'honneur, M. Raymond Baumgarten : « Visite du palais de justice » (d'Art pour tous). — 15 h. 15, hall des pas perdus, devant le buffet : « Le poste de commandement de la gare Saint-Lazare » (A. travers Paris). — 15 h. 15, 5, place des Fêtes-Pères : « Places et passages pittoresques dans le quartier de la Banque et de la place des Victoires » (Mme Barbier).

CONFÉRENCES. — 15 h. 15, Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt, professeur Etienne-Emile Baulieu : « Découverte, mise au point et utilisation des moyens contraceptifs modernes ». — 16 h. 13, rue Essienne-Marcel : « Méditation transcendantale et réalisation de la conscience illimitée ».

### DIMANCHE 3 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Calme nationale des monuments historiques, 9 h. 1, place de la Concorde, face grille des Tuileries : « Vallée de l'Eure ». — 10 h. 30, 31, rue de Condé, Mme Lagregola : « Le palais du Luxembourg et le Sénat ». — 10 h. 12, boulevard de Port-Royal, Mme Lemaire : « Port-Royal de Paris et la Mère Angélique ». — 10 h. 15, rue Saint-Antoine, Mme Philippe : « Hôtel de Sully au Marais et exposition Pissarro ». — 10 h. 30, rue des Francs-Bourgeois, Mme Lagregola : « Hôtel de Soubise ». — 10 h. 30, rue de la Harpe, Mme Puchal : « Le quartier des Halles ». — 10 h. 30, 11, rue du Château, Mme Langlois : « Château de Malmaison-Lafitte ».

16 h. 3, rue Malher : « Les synagogues du vieux quartier israélite de la rue des Rosiers : la ouest des Blancs-Manteaux » (A. travers Paris). — 15 h. 12, rue de Tournon : « Le Sénat » (Mme Barbier), entrées illimitées. — 15 h. 23, quai Conti : « L'Institut de France » (Mme Camus). — 15 h. 35, rue de Picpus : « L'enclos tragique de Picpus » (Mme Feraud).

CONFÉRENCES. — 10 h. 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale et expansion de la conscience ». — 17 h. 30, 11, rue Keppler : « La Bhagavad Gita et la réincarnation » (Logo une des théosophes), entrée libre.

Combien avez-vous retourné de bouteilles de SCHWEPPES Bitter Lemon cette semaine ?

24, faubourg Saint-Honoré. Bottes cavalières. Box noir, marron, gris, rouge Hermès 1200 F.



Pour que l'utile soit beau.



HERMÈS

Sur Ainter-R notre prog bénéficie d'habile comm Parlez-en Attendez

inter-Resid Cost toute



150

PRESS

# Le Monde

## du TOURISME et des LOISIRS

LE DANEMARK, PIOCHE A LA MAIN

### Leurs ancêtres les Vikings

Il ne manque pas une corne à son casque. L'œil bleu, le cheveu blond, la taille haute, posté à l'angle de la Kobnærgsgade, le Grand Rue piétonne de Copenhague, un Viking de réclame attend d'avoir fait ses huit heures. On l'a voulu terrible, l'aspect d'un guerrier qui doit sans hésiter dans le crâne de son ennemi. Cet accoutrement ne fait pas peur, mais rassure. Chacun sait ici, qu'en leur temps, les Vikings, les hommes du Nord, n'ont été ni pires ni meilleurs que d'autres. Indulgence pour les ancêtres ? Non, mais l'enseignement de l'histoire au Danemark ignore autant que faire se peut les simplifications.

Cela ne veut pas dire qu'on n'y trouve aussi l'exaltation de la nation et des héros. Par exemple, le roi du seizième siècle, Christian IV, qu'on rencontre aux quatre coins du pays. Roi mégalomane, qui, après quarante ans de règne, n'a laissé que des châteaux tarabiscotés et des meubles d'argent, des portraits de lui-même à tous âges, bébé, moribond, mort. Il y a aussi la cathédrale de Roskilde, la ville la plus ancienne du Danemark, que ce même Christian IV, original débilement, a chapéauté de toutes parts et qui renferme les tombeaux des souverains danois, panthéon de rois très chrétiens, gisant à leur avantage dans une éternelle jeunesse de trente-trois ans. Les châteaux d'Elseneur, au nord de Copenhague, de Frederiksborg, dans le Sjælland et l'événement se mêle à la légende. Batailles, victoires, solennités

immémorables y sont rappelées, là comme ailleurs. Ce n'est pas cependant dans ces palais à l'européenne, où l'on ouvre des yeux ronds devant les bijoux de la couronne, où l'on applaudit à la relève d'une garde traditionnelle en uniforme bleu et blanc, à poil que les Danois vont au rendez-vous des temps anciens. Ces châteaux-musées où nous sommes tant faire revivre des personnages dans des attitudes qui, d'instinct, on par croira, on fait l'histoire de France, sont plutôt pour les Danois des attractions surannées, des Tivolis de l'ancien temps. Leur passé est ailleurs.

#### Momies dans la tourbe

Il sort pour ainsi dire tout nu des marais du Jylland, où l'on a découvert parfaitement conservés des hommes jadis à il y a plus de mille sept cent ans, la gorge tranchée lors de cérémonies propitiatoires. Leurs empreintes digitales sont caractéristiques de celles des Danois d'aujourd'hui. L'homme de Grauballe, l'homme de Tollund, au musée de Silkeborg, veillent, disent-on sur la permanence de la race. On a retrouvé dans l'estomac de ces momies, noyées et tannées par la tourbe, la composition de leur dernier repas.

Un long passé brutal qui ne nous arrive plus par l'entremise d'un art de cour, mais qui, plus immédiat, est plus étonnant peut-être. Dans l'atelier du Musée des

crânes de Roskilde, bâti rasé à un fjord, on a restauré cinq bateaux qui étaient de par le fond depuis mille ans, immergés par barre, le passage aux naufragés — les Vikings en connaissant leur affaire. Dès 1952, une fois l'endroit repéré, on l'a entouré de palplanches, puis on a pompé l'eau du fjord jusqu'à mettre à sec les bateaux coulés chargés de pierres. Enfin on a redonné forme aux lattes de bois et, aujourd'hui, les carènes se dressent à nouveau vers l'eau pôle de la mer. Une patience, l'effort pour rassembler ces vestiges, avoir enfin sous l'œil la dimension exacte des petites embarcations au moyen desquelles les Vikings s'en allaient à l'aventure jusqu'aux côtes de l'Amérique. Ici, plus d'histoires avec l'histoire, l'étrange sortie de l'eau passée au glycol n'en dit pas davantage que le courage des rameurs ; on ne saura jamais, jamais, l'âge du capitaine. L'aventure immense de ces hommes est plus belle d'être restée anonyme.

A Jelling, dans le cimetière du petit village, deux pierres runiques portent des inscriptions commémoratives d'anciens rois vikings. Elles sont là au milieu des autres tombes, et le passé lointain et glorieux se mêle au quotidien. Au point que si les pierres ne sont pas fleuries comme les sépultures alentours, c'est, dit-on, parce que les figures qui sont gravées — serpents entrelacés, goules ou vertes — font encore peur aux fragiles vivants. Ici, plus qu'ailleurs, on sent qu'enferme les Vi-

kings et les Danois d'aujourd'hui le lien n'est pas rompu.

Cette période des Vikings est sans doute la plus intéressante de notre histoire, reconnaît le professeur Thorkild Rasmussen, conservateur au Musée national. Ce peuple, qui n'était pas seulement un peuple de combattants, mais surtout d'agriculteurs et de commerçants, avait une organisation sociale très démocratique pour l'époque et beaucoup d'habitudes de sociétés qui nous sont, par la suite, revenues de l'Angleterre y ont été à l'origine apportées par les Vikings. A l'époque, on peut-on trouver la raison qui font que les Danois ont cette conception de l'histoire si démocratique, avec davantage de respect pour les peuples que pour les grands capitaines, pour la vie quotidienne que pour les actions d'éclat.

#### Passion de l'ethnologie

Au musée de Moesgaard, près d'Aarhus, dans le Jylland, des ethnologues ont reconstitué une maison viking, faite de murs de planches et d'un toit de chaume. Avec en son centre un foyer au-dessus duquel pendent des harangs fumés. « Cela a un intérêt pédagogique évident, et de telles reconstitutions encouragent la recherche ethnologique », affirme M. Rasmussen, ethnologue rattaché au musée.

C'est à Lejre, dans le Sjælland, au centre des recherches historiques et archéologiques, qu'on a le plus poussé cette méthode. Il s'agit

de la reconstitution d'un village de l'âge du fer. À partir d'une charrie en bois, on a fait une première maison, puis avec le chaume on a construit les toits des maisons de terre battue, on a élevé des espèces de porcs proches de celles qu'on trouvait à l'époque et, par des croisements, on a même tenté de reproduire les anciennes races. Selon les mêmes méthodes qu'autrefois, on tisse, on tourne des poteries et on les cuit dans des fours de terre identiques à ceux de l'ancien temps. M. Bjørn, spécialiste des fours, essaye de retrouver les procédés qui permettaient de fondre les métaux. Il sait, selon la forme et le matériau employé, à quelle température peut atteindre tel ou tel four préhistorique. Enfin, en relation avec l'éducation nationale danoise, le centre organise des séjours et des séances de travaux pratiques.

Les élèves vivent là la vie de l'âge du fer, dans des maisons obscures éclairées par un feu propice à la rêverie. Ils rodent le grain à l'aide d'une pierre ronde pour faire le pain. Ils vont aux alentours chercher le bois et coupent les orties pour préparer la soupe. Les animaux de la basse-cour marchent sur le sol battu de la chaumière et l'écolier en train de moudre jette machinalement du grain aux animaux. Ils se contentent pas de regarder le passé ; ils le revivent. Quand les enfants s'éloignent du village et passent devant le sacrifice d'un cheval, qui doit éloigner les mauvais esprits, ils sont, eux aussi, un peu effrayés, comme l'étaient les vieilles femmes de Jelling.

Depuis 1964, le centre de Lejre a reçu 120 000 élèves et plus de 3 000 professeurs. Tout cela n'est pas très scientifique, pensent les savants dans leur cabinet d'études, mais les enfants sont heureux et rapprennent ainsi les « choses simples de l'âge du fer, si difficiles à retrouver. Il faut en convenir, du moins ceux de la vie rudimentaire.

Pas étonnant qu'avec une telle formation les Danois se soient pris de passion pour l'ethnologie et l'archéologie au cours des dernières années. Il y a actuellement plus de 200 étudiants en archéologie à la faculté de Copenhague. « C'est beaucoup trop, dit le professeur Thorkild Rasmussen, il n'y a pas de débouchés », mais son regard passionné trahit un peu ses propos. Il a fait récemment des découvertes importantes dans le nord du pays : une nécropole viking où les pierres étaient disposées en forme de navire. Il est aujourd'hui en train de fouiller un cimetière du début du VI<sup>e</sup> siècle à Vindinge, près de Roskilde. Les fouilles viennent de franchir allégrement les barrières d'un terrain militaire. Les étudiants, au fond de la fosse, enlèvent la terre avec de petites cuillères et des balais, sans se soucier des fondations de la défense nationale. « Vous savez, reprend le vieux professeur, des gens comme Aral à la dent bleue n'étaient pas d'affreux barbares. Il y a beaucoup de notions à réviser. Voyez par exemple ces histoires de casques à cornes, ce n'est pas viking, c'est du Wagner. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

### VILLEFRANCHE : la citadelle est prise

Les opposants au projet d'aménagement de la citadelle de Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes) en centre de tourisme social ont épuisé tous les recours administratifs. La commission nationale de la sécurité civile, saisie par le préfet des Alpes-Maritimes, vient, en effet, de se prononcer en faveur du dossier présenté par l'organisme promoteur Tourisme et Travail. Les objections se sont levées, notamment, la porte de la citadelle, classée monument historique, était trop étroite et gênait l'intervention des pompiers n'ont donc pas été retenues. Le permis de construire est actuellement soumis à la signature préfectorale qui pourrait en outre se faire attendre, puisque M. Pierre Lambert, préfet des Alpes-Maritimes, considérant le caractère particulier du

projet, qui intéresse plusieurs ministères, dont les affaires culturelles, n'a pas précisé de délais pour accorder son autorisation.

#### L'attente des élections

Faut-il pour autant penser que rien ne sera accordé à Tourisme et Travail avant la campagne des élections municipales de Villefranche dont le thème central sera, bien entendu, l'aménagement de la citadelle ? La perspective de voir « débarquer » le tourisme de masse effraie bon nombre d'électeurs paisibles et aisés du port méditerranéen, qui ne comprendraient pas que les pouvoirs publics favorisent une

entreprise repoussée par les partisans de la majorité. D'autre part, si le permis de construire est délivré, le secrétariat d'Etat au tourisme, à qui Tourisme et Travail demande une subvention de 21,99 % de l'investissement (52 millions de francs), devra se prononcer et, en principe, accorder du moins une partie de cette somme. M. Jacques Médecin cédera-t-il alors d'une main ce qu'il combat sur l'autre local de l'autre ? Le maire de Nice, républicain indépendant, qui a fait connaître à plusieurs reprises son opposition au projet, ne préférera-t-il pas attendre les résultats des élections de 1977 pour débattre des subventions ? A ce moment-là, en effet, on saura si la municipalité d'opposition, à l'origine de ce projet social, sera ou non reconduite.

### Des lauriers pour la Vanoise

Le Conseil de l'Europe a décerné au parc national de la Vanoise le diplôme européen de protection de la nature. Une distinction qui récompense le travail très important accompli depuis douze ans tant par les responsables du parc que par les collectivités locales attachées au développement de cette région « protégée » de 52 000 hectares qui s'étend au-dessus des hautes vallées de Maurienne, de Tarentaise et de Pralognan.

Créé en 1964, le parc national de la Vanoise possède maintenant une frontière communale de 14 kilomètres avec le parc italien du Grand Paradis. Il forme un ensemble de 120 000 hectares propice au développement d'une flore et d'une faune précieuses. Ainsi, lors de son inauguration, on ne comptait plus que 400 chamois, il y en a maintenant 3 700, il n'y avait que 40 bouquetins, ils sont aujourd'hui 514. On a dénombré récemment 2 000 espèces végétales différentes. Un très gros effort de protection a été mis en œuvre ; à Bonneval-sur-Arc, le conseil municipal a interdit par arrêté la cueillette des fleurs, des champignons et la « chasse aux escargots ». Or cette année encore, une foule considérable a envahi le parc. En 1969, 5 000 montagnards parcouraient l'endroit, 800 000 personnes l'ont visité cet été. On prévoit que vers 1980 ils seront plus d'un million à emprunter chaque année les 500 kilomètres de sentiers balisés. Certains estiment qu'on va vers une « saturation » prochaine du parc et qu'il faut freiner le développement des structures d'accueil — 14 refuges ont déjà été construits. « Sûrement pas », affirme M. Alfred Moulin, directeur adjoint du parc de la Vanoise, nous sommes très loin de ce seuil critique, qui pourrait se situer aux alentours de 1 500 000 personnes.

Certes, autour des principales stations qui bordent le parc, les sentiers sont transformés pendant quelques jours en véritables fourmilières. Mais la plus grande partie de la montagne demeure « sauvage ».

« Le parc souffre lui aussi de l'étalement des vacances », précisent les responsables. « Le parc du Land de Lunenburg, près de Hambourg, reprend M. Moulin, accueille de 2 à 3 millions d'Allemands chaque année, alors que sa superficie est sensiblement la même que celle du parc de la Vanoise. Ni l'un ni l'autre ne sont pollués ou saturés. »

Un danger, cependant, menace le parc de la Vanoise, mais essentiellement dans sa zone périphérique. Certains agriculteurs démontent l'« attitude agressive » des touristes, elle manque de « collaboration », les récoltes sont parfois saccagées par les campeurs ou les automobilistes, qui s'installent n'importe où pour pique-niquer. On a même vu cet été des touristes dérober les cloches des vaches dans les alpages. « En dix ans, le public a fait de grands progrès », reconnaît l'inspecteur du parc. En y pénétrant, ils respectent scrupuleusement les règles que nous y imposons, et qui sont nécessaires à la survie de ce conservatoire de la nature. Malheureusement, au-delà et autour du parc de la Vanoise, les touristes ne semblent pas avoir toujours la même attitude. »

CLAUDE FRANÇILLON.

**A Tignes, la différence.**

**Sûr!**

**A Inter-Résidences Tignes, notre programme de "Semaines-vacances à vie" bénéficie d'une gestion suisse.**

**Fiable comme leurs chronos.**

**Parlez-en à votre notaire, et attendez la réponse.**

15.000 F 2<sup>e</sup> Semaine de février, pour 2/3 pers.  
8.500 F 3<sup>e</sup> Semaine de janvier, pour 4 pers.  
(Crédit après acceptation du dossier)

Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, «ski permanent», 365 jours par an; «dépôt notarié systématique» (ça c'est sûr!). Et tout cela à crédit!

**Vous voulez certainement en savoir plus...**

**Si vous aimez les vacances et la sécurité,** demandez très vite notre documentation sur les «Semaines-vacances à vie» d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Tél. DOM. \_\_\_\_\_ Tél. BUR. \_\_\_\_\_

Inter-Résidences  
5, rue du Helder, 75009 Paris, téléphone 770.95.49 ou 95.30

REALISATION ET GESTION: INTER-RESIDENCES MANAGEMENT GENEVE (SUISSE)

**Ne cherchez plus L'AVENTURE**

MENSUEL D'INFORMATIONS INTERNATIONALES ET DE VOYAGE

**lisez-le**

**Le numéro 7 est en vente dans votre kiosque**

**TRANSES VAUDOU AU DAHOMEY**  
PAGE 64

**SUR LES PENTES DE L'HIMALAYA**  
PAGE 24

**LA ROCHELLE EN FICHE PRATIQUE**  
PAGE 80

**ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR**

**Vols spéciaux A.R. - Départ chaque semaine**

BANGKOK	2.250 F
BOMBAY	2.350 F
HAITI	2.550 F
TOUR DU MONDE	7.300 F

Valable 1 an

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Ville désire recevoir gratuitement votre brochure. Ltr. A 744

## Tourisme

## LES NOUVEAUX VOYAGES AU PAYS DU MATIN CALME

## DIEUX ET JEUX DE CORÉE

A l'instar de la Thaïlande, qui, depuis la fin des années 60, est devenue un pôle d'attraction pour les voyageurs en quête d'exotisme, la Corée du Sud a récemment créé une industrie du tourisme. Les dirigeants se sont aperçus que pour un pays dont l'économie est essentiellement tournée vers l'exportation, et doit beaucoup importer, le tourisme permet de grosses rentrées de devises. Il a en outre le mérite de faire connaître le pays et d'inciter éventuellement des hommes d'affaires à s'y intéresser.

Le « boom » touristique sud-coréen a commencé en 1973. Il fut si rapide que l'Hitson Institute, qui dirige le futurologue Herman Kahn, prédit alors que cette industrie allait devenir l'un des éléments fondamentaux du développement de la Corée du Sud. En 1973, les touristes dépensèrent près de 280 millions de dollars — l'équivalent de plus de la moitié du déficit commercial de l'année.

Après un certain recul en 1974, le tourisme a repris son essor. Au cours des six premiers mois de 1976, il a enregistré une augmentation de 40 % par rapport à la même période de l'année précédente. Huit cent mille visiteurs sont attendus cette année et plus d'un million l'an prochain (à titre de comparaison, la Grèce en attire chaque année près de cinq millions). La Corporation du tourisme sud-coréen a calculé que chaque visiteur rapportant en moyenne 280 dollars, le bénéfice sera d'environ 2,5 millions de dollars en 1976. Le gouvernement a considérablement développé l'infrastructure hôtelière (Séoul aura douze mille chambres à la fin de 1976), et un fonds spécial de 1 milliard de won (1 dollar = 480 won) est destiné à la formation du personnel. Les plus grandes chaînes d'hôtels du monde (à commencer par celles

des Etats-Unis et du Japon) créent des établissements à Séoul.

« Découvrez l'Extrême-Orient inconnu ». Cette formule, reprise par toutes les brochures touristiques, n'est pas seulement le fruit de l'imagination d'un concepteur publicitaire. Le pays du Matin calme (*Choson*, en coréen) se prête, par son histoire et sa géographie, à l'essor du tourisme. La Corée a pourtant été longtemps dédaignée par les voyageurs au profit du Japon « des cerisiers en fleur et des geishas ». Elle n'éveille dans l'esprit de beaucoup que le souvenir d'une guerre et ne fait souvent naître que l'image d'un pays sous tutelle américaine.

Langue de terre étendue sur plus de 1 000 kilomètres, accrochée au continent chinois, la péninsule coréenne forme un pont entre la Chine et le Japon. A son extrémité sud, elle semble s'éparpiller dans la mer en une infinité d'îles plus sauvages et, souvent plus belles, que celles de la mer Intérieure du Japon. Ses paysages évoquent certaines peintures chinoises de l'époque Song (960-1278) avec leurs contours indécis et embrumés.

La montagne, souvent peu élevée, est partout présente, avec sa couronne de pins. Le gouvernement cherche à empêcher le déboisement. Ce qui n'empêche pas les paysans de couper les arbres pour se chauffer pendant les hivers rigoureux (parfois, le thermomètre descend au-dessous de moins 30°C), lorsque la péninsule est balayée par le vent venu de Mandchourie. C'est au printemps ou à l'automne qu'il faut visiter la Corée. Dans les vallées, les cours d'eau qui, au départ, sont des torrents rageurs, dévalent les montagnes, s'écoulent lentement dans leur lit sablonneux. Des femmes, en jupe large, battent le

linge. Voici un village dont les maisons, serrées les unes contre les autres, ont encore un toit de chaume qui descend bas sur les murs en torchis. Mais un tel spectacle tend à disparaître car le Saemaul (Mouvement pour les nouveaux villages) oblige les paysans à changer le chaume pour des toits de tôle ondulée aux couleurs vives — sous lesquels il fait chaud en été et froid en hiver.

## Une civilisation bimillénaire

Dans les gros bourgs ruraux, des marchés ambulants hauts en couleur s'étalent à même le sol, présentant légumes et fruits, poissons séchés et viandes. On peut y savourer la cuisine coréenne, très différente de celle de la Chine, et encore plus de celle du Japon, dans un des restaurants enfilés où la viande grésille devant vous sur une plaque de fer à côté du « kimchi » (choux fermentés), nourriture traditionnelle des Coréens, dont l'odeur flotte partout.

Terre de paysans, la Corée est cultivée depuis plus de deux mille ans. Les courbes de niveau des rizières s'élevaient le plus haut possible sur les collines; au-delà commencent les champs de millet et d'orge. Parmi les pins, au sommet, on voit souvent de petits monticules de terre : ce sont des tombes.

Pays de vieille civilisation, longtemps ignorés des historiens occidentaux, la Corée a suivi l'évolution chinoise, passant du bouddhisme au confucianisme, tout en édifiant une culture spécifique. Et on trouve encore un vieux fond chamannique, toujours vivant dans les communautés villageoises. Dans ce passé prestigieux, le Japon puisa largement la substance de sa propre civilisation.

Contrairement à l'art chinois, parfait et précis, l'art coréen privilégie les courbes, adoucit les couleurs. Les sculptures du royaume de Paekche (époque des Trois Royaumes : 30 avant J.-C. - 668 après J.-C.) sont fameuses en raison de la sérénité des visages, de la plénitude des formes. La Corée est également connue pour

ses belles céramiques, et notamment les celadons, dont les plus célèbres remontent à l'époque de la dynastie Koryo (918-1392). On peut admirer au Musée national de Séoul de nombreuses œuvres d'art, notamment deux bronzes de Paekche considérés comme des sommets de la sculpture mondiale (on trouve leurs répliques de bois au temple Koryu, à Kyôto, et au Hôryû, à Nara). Mais c'est surtout en province que le visiteur découvrira les plus beaux témoignages du passé. Par exemple, l'ensemble architectural du temple Bulguk, près de Kyôgju, la ville aux quatre-vingt temples; ou la grotte de Sokguram, connue des esthètes pour ses sculptures en frises, qui rappellent la maîtrise des artistes coréens, comparable à celle de leurs homologues chinois de l'époque des Wei (385 à 534). Et, dans le temple Haein, près de la ville de Taegu, sont entreposés quatre-vingt mille blocs de bois sur lesquels sont gravés les écrits bouddhiques.

## Les « sex tours »

Mais ce n'est pas, et de loin, sur cette seule base culturelle que les dirigeants sud-coréens ont fait reposer l'industrie du tourisme. Il faut reconnaître à leur décharge que, pour l'instant, la plupart des visiteurs sont américains et surtout japonais. D'où la prolifération de casinos et de terrains de golf dont les Japonais raffolent, mais aussi l'insitutionnalisation des « sex tours ». A ces deux dernières années, 95 % des touristes japonais ont été des hommes. Organisés depuis Tokyo par *jumbo jets* entiers, les sex tours offrent aux salariés nippons « les fleurs du paradis des hommes », affirmant les « bons chœurs » paléolithiques. Les Japonais sont dévorés dans des maisons de *honey* (nom des anciennes courtisanes coréennes), où ils boivent, chantent et se conduisent souvent avec la plus grande grossièreté. Un forfait de deux jours leur revient moins cher, avion compris, qu'une escapade au Japon. Les Coréens sont évidemment mécontents de voir leur pays devenir un lupanar pour les Japonais. Mais ils apprécient l'afflux de devises. Et le gouvernement ferme les yeux, en dépit des manifestations qui se

déroulent parfois à Séoul, plus souvent à Tokyo, organisées par les M.L.F. locaux.

Pour répondre au désir des Américains, à qui on propose inévitablement un tour à Panmunjom, lieu de la signature de l'armistice de 1953, a été développé un artisanat de série qui fournit les magasins à souvenir. Il y a aussi les boîtes de nuit, comme le fameux Walker Hill, aux environs de Séoul. Spectacle redoutable : pour trois danses qui se veulent traditionnelles, avec tambourins et rubans, on a droit à une série d'exhibitions dignes d'un show des années 50 ou des Cortéennes fessées et emplumées lèvent la jambe sur un swing endiablé, devant un parterre d'Américains endormis et des grappes de Japonais émoustillés.

Les autorités ont aussi cherché à mettre en valeur un certain nombre de sites, comme l'île de Cheju, au sud de la péninsule. Sur cette terre volcanique, dans ce climat subtropical, pousse une végétation luxuriante où les oranges sont légion. Le paysage est couronné par la crête neigeuse du mont Halla, un volcan éteint. Le gouvernement a décidé de faire un effort particulier en faveur de l'île, qui est cultivée au coréen. Les maisons ont conservé leur toit de chaume et sont entourées de murs pour se protéger du vent. Sur la côte sud, on trouve de belles plages, encore désertes, entre des rochers presque noirs.

La Corée peut assurément séduire les touristes. Les autorités, en ouvrant les lignes de la Korean Air Lines entre Séoul et Paris en 1975, puis, en juin 1976, entre Séoul et Zurich, entendent attirer les visiteurs européens. Elles devraient alléger les mesures de sécurité aux aéroports, et notamment les fouilles répétées et systématiques des bagages et du moindre paquet-souvenir, qui donnent à réfléchir sur la nature du régime du président Park.

Les touristes, il est vrai, ne ressentent généralement pas le carcan qui pèse sur le pays. D'autant que les Coréens, enjoués et sociables, donnent l'impression, parce qu'ils aiment rire et chanter, de ne pas souffrir du régime. L'empreinte profonde d'une culture, qui a survécu à l'occupation de près d'un demi-siècle des Japonais puis à la présence américaine depuis la guerre, est la sauvegarde de ce peuple qui trouve dans ses traditions une diversion aux durs réalités quotidiennes.

PHILIPPE PONS.

## Le Léman sans qu'on touche à ses berges

Les Vaudois tiennent à préserver leur environnement, et tout particulièrement ce qui reste des sites naturels du lac Léman. Ils l'ont clairement fait savoir au cours d'un référendum, dimanche 26 septembre, en refusant par 62 518 voix contre 18 015 l'ouverture d'un crédit de 5 millions et demi de francs suisses destiné à financer le comblement de la baie de Dornin, à l'ouest de Lausanne. Cette opération aurait permis de gagner 78 000 mètres carrés sur le lac en y déversant 215 000 mètres cubes de matériaux. Sur le terrain ainsi dégagé, on aurait construit un centre sportif.

Largement approuvé par le parlement cantonal, ce projet d'aménagement a été remis en cause par les milieux écologistes. En peu de temps, 42 000 signatures ont été recueillies pour demander l'organisation d'un référendum. Les résultats de la consultation ont dépassé les espérances des opposants, puisque plus de trois électeurs sur quatre se sont rangés à leurs arguments, désavouant du même coup les décisions officielles.

Dans le sillage du gouvernement cantonal, tous les grands partis, des radicaux aux socialistes en passant par les démocrates-chrétiens et les agrariens, s'étaient prononcés en faveur du projet. Pour eux, le comblement du lac se justifiait à la fois par le manque de terrain de sport et par la nécessité de remédier à l'envasement de la baie de Dornin. Mais ces arguments ont d'autant moins porté que l'aménagement de Dornin s'inscrivait dans un plan beaucoup plus vaste de comblement des rives du Léman entre Lutry et Morges, c'est-à-dire sur une vingtaine de kilomètres.

Au cours de leur campagne, les adversaires du projet ont fait valoir le charme d'un des rares sites encore naturels de la région, qui donc méritait d'être préservé. Le coût de l'opération a sans doute aussi influencé le choix de certains électeurs, mais dans leur majorité les Vaudois ont finalement préféré les arbres, les rochers et les herbes folles à une nouvelle et insidieuse avancée du béton.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Disposez d'une voiture avec ou sans chauffeur le temps désiré, quand vous voulez.

**Auto Service Minicab**  
644.24.72  
13 ter, rue Auguste-Gervais  
92130 Issy-les-Moulineaux

**CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST**  
163, AVENUE DU MAINE, 75014 PARIS - TEL : 539-37-36

**ASIE**  
Tous renseignements  
Voyages individuels  
Groupes - Charters  
Voyages d'études

**NOEL AU LARGE D'ALEXANDRIE**  
LE JOUR DE L'AN EN VUE D'ISTANBUL...  
A BORD DU PRESTIGIEUX ACHILLE LAURO  
DEPART DE GENES LE 23-12-76 - RETOUR A GENES LE 06-01-77  
8 ESCALES : ISTANBUL, LE PIRE, CAPRI.  
les prix : à partir de 3140 F par pers. en cabine à 4 lits.  
à partir de 3 800 F en cabine à 2 lits.

Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à E.L.L.S., 40 des Capucines, 75002 PARIS - TEL. 073.40.85  
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part, la brochure "Croisières de fin d'année, Achille Lauro".

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ L.M.  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

## En solitaire aux Galapagos

La plupart des îles Galapagos, dans l'océan Pacifique, sont inhospitalières et n'ont pas d'eau. Chaque année, le nombre des touristes admis à les visiter est limité par les services équitables en raison de la faible capacité hôtelière de l'archipel et afin de protéger la faune et la flore. Le voyageur solitaire n'est donc pas sûr de trouver là-bas une chambre.

Un voyage difficile mais passionnant peut-être à cause de cela même. A n'entreprendre qu'en connaissance de cause.

\* Découvrez du Nouveau Monde, 3, rue Mathillon, Paris. Tél. : 335-17-43.

## Safari au Soudan

Sa silhouette transparente domine le centre de Khartoum et les banlieues allongées sous les ficus. C'est le treizième hôtel de la chaîne Méridien ouvert récemment dans la capitale soudanaise. Il reçoit surtout dans ses cent trente-cinq chambres une clientèle d'hommes d'affaires. Mais il pourrait devenir rapidement, surtout si Air France met à exécution son projet d'ouvrir une escale à Khartoum, « la porte des safaris » (chasse ou photographie) que le Soudan — le plus grand et, dit-on, le plus giboyeux des pays d'Afrique — commence à organiser.

Les amateurs de vieilles pierres ne tarderont pas aussi à passer par Khartoum pour aller voir les pyramides de

## PARTIR

Moroc ou les palais arabes de Souakin, sur la mer Rouge.  
\* Hôtel Médien : réservations au 757-15-76.

## Balade en forêt de Brocéliande

Loin du bruit et des foules, un nouveau sentier de grande randonnée — GR 37 — dans cette Bretagne intérieure encore négligée par les touristes. Sur les traces de Du Guesclin et à travers la légendaire forêt de Brocéliande, la promenade suivra l'un des plus beaux parcs que puisse proposer la Haute-Bretagne. De Vitré à Josselin (277 km), le paysage n'est jamais monotone.

Le topo-guide de plus de cent pages, édité par le Comité national des sentiers de grande randonnée, fait une place toute particulière à l'architecture, de la plus humble chaumière de granit aux fibres caducées de Vitré ou de Josselin.

\* Sentiers des Marches de Bretagne, à l'Argoat GR 37, O.N.R.G., 3, square du Bois-Ferrin, 3500 Rennes.

un choix immense de résidences en location mer et montagne pour vos vacances  
**Location Loisirs**  
37, avenue de la République  
75000 Chambéry - TEL. 79.53.09.45

## "Croisière-Découverte" Paquet

"La Méditerranéenne"  
13 jours/10 escales: 2 495 à 7 000 F.

Toulon/Palerm/Malte/Nauplie/Izmir/Rhodes/Alexandrie/Malta/Le Pirée/Syracuse/Capri/Toulon.  
Départs les samedis 25 septembre; 9, 23 octobre; 6, 20 novembre; 4 décembre.

Sur un navire luxueux "Azur", cabines confortables, solarium, piscine, volley, home-trainer, cinéma, danse, night-club, causeries avec projections, Luna-Park, etc., sans oublier la bonne chère!

... des croisières "décontractées" : en mer, à terre, libre comme l'air! Libre de visiter les temples grecs et les pyramides, ou de préférer la baignade ou la balade à vélo.

Renseignements et documentation : toutes agences de voyages.

**CROISIÈRES PAQUET**  
"DÉCOUVERTE"  
Prenez le large avec Paquet!





## Tourisme

## LE CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS : LES PROMESSES D'UN DÉFICIT

IMMENSE, ce Centre international de Paris (CIP). Un auditorium de quatre mille places, 5 000 mètres carrés de halls d'exposition, 19 salles de commissions, des équipements audiovisuels très modernes. Et pourtant, inauguré il y a deux ans à peine, le bâtiment ne tient à flot qu'avec difficulté. Un prestige de béton ancré à quelques encablures de l'étoile. Plus une belle réalisation qu'une bonne affaire. Le déficit de la société d'exploitation du Palais des congrès est actuellement de 10 millions de francs, celui du CIPCOM (Centre international des professionnels du commerce), la société qui gère la galerie marchande qui s'y trouve, atteint le même chiffre.

En quelques années, le marché des congrès s'est considérablement modifié : les réunions de plus de trois mille personnes, les congrès-

mammouths pour lesquels le CIP a été construit, sont passés de mode. Dans le monde, leur nombre a diminué en 1975 de 20 %. La crise économique, une conception nouvelle de la communication, ont contribué et précipité le CIP dans les embarras financiers qu'il connaît actuellement. « Il n'y a pas d'exemple au monde où un palais soit rentable », expliquent les responsables du CIP, et notamment, d'ailleurs, la chambre de commerce et d'industrie de Paris, maître d'œuvre du centre, n'a pas espéré rentabiliser cette opération. Quelle qu'en soit la suite, l'évolution du marché, il fallait, de toute façon, une salle de quatre mille places à Paris.

Pourtant, sans partager l'optimisme des spécialistes, comme le professeur H. Alkjaer, économiste danois qui, en 1969, estimait qu'aux environs des années 80 il

y aurait une croissance de 47 % des congrès dans le monde, les responsables du CIP n'auraient pas imaginé, il y a cinq ans, que le marché atteindrait à peine un développement de 2 % en 1976.

Il y a aujourd'hui moins de quatre ans que le monde, et, en même temps, la concurrence s'intensifie. Londres bâtit son deuxième palais, Cannes étudie sa seconde réalisation. En face des établissements privés, qui doivent gérer au plus près, de nombreux centres, construits et subventionnés par des gouvernements, « cassent les prix ». C'est le cas des équipements des pays de l'Est, mais ce ne sont pas les seuls. En Argentine, par exemple, pour obtenir en 1976 la présidence d'un congrès de cancérologie, le gouvernement a largement par-

ticipé aux frais des congressistes. Devant l'apogée du marché, les responsables du Centre de Paris ont à faire fonctionner une entreprise qui, dans une passe difficile, apparaît comme des plus hétéroclites. Un hôtel de mille chambres, géré par la société du Louvre, des parkings dont l'exploitation a été abandonnée à la société B.P., un centre commercial sous la responsabilité du CIPCOM, le président-directeur général du Centre, M. François Castex, a bien du mal à satisfaire ces différentes parties prenantes.

## Les pièges de la souricière

Ainsi, pour rentabiliser l'auditorium, on du moins en réduire les déficits, les spectacles nom-

breux et divers ont remplacé les congrès. Mais les commerçants, les boutiques de Paris n'y trouvent plus leur compte, disent-ils. Ils se sont regroupés dans une Union : « On nous avait promis une souricière », d'où les congressistes n'auraient pu échapper, et ce n'est pas le cas, explique M. René Denis, président de l'Union. Par exemple, à l'origine, les cinémas devaient avoir leurs sorties dans la galerie. Pour des raisons de sécurité, le public sort directement dans la rue. La galerie du niveau 1 est difficile d'accès et mal conçue. On sent que les boutiques ont été rayonnées après coup. « Sur les soixante-dix boutiques, répond M. Castex, il n'y en a qu'un tiers environ dont le chiffre d'affaires n'est pas satisfaisant, mais ce pourcentage n'est pas plus mauvais qu'ailleurs. Pour qu'un centre

commercial fonctionne, il faut attendre de trois à cinq ans. »

Pour les responsables actuels, la situation est donc loin d'être catastrophique. Ils estiment qu'avec des expositions de plus en plus nombreuses, des spectacles, une meilleure promotion, une « fidélisation » de la clientèle, et la prospection de la zone de « chalandise » — c'est-à-dire celle du public habitant à proximité du centre — le CIP parviendra à redresser son déficit. Ce sera sans doute au prix d'une difficile reconversion.

Déjà, elle est amorcée par les boutiques qui ont changé leurs produits à la vente. Ils ne s'adressent plus aux seuls étrangers et les marchandises de luxe ont été remplacées par des articles moins onéreux. « Nous devons croire des milliers de congressistes », dit M. Jacques Bonnard, locataire du Café de Paris, et l'établissement doit concourir pour les recevoir. Nous devons faire de la cuisine pour les étrangers. La clientèle parisienne des spectacles ou des expositions est tout à fait différente. Il faut l'adapter et cela demande de lourds investissements. Ce brusque changement de cap ne va pas sans quelque déchirement en effet. Trois ou quatre boutiques sont actuellement en vente. Plusieurs ont dû fermer. « Cette idée d'avoir fait un centre pour les étrangers est fautive, reconnaît aujourd'hui M. René Denis, car les gens qui viennent en France ont envie de connaître le pays, non de rester dans un endroit international et anonyme. »

Cette reconversion sera-t-elle possible ? Ce qui convenait aux grands congrès s'adaptera-t-il aux réunions plus modestes et aux spectacles de toute sorte ? Le marché des congrès s'est, certes, modifié très rapidement mais, au moment où la chambre de commerce décide de son investissement, il y a une dizaine d'années, avait-on pour autant bien défini le phénomène ? On pensait alors plus à des congrès où l'on s'amuse — alibis ou récompenses — qu'à des occasions de véritables communications. Aujourd'hui, de telles réunions où l'on échange le savoir sont devenues indispensables à toutes les catégories socio-professionnelles et les galeries marchandes n'intéressent plus autant ce type nouveau de congressistes, « hâïères » — ou « chirurgiens plastiques » — qui viennent là avant tout pour s'informer.

Cette utilité simple — elle est assez présente dans l'esprit des bâtisseurs du CIP qui ont voulu dans un même lieu réunir trop d'activités différentes et pas nécessairement complémentaires, et satisfaire trop d'intérêts divers ? On peut bien transformer toutes les lignes Maginot en résidences secondaires, il restera toujours quelque chose de l'ancienne erreur.

Ch. C.

## La séduction par les images

## « PRENONS LE TRAIN »

L'AFFICHE dans la salle d'attente montre Paris photographiée la nuit. Deux points lumineux émergent de la pénombre : le Sacré-Cœur sur sa colline et, au premier plan, des wagons éclairés dans lesquels ont pris place des voyageurs en partance. L'affiche dit : « Prenons le train. » Sur le marché disputé du transport, où les besoins à satisfaire — vitesse, confort, moindre prix — sont les mêmes, face à la vitesse de l'avion et à la liberté que procure l'automobile, comment la S.N.C.F. conquiert-elle sa publicité ? Comment les chemins de fer français, qui ont transporté 73 milliards de voyageurs/kilomètre en 1975 sur la banlieue et 36,7 milliards de voyageurs/kilomètre sur les grandes lignes, vendent-ils leur produit, le train ?

Tâche difficile au départ : « Nous ne vendons pas un objet mais des services », fait remarquer la S.N.C.F. Notre premier but est de faire connaître nos prestations afin de les vendre. « Pour la S.N.C.F. donc, l'information prime. » Elle doit offrir à l'indicateur au voyageur ce qu'il peut attendre de nous. C'est par elle que nous devons gagner des clients. La publication l'an dernier d'un « Guide pratique de la S.N.C.F. » contenant des précisions sur les différents services répond notamment à cette préoccupation.

Son action d'information, la S.N.C.F. la mène sur deux plans : de façon générale et constante, elle rappelle les qualités et les avantages spécifiques du train. De façon ponctuelle, en liaison avec la direction commerciale, elle annonce, par des campagnes, la mise en circulation de nou-

veaux matériels, l'entrée en vigueur de nouvelles relations. Elle assure la promotion de certains services ou de certains tarifs en les portant à la connaissance du public.

« Prenons le train », cette invitation formulée le plus simplement du monde, comme une chose allant de soi, s'inscrit évidemment dans la perspective la plus générale. Mais souvent les slogans sont plus personnels. Toute une série, par exemple, met en avant les qualités du train : « Vitesse, confort, exactitude ». « Par tous les temps... ». « De jour comme de nuit... le train ». Ces textes, simples et vrais, ont un rythme, une cadence comme le train qu'ils désignent.

Cette publicité qui se dit au premier chef informative va quelquefois plus loin. Elle pousse des pointes chez les voisins bien que prudemment, la S.N.C.F. préfère parler de « compétition » plutôt que de « concurrence ». Dans ce domaine, l'automobile est l'adversaire redoutable, surtout sur les distances moyennes (200 à 300 kilomètres). Pour gagner davantage d'automobilistes, les tactiques varient : on prend le conducteur sur son propre terrain en lui proposant de transporter sa voiture en bagage. C'est le cas des trains autocouchettes. D'une façon plus générale, depuis un certain temps, on améliore le confort des usagers de deuxième classe, qui représentent 80 % de la clientèle. Ce voyageur était celui qui, jusqu'ici, nous échappait le plus et qui était le plus tenté de nous préférer son automobile, déclare la S.N.C.F. A son intention et à la suite d'un sondage auprès des

usagers, les trains Corail ont été étudiés, puis mis en service. La publicité les a définis comme la voiture qui va vous faire aimer le train. La « voiture » est ici l'occasion d'un jeu de mots.

Bien moins innocente est la série de huit annonces parues dans la presse écrite au début de l'été. « On peut rouler à 100 km/h sans dépenser de vitesse », lit-on sur le double page d'un magazine où l'« Etendard » traverse un champ de blé. La photo est très belle. Grâce à la technique utilisée — balayage photographique — on obtient un train très net dans un paysage flou jusqu'à l'abstraction. La vitesse mentionnée — 100 — est l'allure de la plupart des rapides de la S.N.C.F. C'est aussi la vitesse à laquelle rêvent la plupart des conducteurs et qui leur est actuellement interdite. Dans cette série, on peut voir aussi une autoroute parcourue par les embouteillages et une légende : « On dirait que certains Français ne sont pas pressés. » Ce n'est pas par hasard non plus si cette publicité est parue au début de l'été au moment où les automobilistes ont plus particulièrement à souffrir des bouchons.

## Travail d'artistes

L'offensive ne s'arrête pas là. « Pour faire du 130 de moyenne, dit le conducteur d'une CC 500 en montant dans sa cabine, sortez de la route. » Le ton n'est plus celui de l'invitation. C'est un ordre. Qui plus est, sortit de la route pour un automobiliste est généralement associé à une expérience désagréable, voire dramatique.

Les pointes dirigées contre le transport aérien, particulièrement compétitif sur une distance de 700 à 800 kilomètres, sont beaucoup plus étonnantes. « Par rapport à l'avion, nous ne pouvons pas parler de vitesse, reconnaît la S.N.C.F. Alors nous plaçons sur le terrain du confort, qui se fait de plus en plus restreint à bord des appareils. » En lançant la campagne d'un train à très grande vitesse, volontairement floue, fait appel à des teintes fortes, le noir et le blanc sur un fond orange qui fait penser au soleil couchant.

Savignac, Eric, représentant de la S.N.C.F. le style sympathique. Leurs personnages sont bouclés, petits, rapiécés. Désireux de toucher le public le plus large possible, ils ressemblent à tout le monde. Cela n'empêche pas, bien au contraire, la S.N.C.F. de nuancer sa publicité selon la clientèle qu'elle souhaite atteindre. Dans le cadre de la campagne « Pour voyager heureux, voyagez couché », destinée à tous les usagers, Eric a choisi une petite dame couchée et bordée dans une couverture écossaise ; alors que, pour « Une nuit en voitures-lits », Villemot a représenté sur fond bleu une jeune femme très brune chargée de perles et reposant sur un oreiller rose. Le soleil, la « sophistication », sont poussés jusqu'à la limite de deux caractères typographiques différents : l'un élargi pour les mots « une nuit », l'autre plus technique pour le matériel, « les voitures-lits ».

La S.N.C.F. a son propre service de publicité et de diffusion. Mais elle fait aussi appel à plusieurs agences qu'elle met en compétition. « Il faut de temps en temps, dit-elle, faire souffler un air neuf. »

FLORENCE BRÉTON.

**Ayez un royaume plus un cheval**



Quel que soit l'état de vos précédentes relations avec caniche animal, vous pouvez choisir entre un entraînement raisonnable ou intensif : option village ou option centre équestre.

Vous disposerez d'un ensemble complet, une piste cavalière de 4 kilomètres, 4 manèges dont 2 olympiques, 90 chevaux. Des moniteurs, supervisés par un champion olympique, sont chargés des stages pour le dressage et le concours hippique.

Et, après tout, si vous ne voulez pas devenir un cavalier émérite, devenez culturiste, pongiste, yogi, joueur de golf ou tireur à l'arc. Vous n'avez que l'embarras du choix.

70 Champs-Élysées Paris 8 - Place de la Bourse  
75083 Paris Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou  
Agence Voyages-Voyages de votre ville.

**Pompadour.**  
Club Méditerranée.

à la découverte du Sénégal

**CAP SUR DAKAR**

13 jours de croisière-soleil à partir de 2100 F

toute l'année au départ de Marseille

Possibilités de séjours aux Canaries et au Sénégal

**CASABLANCA** (Maroc)  
**TENERIFFE** (Canaries)  
**DAKAR** (Sénégal)  
**LAS PALMAS** (Canaries)  
**CASABLANCA** (Maroc)  
**MALAGA** (Espagne)

**PROUET**  
IMASSALIA

Pour plus amples renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Prouet.

PARIS : 5 Bd Haussmann 75008. Tél. : 266.57.59  
Marseille : 70, Rue de la République 13002. Tél. : 51.91.21  
Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ TEL. \_\_\_\_\_

**MONCEAU VOYAGES**

Voyage en BOEING  
de la Compagnie PAN-AM

Départ : 10 novembre 76  
Retour : 14 novembre 76

**Long week-end  
à New-York**

(Accompagnateur français)  
Hôtel PRINCE GEORGE

**Prix : 1.800 francs**

Le prix comprend : voyage aller-retour, transfert, aller et retour aéroport  
petit-déjeuner, visite de la ville,  
supplément en chambre individuelle : 100 F

Renseignements et inscriptions :  
**MONCEAU VOYAGES**  
83 bis, rue de Courcelles. — 75017 PARIS  
Tél. : 924-92-14 - 924-92-73

Licence A 536

Cette année, passez les fêtes en Méditerranée...

**Croisière  
"Noël en Terre Sainte"**

SICILE • TUNISIE • CRÈTE • ÉGYPTE • ISRAËL  
TURQUIE • GRÈCE • ITALIE



Vivez le Noël le plus  
exaltant de votre vie  
à Jérusalem, Bethléem,  
Nazareth. Suivez le  
sillage des croisés et  
visitez Palerme,  
Carthage, les pyramides,  
Istanbul, Smyrne, Athènes...  
Réveillez-vous en mer  
au champagne...  
Partez sur Azur,  
le plus décontracté  
des navires-  
croisières !

**à bord  
d'Azur**

Du 18 décembre  
au 2 janvier  
Départ de Toulon  
15 jours.  
À partir de 3600 F.

Prenez le large  
avec Paquet.

**CROISIÈRES  
PAQUET  
DÉCOUVERTE**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :  
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 263.57.89  
Marseille : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21  
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 82.14.88

**Tourisme**

**AU MANOIR DE SAINT-CHAMASSY DANS LE PÉRIGORD**

**Les singes ne reçoivent que sur rendez-vous**

C'EST l'un des plus char-  
mants et des plus étranges  
manoirs du Périgord. Une  
maison à tourelles entourée de  
35 hectares de prés et de bois,  
perchée sur une colline dominant  
la Vézère : mais, à l'entrée, des  
palmiers péroratoires : chasse  
et visites interdites, on n'est reçu  
que sur rendez-vous. Que cache  
cette retraite ? Un élevage de  
singes d'Amérique du Sud. Au  
nombre d'une quarantaine, libres  
pour la plupart, ils vont et vien-  
nent le long de câbles tendus  
entre les toits des communs et  
les bosquets d'alentour. Hurlers,  
sakis et outillis, petites boules  
de fourrure que surmonte une  
queue en point d'interrogation,  
on les voit déambuler sur ces  
lianes artificielles comme des  
funambules. Dans les communs,  
ils savent retrouver leur jardin  
d'hiver — des perchoirs au soleil  
et à l'abri du vent, d'autres  
chauffés, réfectoire où sont servis  
des plateaux-repas, et salles de  
soins. Serres deux familles de  
laineux demeurent en cage. Habiles  
et vigoureux, ils pourraient,  
si l'envie leur en venait, mettre  
toutes les tuiles du manoir par  
terre en deux heures. Les autres  
circulent à leur guise.

Chaque clan a délimité un pan  
de forêt proche de la maison où  
il va grignoter des insectes, des  
feuilles et des baies. Rien ne les  
empêche d'en sortir mais rien  
non plus ne les attire au-delà  
des frontières qu'ils se sont natu-  
rellement fixées.

Ainsi vit et prospère depuis  
cinq ans un centre d'étude des  
primates sans doute unique au  
monde. D'abord parce qu'il est  
spécialisé dans les singes d'Amé-  
rique du Sud, extraordinairement  
fragiles et donc fort peu connus,  
ensuite parce que, pour la pre-  
mière fois sous nos climats, les  
animaux peuvent être observés en  
liberté.

Les « éleveurs » ne sont pas  
moins surprenants que leurs pen-  
sionnaires. Lui, c'est Scott Lind-  
bergh, mince comme un adoles-  
cent, fils du célèbre aviateur amé-  
ricain qui franchit l'Atlantique  
en 1928. Il était étudiant en psy-  
chologie et passionné de course  
automobile. Il publie aujourd'hui  
ses observations dans les revues  
savantes. Elle, c'est Aïka, son  
épouse, haute comme trois pom-  
mes, folle comme un cœur, bourrée  
de talents divers mais habitée par  
une seule passion, celle des ani-  
maux. Elle fut comédienne, illus-  
tratrice, maquettiste de haute  
couture, et peintre surréaliste. La  
voici écrivain avec autant de  
bonheur. Coup sur coup deux  
livres d'elle : *Nous sommes deux  
dans l'arche* et *Quand les singes  
hurlent* se lèvent, sont sortis  
récompensés (1). Elle y raconte son  
coup de foudre pour les singes et  
la singulière entreprise dans la-  
quelle elle et Scott se sont lancés.

Elle y tire surtout la leçon de  
leurs observations. Celles-ci por-  
tent sur sept ans — deux en  
Alsace, où était installée la pre-  
mière singerie, et cinq en Dor-  
dogne. C'est-à-dire près de trois  
millions d'heures d'observation  
avec les primates, sans un  
seul instant de vacances.

Les singes, dit-elle, ont tout  
naturellement la notion du couple  
et de la famille. Ils pratiquent la  
limitation des naissances mais se  
montrent d'excellents parents. Les  
mères apprennent à leurs petits  
que toute société a ses règles —  
dont la première est le respect  
d'autrui — et qu'il y a des rituels  
nécessaires. La situation du chef  
de clan découle davantage du  
sens des responsabilités et de  
l'expérience que de la supériorité  
musculaire. Les singes n'ont guère  
le sens de la compétition, mais  
tout à fait celui de l'humour. Ils  
rient de leurs propres malices et,  
pendant les jeux, toute hiérarchie  
disparaît. Ils ont un instinct in-  
faillible pour choisir la meilleure  
nourriture et les plantes médi-  
cinales dont ils peuvent avoir besoin.  
Ils sont si proches de nous que,  
pour les soigner, mieux vaut faire  
appel à un pédiatre qu'à un vété-  
rinaire. Ils ont un sens esthétique  
certain, l'oreille musicale, la mé-  
moire mélodique, le goût des par-  
fums comme celui des formes et des  
couleurs harmonieuses.

Non seulement ils sont intelli-  
gents — ce qu'on savait depuis  
longtemps — mais ils sont cou-  
rageux, altruistes et font preuve  
d'une extrême affectivité. Lors-  
qu'ils arrivent en Europe ils ont  
davantage besoin d'affection que  
de nourriture et de locaux conve-  
nables.

« Et que savons-nous d'un éven-  
tuel sens religieux chez ces ani-  
maux ou de leurs contacts mys-  
tiques possibles avec ce grand tout  
mystérieux où ils naissent comme  
nous ? », demande Aïka. « En  
tout cas, conclut-elle, j'observe  
chez les primates un ensemble  
complexe de sentiments et de  
pensées que chez l'homme on  
appelle une âme. Et je ne vois  
pas au nom de quoi je leur réfu-  
serais cet attribut. »

**L'homme prédateur**

De ces prémisses hardies qu'elle  
étend d'emblée à l'ensemble du  
monde animal, Aïka Lindbergh  
tire immédiatement une série de  
conséquences. « Nos relations  
avec les bêtes sont fondées sur  
une sorte de racisme, dit-elle.  
Elles doivent changer du tout au  
tout. Je veux fonder une nouvelle  
morale basée sur le respect des  
autres espèces. » D'où la condam-  
nation sans appel des zoos, du  
commerce des animaux exotiques,  
des expériences de laboratoire,  
des mauvais traitements.

Aïka verse-t-elle dans l'anthro-  
pomorphisme un peu béatifiant

des membres à chiens-chiens ?  
« Je les ai en horreur, s'exclame-  
t-elle, car elles font de l'animal  
un jouet à qui elles font payer  
toutes leurs frustrations. »

Faut-il donc devenir végéta-  
rien ? « Pas du tout. L'homme est  
un prédateur et il serait absurde  
de lui dénier le droit de tuer pour  
manger la viande dont il a  
besoin. Cela dit, nul besoin de  
faire des abattoirs sa cathédrale. »

Les Lindbergh apportent donc  
au vaste mouvement de la protec-  
tion des animaux des arguments  
originaux, tirés d'une expérience  
exceptionnelle et à caractère  
scientifique.

Les réactions à leurs livres ne  
sont pas moins intéressantes :  
incompréhension chez les voisins  
périgourds, réprobation muette  
chez les croyants, enthousiasme  
chez les zoophiles. « Bravo,  
écrit-on à Aïka, je n'osais pas  
exprimer ce que nous éprouvons.  
Que peut-on faire pour vous  
aider ? » Intérêt marqué chez les  
naturalistes. Plusieurs professeurs  
du Muséum sont venus en Dor-  
dogne. L'expérience d'acclimata-  
tion, au moins, les passionne. Ils  
ont promis leur appui à l'associa-  
tion pour la restauration de la  
nature (2) que les Lindbergh  
viennent de créer.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) « Nous sommes deux dans  
l'arche » et « Quand les singes  
hurlent », par Aïka Lind-  
bergh. Presses de la Cité, 320 pages,  
30 F. chacun.

(2) Association Lindbergh pour la  
restauration de la nature, Saint-  
Chamassy, 24200 Le Bugue.

**TOURISME  
HOTELS RECOMMANDES**

**Côte d'Azur**

**VILLEFRANCHE-SUR-MER**  
Mapotel WELCOM, bord de mer  
Tél. 470281 - Tél. : (93) 80-70-23

**Mer**

**ILE DE JERSEY**  
(Des Anglo-Normandes)  
L'automne et l'hiver sont des  
périodes tout à fait favorables pour  
profiter pleinement de cette belle et  
toute petite île (20 km sur 10 km)  
au climat d'une grande douceur (Gulf  
Stream). Les 75.000 habitants de ce  
curieux petit État indépendant —  
situé à 30 km des côtes françaises  
mais rattaché à la Couronne d'Angle-  
terre — seront heureux de vous faire  
partager leur joie de vivre. Les petites  
pensées volaient avec les hôtels  
confortables et les palaces de très  
grand luxe (dîner dansant habillé).  
Vous apprécierez le calme, la  
nature, la mer, la campagne, mais  
aussi les multiples distractions, les  
pubs et dans la capitale Saint-  
Helier, un shopping détaxé à faire  
réver.

À 70 minutes de Paris-Orly Sud,  
Jersey vous attend dès demain. C'est  
la bonne idée pour un long week-end.  
Pour documentation et couleurs,  
scrivez en timbrant à 1,40 F à Office  
National du Tourisme, Service France  
LM 1 Jersey (Des Anglo-Normandes).

**Province**

**BORDEAUX**

**LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX**  
N. App. calmes, 49 à 78 F T.T.C.  
Centre d'affaires et spectacles  
2, place de la Comédie - BORDEAUX.  
Parking assuré - Tél. : 52-64-53 à 06

**Allemagne**

**FRANKFURT**

**PARKHOTEL 1<sup>re</sup> classe, centre, près  
gare centrale. Wiesbadenplatz  
28 - Tél. 1949/511/23571 TX 04-12808.**

**Angleterre**

**KENSINGTON LONDON**

Une situation exceptionnelle près du  
métro South Kensington. P. 30, break-  
fast, tax inclues. CROWWELL HOTEL,  
Crowwell Place, London SW7 2LA.  
Dir. E. Thom - 01-589-5288.

**Suisse**

**AROSA (Grisons)**

**HOTEL VALSANA, 1<sup>re</sup> catégorie. Une  
semaine forfaitaire de ski dès 75 Sfr.  
Piscine couverte. Tél. 74232.**

**LE BYBLOS  
ST-TROPEZ**

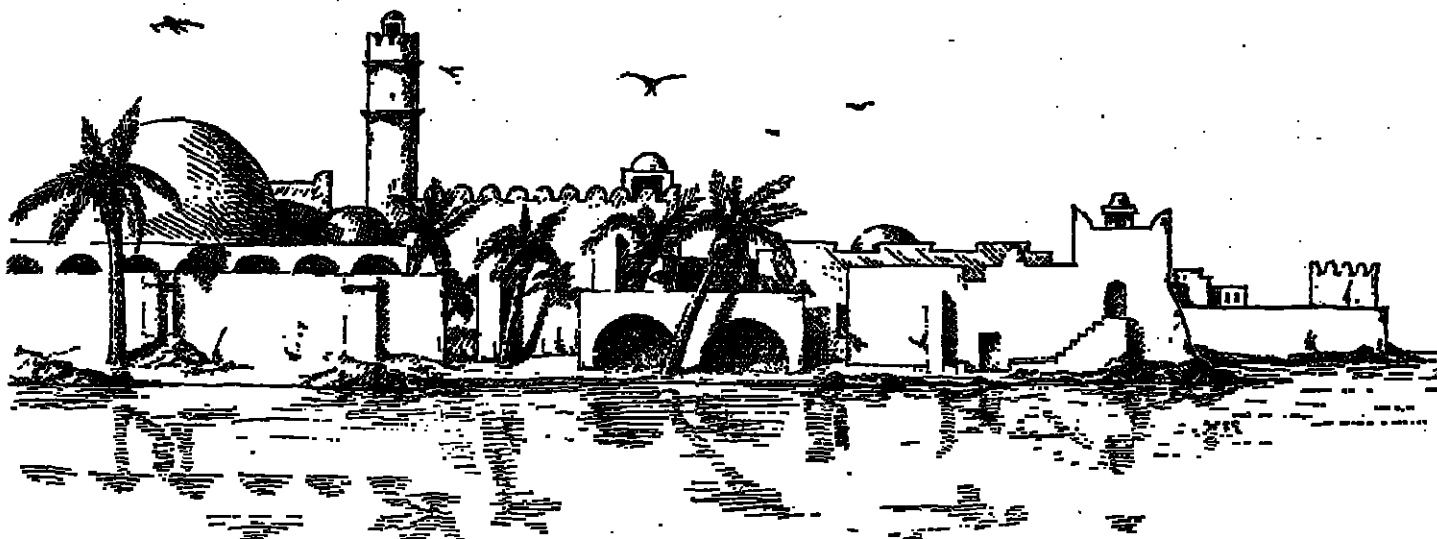
PHONE: (04) 97.00.04 TELEX: 470 235 33390 ST-TROPEZ

## Le soleil est parti avec les hirondelles. En Tunisie.

Même les hirondelles le savent. La Tunisie, c'est  
vaste et accueillant : 1200 km de plages, et des centaines  
d'hôtels ultra-modernes et confortables.

Vous y retrouverez sans peine le sens de l'espace.  
La Tunisie, ce n'est pas loin. Et même si vous partez au  
dernier moment, vous aurez toujours votre place  
au soleil.

Contactez votre agent de voyage ou l'Office du  
Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris.  
**La Tunisie. Une terre. Des hommes.**





## Tourisme

## TAUROMACHIE

## Avec les anciens du « toro-business »

ENTRÉS aux arènes le samedi, nous en sortîmes le dimanche. Les années d'après-guerre n'en ont pas fait un tour du monde, on l'a dit, à une bazarisation près ! Il est vrai que le paseo s'est déroulé à 9 heures, que le cartel groupait huit matadors, qu'ils n'estoquent pas moins de onze taureaux et qu'il ne s'agit pas tout à fait d'une corrida, mais plutôt d'un « festival ». Une brochette de toreros célèbres plus ou moins retirés des arènes, revêtus non du costume de lumière, mais du traje corto, pantalons longs de cuir, sombrero, veste courte — que portent les hommes vœus en Andalousie et dans le campo charro au service du couple cheval-taureau, — étaient rassemblés pour affronter des novillos de trois ans ou moins dans un climat de cordiale émulation, comme en se jouant, mais non sans risque.

Etrange soirée, qui nous fit revivre un quart de siècle de l'histoire de la tauromachie — depuis les

trémulants débuts d'Aparicio et de Liri en 1948 — et réfléchir sur ce que fut cette époque, celle qui suivit de près la mort de Manolete et fut marquée à la fois par l'absence du taureau de combat et par la maîtrise des trois grands absents de cette soirée-là : Luis Miguel Dominguín, Antonio Ordóñez, et celui dont on commémorait la dernière apparition en public, un an plus tôt dans les mêmes arènes, quelques semaines avant sa mort : Antonio Bienvenida, tué en octobre 1970 par un taureau apparemment inoffensif.

## Décadence

Age d'or de la tauromachie, ou traversée du désert ? Du ton inimitablement chegrin qu'il prend pour parler de tout ce qui n'est pas la tauromachie à l'ancienne (l'aut-il seulement un vrai torero depuis Joséito ?), le grand critique espagnol Vicente Zabala grommelait à la sortie des arènes de Dax : « Vous saluez ces toreros ? »

meux du dernier quart de siècle : ce sont eux, pourtant, avec le Cordobés, qui sont les responsables de la décadence de la tauromachie d'aujourd'hui... »

Vrai, faux ? Vrai de certains de nos souvenirs de cette soirée-là, d'Aparicio, Liri, Chamaco, qui furent lancés comme des chanteurs pop et furent, dans les années 50 et 60, des idoles du « toro-business ». Mais non de trois autres, Jaime Oros, André Vazquez et Diego Puerta, qui, tout au long d'une vie professionnelle ponctuée de blessures cruelles, firent face aux adversaires « de respect » et témoignèrent — chacun dans ses limites esthétiques — d'un authenticité et d'un goût pures. Au point que l'un d'eux murmura, ce soir-là, comme à lui-même : « Mon rêve, ce serait de racheter l'élevage dont les taureaux m'ont infligé le plus de blessures et, après y avoir mis le mort tous les taureaux, tous les lapins, toutes les mouches, de la labourer pour y planter des fleurs... »

Trop long, ce défilé des souvenirs ? Oui. Mais comment révoir sans un peu d'émotion Liri le téméraire, nanti d'un bedon rassurant et d'un élevage dont il exhiba ce soir-là quelques produits rêvés, ou ce macho de Jaime Oros, rassuré de tant de combats qui le laissent pour mort, ou même le nouveau saumon indien qu'est resté Curro Gilon, que le via entrer un jour dans les arènes de Bilibao où l'attendait des Murras gigantesques, les jupes plus vertes que son costume émeraude, racroquevillé de peur dans sa cape, marchant comme à l'échelle, et qui garda pour lui, ce soir-là, l'oreille du triomphe ? Et puis on fit fête à Chamaco, devenu un prospère armateur de Barcelone, qui lui tourna de sa cape une flamme dansante et saut à l'air, d'un coup de poignet donna comme un coup de fouet, enroula autour de lui le taureau aux pattes les plus dures ? On retrouve aussi, incomparable,

l'aficion d'Andrés Vazquez, conquistador au visage de cuir qui foule à quarante ans le sable du ruedo avec le même inguérissable orgueil que Barrault les planches de son théâtre, et le banderillero Luis Gonzalez, soude d'acier et jambes d'acier, que nul contemporain n'aura égalé.

## Le déserteur

Et puis il y a eu ce moment, ce morceau baroque qui valait à lui seul le voyage. Diego Puerta, accueilli par le public dans un grand élan d'affection, a « séché » devant le sixième taureau, un fiotté désarmé, le drapeau se relevant, qu'on lui offre face à un novillo de Liri. Rude bête, qui expédie au sol cheval et picador. L'homme se relève, pas l'animal, effilé contre la barrière. On tente en vain de le ranimer, de le relever. Voilà venu le moment de la tassa. Un cheval, même agonisant, dans l'arène, à l'heure de la vérité, du

tête à tête entre le taureau et le matador ? On n'a jamais vu ça. Pourquoi pas le corps de Don Gormas à l'avant-scène, au deuxième acte du Cid ? Bah ! fait Poiria, on verra bien. Et de prendre le novillo dans les plaies de sa muleta, et de le conduire comme un papillon dans un filet, et de donner le plus élégant festival, le plus pimpant récit de sa carrière de Fantan le Tulipe du toro. Le coup d'épée lui-même est bon.

Mais au moment où Diego, un sourire de fête éclairant une fois encore son visage à la Murillo, se retourne, épaule levée, vers le public ravi, voilà le cheval, le cheval mort, qui se relève, et qui part, nonchalamment, vers la grande porte. Cet animal de goût s'est offert, à bon compte et bien assis, l'une des meilleures et des dernières fautes de la carrière d'un des plus fameux toreros de son temps. Cui ? Qui les chevaux sont bêtes ?

JEAN LACOUTURE.

## BILAN VACANCES

## Le Nord s'est mis à l'été

Le soleil méditerranéen qui a inondé le Nord pendant quelques mois a eu pour conséquence d'étaler la saison touristique de la mi-juin à la mi-septembre, alors que d'ordinaire elle se concentrait sur juillet et août. Beaucoup de monde partout sur le littoral, de l'embochure de la Somme à la frontière belge et dans les vallées de l'Avesnois. A défaut de statistiques, on a le sentiment très net que les Nordistes, cette année, trouvant le soleil chez eux, ont été moins tentés par les grands déplacements. Ce qui explique peut-être quelques chutes de fréquentation dans d'autres régions.

Dans les stations balnéaires du Nord, les trois quarts de la clientèle étaient constitués de résidents ou de familles de la région parisienne. On a cependant observé un accroissement du nombre des étrangers (25 % à 30 %), avec une régression des Britanniques et des Belges, mais une progression sensible des Allemands et des Hollandais. Un restaurateur de la côte d'Opale constate : « C'est une clientèle nouvelle, car il ne s'agit pas de cette fois d'anciens combattants allemands venus en pèlerinage, mais d'un nombre assez impres-

sionnant de jeunes... Il nous reste à savoir les retenir... »

Dans cette région, en effet, une bonne saison comme celle-ci met plus cruellement encore en évidence le manque et la vétusté des structures d'accueil : une capacité hôtelière insuffisante, de nombreux établissements qui'il faudrait rénover. Les estivants réclament de plus en plus un minimum de confort que tous les établissements ne peuvent leur offrir. Ce qui, pour les hôteliers du Nord, supposerait des investissements considérables, et comment prendre le risque quand « on ne travaille que deux mois par an » ? Hormis Le Touquet, où l'accueil de nombreux congrès permet un « tourisme des quatre saisons », pour le reste de la région, il faut encore jouer toute une année sur les mois de juillet et d'août.

Les campings, eux aussi, ont été très fréquentés, mais là encore les équipements sont très disparates. Quant aux gîtes ruraux, ils sont insuffisants. Le Nord n'a pas encore de villages de vacances familiales (V.V.F.). En 1971, on pense en ouvrir un à Sangatte, près de Calais.

A vrai dire, cette région n'est pas encore bien armée pour le tourisme d'été. Une capitale comme Lille, qui voit passer de

nombreux étrangers pour de courts séjours, commence à s'organiser afin de mieux faire connaître ses richesses architecturales et son patrimoine, en dépit d'œuvres célèbres, n'a accueilli qu'un millier de visiteurs en juillet. Le syndicat d'initiative qui s'est installé, il y a peu, au palais Rohour, bâtiment construit au seizième siècle pour Philippe le Bon et dont il reste de très belles salles, entreprend d'ores et déjà une action plus forte et plus dynamique.

Le flon touristique de la côte d'Opale, dont la région du Nord a tant besoin, est aussi mal exploitée. Non seulement les moyens de communication — il n'y a pas de grandes traversées, par exemple, de Lille vers Calais et Boulogne — font défaut, mais chaque commune travaille pour son propre compte et ne parvient pas à faire face aux exigences actuelles des vacanciers. Seul dans la vallée de la Course, au sud du Boulonnais, un syndicat intercommunal a déjà tenté d'y répondre. C'est un exemple qui pourrait être médité avec profit par les communes du littoral pour un aménagement rationnel de la côte. Mais on n'en est pas encore là.

GEORGES SUEUR.

## RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

## Un Holiday Inn pour la S.B.M.

La Société nationale de financement (société d'Etat monégasque au capital de 1 million de francs) vient d'acquiescer l'hôtel Holiday Inn qui avait été ouvert le 25 avril 1972 à Monte-Carlo. La vente comprend le restaurant, le cabaret et les fonds de commerce exploités dans l'immeuble. Un deuxième acte passé entre les deux sociétés prévoit que l'Holiday Inn garde la gérance libre de la totalité des fonds jusqu'à la fin de l'année. Aucune décision n'a, semble-t-il, été prise en

ce qui concerne la désignation de la future société d'exploitation. On pense généralement, toutefois, à la Société des Bains de mer, dans laquelle l'Etat monégasque est majoritaire. L'établissement continuera de fonctionner avec le même personnel.

## Congrès

## Made in France

Les trois villes de Cannes, Nice et Monte-Carlo ont présenté, mercredi 29 septembre, à la presse une nouvelle association, l'INTCOM (International Convention Organisers Meeting), dont le but est

de promouvoir les congrès français sur le marché national et international.

La France, qui actuellement reçoit environ trente-quatre mille réunions nationales et quatre mille congrès internationaux par an, peut accroître le volume de ses affaires dans un marché mondial évalué actuellement à quelque deux cents millions de congressistes par an. L'INTCOM organise les divers congrès de chaque année dans chacune des villes à tour de rôle pour confronter les responsables de l'accueil avec les organisateurs de congrès. Le premier congrès de l'INTCOM se tiendra à Cannes en octobre 1973.

## Randonnées

## LA FRANCE DES SENTIERS

APRÈS l'Année du tourisme pédestre en 1972, le Comité national des sentiers de grande randonnée a décidé de faire de 1977, à l'occasion de son trentième anniversaire, l'Année des sentiers. Avril en marquera l'ouverture avec la présentation d'un film de long métrage en couleurs de Jacques Brunet, la France des sentiers, la diffusion d'une série d'affiches et de documents d'information, l'organisation d'expositions et de conférences dans tout le pays.

L'opération la plus spectaculaire sera le Tour de France des sentiers, dont le premier bivouac se situera au camping du Touring-Club de France au bois de Boulogne. Ce tour (sans caractère de compétition) revêtira une valeur symbolique en prouvant que l'on peut parcourir la France en tous sens hors des routes et du goudron, l'étape parisienne exceptée !

D'avril à octobre, durant deux cents jours et sur 4 000 kilomètres, des équipes se relayeront, chacune affectant quinze jours de randonnée. Elles seront formées, soit par les délégations régionales du C.N.S.G.R., soit par des associations nationales (T.C.F., Club-Alpin français, Camping-Club de France, auberges de jeunesse, scouts, etc.). Chaque relais sera le signal de manifestations régionales telles que rallyes, concentrations pédestres, festivités. Les organisateurs espèrent même que des journalistes voudront bien accompagner les randonneurs pour une durée plus ou moins longue.

L'arrivée de l'ultime équipe aura lieu à Versailles lors des assises nationales de la randonnée pédestre qui se tiendront les 21 et 22 octobre 1977. Son thème : « Les sentiers, l'homme et la nature » ; son objectif : mettre en valeur les divers intérêts des sentiers, sans se limiter à la seule promenade. S'ils ne revêtent plus l'importance économique de jadis, les sentiers gardent pour le C.N.S.G.R. « une valeur humaine et sociale de premier

plan », comme témoin du passé, comme moyen de connaissance de la nature et du monde rural, comme moyen d'animation du monde rural, comme moyen de pratique du sport pour tous.

Le C.N.S.G.R. peut s'enorgueillir du balisage de plus de 15 000 kilomètres de sentiers de grande randonnée, effectués par des bénévoles avec un appui matériel souvent restreint de la part des pouvoirs publics. A cette action, il faut ajouter celle menée par des associations locales pour le balisage d'autres milliers de kilomètres de sentiers dits de petite randonnée, pour les promenades d'une journée ou moins.

## Menaces

Face à ce bilan apparemment favorable, de lourdes menaces pèsent sur l'avenir des sentiers, dont plusieurs milliers de kilomètres disparaissent chaque année. Que ce soit par l'abandon pur et simple (avec le tracteur, le cultivateur n'utilise plus le sentier), les opérations de remembrement, le goudronnage systématique des chemins et sentiers, ou encore par la création de téléphériques, la privatisation des chemins ruraux.

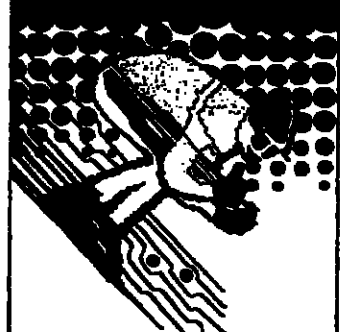
Aussi le C.N.S.G.R. réclame-t-il : l'abrogation de l'ordonnance du 7 janvier 1959 autorisant les maires à vendre les chemins sur simple décision du conseil municipal ; l'inscription au P.A.R. (Plan d'aménagement rural) et au P.O.S. (Plan d'occupation des sols) des sentiers et chemins ; la protection par la loi des sentiers et des chemins ; le droit pour les associations de marche d'agir en justice en qualité de représentants des usagers, comme cela a été accordé aux associations de consommateurs par la loi Royer.

La bataille pour la marche ne fait que commencer.

MICHEL DELORE.

\* C.N.S.G.R., 82, rue de Clugnan-court, 75003 Paris. Cedex 13 - Tél. : 233-56-73.

## SHUSS la neige est à vous!



## ALPES L'ALPE D'HUEZ

960<sup>F</sup> 1 semaine

week-end 280<sup>F</sup>

PYRENEES CAUTERETS

710<sup>F</sup> 1 semaine

AUTRICHE LANDECK-ZAMS

690<sup>F</sup> 1 semaine

SKI DE FOND/ALPES ST VERAN

780<sup>F</sup> 1 semaine



Cavaliers, jouez au tennis.  
Joueurs de tennis, essayez-vous au golf.  
Golfeurs, tirez à l'arc.  
Tireurs à l'arc, faites de la marche.  
Marcheurs, devenez cavaliers.

Où alors, reposez-vous. Si vous en avez le temps du moins. Car tout paraît si simple que vous avez envie de tout essayer. C'est d'ailleurs le moment où jamais. Honnêtement, combien de fois vous êtes-vous promis pendant l'année de reprendre le tennis ou faire deux heures de piscine par semaine ? Au Club, à Pompadour, au moins, c'est facile. Il suffit de s'en remettre

aux moniteurs et à leurs conseils éclairés. Vous découvrirez, peut-être, que le tir à l'arc n'est pas si difficile et qu'il n'est pas besoin de commencer l'équitation à cinq ans pour faire un bon cavalier.

90 Champs-Élysées Paris 8<sup>e</sup> - Place de la Bourse 75003 Paris  
Cedex 02 - Téléphone : 266.52.52 ou Agence Havas-Voyages de votre ville.

Pompadour.  
Club Méditerranée.

## Brocante



## Pour l'amour de l'astrolabe

Il est difficile de connaître les raisons déterminantes d'une mode nouvelle dans le vêtement ou la coiffure, il est encore plus malaisé de définir les causes de l'engouement soudain des chapeaux pour telle ou telle catégorie d'objets. On ne peut que constater le phénomène, qui procure régulièrement aux brocanteurs l'occasion de tirer de leurs réserves des objets longtemps boudés par les amateurs. La demande augmentant, les prix grimpent et, du jour au lendemain, une pièce qui ne trouvait pas preneur à 100 F sera peut-être enlevée à 1 000 F.

Depuis quelques années, les instruments scientifiques du passé semblent dotés d'une séduction nouvelle. Certes, il existe des collectionneurs fameux ou inconnus, qui s'appliquent à rassembler des sabliers Renaissance, des clepsydres, des cadrans solaires ou des sextants. Plus connaisseurs, ils n'achètent pas n'importe quoi et recherchent les pièces rares. Les amateurs récemment venus à l'instrument scientifique sont moins exigeants. Découvrant la beauté des outils des savants d'autrefois, ils attachent parfois plus d'importance à un globe terrestre sur son trépied, offrant à leurs rêveries dominicales ses océans pâles et ses continents aux contours flous, qu'à un anneau astronomique de cuivre minutieusement gravé. Cependant, ce dernier instrument a plus de valeur que le premier, qui a inspiré, comme le cadran solaire, de nombreux faussaires.

Ces instruments, qu'ils soient faits de bronze, de cuivre, de laiton doré, d'ivoire ou d'os, qu'ils servent à mesurer le temps ou l'éloignement de Vénus, qu'ils

permettent de compter les anneaux de Saturne ou les pattes d'un puceron, ont tous un charme magique. La science moderne les a depuis longtemps reniés, rejetant avec eux les approximations poétiques et les concepts aléatoires. Ils se vengent en passant du sablier et du mathématicien au rayon des objets d'art. Désuets, dépassés, inutiles, ils proviennent tout de même d'une perfection artisanale et le goût raffiné du bel objet.

L'astrolabe, le plus ancien des instruments astronomiques, permettant de mesurer la hauteur des astres, de déterminer l'heure aussi bien que la latitude d'un lieu, était autrefois la règle à calcul de l'astronome. Disques de cuivre ou de laiton portant une gravure complexe sous un treillis pivotant qui n'est que la projection stéréographique du ciel, les astrolabes, parfois enrichis d'un pivot de turquoise ou d'une suspension sculptée, apparaissent comme des objets d'une inimitable harmonie de proportions. L'un d'entre eux, datant de 1480, a été vendu en 1975 à un amateur suisse pour 95 000 francs. Pièces rarissimes — il n'en existait que mille cinq cents dans le monde — on a peu de chances de trouver de tels objets chez un brocanteur ignorant.

## Rêves interstellaires

Si les sphères armillaires, ensembles de cercles concentriques représentant l'univers tel qu'on le concevait, soumis à des lois mécaniques depuis précises, sont aussi des objets rares, restent plus accessibles les compas, les octants, les sextants, les théodolites, les rapporteurs d'angles, les cadrans solaires de toutes tailles et de toutes formes, les arbalétrilles (ou bâtons de Jacob), les graphomètres, les cercles d'arpentage, les calendriers perpétuels, les loupes à pied, les lunettes, les lunettes astronomiques et télescopes. Ce dernier instrument, véritable véhicule des rêves interstellaires de l'homme, n'est pas si répandu qu'on le croit. Bien qu'un télescope grégorien, en laiton doré, du dix-septième siècle ait atteint, en novembre 1975, à l'hôtel Drouot, le prix de 10 000 francs, on peut en trouver

de plus modestes et de moins chers. S'il faut compter de 3 000 à 12 000 francs pour un graphomètre, de 1 000 à 7 000 francs pour un cadran solaire en argent, de 3 000 à 10 000 francs pour un cadran diptique en laiton et de 1 000 à 4 000 francs pour un calendrier perpétuel en bronze ou en argent, bon nombre d'antiquaires détiennent des instruments du dix-neuvième siècle, moins onéreux et tout aussi précieux. Ces derniers, sans avoir le charme des pièces orientales datant d'une époque où l'on n'était pas très sûr que la Terre soit ronde, constituent cependant de beaux objets construits dans de nobles matériaux. Il existe de nombreux spécialistes, à Paris (\*) et en province, sans avoir le temps de recommander à ceux qui veulent pénétrer le domaine des sphères armillaires, astrolabes et autres sextants, la lecture d'un ouvrage d'Hélène Demoriane publié par Hachette-Littérature sous le titre *Art de reconnaître les instruments scientifiques du temps passé*.

ELVIRE VALOIS.

(\*) Roux-Dévillès, 12, rue Bonaparte; Hébert, 23, rue de Beaune; Cristofari, 87, avenue Paul-Doumer; Nicolas Kramer, Village Suisse, 73, avenue de Suffren (stand 18); Alain Brieux, 48, rue Jacob; Gilbert Sue, 30, rue des Saints-Pères.

Des magasins ouverts le dimanche. — Deux grands magasins new-yorkais, Macy's et Gimbel, ouvriront leurs portes au public le dimanche à partir de midi. Déjà, une chaîne qui possède dix-huit succursales en banlieue, les Korvettes, a récemment pris une telle initiative, rendue possible par l'abolition de certaines dispositions des « blue laws », qui interdisaient notamment l'ouverture des magasins le dimanche. Des expériences faites en Californie depuis plusieurs années montrent que c'est pourtant le jour le plus rentable. — (A.F.P.)

GRANDE  
FOIRE  
D'AUTOMNE  
à la  
BROCANTE  
ET AUX JAMBONS  
de  
CHATOU  
du 1<sup>er</sup> au 10 OCTOBRE

PARIS-LA VILLETTE - Porte de Pantin - Tous les jours de 9 h. à 19 h. 30  
**FOIRE à la FERRAILLE et aux JAMBONS**  
du 1<sup>er</sup> au 10 OCTOBRE - 1.200 stands sur 40.000 m<sup>2</sup> - Entrée 4 F  
Organisation SONECT - Sous le patronage de l'ANABF - Métro Porte de Pantin - Parking illimité

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA	AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES	GRANDS BOULEVARDS	MONTFARNASSE	PLACE SAINT-CHARLES	SAINT-GEORGES
LA BONNE TABLE, 42, rue Priant, 536-74-81. Douce spée. poissons. Parking. P. sam. dim.	N° 102 COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage. FLORA DANICA, sur jardin fleur et ombragé. 82-7 20-41 Spée. dan. et Scand. Assiette hors d'œuvre Danols Festival du Saumon.	FLO, 63, 1 <sup>er</sup> St-Denis, 770-12-58. P. dim. Jue. 2 h. mat. Pote gras. 10 F.	CHEZ BANSI, 3, place du 18-Juin, 548-96-42. Gds brasserie alsacienne.	LA MASCADE, 45, r. Barriart, 15-577-66-83. Cadre 1925. Menu 62 F. l.o.	Rue Saint-Georges N° 35 TV COZ, 878-42-95. Tous les poissons.
CHEZ ALBERTO, grande cuisine italienne. 241, d'Alger, menu 31 F. Carte, 24, r. Bézout, 14-357-53-55.	CHECHÉ-MIDI TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (6 <sup>e</sup> ), 222-51-07. Menu spécial Torro 35 F. Fermé lundi.	LA COTRIADE, 5, rue de la Lune, 223-57-06. P. sam. et dim. P. 22 h. 30. 15 tables. On sert jusqu'à 22 h. 30.	ALISA, 51, r. de la Salette, 548-07-22. T. un concours. Pastilla. N° 9 bis ATOSSE, 550, 55-63. Méchoui rôti charbon de bois dans la salle.	PORT DE BAGNOLET L'ŒUF ET LA POULE - NOVOTEL Port de Bagnolet, 558-90-10. 20 restaurants d'œufs, spécialités au pot et volailles fermières. 50 F. vin, café et service compris.	Rue Notre-Dame-de-Lorette N° 44, CHEZ MAURICE, 874-44-88. T.J. Menu 36 F. vin et serv. comp. + carte.
ANVERS RELAIS NORMAND, 32 bis, rue d'Orsel, 806-92-57. Spéc. Normandes. Menu: 28 F. S.C. P. dim. soir/lundi.	CLICHY-BLANCHE LA CLOCHE D'OR, 8, rue Mansart, 874-48-38. Déj. din. soup. touq. 4 h.	LES HALLES A LA GRILLE, 50, r. Montorgueil, 220-24-44. Pute ou tour et ses vins. CAVEAU P.-VILLON, 4, r. Arbre-Sec, 238-10-92. On sert jusqu'à 9 h. 30.	NATION LE SOUQUET DU TRONE, 2, av. Trône, 243-25-19. Déj. d'aff. Diners.	PORT DE VERSAILLES LE MONTEQUIEU, 38, rue de Valenciennes, 829-47-48. Spécial. crustacés.	SAINT-MARCEL NAVY CLUB, 68, bd de l'Hôpital, 535-91-04. Buis. Coquilles. Spécialités. 19 h. à l'heure. Fermé lundi et fêtes.
AVRON RIBATEJO, 5, rue Planchat, 20-07. mar. 370-41-03. Diners Spect. Guit.	ÉCOLE MILITAIRE CARTIER GRILL, 73, avenue Suffren, 734-90-38. Spécialités de poissons. Décor marin unique à Paris.	MAILLON LA POULX, 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ), P. dim. 22-77-65. Alex. sur fourneaux.	NOTRE-DAME FORT ST-BERNARD, 1, qu. Tournelles, 236-27-23. Ouis. Pât. Ouv. d.	REPUBLIQUE LE ROCK LOBBY, 27, bd. de la République, 208-17-28. Spécial. lorraines.	SAINT-MICHEL LA COCHONNALE, 21, rue de la Harpe, 633-86-81. Soc. assiette. 13 F.
BASTILLE LE MALOUF, 9, rue de la Bastille, 272-35-46. Ttes spés. tradition. T.J. Méchoui 21. concours 14. brochet 18 dans cadre élégant et confortable.	ÉTOILE LE NAPOLEON, G. P. Baumann, organise sa choucroute au poisson ainsi que ses spés. de la Mer T.J. 227-99-30. 38, avenue de Friedland.	MABILLON MAUBERT-MUTUALITÉ MAHARAJAH, 72, bd. St-Germain, 6-033-26-07. Sp. Ind. Men. 35 F.	OPÉRA DRUGSTORE OPÉRA, 4, bd. Capécienne, 015-05-30. 6 restaurants, 20 boutiques. De 9 h. à 2 h. du mat.	SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 222-23-62. Casson. 35 F. Cont. 35 F.	STRASBOURG-SAINT-DENIS MAURICE, 1, 78-Saint-Denis, 10-720-31-38. Depuis 45 ans sa bouillabaisse.
BONNE-NOUVELLE LE HONARD, 18, rue d'Estimoteville, 770-61-65. P. dim. 12 h.	FAUBOURG MONTMARTRE N° 1 LE SIMPLON, T.J. 194-01-10. Spéc. italiennes et d'œufs frais. N° 12 AUBERGE DE RIQUERHOF, 770-69-38. Déjeuners. Diners. Soup.	MARAIS GRILLE DU MARAIS, 13, r. Turenne, 272-02-49. Ouis. 18 <sup>e</sup> . Fermé dim.	OPÉRA LE FAILLARD, 38, bd. des Filles-du-Calvaire, 824-40-61. T.J. Spéc. d'œufs et coles.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS GUY, 8, rue Mabillon, 078-61-81. Spécial. Pâtisseries - Chaussons - Bûches. De 20 h. à 2 h. du matin.	VAUGIRARD TV COZ, 33, r. Vaugirard-15, 828-45-88. Cuis. Bretonne et coquillages.
BUTTE MONTMARTRE BEAUVILLIERS, 52, r. Lamarche, 254-15-30. Cadre personnel. Spécial. crèmes et retrouvées.	GARE DE L'EST ARMES DE CULMAR, 13, r. S.-Maur, 1945-209-94-50. Spécial. alsacienne.	MONTMARTRE - PIGALLE AUX DU CLOU, 30, av. Truineau, 878-28-48. Bœuf chaudié de Curé.	PALAIS-ROYAL OSABA 103, r. St-Honoré, 288-88-01. Spécialité japonaise. Jusqu'à 22 h.	VILLIERS EL PICADOR, 80, bd. Batignolles, 387-58-07. P. marci. soir. Mer., banq. Jusqu'à 100 couv. Pâtis. serv. table.	
CHAMPS-ÉLYSÉES LES GRANDS HOTELS HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 363-33-01. Sa formule au bar 29 F. boisson et service comp. Restaur. 47 F. + carte.	GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 443-14-88. Spéc. P. dim. DÉLICÉES DE CHINE, 44, r. Châteaub., T.J. 307-83-16. Pâtis. - chinois aux fourneaux.		PANTHÉON LE TROIN ET DHEIN, 19, r. Laplace, 032-73-73. P. dim. 10 h. 30. apr. 10 h.	Environs de Paris HALLES DE RUNGIS ALBAN DUPONT, 726-83-72. P. dim. Spéc. spécialités viandes et poissons. GRAND PAVILLON, 888-98-84. Pote crust. fruits mer. Ouv. 1-11. P. dim.	
RESTAURANTS Rue Pierre-Charron N° 56 JOSEPH, 358-93-25. Cuisine française traditionnelle.	GARE DU NORD TERMINUS NORD, 23, r. Drouot, 234-42-72. Spécial. alsacienne.		PLACE PÉREIRE N° 9 DENSIKIER, cuisine orientale. Jusqu'à 12 h. du matin. 784-74-14. T.J. Pâtis. Grillades, etc. spés.	BARBIZON AU GRAND VENEUR, 055-40-44. Spéc. Bœuf au feu de bois. Sa cave.	

150

CLIN D'ŒIL  
RETOUR AU TROC

PARMI tous les dangers qui menacent notre société, il en est un que ni les hommes politiques, ni les économistes, ni les sociologues ne semblent apprécier à sa juste valeur : le retour au troc.

Que la méthode des échanges individuels ou collective se développe, que les hommes parviennent demain — ou après-demain — à se passer de l'intermédiaire anonyme du papier-monnaie pour se procurer les choses nécessaires à leur vie, que le plombier se fasse payer en pommes de terre par l'apôtre, que le médecin touche ses honoraires du libraire sous forme d'éditions nouvelles, que le mécanicien accepte un guidon pour le dépannage de l'automobile de l'ébéniste, que les ouvriers soient loués en produits de la terre par les agriculteurs, que les fabricants des tracteurs... et les lesseuses, et ce sera la fin des banques, l'engourdissement de la planche à billets, la mise au chômage du ministre des finances et des fonctionnaires du fisc. Le jour improbable où l'on parviendra à cette situation démentielle, le vau-lu d'or, reconnu enfin impropre à la consommation, sera fondue et transformé en quenottes pour les dentistes. Les billets, dollars, marks, francs, livres sterling, seront réduits au rôle du papier peint et les espèces métalliques deviendront rails de chemin de fer ou fil à couper le beurre.

Dans le même temps on verra enfin s'établir cette justice sociale, que tant de gens appellent de leurs vœux hypocrites, tout en la maintenant à bonne distance de leurs privilèges. Dans une société de troc, celui qui n'aura ni compétence, ni produit du travail de son cerveau ou de ses mains à échanger contre les fruits du labeur des autres ne pourra subsister. Les parasites, enfin identifiés, disparaîtront d'eux-mêmes.

A ceux qui ne verraient dans cet exposé prospectif que vision lumineuse de chroniqueur retour de vacances, il faut expliquer que la dernière Foire du troc, qui s'est tenue à La Délouze les 18 et 19 septembre, a réuni plus de six cents troqueurs chevronnés et attiré une foule considérable de troqueurs en puissance. Entre les tours, parallèles de verre fumé ou de béton alvéolaire tristement voués à la ligne droite et à l'angle aigu, le marché qui se tenait sur des tables — comme tout marché honnête — aurait peut-être rappelé à Marco Polo ceux de Kich, de Zhar et d'Ormuz, où l'on échangeait des perles contre des chevaux, de l'indigo contre des rubis, du safran contre du bois de santal.

Les produits et objets troqués à La Délouze étaient moins exotiques et moins précieux, mais leur banalité même a démontré que le troc est à vocation universelle, l'homme qui a envie ou besoin de quelque chose étant toujours prêt à se défaire de ce qui ne lui est plus indispensable. Jeunes hommes et jeunes femmes, gais et pleins de simplicité, constituaient la majorité des troqueurs et offraient, entre autres, un magnétophone contre un pneu de moto; un jean, usé à la trame contre un poncho pré-incalque, contre une douzaine de 78 tours du temps d'Armstrong, une lampe à souder contre une pendule (sans aiguilles, mais ornée d'un Napoléon de faux bronze), une raquette de tennis volée contre une couronne de fleurs d'orange sous globe. Une petite fille de sept ou huit ans, ayant été perdue l'été dernier, tentait d'échanger une poupée chère contre des cartes postales; une dame amérindienne se défit d'un éventail point à la main pour un masque à gaz de la dernière guerre; un monsieur intimidé et confus céda une sainte Thérèse de Lisieux, supposée mais au nez ébréché, contre une collection de Play-Boy, un garçon barbu obtint contre un lave-vaisselle dénué de certificats de bonnes mœurs un igne empaillé avec en prime un tee-shirt à l'effigie de Michel Delpech. Une demoiselle recherchant, à l'approche de l'hiver, des chemises de nuit en plissé, proposait les sports-jarretelles de sa maman et les mini-lupes de sa sœur aînée. Un chrono, généreusement estampillé par des générations de mouches, et représentant l'Angelus de Millet, fut échangé après un long débat contre un tourne-broche rouillé.

Car les transactions de troc sont autrement subtiles et hésitantes que celles du commerce ordinaire. Quand il y a d'un côté de l'argent et de l'autre un objet, on sait à quel point dans le troc, le prix n'existe pas. Chaque échange est fonction de données mystérieuses et secrètes propres aux individus en présence. Entre eux, la notion de valeur marchande n'a pas cours. Les objets ne s'évaluent pas en fonction des coûts économiques, mais suivant des critères étrangers aux statistiques : la nécessité, la convoitise, le coup de foudre, l'inspiration du moment.

Or une étoile de vision sérieusement dépliée soit troquée contre un masticateur, une paire de platelets Louis XV contre une cloche à fromage, une perle contre un portrait de Charlotte Corday, c'est de quoi surprendre, alors que ces échanges apparemment contre nature démontrent au contraire l'implacable logique de la loi de l'offre et de la demande.

Croyez-moi : le troc, c'est un truc qui donne le trac à ceux qui l'ont la trique... et le flic!

MAURICE DENUZIERE.

## GOUTÉ

Aux  
pommes!

Il n'y a plus guère sur le marché à La Golden Delicious, clone de pommier obtenu en Virginie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle a triomphé de nos merveilleuses pommes françaises, de la réputation du Mans à la Calville en passant par la Canada et la Cluchard.

Pourquoi? Parce que, par sa souplesse d'adaptation, sa productivité, sa régularité de rendement, sa facilité de conservation en atmosphère contrôlée, les producteurs — parliens! — la préfèrent. Sans compter que les excès de fumure azotée, d'irrigation quelconque et la récolte trop précoce ont trop tardivement fait des Golden les pommes Golden les plus souvent des pommes immangeables. Et l'on s'étonne que le consommateur s'en lasse! C'est fort joli de nous faire payer un impôt supplémentaire pour les cultivateurs victimes de la sécheresse, mais qui songera à indemniser les citadins et consommateurs victimes des cultivateurs mercantiles?

On trouve sur les marchés des pommes en toutes saisons. C'est notre faute de consommateur. Si nous ne les achetons pas, les producteurs devraient renoncer à l'emploi à grande échelle des procédés falsificateurs de conservation. Je parlais la semaine dernière du sens du mot « fraise ». Ne pourrait-on pas dire que des pommes conservées plusieurs mois ne sont plus fraîches? Et réserver le mot fraise à des fruits cueillis au plus de quelques jours?

D'une longue et complète étude du Laboratoire d'analyse coopératif sur le sujet, il ressort que sur cent échantillons étudiés, quarante-huit avaient été traités par des fongicides. Cela est certes autorisé. Mais aucune étiquette ne l'indiquait, ce qui est inadmissible : le consommateur ayant le droit de savoir ce qu'il mange en plus de la pomme. Ce bémol, par exemple, dont la loi autorise jusqu'à 6 milligrammes au kilo, alors que la législation allemande n'en tolère qu'un milligramme, la Suisse 3 milligrammes!

Avouez que moi qui en saison mange mes trois pommes par jour je puisse être inquiet! — L.R.

Hubert, le fromager de la rue Vignon, le restaurateur de la place du Marché-Saint-Honoré, est un oiseau voyageur. Pour la fin de l'été et l'automne, il s'est installé au Château de Pradon (route de Genève à Nanterre, tél. 85). Il y milonne ses plats merveilleux. En somme, Nanterre est, grâce à Hubert, un petit Paris-fromager-gourmand! (Menu 60 F nets et carte.)





## Plaisirs de la table

## LE TEMPS DU GIBIER

« La cuisine appartient à la civilisation », dit un personnage du dernier roman de M. Henry Bonnier, *Une journée dans la vie d'Henri* (Albin Michel). Cet aubergiste aux aphorismes dignes de Grimaud dit aussi et justement : « Pour la faim, il y a les grosses soupes, les potées. Moi, je ne soigne que les appétits ! » Et il distingue, dans l'appétit, trois degrés, le troisième survenant au moment où la sagesse pousse à quitter la table et parvenant à réunir « tous les plaisirs que la gourmandise sait provoquer quand elle a réussi à surmonter la satiété ».

« Ce troisième appétit, conclut-il, est celui du gibier. »

Ah ! l'admirable livre, où l'on s'émouvait devant un lièvre à la royale, où l'on détaillait devant « la sauce aux couleurs de feuilles mortes, fauve, avec des frémissements de moire, et onctueuse, et qui nappe de cent douceurs les

morceaux ! » Une sauce ayant des odeurs sauvages, âpres et sucrées à la fois, comme « ces courses folles au bout desquelles on sait rencontrer la mort ».

Nous voici au temps du gibier, et seuls les amateurs passionnés comprendront goûteront — la mot est « en situation », — la beauté de ces lignes et partageront avec l'auteur le repas à l'Auberge de Mirabeau ! A dire vrai, je ne suis pas de ces fanatiques. Le premier poulard de l'année, avec quelques grains de raisin dans le jus comme je m'en régale à l'Auberge des Templiers. Puis, comme on ne saurait dîner ici sans coucher, le lendemain, pour déjeuner à la fourchette, un halibut farci froid sur le coup de 9 heures, avant de reprendre la route. Cela suffit à mon bonheur.

Je viens de publier une gigue d'essai en songeant à cette description de Zola (dans Paris) : « Le vieux bordelais luisait comme

un sang vermeil dans le fin cristal des verres, en flet de chevrouil aux truffes venant de mêler son jus au peu d'huile au parfum moiré des roses. » Je trouve que c'est gâcher la truffe, en la circonstance. Mais je sais des amateurs qui n'hésitent point à faire les 700 kilomètres aller-retour de Saint-Germain-le-Puy pour le lièvre à la royale du cher Sarrasat. Et Jacques Aletti me répète encore que sa meilleure bécasse fut, il y a un lustre, trouvée par Mario, chez Lucas-Cartou ! De même des cuisiniers sont comme exaltés par le gibier.

Tel Louis Delrieu, à présent au Clos-de-Mirabeau, où au fil des jours on peut trouver, sur la carte, plusieurs et vaporeux colons de Virginie (qu'il estime de chair agréable), sanglier, perdreaux et faisans, râble de lièvre poivré aux deux purées, céleri et châtagnes.

Je ne rate point non plus mon grousse annuel. Parce que j'aime

que la Sologne soit, rue de Bellechasse, la maison d'Alline Perdrix. Et parce qu'aussi elle a, pour le grousse écossais, une recette savoureuse autant qu'intelligente : l'oieau est accompagné de foie de volaille et de chipolatas réalisant, avec sa chair de goût particulier, une belle harmonie.

Mais où irai-je chercher un lièvre à la royale ? Et la recette est-elle périgourdine ou du Poitou ? J'en sais une de Ribérac, mais, dans Le Temps du 28 novembre 1898, le sénateur de la Vienne, M. Cousteaux, réclamait pour son terroir ledit lièvre, dont il donnait une recette en quatre opérations particulièrement alléchantes. Et peut-être irréalisable de nos jours, au restaurant du moins !

Pour ses quatre-vingts ans, Colette avait demandé à Raymond Oliver un lièvre à la royale, précisant : « Et surtout n'oubliez pas les vingt gousse d'ail et les qua-

rante échalotes du « papa » Cousteaux ! » C'est ce même lièvre que va présenter Raymond à l'Assiette au Beurre (devenue Le Grand Phoenix), ouvert aux dîneurs et tard le soir. Et l'on s'y régale aussi d'un perdreau aux figues sensationnel. A noter que ce perdreau aux figues figure à la carte de la Côte d'Or, de Saulieu, et cela est bien. Le jeune Bernard Lohseu a simplement tort de laisser écrire qu'il s'agit d'une création. Oliver en a lancé la recette depuis longtemps.

Une des rares cartes de Paris uniquement de gibier, c'est celle de Denis, Carte « sublime » pour un amateur de gibier, où le canard sauvage est grillé, aux échalotes, en salmis, aux olives, aux navets, aux choux, sauce céleri, sauce Denis, au porto, au gingembre ou à l'orange. A noter

encore les ortolans sur lit de pommes sarladaises (qui, je crois bien, sont aux truffes, ce qui est extrapolation de chef !), les caillots (fraîches ! à quand une législation obligeant les restaurateurs à indiquer celles d'élevage ?), les grives, la bécasse au beurre de son suc à la bordelaise, etc.

Je le répète, je ne suis pas un « fan » du gibier, mais devant de telles perspectives le gourmand reste réveillé. Et rejoint l'ami Bonnier au déjeuner de l'Auberge de Mirabeau : il retrouve son troisième appétit !

## LA REYNIÈRE.

\* Clos-de-Mirabeau, 23 bis, rue des Plantes, 75014 Paris. Tél. 330-31-31.  
\* Sologne, 8, rue de Bellechasse, 75007 Paris. Tél. 735-93-00.  
\* Le Grand Phoenix, 11, rue Saint-Benoît, 75006 Paris. Tél. 330-37-31.  
\* Denis, 23, rue Pennequin, 75017 Paris. Tél. 632-41-62.

## Rive gauche

**LE PETIT ZINC**  
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE  
**LE FURSTENBERG**  
Auberges, Pommes de terre, légumes, salades, desserts, pâtisseries, crêpes, gaufres, etc.  
**Le Miroir**  
Huitres, Coquilles, Crevettes

**SON BANC D'HUITRES**  
63, rue de St-Denis - 770-13-33 (St. Dim.)

**Produits SCHMID**  
« La Choucroutière »  
3, bd de Denain - 75010 Paris  
Tél. : 978-03-44  
Charcuterie - Pâtisserie  
Restauration rapide - Spécialités d'Alsace-Lorraine et de Suisse.

## Rive droite

**Dessirier**  
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR  
9, place Fereire, Paris 17<sup>e</sup> - 734-74-14

**BARCELONA**  
9, rue Geoffroy-Marie (St.) - 434-47-88  
Tous les jours DINERS-SOUPERS, SPECTACLE  
Ses Spécialités - Son Ambiance  
GUITARES et FLAMENCO

**LE LOUIS XV**  
8, Boulevard Saint-Denis (10<sup>e</sup>)  
NOUVEAU : SOUPERS  
Huitres - Fruits de Mer  
Réservation : 200 F. 50 à 200 F. 90  
FEMME LIBRE ET MARI

## Gourmands d'Aquitaine

Trois jours de « rencontres gourmandes » à Bordeaux, les 21, 22 et 23 octobre, avec un dîner des compagnons d'Aquitaine, un dîner des « mouque-taires » d'André Deguin pour la cuisine gasconne et un dîner d'hommage à René Lasserre, de cuisine basco-béarnaise, par les Laporte, de Biarritz.

Une semaine de « gales » pour le Salon des arts ménagers de Genève (du 27 octobre au 7 novembre), avec des dîners notamment de cuisine belge (la Villa lorraine, de Bruxelles), puis de « Paris canaille » par Jacques Manière, « Tradition et Nouveauté » par Alain Chapel, le « Table des Mousquetaires » par André Deguin (toujours lui), et enfin, l'été félicite les organisateurs, un dîner des « Femmes aux fourneaux » en hommage à l'A.R.C. (association des restauratrices-cuisinières), que je suis fier d'avoir été patronnée.

Ce dîner des « dames de l'A.R.C. », le mercredi 3 novem-

bre, marquera, j'en suis sûr, le début d'une série d'hommages à la vraie cuisine, celle des femmes. Voici le menu remarquable de simplicité, de subtilité savoureuse et d'imagination des participantes : tarte à l'oignon (recette d'Antoinette Carret de l'Auberge de la Tour, Paris), tourin aux poissons (recette de Micheline de l'Aquitaine, Paris), charcuteries de poissons (recette de Gisèle, de la Bonne Table, Clithy), lièvre à la Duchambais (recette de Simone, du Tourne Bride, Le Pin-au-Haras), salade aux peaux de canards (recette de Christiane, du Restaurant du Marché, Paris), far breton (recette de Jacqueline Libois, du Ty Coz, Paris), les trois sorbets (recette de Christiane, du Restaurant du Marché, Paris).

Un dîner « la Suisse gourmande » terminera cette semaine des arts ménagers de Genève.

L. R.

## MIETTES

● Dans son charmant livre Le bonheur est dans le pré, Pierre Bonte rapporte sa visite à un vigneron de Vermenton, M. Morin. L'important, dit cet homme de la vigne, « c'est d'avoir le vin bien placé dans un bon fût, bien sain, et de le boire, de pouvoir le déguster à la température voulue ». Sous-entendu : celle de la cave où il reçoit le chroniqueur de « Vive la vie ».

● A propos du café « à la chaussette » que je réclame dans les grandes maisons, un lecteur angevin me signale ce que l'on peut appeler « une chaussette industrielle ». C'est une poche de café moulu que l'on place dans le corps de la cafetière de terre. Poche en tissu laissent échapper un arôme délicieux. Il l'a trouvé à la Croix de guerre (rue Château-Gontier, tél. 88-66-56), vieil hôtel-restaurant angevin auquel Gault et Millau sont seuls à donner un bon point pour sa cuisine. Ils ont raison, semble-t-il.

● La chère Mme Guyard vient de céder son Auberge de la Terrasse de Carrières-sous-Bois (tél. 862-05-78). Ses successeurs gardent ses spécialités et en ajoutent d'autres à leur carte. Voilà un bon rendez-vous d'automne près de Paris.

## Des vins dignes d'un honnête homme

Henri Clos-Jouve  
« Coudre »  
Un vin blanc, avec une pointe de rosé, dégageant et équilibré.  
La Reynière, Le Monde

En direct de ses propriétés, JEAN MIALHE vous propose ses 3 Médoc :

**Château Verdignan 1973**  
grand bourgeois  
Haut-Médoc  
les 12 bouteilles  
180 F x □

**Château Coufran 1971**  
grand bourgeois  
Haut-Médoc  
les 12 bouteilles  
240 F x □

**Château Citran 1967**  
grand bourgeois  
exceptionnel  
la caisse bois  
les 12 bouteilles  
300 F x □

Total coque-embouteillage : 2 F x □

Paiement à la commande : 2 F x □

TOTAL (pdt T.T.C. France) : 2 F x □

Offre spéciale valable jusqu'au 31.12.1976 à envoyer à :

**M. JEAN MIALHE**  
24, cours de Verdun  
33000 Bordeaux  
Tél. (56) 52.25.85

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Grands Vins de Bordeaux

**Château Léoville Las-Cases**  
ST-JULIEN MEDOC  
GRAND CRU CLASSE EN 1855  
PREMIER NOMME  
En direct de la propriété Franco toute la France T.T.C. millésime 1973  
12 bout. 60 bout.  
336 F 1608 F  
Tartifs sur demande pour nos autres millésimes  
Ecrivez : CH. LÉOVILLE-LAS-CASES 33250 ST-JULIEN MEDOC  
NOUS LIVRONS AUSSI A L'ETRANGER

**Julien**  
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation 770 12 06  
T.L.S. jusqu'à 1 h. 30, fermé le dim.

**TERMINUS NORD**  
824.48.72  
SON BANC D'HUITRES  
23, rue de Dunkerque face Gare du Nord tous les jours

**LE CAVEAU**  
Le meilleur restaurant français dans France. Ouvert à partir de 19 h. Tél. : 8611/61 61 61. Deutechterra uter 25/36.

**Environ de Paris**  
Maison de Châteauneuf  
Vos établissements de direction  
Vos réunions de managers  
PONTAVER (FRANCE) 7710-TEL. 403-17

**Le Château de Cely** HOTEL  
SEMINAIRES - Réceptions - Cocktails  
Présentation de Collections  
Parc - Plage d'eau  
A 45 Kilomètres de PARIS - Autoroute A 6 - Réservation : 438-00-34

**J'ai acheté 1/4 de page dans le Monde**  
pour vous présenter mon vin dont je suis fier.

Le Château Potensac est dans ma famille depuis plus de 200 ans et nous sommes viticulteurs, de père en fils, depuis 1760... du vivant de Louis XV.

C'est un Médoc sincère et honnête, je vous le garantis.

La Reynière, le chroniqueur gastronomique du Monde, n'a-t-il pas écrit le 16 Août 1975 :  
"Mon émerveillement vint du Château Potensac... léger, fringant, avec un petit goût framboisé qui m'enchantait".

Ce vin, produit par mes vignes, que je vinifie et que j'élève moi-même, qui est mis en bouteille au Château, je vous le vends directement, sans intermédiaire :

Château Potensac récolte 1973  
192 Frs les 12 bouteilles  
888 Frs les 60 bouteilles  
rendu toute la France TTC.

Ecrivez-moi, voici mon adresse :  
Paul DELON  
Château Potensac, ORDONNAC 33340 LEPARRE-MEDOC  
JE LIVRE EGALEMENT A L'ETRANGER : CONSULTEZ-MOI

## Jeunes

### Les mercredis du mercurochrome

La saison d'hiver signifie généralement pour les enfants de longues journées passées à la maison, et, parfois, l'ennui, l'émersion et les « idées » qui aboutissent trop souvent à des accidents. Faute de loisirs organisés ou surveillés, ces enfants confinés entre quatre murs (même de jardin) sont amenés à imaginer eux-mêmes des moyens de se distraire. Pour peu qu'ils mettent la main sur des produits toxiques ou des appareils dangereux, et c'est l'accident : coupure, brûlure, intoxication, etc. Un enfant accidenté sur quatre est blessé chez lui, qu'il s'agisse d'un appartement ou d'une maison avec jardin.

L'INTOXICATION (ou empoisonnement) est de loin l'accident domestique le plus fréquent chez l'enfant, comme l'a rappelé aux Entretien de Bichet le docteur Jean-Pierre Chabrolle, chef de clinique-assistant à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. En 1972, quarante mille appels ont été reçus par les centres anti-poison français. Le plus souvent il s'agit de garçons âgés de un à trois ans (âge du « tout à la bouche »). Plus de

30 % des cas d'intoxication sont dus à l'ingestion de produits ménagers (essence, pétrole, white spirit, détergents, eau de Javel concentrée en beringot, déodorant de W.C.). Le docteur Chabrolle a souligné que l'ingestion d'une seule balle de naphthalène suffit à provoquer une intoxication grave chez un enfant de dix-huit mois.

La plupart des intoxications sont constatées dans les familles de milieu défavorisé. Mais le danger d'intoxication guette toutes les familles sans exception, car les enfants déploient des trésors d'imagination pour inventer les bas de placard et les armoires à pharmacie qui ne sont pas fermées à clé. En ce domaine, la prévention consiste à ne rien laisser de dangereux à la portée des enfants et à ne pas les laisser sans surveillance.

#### Le drame des petits brûlés

C'est l'épidémie silencieuse que constitue la prolifération des cas de brûlure, un fléau à double titre : d'une part en raison des traumatismes physiques qu'entraîne la brûlure, et d'autre

part à cause de son impact sur la psychologie de l'enfant.

La moitié des décès d'enfants par brûlure sont le fait de liquides bouillants (eau du bain, casserole de lait renversée, etc.). Les trois lieux « privilégiés » de brûlure à la maison sont d'abord la cuisine, où dépassent les manches des casseroles et attendent les bassines d'eau de vaisselle; la salle de bains ensuite; l'eau distribuée par les appareils de chauffage atteint souvent 80 degrés, ce qui est bien suffisant pour ébouillanter le bébé trempé par son grand frère ou le garçon de huit ou dix ans qui veut prendre sa douche « tout seul »; la salle à manger, enfin, attention notamment à la soupère qu'on renverse ou au poëlon de fondue bourguignonne rempli d'huile bouillante.

Avec l'avènement de l'électroménager, les brûlures par l'électricité se multiplient. A cet égard, le docteur Estève, chirurgien à l'hôpital Trousseau, souligne le danger accru du 220 volts par rapport à l'ancien 110 volts. Les cas d'électrocution (le courant passe au travers de la cage thoracique et entraîne un arrêt du cœur) sont rares chez l'enfant; en revanche, les brûlures par effet Joule (coagulation des tissus) se produisent fréquemment à la bouche et aux mains, lorsque le jeune garçon saisi un fil dénudé. L'effet de surprise est tel que, privé de réacteur, l'enfant est souvent profondément brûlé, parfois jusqu'à l'os.

Le pire, cependant, n'est pas toujours la brûlure elle-même. Ainsi que l'a expliqué Mme de Carmon, psychologue du service de chirurgie infantile de l'hôpital Trousseau, l'enfant brûlé reste profondément marqué par son accident et son passage à l'hôpital, où les séances de pansement l'ont fait atrocement souffrir. Il se met à faire des cauchemars, refuse de manger ou de voir certaines personnes, et recommence à sauter son lit. A l'école, les autres enfants ne veulent plus lui donner la main pour faire la ronde; ils lui reprochent la laideur de ses cicatrices et l'excluent pratiquement de leurs jeux. Le petit brûlé risque alors de devenir jaloux et agressif, marqué à vie pour une casseroles dont le manche a tourné ou une boîte d'allumettes laissée à sa portée. — R. C.

## Jeux

### ÉCHECS N° 677

#### L'ESPRIT D'UNE VARIANTE

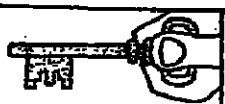
Sixième tournoi de Montilla-Moriles, septembre 1976

Blancs : R. BYRNE (U.S.A.)  
Noirs : R. CALVO (Espagne)  
Défense sicilienne.

1. e4 c5 2. f3 d6 3. d4 e6 4. Dxd4 exd4 5. f4 f5 6. g3 g6 7. f5 g7 8. f6 g8 9. f7 g9 10. f8 g10 11. f9 g11 12. f10 g12 13. f11 g13 14. f12 g14 15. f13 g15 16. f14 g16 17. f15 g17 18. f16 g18 19. f17 g19 20. f18 g20 21. f19 g21 22. f20 g22 23. f21 g23 24. f22 g24 25. f23 g25 26. f24 g26 27. f25 g27 28. f26 g28 29. f27 g29 30. f28 g30 31. f29 g31 32. f30 g32 33. f31 g33 34. f32 g34 35. f33 g35 36. f34 g36 37. f35 g37 38. f36 g38 39. f37 g39 40. f38 g40 41. f39 g41 42. f40 g42 43. f41 g43 44. f42 g44 45. f43 g45 46. f44 g46 47. f45 g47 48. f46 g48 49. f47 g49 50. f48 g50 51. f49 g51 52. f50 g52 53. f51 g53 54. f52 g54 55. f53 g55 56. f54 g56 57. f55 g57 58. f56 g58 59. f57 g59 60. f58 g60 61. f59 g61 62. f60 g62 63. f61 g63 64. f62 g64 65. f63 g65 66. f64 g66 67. f65 g67 68. f66 g68 69. f67 g69 70. f68 g70 71. f69 g71 72. f70 g72 73. f71 g73 74. f72 g74 75. f73 g75 76. f74 g76 77. f75 g77 78. f76 g78 79. f77 g79 80. f78 g80 81. f79 g81 82. f80 g82 83. f81 g83 84. f82 g84 85. f83 g85 86. f84 g86 87. f85 g87 88. f86 g88 89. f87 g89 90. f88 g90 91. f89 g91 92. f90 g92 93. f91 g93 94. f92 g94 95. f93 g95 96. f94 g96 97. f95 g97 98. f96 g98 99. f97 g99 100. f98 g100 101. f99 g101 102. f100 g102 103. f101 g103 104. f102 g104 105. f103 g105 106. f104 g106 107. f105 g107 108. f106 g108 109. f107 g109 110. f108 g110 111. f109 g111 112. f110 g112 113. f111 g113 114. f112 g114 115. f113 g115 116. f114 g116 117. f115 g117 118. f116 g118 119. f117 g119 120. f118 g120 121. f119 g121 122. f120 g122 123. f121 g123 124. f122 g124 125. f123 g125 126. f124 g126 127. f125 g127 128. f126 g128 129. f127 g129 130. f128 g130 131. f129 g131 132. f130 g132 133. f131 g133 134. f132 g134 135. f133 g135 136. f134 g136 137. f135 g137 138. f136 g138 139. f137 g139 140. f138 g140 141. f139 g141 142. f140 g142 143. f141 g143 144. f142 g144 145. f143 g145 146. f144 g146 147. f145 g147 148. f146 g148 149. f147 g149 150. f148 g150 151. f149 g151 152. f150 g152 153. f151 g153 154. f152 g154 155. f153 g155 156. f154 g156 157. f155 g157 158. f156 g158 159. f157 g159 160. f158 g160 161. f159 g161 162. f160 g162 163. f161 g163 164. f162 g164 165. f163 g165 166. f164 g166 167. f165 g167 168. f166 g168 169. f167 g169 170. f168 g170 171. f169 g171 172. f170 g172 173. f171 g173 174. f172 g174 175. f173 g175 176. f174 g176 177. f175 g177 178. f176 g178 179. f177 g179 180. f178 g180 181. f179 g181 182. f180 g182 183. f181 g183 184. f182 g184 185. f183 g185 186. f184 g186 187. f185 g187 188. f186 g188 189. f187 g189 190. f188 g190 191. f189 g191 192. f190 g192 193. f191 g193 194. f192 g194 195. f193 g195 196. f194 g196 197. f195 g197 198. f196 g198 199. f197 g199 200. f198 g200 201. f199 g201 202. f200 g202 203. f201 g203 204. f202 g204 205. f203 g205 206. f204 g206 207. f205 g207 208. f206 g208 209. f207 g209 210. f208 g210 211. f209 g211 212. f210 g212 213. f211 g213 214. f212 g214 215. f213 g215 216. f214 g216 217. f215 g217 218. f216 g218 219. f217 g219 220. f218 g220 221. f219 g221 222. f220 g222 223. f221 g223 224. f222 g224 225. f223 g225 226. f224 g226 227. f225 g227 228. f226 g228 229. f227 g229 230. f228 g230 231. f229 g231 232. f230 g232 233. f231 g233 234. f232 g234 235. f233 g235 236. f234 g236 237. f235 g237 238. f236 g238 239. f237 g239 240. f238 g240 241. f239 g241 242. f240 g242 243. f241 g243 244. f242 g244 245. f243 g245 246. f244 g246 247. f245 g247 248. f246 g248 249. f247 g249 250. f248 g250 251. f249 g251 252. f250 g252 253. f251 g253 254. f252 g254 255. f253 g255 256. f254 g256 257. f255 g257 258. f256 g258 259. f257 g259 260. f258 g260 261. f259 g261 262. f260 g262 263. f261 g263 264. f262 g264 265. f263 g265 266. f264 g266 267. f265 g267 268. f266 g268 269. f267 g269 270. f268 g270 271. f269 g271 272. f270 g272 273. f271 g273 274. f272 g274 275. f273 g275 276. f274 g276 277. f275 g277 278. f276 g278 279. f277 g279 280. f278 g280 281. f279 g281 282. f280 g282 283. f281 g283 284. f282 g284 285. f283 g285 286. f284 g286 287. f285 g287 288. f286 g288 289. f287 g289 290. f288 g290 291. f289 g291 292. f290 g292 293. f291 g293 294. f292 g294 295. f293 g295 296. f294 g296 297. f295 g297 298. f296 g298 299. f297 g299 300. f298 g300 301. f299 g301 302. f300 g302 303. f301 g303 304. f302 g304 305. f303 g305 306. f304 g306 307. f305 g307 308. f306 g308 309. f307 g309 310. f308 g310 311. f309 g311 312. f310 g312 313. f311 g313 314. f312 g314 315. f313 g315 316. f314 g316 317. f315 g317 318. f316 g318 319. f317 g319 320. f318 g320 321. f319 g321 322. f320 g322 323. f321 g323 324. f322 g324 325. f323 g325 326. f324 g326 327. f325 g327 328. f326 g328 329. f327 g329 330. f328 g330 331. f329 g331 332. f330 g332 333. f331 g333 334. f332 g334 335. f333 g335 336. f334 g336 337. f335 g337 338. f336 g338 339. f337 g339 340. f338 g340 341. f339 g341 342. f340 g342 343. f341 g343 344. f342 g344 345. f343 g345 346. f344 g346 347. f345 g347 348. f346 g348 349. f347 g349 350. f348 g350 351. f349 g351 352. f350 g352 353. f351 g353 354. f352 g354 355. f353 g355 356. f354 g356 357. f355 g357 358. f356 g358 359. f357 g359 360. f358 g360 361. f359 g361 362. f360 g362 363. f361 g363 364. f362 g364 365. f363 g365 366. f364 g366 367. f365 g367 368. f366 g368 369. f367 g369 370. f368 g370 371. f369 g371 372. f370 g372 373. f371 g373 374. f372 g374 375. f373 g375 376. f374 g376 377. f375 g377 378. f376 g378 379. f377 g379 380. f378 g380 381. f379 g381 382. f380 g382 383. f381 g383 384. f382 g384 385. f383 g385 386. f384 g386 387. f385 g387 388. f386 g388 389. f387 g389 390. f388 g390 391. f389 g391 392. f390 g392 393. f391 g393 394. f392 g394 395. f393 g395 396. f394 g396 397. f395 g397 398. f396 g398 399. f397 g399 400. f398 g400 401. f399 g401 402. f400 g402 403. f401 g403 404. f402 g404 405. f403 g405 406. f404 g406 407. f405 g407 408. f406 g408 409. f407 g409 410. f408 g410 411. f409 g411 412. f410 g412 413. f411 g413 414. f412 g414 415. f413 g415 416. f414 g416 417. f415 g417 418. f416 g418 419. f417 g419 420. f418 g420 421. f419 g421 422. f420 g422 423. f421 g423 424. f422 g424 425. f423 g425 426. f424 g426 427. f425 g427 428. f426 g428 429. f427 g429 430. f428 g430 431. f429 g431 432. f430 g432 433. f431 g433 434. f432 g434 435. f433 g435 436. f434 g436 437. f435 g437 438. f436 g438 439. f437 g439 440. f438 g440 441. f439 g441 442. f440 g442 443. f441 g443 444. f442 g444 445. f443 g445 446. f444 g446 447. f445 g447 448. f446 g448 449. f447 g449 450. f448 g450 451. f449 g451 452. f450 g452 453. f451 g453 454. f452 g454 455. f453 g455 456. f454 g456 457. f455 g457 458. f456 g458 459. f457 g459 460. f458 g460 461. f459 g461 462. f460 g462 463. f461 g463 464. f462 g464 465. f463 g465 466. f464 g466 467. f465 g467 468. f466 g468 469. f467 g469 470. f468 g470 471. f469 g471 472. f470 g472 473. f471 g473 474. f472 g474 475. f473 g475 476. f474 g476 477. f475 g477 478. f476 g478 479. f477 g479 480. f478 g480 481. f479 g481 482. f480 g482 483. f481 g483 484. f482 g484 485. f483 g485 486. f484 g486 487. f485 g487 488. f486 g488 489. f487 g489 490. f488 g490 491. f489 g491 492. f490 g492 493. f491 g493 494. f492 g494 495. f493 g495 496. f494 g496 497. f495 g497 498. f496 g498 499. f497 g499 500. f498 g500 501. f499 g501 502. f500 g502 503. f501 g503 504. f502 g504 505. f503 g505 506. f504 g506 507. f505 g507 508. f506 g508 509. f507 g509 510. f508 g510 511. f509 g511 512. f510 g512 513. f511 g513 514. f512 g514 515. f513 g515 516. f514 g516 517. f515 g517 518. f516 g518 519. f517 g519 520. f518 g520 521. f519 g521 522. f520 g522 523. f521 g523 524. f522 g524 525. f523 g525 526. f524 g526 527. f525 g527 528. f526 g528 529. f527 g529 530. f528 g530 531. f529 g531 532. f530 g532 533. f531 g533 534. f532 g534 535. f533 g535 536. f534 g536 537. f535 g537 538. f536 g538 539. f537 g539 540. f538 g540 541. f539 g541 542. f540 g542 543. f541 g543 544. f542 g544 545. f543 g545 546. f544 g546 547. f545 g547 548. f546 g548 549. f547 g549 550. f548 g550 551. f549 g551 552. f550 g552 553. f551 g553 554. f552 g554 555. f553 g555 556. f554 g556 557. f555 g557 558. f556 g558 559. f557 g559 560. f558 g560 561. f559 g561 562. f560 g562 563. f561 g563 564. f562 g564 565. f563 g565 566. f564 g566 567. f565 g567 568. f566 g568 569. f567 g569 570. f568 g570 571. f569 g571 572. f570 g572 573. f571 g573 574. f572 g574 575. f573 g575 576. f574 g576 577. f575 g577 578. f576 g578 579. f577 g579 580. f578 g580 581. f579 g581 582. f580 g582 583. f581 g583 584. f582 g584 585. f583 g585 586. f584 g586 587. f585 g587 588. f586 g588 589. f587 g589 590. f588 g590 591. f589 g591 592. f590 g592 593. f591 g593 594. f592 g594 595. f593 g595 596. f594 g596 597. f595 g597 598. f596 g598 599. f597 g599 600. f598 g600 601. f599 g601 602. f600 g602 603. f601 g603 604. f602 g604 605. f603 g605 606. f604 g606 607. f605 g607 608. f606 g608 609. f607 g609 610. f608 g610 611. f609 g611 612. f610 g612 613. f611 g613 614. f612 g614 615. f613 g615 616. f614 g616 617. f615 g617 618. f616 g618 619. f617 g619 620. f618 g620 621. f619 g621 622. f620 g622 623. f621 g623 624. f622 g624 625. f623 g625 626. f624 g626 627. f625 g627 628. f626 g628 629. f627 g629 630. f628 g630 631. f629 g631 632. f630 g632 633. f631 g633 634. f632 g634 635. f633 g635 636. f634 g636 637. f635 g637 638. f636 g638 639. f637 g639 640. f638 g640 641. f639 g641 642. f640 g642 643. f641 g643 644. f642 g644 645. f643 g645 646. f644 g646 647. f645 g647 648. f646 g648 649. f647 g649 650. f648 g650 651. f649 g651 652. f650 g652 653. f651 g653 654. f652 g654 655. f653 g655 656. f654 g656 657. f655 g657 658. f656 g658 659. f657 g659 660. f658 g660 661. f659 g661 662. f660 g662 663. f661 g663 664. f662 g664 665. f663 g665 666. f664 g666 667. f665 g667 668. f666 g668 669. f667 g669 670. f668 g670 671. f669 g671 672. f670 g672 673. f671 g673 674. f672 g674 675. f673 g675 676. f674 g676 677. f675 g677 678. f676 g678 679. f677 g679 680. f678 g680 681. f679 g681 682. f680 g682 683. f681 g683 684. f682 g684 685. f683 g685 686. f684 g686 687. f685 g687 688. f686 g688 689. f687 g689 690. f688 g690 691. f689 g691 692. f690 g692 693. f691 g693 694. f692 g694 695. f693 g695 696. f694 g696 697. f695 g697 698. f696 g698 699. f697 g699 700. f698 g700 701. f699 g701 702. f700 g702 703. f701 g703 704. f702 g704 705. f703 g705 706. f704 g706 707. f705 g707 708. f706 g708 709. f707 g709 710. f708 g710 711. f709 g711 712. f710 g712 713. f711 g713 714. f712 g714 715. f713 g715 716. f714 g716 717. f715 g717 718. f716 g718 719. f717 g719 720. f718 g720 721. f719 g721 722. f720 g722 723. f721 g723 724. f722 g724 725. f723 g725 726. f724 g726 727. f725 g727 728. f726 g728 729. f727 g729 730. f728 g730 731. f729 g731 732. f730 g732 733. f731 g733 734. f732 g734 735. f733 g735 736. f734 g736 737. f735 g737 738. f736 g738 739. f737 g739 740. f738 g740 741. f739 g741 742. f740 g742 743. f741 g743 744. f742 g744 745. f743 g745 746. f744 g746 747. f745 g747 748. f746 g748 749. f747 g749 750. f748 g750 751. f749 g751 752. f750 g752 753. f751 g753 754. f752 g754 755. f753 g755 756. f754 g756 757. f755 g757 758. f756 g758 759. f757 g759 760. f758 g760 761. f759 g761 762. f760 g762 763. f761 g763 764. f762 g764 765. f763 g765 766. f764 g766 767. f765 g767 768. f766 g768 769. f767 g769 770. f768 g770 771. f769 g771 772. f770 g772 773. f771 g773 774. f772 g774 775. f773 g775 776. f774 g776 777. f775 g777 778. f776 g778 779. f777 g779 780. f778 g780 781. f779 g781 782. f780 g782 783. f781 g783 784. f782 g784 785. f783 g785 786. f784 g786 787. f785 g787 788. f786 g788 789. f787 g789 790. f788 g790 791. f789 g791 792. f790 g792 793. f791 g793 794. f792 g794 795. f793 g795 796. f794 g796 797. f795 g797 798. f796 g798 799. f797 g799 800. f798 g800 801. f799 g801 802. f800 g802 803. f801 g803 804. f802 g804 805. f803 g805 806. f804 g806 807. f805 g807 808. f806 g808 809. f807 g809 810. f808 g810 811. f809 g811 812. f810 g812 813. f811 g813 814. f812 g814 815. f813 g815 816. f814 g816 817. f815 g817 818. f816 g818 819. f817 g819 820. f818 g820 821. f819 g821 822. f820 g822 823. f821 g823 824. f822 g824 825. f823 g8



## Maison



## Des vénitiens à la japonaise

**R**ÉVOLUTIONNANT le décor traditionnel de la fenêtre (fait de volets et de rideaux plus ou moins tronqués), la parol japonaise glisse devant le vitre en panneaux de tissu bien tendus. Ces pans se déploient latéralement sur un rail fixé au plafond; ils se juxtaposent pour former un écran plus ou moins translucide ou, collés les uns devant les autres, permettent des superpositions de dessins et de couleurs. Ce nouveau système est plus onéreux que des rideaux classiques, bien qu'il faille tenir compte d'un mètre de tissu plus grand pour ces derniers et des rubans fronces et des attaches nécessaires.

Ces stores à la japonaise s'installent devant une baie vitrée assez large : au minimum 1,30 m pour que puissent évoluer trois panneaux. Ils peuvent également séparer deux pièces, délimiter un coin de repas ou de bureau ou une entrée dans un grand séjour.

C'est, curieusement, de Suisse que nous est venue la première parol japonaise. Mias au point par Silent-Gilles, elle comporte un rail en aluminium, à deux ou trois volets, sur lequel coulent des barres-glassières en plastique garnies d'un côté d'une bande Velcro à crochets; la partie à velours correspondante se coud au bord supérieur du panneau

de tissu. Ce mode d'accrochage permet d'enlever les pans textiles pour le nettoyage ou un changement de décor. Une barre de lestage se glisse dans l'ourlet du bas. Tous les panneaux coulisent en même temps sur le rail au moyen d'une tirette rigide. A titre d'exemple, le mètre linéaire de rail a trois volets, avec barres-glassières et accessoires, vaut 250 F.

Ce système Silent-Gilles est monté, chez Filtrasol, avec le tissu enduit uni utilisé pour leurs stores à lames verticales. Tandis que la boutique Capital équipe les mêmes parols japonais de divers tissus. Pour une baie vitrée : des voiles, des percales et des cotonnades, dont les imprimés à grands motifs donnent le maximum d'effet lorsqu'ils sont dépliés. Pour une séparation de pièces, les panneaux sont à double face, en tissu identique ou différent.

Les écrans à la japonaise d'Eurodrap glissent dans une tringle à trois volets, en bois recouvert de plastique. Les panneaux, tendus sur des supports rigides haut et bas, sont réalisés avec des voiles en Cigvy, des soies ou des percales imprimées. Le guidage de l'ensemble des écrans se fait au moyen de deux câbles.

Dans le système Japonno, imaginé par Pierre Brozek, cha-

que pan est libre et manœuvrable individuellement. Le tissu est fixé sur une barrette auto-collante qui s'insère dans un profilé en aluminium, avec lestage en bas du panneau. Celui-ci s'accroche, par groupes de deux, sur un rail monovole. Par superposition des rails et juxtaposition des panneaux, on peut créer des écrans jusqu'à 6 mètres de large, avec une grande mobilité des volumes. Ce « Japonno » s'utilise avec toutes sortes de tissus mais aussi avec du papier peint collé double face. Chaque élément se vend séparément ou, innovant dans ce domaine, est présenté en « kit », dans un tube de carton, avec notice de montage. Cet emballage contient le système de fixation d'un panneau et 2,70 mètres de tissu, le tout en 60 ou 80 centimètres de large (170 francs, avec une toile de coton blanc ou écru, en 60 centimètres). Les rails porteurs existent en 2,20 mètres, 3 mètres et 3,50 mètres de long et, sur commande, jusqu'à 6 mètres.

JANY AUJAME.

\* Silent-Gilles, 54, avenue Carnot, 94100 Saint-Maur.  
\* Filtrasol, 1, rue du Boccador, 75008 Paris.  
\* Capital, 15, rue Edouard-Marcel, 75001 Paris.  
\* Eurodrap, 3, impasse Bouscotte, 75011 Paris.  
\* Brozek, 1, rue Simon, 75015 Paris. Vend directement et indique ses revendeurs.

## PORTES OUVERTES

## Verger de vaisselle

Michèle Caudal a transformé jusqu'au 15 octobre sa boutique « Porcelaine » en verger. Des fruits de toutes sortes et de toutes matières s'accrochent au thème de la table, vocation du magasin. De nouvelles assiettes sont en faïence bien rive, ornées de fruits très colorés (35 F), ou en verre épais avec des grappes en relief. Pour décorer la table : des fruits de porcelaine blanche, de bois, ou façonnés en petites bouteilles de couleur. Des luminaires en verre sont peints à la main dans un style « rétro ».

Pour allier la gourmandise à la décoration, tous les fruits de saison sont exotiques — copie conforme par la taille et la couleur — sont présentés en pâte d'amande. Le « Verger du Roy » réalise ces délices en trompe-l'œil qui se gardent intacts pendant un an. Ils sont entourés de fruits en sucre effilé ou en guimauve et de pâtes de fruits d'Auvergne, d'arôme naturel, collées en godets d'aluminium.

\* Porcelaine, 22, rue de Verneuil, 75007 Paris.

● Faits de grosse toile blanche tendus sur armature de métal ou de bois, les nouveaux luminaires de Jean Canessa s'harmonisent aux maisons de vacances. Les suspensions sont des demi-sphères terminées par un pan droit qu'on peut relever et attacher par un lien (320 F en 45 cm de diamètre).  
(Galerie Electromura, 5, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)

## la porcelaine dure française

PILLIVUYT FRANCE

## BIEN DORMIR SUR UN BON CANAPÉ!

Le CANAPÉ-LIT est la seule solution de gain de place et selon les besoins de chacun, il se présente sous plusieurs formes : chauffeuse-lit, fauteuil-lit, canapé-lit.

Il n'y a plus de problème d'encombrement, d'esthétique, de prix, de confort, de style, etc. depuis qu'une grande boutique s'est ouverte à Saint-Germain-des-Prés :

## LA GUERANDE

13 bis, rue de Grenelle, Paris-7 - 548-33-52  
(même direction : CARLIS, 46, rue du Four)

## A LA MECQUE DU MEUBLE

Milan, en septembre, c'est la Mecque du meuble. Il y a quinze ans naissait le premier Salon du meuble italien. Si, depuis lors, cette manifestation fait accourir les négociants du monde entier, c'est que l'imagination italienne en matière de création mobilière donne le ton. Après une explosion d'exubérance, le design italien a su aborder son âge adulte. Depuis une mémorable exposition, organisée en 1972 au Musée d'Art moderne de New-York, les créateurs italiens ont trouvé leur second souffle. Ainsi, Mario Bindi nous a dit à Milan : « Pour moi, le « design » est mort, perché par trop de boutiques d'objets contemporains. Echappant à la tentation de faire de l'anti-design, j'ai retrouvé le courage de dessiner une gamme de meubles assez complète pour que chacun puisse « vivre » dans sa maison. » Cette nouvelle collection, éditée par Cassina, comprend des sièges de lignes simples (structure métal-

lique recouverte de mousse et habillée de tissu assemblé en pans droits) et des tables robustes en bois massif.

## Doux au toucher

Au Salon de Milan, le bois était d'ailleurs en vedette : très clair, presque blanc, et doux au toucher. Les nouvelles tables de repas sont larges et carrées, les rangements ont des fonctions très diversifiées. Chaise 12, 8, 12, un canapé de cuir d'œuvre sans effort pour former un grand lit confortable. Bonaccia reste fidèle au rotin naturel, avec des sièges très cubiques, le dossier et les accotoirs étant à la même hauteur. La touche de lyrisme est donnée par Most avec un fauteuil corolle en matière imitant la pierre et par Vital del Sol avec d'innombrables fauteuils-conques pour trois ou quatre personnes.

Le design italien est donc toujours vivace. Et le taux d'exportation du meuble italien (en progression constante depuis trois ans) atteste du dynamisme de cette industrie qui sait coopérer avec les créateurs les plus imaginatifs du monde. — J. A.

## Chapo

SIMPLES MEUBLES EN BEAU BOIS MASSIF

14 bis rue de la République PARIS GORDES

EXPOSITION 4-30 OCTOBRE

## LE DÉCOR EN SALON

Du 2 au 17 octobre, un Salon du mobilier et de la décoration sera ouvert au public, au Parc des expositions de la porte de Versailles. Sur 35 000 m<sup>2</sup>, ce nouveau « Décomob » présentera les diverses tendances de l'ameublement (du classique au contemporain), un ensemble de cuisines représentant les diverses marques existantes et un grand choix de tapis et moquettes. Des conférences sont prévues pour aider les visiteurs à résoudre leurs problèmes de décor intérieur. Parmi les sujets abordés : l'éclairage, les styles et leur harmonie, l'art floral.

\* Décomob, Porte de Versailles, tous les jours de 10 h. à 18 h., les samedis et vendredis de 10 h. à 18 h. Entrée 6 F.

## TOUTS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

SPOTS LAMPE ABAT-JOUR ÉCLAIRAGE POUR TABLEAU ETC. une solution

ready-made electric

28, rue Jacob - 75006 Paris - 263-28-81



## Mode

## BLOUSÉES

**S**i vous n'avez pas encore décidé quel sera votre style cet hiver, la gamme de blouses des grands magasins et des boutiques spécialisées de la rue de Passy, de la Chaussée-d'Antin et de Saint-Germain-des-Prés vous offre une « solution d'attente » à des prix abordables. Ces blouses s'harmonisent aussi bien avec les jupes amples que des robes droites ou des pantalons à pinces.

Le chemisier « moulé sur le corps », à petit col, manches longues et poignets simples, est un classique de dix ans dont les femmes commencent à se fatiguer, même s'il existe en coton, en étamine de laine, en dactron, et en autres mélanges de fibres naturelles ou synthétiques pour le bureau, et en soie naturelle ou artificielle pour le soir.

C'est à Karl Lagerfeld que nous devons, en grande partie, le nouvel envol de la blouse qui se caractérise par l'importance de la carrure et du volume des manches, ce qui rend encore plus confortable ce vêtement. Une écharpe ou un carter en accessoire à la simplicité féminine et dévolte. La blouse devient ainsi veste-chemise, caraco ou dans un tissu plus habillé, chemisier romantique ou corsage de la Belle Époque.



(Croquis de Mery.)

PIERRE : chemisier à carrure élargie en toile de laine à dessins provençaux et bordure en rouge, vert ou marron sur fond écru, avec son carter assorti, les deux lavables en machine. Existe du 38 au 46, 250 F, au Printemps, aux Galeries Lafayette et aux Trois-Quartiers.

les prix ont baissé et l'on trouve une plus grande gamme de tailles. En effet, les modèles de Lagerfeld pour Chloé (1), du 38 au 46, se vendent entre 450 F et 900 F, avec l'écharpe. Saint-Laurent Rive Gauche (2) fait à peu près les mêmes prix, mais du 34 au 44, en crêpe ou en soie, qui exigent le nettoyage à sec.

Toujours dans le haut de gamme, Hubert Pinaud (3), (du 38 au 48), vend 500 F la blouse et l'écharpe en soie. Renoma (4), (du 38 au 42), propose des modèles à col cassé agrémentés d'une écharpe à 285 F. Les imprimés en Jersey de soie de Céline (5), (du 38 au 46), sont à 680 F. Mais il faut aussi tenir compte de l'entretien. Les cotons, grattés ou non, sont lavables comme les polyester ou divers tissages de laine. Ainsi Michel Axel (6), fabricant en vogue, (du 38 au 42), lance-t-il des modèles fantaisie à

dessins exclusifs en polyester crêpés à laver en machine. Pierre Clarence (7), une des filiales de Bouscass, adopte cette formule en Dacron et autres mélanges, notamment avec du coton (du 36 au 48) pour une série de tissus folkloriques d'inspiration peruvienne.

Dans les grandes tailles (du 44 au 52), Ambre (8) a aussi élargi ses carrures, notamment pour des tuniques rayées en cannelure de bordeaux, de gris ou de marron (195 F), et ses chemisiers en foulards imprimés de palmiers cachemire multicolores sur fond beige (250 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.

(1) 3, rue de Gribenval, 75007 Paris; (2) 5, rue de la Chapelle, 75010 Paris; (3) 1, rue de la Chapelle, 75010 Paris; (4) 123, rue de la Chapelle, 75010 Paris; (5) 123, rue de la Chapelle, 75010 Paris; (6) 123, rue de la Chapelle, 75010 Paris; (7) 123, rue de la Chapelle, 75010 Paris; (8) 123, rue de la Chapelle, 75010 Paris.

## « CARDIN » DE CARDIN

Tous les noms communs et les titres pouvant résonner d'une façon bénéfique sur la vente des parfums font l'objet d'un dépôt de propriété, de sorte que les couturiers en sont réduits à utiliser leur nom. D'où ce « Cardin » de Pierre Cardin, au bouquet subtilisé fleur, renforcé de quelques notes suaves, très féminines. Il est habillé d'un sobre flacon rectangulaire, incurvé au centre et coiffé d'un bouchon en demi-lune.

## EN BREF

● Pour les nouveaux-nés. — La dernière couche-culotte à jeter lancée par Lotus grâce à un nouveau système de pliage et à des attaches adhésives longues et larges, laisse à l'enfant plus de liberté de mouvement.

Il est bien lavé et protégé par la surface intérieure de la couche, constituée d'un voile non tissé, seul en contact avec la peau. La couche existe en trois tailles et cinq modèles, à partir de 15 francs environ la boîte de six. Elle sera mise en vente dans les grandes surfaces, les magasins populaires et les spécialistes dès le début du mois de novembre.

● La « Journée des animaux » quaternaire, cette année l'avenue Foch, la manifestation aura lieu dans les jardins des Tuileries, le dimanche 3 octobre, à 15 heures. Les principales associations pour la protection des animaux y dénonceront les nombreuses atteintes et souffrances infligées aux bêtes dans le monde moderne. La présence d'animaux, même domestiques, n'est pas particulièrement souhaitée. Cette journée est due à l'initiative de Georges Kravosky, fondateur de Combat pour l'homme.

## EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F  
VISON, LOUP, RAGONDIN.

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle)  
Place de l'Etoile 75008 Paris  
tel. 227.22.82 - 622.36.60

Fondateur E. Gensberg coupe d'or du bon goût français

## ACTUELLEMENT AU

la nouvelle boutique  
Simpson  
LONDON TAILORED



C.C.C.:  
bien plus que de l'imperméable

39/41, bd Haussmann

chaud, léger, imperméable

loden

chasse

295 F

FORSHO

LA MAISON DU LODEN  
146 rue de Rivoli - Paris 1  
tel. 260.13.51 métro Louvre

## CALVITIE?

ZERO Fastigat

est une nouvelle méthode de remplissage des cheveux perdus, maintenant disponible en France. Pour recevoir tous renseignements, veuillez envoyer le coupon.

Nom

Adresse

HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL

502, Ecclesall Rd., Sheffield, G-8.

# LA CONCURRENTTE!



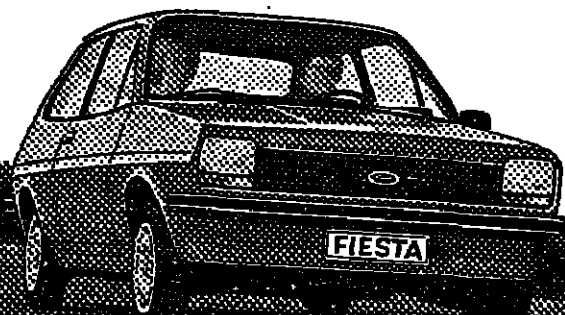
## FORD FIESTA 5CV.

Toute la robustesse et la sécurité de Ford  
dans une petite voiture : 17.900 F\* dès en main.

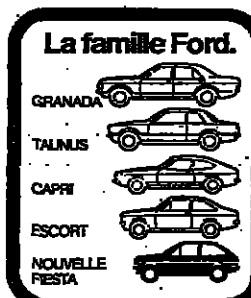
5 CV, traction avant, moteur transversal, 3,56 m, c'est la nouvelle Ford Fiesta. La petite dernière (elle sera vite en tête) a rassemblé tout ce qui se fait de mieux dans chacune des autres 5 CV. Et, c'est une Ford... Voilà pourquoi la Ford Fiesta 5 CV s'annonce comme une sérieuse concurrente.

**Concurrente par sa robustesse.**  
● Moteur robuste, à flux transversal de 957 cm<sup>3</sup> b.c. ● Boîte de vitesses Ford souple et précise. ● Tôles épaisses, traitées anticorrosion. ● Compartiment passagers renforcé en acier. ● Système électrique simplifié, réduisant les risques de pannes.

L. WATKIN THOMPSON



### Concurrente par sa sécurité.



● Double circuit de freinage en diagonale, auto-ajustable (à disque à l'avant). ● Ceintures de sécurité à enrouleur. ● Carrossage négatif. ● Direction à crémaillère. ● Pneus à carcasse radiale en acier. ● Essuie-glace/lave-glace à 2 vitesses.

### Concurrente par l'agrément.

La plus spacieuse des 5 CV de sa catégorie. ● Hayon arrière facile à manœuvrer, grâce aux amortisseurs à gaz. ● Coffre pouvant atteindre 1205 dm<sup>3</sup>, banquette arrière rabattue. ● Ventilation réglable, 2 vitesses, à renouvellement d'air. ● Très court rayon de braquage : 4,65 m.

\*\* 8,2 l à 120 km/h (vitesses stabilisées) 7,9 l sur l'essai "type urbain" - Normes UTAC.



### Concurrente par l'économie.

● Carburateur sonique réduisant la consommation d'essence - 5,6 l aux 100 km à 90 km/h\*\*. ● Essence ordinaire. ● Embrayage auto-ajustable. ● Roulement des roues sans entretien. ● Châssis et boîte lubrifiés "à vie". ● Entretien tous les 10.000 km. ● Garantie 1 an (pièces et main-d'œuvre), kilométrage illimité.

La Ford Fiesta existe en 4 versions : Spéciale, "L", "S" et Ghia. Alors, avant de vous laisser séduire par la première 5 CV venue, allez d'abord essayer la Ford Fiesta chez l'un des 610 concessionnaires, agents ou points de vente Ford en France. Vous comprendrez pourquoi nous l'avons surnommée "la concurrente".

17.900 F\* dès en main.  
\* Prix au 9-9-76

**FORD FIESTA**  
Légitime robustesse et sécurité.



La Ford Fiesta mérite un essai.

Allez vite l'essayer chez votre concessionnaire Ford.

Aujourd'hui, à Paris, chez les 6 concessionnaires Ford "opération essais", jusqu'à 21 h.

**ETS. BUFFARD**  
110/112 bd de l'Hôpital  
PARIS 13  
707.79.19

**LA CHAPELLE**  
20 bd de la Chapelle  
PARIS 18  
206.19.40

**ROCHEBRUNE**  
58/60 av. Parmentier  
PARIS 11  
805.29.02

**R.V.A.**  
89 bd Raspail  
PARIS 6  
222.73.80

**SADVA**  
19 rue de Presbourg  
PARIS 16  
553.32.00

**SAFI**  
76 rue de Longchamp  
PARIS 16  
553.18.40

150 000 000



150

## JUSTICE

### LE RAPT DE LA TENDRESSE

Saintes. — Dans la campagne de Saintonge, le 18 juin 1975, une fillette disparaît sur le chemin de l'école, à l'orée d'un bois. Toutes les battues et recherches sont restées vaines. Aucun ravisseur ne se manifeste. Dominique Boissart, dix ans, passe pour morte. Le fait divers n'est pas extraordinaire, mais le devient soudain quand le 5 novembre suivant l'enfant est retrouvée saine et sauve sur le bord d'une route.

A l'insu de tout le monde, à quelques

kilomètres de l'endroit de sa disparition, Dominique a vécu durant près de cinq mois avec l'homme qui l'a enlevée : Jean-Paul Barget, trente-cinq ans. L'enfant est en parfaite santé et n'a subi aucune violence (« le Monde » du 18 novembre 1976). Jugé le 30 septembre par la cour d'assises de la Charente-Maritime, Jean-Paul Barget a été condamné à quatre ans d'emprisonnement pour enlèvement, séquestration et attentat à la pudeur.

#### De notre envoyé spécial

Une affaire de meurtre ? Oui, mais l'expression est trop usée pour résumer une histoire aussi étrange. Dans le box des accusés, Jean-Paul Barget semble perdu, comme il l'a toujours été dans la vie. Silhouette frêle et voûtée, manifestement apeuré, il subit son procès bien plus qu'il n'y participe. Plus, sinon prosté, les bras ballants, le regard soumis, il ponctue ses très rares interventions de multiples « Oui, monsieur le Président », « Je ne sais pas, monsieur le Président ». Il est l'ainé d'une famille de neuf enfants, qui l'ont élevé dans un taudis de deux pièces. Le père, dont la seule profession était de ramasser les huîtres dans les parcs de Marennes, est mort très tôt de la tuberculose. Cinq de ses frères et sœurs ont été retirés à leur mère, qui s'est remariée pour la troisième fois. A l'âge de quatorze ans, il sera placé chez un fermier comme ouvrier agricole.

#### Une sorte

##### de « quart-monde »

Quand on lui demande comment il juge son enfance, il répond tout simplement qu'elle lui semble avoir été « normale ». A ce « soit dit en passant », on ne connaît aucune liaison féminine. Il sera un jour condamné pour un vol commis afin de payer la provision de 2 000 francs que lui réclame une agence matrimoniale. Depuis son service militaire, Jean-Paul Barget n'a jamais eu d'emploi régulier. Sa seule occupation consiste à « faire les bouillottes », c'est-à-dire récupérer les embouteilles dans les tas d'ordures. Il s'illonne pour cela la région sur un cycloporteur, auquel est accrochée une rampe. C'est dans celle-ci que le jour de l'enlèvement il dissimulera la petite Dominique pour l'amener chez lui, dans un hameau de la commune de Mours. L'enfant n'a pas connu un sort plus enviable que celui de son ravisseur. Chez les Boissart, il y avait cinq enfants vivant tous ensemble dans une mesure. Le père a

quitté la famille depuis deux ans. La fille aînée est mère célibataire. Dominique est la dernière. A l'école, on s'ingénie de son caractère renfermé. Jean-Paul Barget et sa « victime » ont en commun de se sentir chacun rejeté par sa propre famille.

Pendant du rapt, le président, M. Paul Thom, et même le procureur de la République, M. Raymond Beaumont, ont employé le terme de « renouveau » de deux frères. Barget n'avait pas prémédité son geste, il avait seulement remarqué cette enfant qu'il trouvait « gentille ». Quand il lui propose de monter dans sa remorque, Dominique n'accepte pas de son plein gré, mais n'oppose aucune résistance. Elle déclarera au juge d'instruction : « Je voulais voir comment c'était chez lui ».

Pendant cinq mois, elle ne cherchera pas à s'enfuir, alors que la plupart du temps elle n'est pas enfermée, quand Jean-Paul Barget s'absente de sa chambre (une soupenne dans un grenier au-dessus du domicile de sa mère). Non seulement Dominique n'a jamais été maltraitée, mais encore l'homme a multiplié les attentions à son égard, veillant à ce qu'elle puisse supporter au mieux son séjour. L'homme et l'enfant dormaient dans le même lit, ils échangeaient des caresses. Il y avait des rapprochements, mais l'enfant n'a pas été « déflorée », ainsi que le rapportent deux médecins experts. Le « kidnapping » n'a pas abouti d'elle alors que la fillette a reconnu devant le magistrat instructeur avoir aimé à Jean-Paul Barget. « J'aimais bien », a-t-elle dit, « avoir un bébé », comme sa grande sœur.

Quelles étaient exactement les intentions de cet homme ? Pourquoi l'enfant s'est-elle complaisamment docilement ou passivement ? L'un comme l'autre ne peuvent l'expliquer. On ne connaît sans doute jamais les réponses. Et la justice paraît bien maladroite dans l'examen d'un tel cas.

La justice, elle aussi, a ses mesures. L'aventure de Jean-Paul Barget et Dominique n'a pas été prévue dans le code pénal. Des magistrats ont tenté de « qualifier » les faits en prononçant trois inculpations de crime. D'autres devaient ensuite considérer cette affaire en fonction de ces inculpations. Ce qui n'était pas un point de vue très satisfaisant, ainsi que le président et le procureur l'ont reconnu, en admettant qu'il s'agissait d'un enlèvement, et d'une séquestration d'un genre très particulier.

Les jurés, quant à eux, ainsi que la plupart des acteurs de ce procès, n'apparaissent pas dans le monde des gens dont ils apprécient la situation. Les experts psychiatres, pour leur part, se sont montrés prudents et évasifs. Ils se sont gardés de se livrer à des explications du comportement de Dominique et de Jean-Paul Barget au moment de l'enlèvement et dans les jours qui ont suivi. Ils se sont contentés de dire que la responsabilité de l'accusé était atténuée par un état de « débilité mentale légère ».

Pour écarter la cour, l'accusé et la petite victime — venue à la barre quelques instants — n'ont eu qu'à presque. La mère de Dominique, accusée à son tour par Jean-Paul Barget de lui avoir « confié » sa fille pour le temps des vacances, est restée presque toujours muette sur ce point comme sur d'autres. Aurait-elle parlé ? Aurait-elle pu se faire comprendre ? Cette affaire s'est passée dans un milieu resté en marge du développement social, une sorte de « quart-monde » que l'on retrouve encore souvent dans les régions rurales tout au long de la France, et plus, de l'univers de l'enfance venu pour la victime, révéli pour le coupable.

Au terme du procès, Jean-Paul Barget a rejoint la prison et Dominique le « foyer de l'enfance » où elle a été placée depuis sa « libération ».

FRANÇOIS CORNU.

### L'enlèvement de M. François Fériel à Cannes

#### M. FRANCIS LOPEZ : ce n'est pas un coup monté

L'affaire de l'enlèvement de M. François Fériel a pris un tour polémique, jeudi 30 septembre, avec les diverses déclarations faites d'un côté par M. Weil-Curiel, conseil de Mme Fériel, et de l'autre par M. Francis Lopez, qui lui répondait au terme du transport de justice à la villa Gipsy. Le compositeur s'est notamment insurgé contre certaines allégations tendant à le faire passer, avec son épouse, « de victimes à accusés ». M. Weil-Curiel a d'autre part révélé qu'une demande de rançon avait bien été transmise à l'administrateur judiciaire des biens de M. Fériel, M. Zecchi, par l'intermédiaire du défenseur parisien de l'homme d'affaires.

Les ravisseurs auraient exigé le versement d'une somme de 800 000 F en coupures de 100 F, à l'aéroport de Nice, « entre les mains d'une personne, a déclaré M. Weil-Curiel, qui se reconnaît peut-être ». Cette somme correspondrait approximativement aux fonds bloqués au compte de M. Fériel à l'agence de l'American Express à Cannes. M. Lopez a confirmé l'information donnée par le conseil de Mme Fériel. La fille de M. Fériel, Francine Fériel, qui réside à Cannes, a d'autre part chargé son avocat, le bâtonnier Roland, de déposer une plainte contre X... de se constituer partie civile en son nom.

Cannes. — Dans le cours de l'information ouverte par le doyen des juges d'instruction de Grasse, M. Pierre Bois, un transport de justice a eu lieu à la villa Gipsy dans l'après-midi de jeudi en présence du procureur de la République de Grasse, M. René Lansac. Le magistrat instructeur a entendu sur place les époux Lopez, qui lui ont raconté qu'ils ont vécu dans la nuit fait séparément le récit des événements du samedi 25 au dimanche 26 septembre.

M. Francis Lopez a tenu à répondre aux allégations formulées par le défenseur de Mme Fériel, qui avait parlé, à propos de l'enlèvement de l'homme d'affaires, de « coup monté ». Dans une déclaration faite en particulier à l'Antenne II, jeudi soir, l'avocat avait avancé deux hypothèses pour expliquer la disparition de l'homme d'affaires :

« La première, c'est qu'il a été

#### De notre correspondant régional

disparité volontairement pour échapper à la situation créée par son divorce ; la seconde, c'est que les personnes qui vivaient de ses largesses ont organisé, avec ou sans son accord, un enlèvement pour obtenir la rançon ».

Des déclarations encore plus précises et également accusatrices à l'égard de M. Francis Lopez ont été faites par un journaliste de TF1 à Mme Fériel. L'épouse de l'homme d'affaires nous a opposé au téléphone, jeudi soir, un démenti formel : « Je n'ai fait de déclaration à personne, nous a-t-elle répondu, et je n'en ferai pas ».

« Si M. Fériel a imaginé un tel stratagème pour disparaître, a rétorqué M. Francis Lopez, il n'est pas seulement un industriel, mais un véritable auteur dramatique. C'est

médire que d'envisager une telle hypothèse. Mais il est vrai que notre ami était, depuis deux mois, très déprimé en raison des tracasseries qu'il connaissait au sujet de son divorce. D'après ce qu'il m'a dit, sa femme aurait tenté de le faire interner ou de le faire passer pour débile mental. Mettez-vous à la place de quelqu'un qui a travaillé toute sa vie jusqu'à soixante ans et qui se trouve dans cette situation : il y a de quoi être déprimé. C'est pour cela qu'il avait envisagé de tout vendre et de partir pour l'Amérique du Sud faire de l'élevage de chevaux ».

Quant aux insinuations relatives à ses difficultés financières, lesquelles auraient pu l'inciter à organiser lui-même toute l'affaire, le compositeur les a rejetées en déclarant qu'il souhaitait à tous les Français d'être dans la même situation que lui ».

GUY PORTE.

## Service Elections Législatives du journal DIE WELT à l'étranger



Les élections législatives auront lieu le 3 octobre en République Fédérale d'Allemagne. Elles décideront si ce pays continuera à être gouverné par une coalition des sociaux-démocrates et des libéraux ou de nouveau par un gouvernement démocrate-chrétien et bourgeois.

Ce verdict électoral revêtira une très grande importance non seulement pour l'Allemagne mais aussi pour ses voisins européens. Pour cette raison, le quotidien allemand DIE WELT installe, en République Fédérale d'Allemagne, un service téléphonique spécial pour les demandes de renseignements venant de l'étranger.

Le 3 octobre de 18.00 heures jusqu'à 01.00 heures du 4 octobre et le 4 octobre de 08.00 heures à 20.00 heures vous pouvez contacter le service « Elections-spécial » du quotidien DIE WELT au numéro suivant :

**Bonn (1949 2221) 304 291 et 304 292**

Vous y obtiendrez en langue allemande, anglaise, française et italienne toutes les informations désirées concernant les élections législatives allemandes, leur arrière-plan et leurs conséquences.

**DIE WELT**

Le journal allemand de renommée mondiale, directement de Bonn

Cette annonce paraît dans les quatre quotidiens européens de pointe : THE TIMES (Angleterre), LE MONDE (France), LA STAMPA (Italie), DIE WELT (Allemagne).

### LES DEUX ENFANTS QUI SONT A L'ORIGINE DE L'INCENDIE DU C.E.S. PAILLERON SERONT JUGÉS LE 6 OCTOBRE

Le procès des deux enfants qui sont à l'origine de l'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron à Paris, le 6 février 1976, aura lieu le 6 octobre. D'abord prévu pour juin 1976, le procès avait été reporté à la demande de l'Association des familles des victimes « Afin de ne pas étouffer les vraies responsabilités », celle-ci souhaitait que le procès des mineurs soit proche dans le temps de celui des adultes inculpés pour leurs responsabilités dans la construction de l'établissement, dont l'incendie avait provoqué la mort de vingt personnes, dont seize enfants.

Cette demande est toujours valable, ont expliqué les responsables de l'Association au cours d'une conférence de presse, jeudi 30 septembre, puisque la date du second procès n'est toujours pas fixée. Son instruction n'est même pas terminée. Celle-ci risque d'être d'autant plus longue que le juge chargé du dossier, M. Sablayrolles, vient d'en être dessaisi, après sa nomination comme conseiller à la cour de Paris. Le nouveau juge d'instruction devra assimiler douze volumes de documents techniques. « Il était très possible, a précisé M. Causse, secrétaire de l'Asso-

ciation des familles, d'autoriser M. Sablayrolles à terminer cette affaire malgré sa promotion. Mais il avait souvent fait presser, dans la conduite de l'affaire, d'une honnêteté scrupuleuse et d'humanité : un peu trop peut-être aux yeux de l'administration ».

L'association des familles vient d'adresser à M. Olivier Guichard pour exposer ces deux demandes. L'actuel garde des sceaux était ministre de l'éducation nationale lorsque le C.E.S. Pailleron a été construit.

Pour le report du premier procès un des avocats des parents a affirmé que le procureur de la République aurait déclaré que, le 6 octobre, le parquet se montrerait compréhensif. Il se serait aussi engagé à demander au premier président de la cour d'appel d'autoriser M. Sablayrolles à suivre l'affaire aux côtés du nouveau juge d'instruction.

Un nouveau rapport vient d'être ajouté au dossier par les experts civils. Il montre que la durée de la résistance au feu des portes du C.E.S. ne dépassait pas deux minutes et que le matériel utilisé dans les parois intérieures dégageait, après onze minutes, une température de 1 200 degrés, en même temps qu'un gaz mortel.

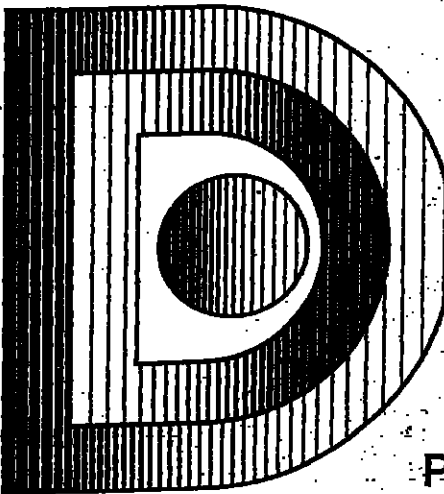
#### A Grenoble

##### PEINES RÉDUITES EN APPEL POUR M. GÉRARD NICOU

La cour d'appel de Grenoble, dans un arrêt rendu jeudi 30 septembre, a réduit les peines prononcées contre Gérard Nicoud, secrétaire général du CDD-UNATF, le 26 mars dernier par le tribunal correctionnel de Bourgoin. Les magistrats grenoblois ont ramené à deux mois de prison avec sursis et 2 500 francs d'amende les peines de six mois avec sursis et 5 000 francs d'amende prononcées à Bourgoin pour l'occupation, le 12 mai 1974, des locaux de la perception locale.

Ils ont aussi réduit à 1 000 F (contre 2 000 F) l'amende pour diffamation publique envers le contrôleur des impôts à 1 000 F (au lieu de 10 000 F) les dommages-intérêts accordés au même contrôleur, et à 500 francs (au lieu de 1 000 F) les dommages-intérêts accordés au syndicat P.O.

● **Condamnations pour renvoi de livrets militaires.** — Quatre militants non violents, qui avaient renvoyé leur livret militaire par solidarité avec les paysans du Larzac, ont été condamnés, mercredi 29 septembre, à 500 francs d'amende chacun par le tribunal correctionnel de Bordeaux.



**SALON MOBILIER et de la DECORATION**  
**DECOMOB** décoration · mobilier · cuisine · tapis  
**2-17 OCTOBRE 1976**  
PORTE DE VERSAILLES · NOCTURNES LES MARDIS ET VENDREDIS JUSQU'A 22 h 30

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 2 OCTOBRE DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 1<sup>er</sup> octobre à 0 heure et le samedi 2 octobre à 24 heures :  
La perturbation qui donnait des pluies et quelques orages vendredis, sur la moitié est de la France, s'éloignera lentement vers l'Allemagne et l'Italie. Elle sera suivie d'une amélioration relative dans nos régions de l'Ouest.  
Samedi 2 octobre, il y aura encore des pluies orageuses de la Corse aux Alpes, à l'Alsace et à la Lorraine. Elles cesseront en fin de journée, mais le ciel restera très nuageux et souvent brumeux le matin ; il deviendra plus instable l'après-midi : des éclaircies se développeront localement, mais il y aura aussi des

SITUATION LE 1 OCT 1976 A 0 h G.M.T.



averses, principalement près des côtes de la Manche et de l'Atlantique ainsi qu'en montagne.  
Les températures varient peu par rapport à celles de vendredi. Vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 008,5 millibars, soit 797,5 millimètres de mercure.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre) : Alsace, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 18 et 14 ; Brest, 15 et 13 ; Caen, 18 et 11 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 13 ; Dijon, 16 et 14 ; Grenoble, 23 et 13 ; Lille, 20 et 13 ; Lyon, 21 et 15 ; Marseille, 24 et 17 ; Nancy, 19 et 12 ; Nantes, 20 et 11 ; Nice, 23 et 17 ; Paris-Le Bourget, 21 et 13 ; Pau, 21 et 13 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 19 et 12 ; Strasbourg, 16 et 14 ; Tours, 19 et 14 ; Toulouse, 23 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 18 degrés ; Amsterdam, 21 et 14 ; Athènes, 26 et 19 ; Berlin, 18 et 9 ; Bonn, 20 et 13 ; Bruxelles, 21 et 14 ; Casablanca, 27 et 21 ; Copenhague, 12 et 7 ; Genève, 19 et 13 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 18 et 13 ; Madrid, 18 et 12 ; Moscou, 5 et -3 ; New-York, 17 et 15 ; Palma-de-Majorque, 25 et 16 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 10 et -1 ; Téhéran, 27 et 14.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 1<sup>er</sup> octobre 1976 :

**DES DÉCRET**  
● Relatif à l'application du nouveau code de procédure civile dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.  
● Portant création de commissions de l'information et d'un comité interministériel chargé de donner son avis sur certains projets informatiques.

**UNE LISTE**  
● D'aptitude aux fonctions de maître-assistant (sciences).

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 1<sup>er</sup> octobre, publie des arrêtés portant attribution de la médaille des services militaires volontaires et de récompenses honorifiques pour la propagande en faveur de la Caisse nationale de prévoyance.

## Transports

● L'ORIENT-EXPRESS VA DISPARAITRE. — L'Orient-Express, le train qui mettait le Bosphore au bout des rails de la gare de Lyon, à Paris, va cesser de circuler à partir du 22 mai prochain. A partir de cette date, les voyageurs se rendant d'Istanbul à Paris devront changer de train à Belgrade, où ils prendront un nouvel express se rendant à Venise. Dans la cité des Doges ils monteront à bord du train Venise-Paris. — (Reuters.)

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1576

HORIZONTALEMENT

I. Défilé de... suite : A une influence décisive sur la vie des filles et des garçons. — II. Un point dans l'eau ; Prend soin des robes qu'on lui confie ; Anonyme ; Grecque. — III. Un expédient quand on a raté le bac ; Synbole ; En Palestine ; Souvent émis par le conducteur d'une patinoire (inversé). — IV. Président des forêts dans une désignation administrative ; Abréviation : Coule dans un certain sens ; Fréquent épelé. — V. D'un auxiliaire ; Abréviation militaire ; Pas unies. — VI. Honoré par des Laotiens ; Est parfois dur à porter ; Fait en sorte que rien ne dépasse. — VII. A moitié laid ; Moins souvent prononcé par des officants (épilé) ; Semble avoir une nette préférence pour la vie de château. — VIII. Ensis par César, au moment de se déplacer ; Plus grand que le loup ; Secours. — IX. Lettres de créance ; Substance coqueuse ; Synbole. — X. Four la Grande-Bretagne, c'est une affaire de poids ; Négation ; Vient il y a bien longtemps. — XI. Fit preuve de doigté et de tact ; Elément de soutien ; Fit un travail attachant. — XII. D'un auxiliaire ; D'une localité de la Corée. — XIII. A permis plus d'un amendement ; Invite à ouvrir l'œil. — XIV. Utilisé ; Fit pleurer Margot. — XV. Pâle imitateur ; Elément constitutif de rouges bûissons.

la monotonie, voire de la morosité. — 3. Jours ; Limite d'une « trempe » figurée ; Une vraie larve ! — 4. Vt s'éloigner ; Un homme prêt à tous les sacrifices ; Familial à des militaires. — 5. Fréquent ; Suscitant maintes frictions ; Place au

jeune ! — 6. Mange entre les repas ; Terme musical. — 7. Article ; Prend facilement la mouche ; Crève à force de grossir. — 8. Place de grève ; Certains l'accueillent volontiers à leur table ; Langue. — 9. Garçon bouché ; N'est vraiment pas sérieux. — 10. Vieux remède anodin ; Cri antique. — 11. Cela n'a jamais été un agrément pour personne ; Boule colorée. — 12. Se déplace à la force du poignet ; Point d'émigration. — 13. Changés par des infirmières ; De nature particulière quand elles sont hautes. — 14. Éliminée ; Prison pour femmes. — 15. Retrouvés d'un corps simple ; Maladie incurable.

Solution du problème n° 1575  
Horizontalement  
I. Latinate. — II. Aridité. — III. Bé ; Roi. — IV. Inespérée. — V. Sur ; Mes. — VI. Esp ; Ol. — VII. EE ; Ice ; No. — VIII. Grée ; Yen. — IX. Gousses. — X. Rus ; Gère. — XI. Eté ; Porcs.

Verticalement  
1. Lexiste ; Gré. — 2. AR ; Nu ; Égout. — 3. Tibère ; Rusé. — 4. Ides ; Fies. — 5. NI ; Places. — 6. Il ; Etre ; Ego. — 7. Serre ; Yser. — 8. Onions ; Ra. — 9. Émission ; Es.

GUY BROUTY.

**Louez votre TV couleur pour 133 F s4**  
(146 F par mois et 12 mois gratuits)  
option d'achat facultative —  
60 points de service dans la région parisienne  
ou 739.33.75

**NOVA-TEL**  
739.40.40  
la couleur et le noir et blanc large choix de portables design

# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Semaine après semaine

Anna, jour après jour, Marianne, semaine après semaine, passées à la moulinette des caméras de télévision, rien, sous l'époque, ne s'égare l'héroïne de Dominique Saint-Alban de cette de Marivaux. Rien ne distingue un ténor d'un génie. Rien ne différencie une œuvre de conception d'un chef-d'œuvre, un des très rares livres qui fassent date, le premier à avoir pris pour cadre la société de son temps.  
Merveilleux, faut-il le rappeler, s'est attelé à ce feuilleton en 1731, deux ans avant la publication de Manon Lescaut. O'ou cette vitalité, cette émotion, mélange prodigieux de sensibilité et de lucidité, l'allégresse de qui découvre un domaine encore inexploré, décrit, dénonce, moralise, s'élève, et non content de cela, s'arrête au bord du portait, se quitte l'impossibilité de définir les gens —

Il y a en eux des choses qu'on ne saisi point assez pour les dire — annonce d'ailleurs les recherches du nouveau roman. U s'agit d'un récit à la première personne, Marianne raconte sa vie à une amie et même, dans la tradition de Lesage, dans un récit, une amie à son tour raconte sa vie à Marianne. Alors pourquoi, toutes distances abolies, s'est-on privé de regard et de la voir si personnelle des narratrices ou plutôt de l'auteur, juge et témoin. Mérope, apitoyé, étonnement auxquel seul son commentaire donne relief, sens, portée, valeur. Le fait d'avoir interverti, confondu les épisodes, les destinées de ces deux jeunes femmes, l'orpheline et l'éboudonnée, ne nous aurait pas gênés s'il ne semblait annoncer un happy end entièrement inventé, s'agissant d'un roman inachevé. A aucun moment non

plus on ne parait dans le feuilleton de Pierre Cardinal, d'est pourtant essentiel, le ressort d'une action, promesse de bonheur, aussitôt suivies de déboires, de déceptions, dues à la seule « condition » de l'inter-tunée. Nathalie Juvet lui prête une placidité un peu tournée, très éloignée de l'impétuosité qu'on lui connaît. Ses parents sont morts dans un accident sans avoir été identifiés. On ignore donc si elle est « née », si elle est digne d'être dans le monde. On lui en retrouve les portes et puis, dans la doute, on les lui ferme au nez.  
De ces nuances, de ces châtiments, de ces observations, de ces sautes d'humeur et de ton, que reste-t-il à l'écran ? Une de nos fameuses apécies : l'absence d'images et le défilé de costumes.  
CLAUDE SARRAUTE.

## VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

**alors raconte...**  
les 57 meilleurs moments de l'émission  
SUR DISQUE

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Cash-Cash », d'A. Foot et A. Marriot. avec D. Cowl, J. Maria, J. Balutin.  
22 h. 35. Concert : « Concerto n° 4 pour violon et orchestre » de Mozart, par l'orch. nat. dir. et sol. E. Krivine ; 22 h. 55. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : la Poupée sanglante, d'après G. Leroux, réal. M. Cravenne ; 21 h. 30. Émission théâtrale : Apostrophes, de B. Pivot (Destins d'hommes) avec M. Piccoli, R. Schneider, E. Fresson, F. Périer.  
22 h. 45 (R.). Ciné-club : « Une femme est

une femme », de J.-L. Godard (1961), avec A. Karina, J.-P. Lèmoine et J.-C. Brialy. 0 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi : Ailleurs, le complexe allemand, enquêtes et réal. S. Walsh ; 21 h. 30. Culture : Méditerranée (II) ; 22 h. 25. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 5 (R.). Enregistrements avec Brice Parain ; 20 h. 30 (S.). En direct de l'auditorium 104, l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, direction I. Seregiu ; « La Femme glorieuse », opéra-comique, de S. S. Weig, musique de R. Strauss, avec E. Gruberova, M. Rintzer, R. Emili ; 21 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Concert : Pierre Castaldi reçoit Fernando Lloren ; 20 h. 30. Échanges franco-allemands : Orchestre symphonique de la Radio de Bâle-Sarasin, direction K. Kord ; « Vox Clementis » (P. Eben), « Concerto pour flûte et orchestre » (Mozart), « Tristesse Symphonique » (Brahms) ; 21 h. 15. E. J. Elzinga. Music club ; 21 h. 45. Jazz forum ; 1 h. 30. Poésie.

## SAMEDI 2 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu. — à 14 h. 25. Samedi est à vous.

20 h. 30. Variétés : Numéro un (Georges Chakiris) ; 21 h. 20. Série : Matt Helm ; 22 h. 25. Magazine du théâtre : L'œil en coulisses ; 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu. — à 14 h. 35. Les jeux du stade.  
20 h. 30. Soirée de gala : l'Ecole d'équitation de Vienne ; 21 h. 35. Magazine : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 35. Cabarets et cafés-théâtres : Drôle de baraque ; 23 h. 15. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Nouvelle-Orléans bien-aimée, de J.-Ch. Averty (première partie : « Du Vieux-Carré à Storyville »). — 21 h. 45. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie ; 20 h. 5 (S.). Science-fiction : « Une porte sur l'été », de R. Heintz, adaptation C. Sautet, avec J.-P. Cassel, C. Gensac, P. Mony ; 21 h. 30. Ad lib. par M. de Bréville ; 22 h. 35. La fugue du samedi ou « mi-luge mi-rain » ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35. Soirée lyrique : « Aida » (Verdi), par les chœurs et l'Orchestre lyrique de Turin, direction T. Schippers, avec G. Brun-Rome, G. Sumary, P. Goussier ; 20 h. 30. En direct du square de l'Aspirant-Durant : bal animé par les Groupes Sautier et Bonhomme ; 24 h. 5. Un musicien dans la nuit.

## DIMANCHE 3 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu. — à 17 h. 10. Téléfilm : « Le Combat dans l'île », réal. A. Smithée. Un escadron américain atterrit dans l'ouest du Pacifique, en territoire hostile.

20 h. 30. Film : « Max et les ferrailleurs » de Cl. Sautet (1970), avec M. Piccoli, R. Schneider, E. Fresson, F. Périer.

22 h. 30. Concert : « Symphonie pathétique n° 6 » de Tchaïkovski, Orch. nat. dir. K. Kozum ; 23 h. 20. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu. — à 14 h. 50. Film : « Rendez-vous à Sanger Point », de D. Weis (1967), avec M. Mac Clure, R. Montalban, K. Ross.

20 h. 30. Variétés : Bécital, réal. R. Pradines. Forsyte ; 22 h. 20. Émissions spéciales : Les élections allemandes ; 22 h. 35. Documentaire : Côte d'Ivoire (première partie), de H. Knapp et J.-Cl. Bringuier, réal. B. Bouthier ; 23 h. 25. Journal.

20 h. 30. Dossier : L'affaire Dreyfus, de H. Guillemin et M. Thomas.

21 h. 20. Théâtre : Le grand Magic Circus, réal. P. Grandperret ; 22 h. 30 (R.). Cinéma de minute : « L'Évangile selon saint Matthieu », de P.-P. Pasolini (1964), avec E. Trizzoli, M. Carruso, S. Pasolini, A. Gatto, G. Morante (v.o. sous-titrée, N.).

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente : « L'Empire de Brabant », de G. Schlegel ; 20 h. 5. Poésie ininterrompue ; 20 h. 40 (R.). Atelier de création radiophonique : Une plus une (Phil Glass) ; 23 h. 50. Black and Blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 5. La tribune des critiques de disques : « Symphonie n° 1 » (Brahms) ; 20 h. 30. En direct de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, le groupe choral Saint-Germain-des-Près et la chorale mixte de Deuil-la-Barre ; Chants sacrés ; 21 h. 30. Festival d'été de la Mer ; Concert symphonique (Frascati), W. Debesch, M. C. Festino, J.-S. Bach, B. de Bismarck ; 23 h. 50. Cycle de musique de chambre : Mozart ; 24 h. Festival d'automne ; Concert Bill Ovan ; 1 h. 15. Trêve.

## VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

— M. Raymond Aron est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscope » sur France-Inter, à 17 heures.

— L'Alliage (philosophie de l'associationnisme) exprime son opinion sur « le fils contre la justice sociale » à la Tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

## TRIBUNES ET DÉBATS

— « Le complexe allemand » est le sujet de l'enquête de Steve Walsh réalisée pour le magazine « Vendredi » sur FR 3, à 20 h. 30.

SAMEDI 2 OCTOBRE  
— M. Olivier Guichard, ministre d'État, garde des sœurs.

est le rédacteur en chef du journal inattendu sur R.T.L. à 13 heures.

DIMANCHE 3 OCTOBRE  
— Le chah d'Iran, l'impératrice Farah Diba et M. Hoveyda, premier ministre, reçoivent Jean-Pierre Elkabbach pour le « 12-14 » sur France-Inter diffusé en direct de Téhéran.

**FLORIN 12**  
34, boulevard de Picpus, Paris 12  
STUDIO 26,52 m<sup>2</sup> - 4,95 m<sup>2</sup> : 785.000 F  
2 PIÈCES 50,24 m<sup>2</sup> - 9,11 m<sup>2</sup> : 815.000 F  
(parking compris)

STUDIOS/2 PIÈCES  
LIVRAISON IMMÉDIATE

APARTEMENT  
DECORE SUR PLACE  
Ouvert tous les jours  
de 14 à 19 h  
(sauf mardi)  
et de 10 à 19 h  
samedi  
et dimanche

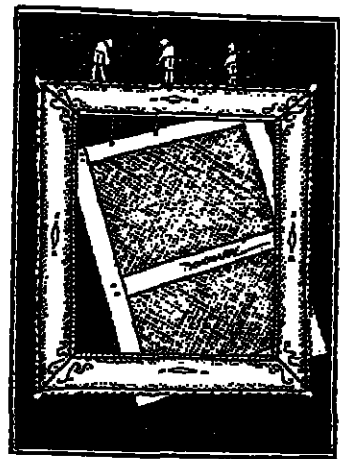
ALM 98.98  
SGMI CONSTRUCTEUR

343.22.22



# ARTS ET SPECTACLES

## Culture



### Beaubourg mis au pas ?

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a effectué jeudi 30 octobre une visite au Centre national Georges-Pompidou. Au cours de cette visite, qui coïncidait avec la dernière réunion des membres du conseil d'administration de l'établissement public chargé de la construction du Centre — définitivement remplacé désormais par un conseil d'administration — Mme Françoise Giroud a exprimé sa confiance dans l'avenir de l'institution.

L'étonnant est qu'aujourd'hui Beaubourg trouve plutôt à gauche ses défenseurs les plus convaincus. Dans son intervention au cours d'une récente émission de France-Inter, M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., s'est étonné qu'on mette maintenant en question un projet qui a déjà coûté à la nation 1 milliard de francs — et cela pour des crédits de fonctionnement — alors qu'il s'agit justement d'un centre culturel qui veut s'ouvrir au plus grand nombre.

Par sa petite phrase sur Beaubourg, le secrétaire d'Etat à la culture ne voulait sans doute rien dire d'autre que ceci : le nouveau Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est bien lourd à porter pour la France du plan Barre. Telle est, en substance, la thèse exposée.

On sait à présent que M. Bordaz a rencontré Mme Giroud, qu'un accord a été conclu pour réduire les dépenses et accroître les recettes. En fait, rendre moins déficitaire l'exploitation de l'entreprise Beaubourg. Le Parlement précéderait l'entente de cette réduction qui doit, semble-t-il, se situer aux alentours d'un peu plus de 10 %. Parmi les recettes, le tarif de l'abonnement annuel pour les visites, fixé à 40 francs, pourrait passer à 50 francs, tandis que, du côté des dépenses, le coût des expositions inaugurales, Duchamp et Paris-New York, sera diminué.

Beaubourg coûte cher ? Soit. Mais combien au juste pour les quelque deux millions cinq cent mille à trois millions de visiteurs attendus ? A raison de 130 millions de francs par an, on évalue à 40 francs le coût du visiteur. L'Opéra, avec dix fois moins de spectateurs (trois cent mille par an), coûte dix fois plus par unité, soit 400 francs le siège. Or, vérité, ce ne sont pas tant les coûts élevés de Beaubourg qui sont choquants que la disparité — ici aussi — qui existe entre cette nouvelle institution culturelle et les autres musées de France, à Paris et en province. A lui seul, le Centre Pompidou recevrait jusqu'à présent « hors enveloppe », presque autant que tous les autres musées nationaux réunis. Ses conservateurs sont mieux payés qu'au Louvre, ses gardiens plus nombreux.

Le « modèle » Beaubourg devait avoir un effet d'entraînement sur la gestion de l'ensemble des musées en France : s'inspirer et démultiplier leur organisation centenaire.

Entre autres modifications fondamentales, Beaubourg s'apprêtait à changer l'horaire des musées, en ouvrant de 10 heures à 22 heures tous les jours de l'année ; les autres musées ferment à 17 h, comme au temps de Napoléon, alors que les masses n'allaient au Louvre que pour le brûler. Dix-sept heures, c'est-à-dire juste avant que les travailleurs ne quittent leurs bureaux ou leurs ateliers. C'est à dire de tels détails, qu'il ne vient à l'esprit de personne de contester tant ils sont liés à sa nature, que se mesure la vraie ségrégation culturelle du musée d'Etat. Ségrégation que Beaubourg pourrait bien abolir. Pour 40 francs par an et par citoyen-consommateur.

JACQUES-MICHEL.

## Musique

### Baptême du feu pour le chœur de l'Orchestre de Paris

Le chœur de l'Orchestre de Paris, dans la création d'aujourd'hui, a été baptisé par Daniel Barenboim et par M. Jean Mahou, directeur de la musique au secrétariat d'Etat à la culture, reçu jeudi soir le baptême du feu avec le Te Deum de Berlioz, tour à tour assourdissant, exquis et terrible. Et il avait pour parrain et pour marraine M. Valéry Giscard d'Estaing et Mme Françoise Giroud, ce qui est ravi Berlioz le Te Deum de 1849 avait raté successivement l'investiture du prince-président et de l'empereur Napoléon III.

En neuf mois, Arthur Oldham, le chef des chœurs du Festival d'Edimbourg, à la barbe de prophète, a mis sur pied cet énorme orgue humain de deux cent quarante personnes, qui a fait grande impression dès le premier concert. Si un moment, dans le Te Deum on a pu craindre que les sopranos du premier chœur ne soient trop raides, tout ensuite fut de la plus haute qualité : la beauté des voix travaillées et homogènes, la diction, très claire, le moultu céleste et les frémissements d'orgue. L'ensemble, quelle netteté sur un ensemble obéissant comme un seul homme aux indications tranchantes de Barenboim (1).

### MORT DU CHEF D'ORCHESTRE LOUIS FOURESTIER

On apprend la mort de Louis Fourrestier, chef d'orchestre et compositeur, décédé jeudi 30 septembre à Boulogne-Billancourt.

Louis Fourrestier a quitté le monde de la musique au soir d'une carrière bien remplie. Né le 31 mai 1889, élève de Leroux, Gieseler, Vidal et Widor, Grand Prix de Rome en 1925, il a laissé quelques œuvres, dont un quartet pour deux violons, deux violoncelles et deux contrebasses, et des mélodies, mais il fut surtout un inlassable chef d'orchestre, un des piliers de l'Opéra-Comique et de l'Opéra, et forma de nombreux élèves au Conservatoire de Paris, après la guerre. Il avait été aussi directeur international et dirigé au Metropolitan de New-York en 1946-1947.

Sans rien donner de l'œuvre, Daniel Barenboim lui a donné sa véritable stature en faisant briller ce qu'il y a de vrai, de frémissement, de brigue dans ces partitions, et en montrant, de prime abord, peu de connaissance, mais où tant de talent et de naïveté faisaient par atténuer.

Il avait auparavant joué et dirigé à merveille, avec un orchestre, une œuvre de la même nature, de prime abord, peu de connaissance, mais où tant de talent et de naïveté faisaient par atténuer.

Il avait auparavant joué et dirigé à merveille, avec un orchestre, une œuvre de la même nature, de prime abord, peu de connaissance, mais où tant de talent et de naïveté faisaient par atténuer.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) On associe à ces éloges le Chœur d'enfants de Paris et la Matrière de la Résurrection, ainsi que Jean Guillou à l'orgue électronique.

## Variétés

### JOHNNY HALLYDAY

(Suite de la première page.)

Là, il était à la fois l'officiant et la victime offerte, jetant en pâture le « je » dans une dramatisation rituelle tandis que la salle se transformait en un immense chœur. Les gestes, les couleurs musicales étaient ceux de la violence mais sans que celle-ci aboutisse à une révolte contre un. Ainsi pendant longtemps, Johnny Hallyday a vécu intensément sur scène, donnant dans les absences la plus élaborée, la plus soignée des plus petits détails, le plus beau qu'on ait jamais monté à Paris. Pour sa rentrée, et dans le désir de se surprendre lui-même, Johnny Hallyday a eu le culot de produire son propre spectacle sans léser sur les moyens : large plateau spécialement construit au Palais des sports, scène mobile, rayons laser, jeux de miroirs, sonorisation exceptionnellement parfaite dans cette salle, orchestre de dix-huit musiciens, chœur et danseurs.

Hallyday occupe la scène pendant trois étonnantes heures où défilent chansons et « je » mêlés. La chanson de geste de Johnny, « Je » de la gestuelle rock, sont données parfois avec une légère distanciation, un très fin humour, et Hallyday lui-même joue comme un fétin avec le public. Enfin, lorsque les cérémonies d'ouverture reviennent, lorsqu'il se plaint de sa solitude à grands cris, lorsqu'il réclame quelqu'un qui veuille l'aimer et que les moins, les visages, les corps se tendent vers lui, il y a comme une étrange beauté qui attire.

CLAUDE FLEOUTER.  
\* Palais des sports, 20 h. 45.

## Formes

### Défense d'entrer

Fas de signe anthropomorphe dans les dessins impeccables de Chan Kin-chung (1), pas de présence humaine avouée sinon par le discours indirect, par le biais des objets insaisissables que l'ère, s'écarte de l'humanité, a façonnés moins pour-être pour se libérer que pour s'asservir. Après la révélation des peintures — c'en fut une au printemps de l'an dernier — le pur géométrique d'une humble pointe de crayon renouvelle l'heureuse surprise.

Des dessins d'une exécution parfaite, il n'en manque guère depuis que le réalisme, hyper ou pas, est dans le vent. La technique n'est pas tout : il suffit d'une main adroite et appliquée, et voici déjà peindre, restituer, un académisme recrudescant. Mais quand l'artiste va au-delà du trait et au-delà des choses, quand s'exprime sous la rigueur de la forme une sensibilité d'homme plus aguerrie qu'il ne le paraît, quand la vraie poésie sourd de l'anti-poésie, on se sent mal venu de mettre une sourdine à son admiration.

Côté humain-inhumain, Chan Kin-chung opte en connaissance de cause pour les ouvertures que dans l'univers carcéral servent par notre civilisation, derrière en principe déboucher sur l'autre, qui l'inclut. Les portes et fenêtres, judicieusement, le proverbe voudrait qu'elles soient ouvertes ou fermées. On les ferme, de préférence, on s'enferme, et le peintre en témoigne, qui dessine avec minutie, c'est bien, par exemple, l'ombre de son poignet sur un bûcher — les traverses cadencées, les panneaux alternativement sombres et clairs, les regards aveugles qui percent les lattes, les volets enroulés dont la peinture s'écaille.

Les amateurs impatients de métaphores y trouveront quelque allégorie de notre condition de même qu'ils trouveront une victorieuse persistance biologique dans les feuilles de lierre, aux mailles vivantes sur un rebord de béton et que l'air soulève, dans cette poussière qui se fait jour à travers les lattes d'une cloison à claire-voie, au-dessus des arbres éternels, murés, assés, qui tiennent bon au cœur d'un paysage lunaire, mousseline de rêve, sous un ciel d'une subtilité infinie.

A ce degré, il est dépassé le symbole. L'émotion traverse le rempart des apparences, enfin respire avec le monde.

Les peintures valaient se valent et se se recomposent pas. Qu'en on qui peut rapprocher à première vue le futur d'Albert Chavet, de Saville, et celui de W. Zurbiggen, de Saxe-Fee ? Au-delà des divergences, une parenté terrénne, qui se sent. Les personnages de Zurbiggen (2), qui il donne presque toujours la préférence à notre espèce, sont tellement simplifiés qu'un confrère de langue allemande a pu parler à leur sujet de « constructivisme figuré ». Couleurs pures sans heurt, on dirait posées au pochoir, comme les seins de plus d'un modèle ont l'air tracés au compas. Pourtant une « présence », ici sans mystère, est conférée à ces villageois bidimensionnels, décapés de tout.

### Le meilleur choix en ÉPÉDA ?



CAPÉROU  
distributeur  
livraison gratuite très rapide dans toute la France

folklore, l'extrait, un peu au hasard, du lot des Trois rois, les Témoins, l'Homme au chapeau (un chapeau plus naturellement à la Ramona), et parmi les bonnes femmes dans la grande occupation semble être le Starfighter, celles qui papotent au clair de la Pléiade Lant. Il en est d'autres, peines pour leur charme et leur jeunesse, et des enfants, beaucoup d'enfants, qu'ils soient ou non en Récréation. Des modèles humains ? Pas forcément. La Table rouge et la Table bleue n'ont pas besoin de coquetterie pour s'asseoir et de la Nove des corbeilles comme une sorte de fantaisie, on se demande par quel sortilège. Celui de la simplicité, tout simplement.

Jeunes ou moins jeunes, les artistes helvétiques se risquent à sortir de la Constatation. Et on en s'assoie d'autres.

Des cadres, de ces immenses cadres dont les ombres se découpent avec une netteté métallique sur des étagères désertiques, au milieu du pelage traqué des broussailles. Wot von dem Busche les a photographiés inlassablement — ils finissent par lacer à la longue — à en juger par la diversité des quarantes épreuves qu'il expose (3). Oui, leurs ombres : elles partent avec autant de force que les candélabres épiques, hirsutes de piquants, monstrueux et verticales chenilles velues, qui étendent leurs bras de scaphopodes pour vous envoyer au diable ou se les enroulent autour du corps. Il y en a un qui s'érige solitaire dans le ciel qu'il semble vouloir transpercer de la pointe de sa moignée réunie ; on dirait une aiguille alpine. D'autres ont été pris en contre-plongée. Mais alors, les ombres ? Elles deviennent des silhouettes d'hommes plaqués en maîtres ardoises ou de noirs fantômes, dégoûtés de toute l'ère que les colonnes végétales ont patiemment pompées pour lutter contre un soleil meurtrier.

JEAN-MARIE DUNOYER.  
(1) Galerie Darlat, 22, r. de Beaune.  
(2) Galerie Darlat, 22, r. de Beaune.  
(3) Agathe Gallard, 3, rue du Pont-Neuf-Philippe.

## VENTES

### 3,5 MILLIONS DE DOLLARS POUR UN REMBRANDT

Le magnat du pétrole M. Armand Hammer vient d'acquiescer une peinture de Rembrandt, Juon, portrait de femme peinte en 1664, pour 3,5 millions de dollars (soit environ 17 millions de francs). Cette toile appartenait à la galerie Knoedler de New-York, qui l'avait mise en dépôt depuis dix ans au Metropolitan Museum, où elle était exposée dans la salle Rembrandt. Julien rejoin du l'importante collection de peinture ancienne du président de l'Occidental Petroleum l'an prochain au musée de Los Angeles, après un tour de quelques grandes musées du monde, y compris les musées soviétiques.

**MAISON DU DAIM**  
11, RUE ARBER  
le cuir, la peau  
les peaux laines  
VESTES - BLOUSONS  
MANTEAUX  
HOMME - FEMME

## Théâtre

### « LE SCÉNARIO », de Jean Anouilh

Ce sont d'abord des personnages, une pièce d'Anouilh. Jean Barney, jeune scénariste au cœur pur, porte une admiration filiale à Daniel Gélén, comme fatigué, ancien coureur automobile devenu metteur en scène autour d'un chef-d'œuvre, un seul, vieux de dix ans. Ils travaillent ensemble dans le cinéma alimentaire. À la suite de Jacques Fabry, producteur juif polonais, qui paie Alexandre Greco, un aristocrate allemand, pour en apprendre les bonnes manières, et Karine Lafabrie, une actrice pour être sa maîtresse. Daniel Gélén est marié à Sylvie Pavre, femme douce et riche qu'il martyrise. Jean Barney à Sabine Azema, apprentie starlette qui le martyrise tout de retour dans une auberge près de Paris, tenue par Jean Amos, qui s'adonne à des amours andalouses avec Florence Blin (Daniel Gélén aussi, accidentellement), et on vient se distraire au petit blanc Jean-Simon Prévost, ancien combattant de la Grande Guerre, qui porte béret et ne comprend rien à rien.

Jean Barney et Daniel Gélén doivent écrire un scénario sur lequel ils ont déjà touché de l'argent. Sans grand espoir, ils pensent à la bohème amère de Soutine, à l'histoire d'un amour qui n'a jamais existé. Jacques Fabry l'accepte, mais la transforme d'abord en mélodrame hollywoodien avec sexe et travestis, puis en petit roman chrétien car il espère un financement du Vatican. Dans un mouvement de dégoût, Jean Barney refuse, Daniel Gélén se suicide. D'ailleurs, le film ne se tournera pas. L'action se passe en août 1939, le scénario imaginé par Hitler est porté tout, Jean Barney part pour la guerre. Le sort des deux femmes est laissé à l'imagination du public, et l'on devine que leur égérie les protège. Avant de partir pour Hollywood, Jacques Fabry donne de l'argent à la veuve de Gélén — l'argent ne compte pas, il est capable d'en gagner partout et en toutes circonstances. Il en offre également à Alexandre Greco, qui refuse noblement, rejoint l'armée allemande, retrouve son honneur, sa dignité.

Nous sommes tous des lâches et des égoïstes, sans moi quand j'étais jeune. C'est la philosophie de Jean Anouilh, celle de ses porte-paroles, silhouettes d'hommes auxquelles le talent de Jean Barney et de Daniel Gélén (et pourtant, quels comédiens !) ne peuvent pas à donner du corps. Ici se raconte, se raconte encore, et Jean Anouilh enferme son propos dans un huis-clos qui ne laisse rien passer de l'histoire. Il dessine les grandes lignes d'une caricature allégorique, il copie la Gerbe et le seul portrait : d'un côté l'insupportable française en-

juivité, dépossédée de ses droits par la Révolution, de son pouvoir par la tradition familiale. De l'autre, l'aristocratie allemande, l'arène blonde, sage et lucide, qui sait comment agir avec les juifs, qui se délecte, le Concerto de Hitler tout en craignant pour sa classe les extravagances de ce parvenu. Au centre, le juif grotesque, le juif méprisé, le juif par une revanche séculaire à prendre, et qui se console de ne jamais pouvoir acquiescer à la « naissance » en achetant tout le reste.

La pièce se divise en trois parties. La première met en place un folklore cinématographique pour feuille à ragots. La deuxième est une pénible confession d'impudence. Quant à la troisième, elle donne la morale de la fable : si l'histoire ne s'était pas trompée, les nazis auraient gagné la guerre. Pure provocation inutile quand elle manque son but Jean Anouilh, lorsqu'il stimule l'imagination. Ici, il prend Jean Anouilh au piège. On ne peut pas parler de pamphlet politique, les fascistes aujourd'hui pleurent pas sur la croix gammée.

COLETTE GODARD.  
\* L'Œuvre, 20 h. 30.

## Cinéma

### DU NEUF AVEC DE L'ANGIEN

Deux films nouveaux à l'affiche cette semaine, ce ne sont pas de nouveaux films. « Rose et Frédéric » a été déjà sorti le 28 avril 1976 sous le titre de « Monds pas, on l'aime » ; il s'agit d'une œuvre d'Yves Allégret et non d'Yves Clampi, comme on nous l'avait annoncé (« le Monde » du 30 septembre).

« On s'appelle Salgo » n'est d'autre part que la simple reprise des « Derniers Jours » de la coïté, film du réalisateur italien Tomino Valeri, datant de 1967. Les sociétés de distribution, omettant simplement de fournir ces précisions, trouvent le moyen de faire du neuf avec de l'ancien, et, le public allant voter... tra peut-être voter.

Une troupe indienne de danseurs folkloriques donnera trois récitals au Musée national des arts et traditions populaires les 5, 6 et 7 octobre, à 20 h. 45. (Rens. : 37-30-38.)

Les Ateliers cinéma-théâtre de Lyon présenteront à Gros Caillou à du 21 au 31 octobre. Ce spectacle de Pierre Lechart, tiré du roman d'Emile Ajar, a été créé au Festival d'Avignon 1974. (Rens. : 37-45-30.)

### loterie nationale

### PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE



GROS LOT  
3 MILLIONS de F  
tirage samedi 2 octobre

**RIN 12**  
de PIERRE PIRE 2  
3 1/2 PRODES  
en AMMONIATE

## Pour 100 briques t'es plus rien maintenant

**CRITIQUES UNANIMES :**  
« Viens chez moi, l'habite chez une copine » du même auteur, s'est donné pendant deux ans. Avec sa nouvelle pièce, Kaminka risque d'occuper le théâtre La Bruyère pour un bon bout de temps. On rit beaucoup.  
(LE NOUVEL OBSERVATEUR)  
Fou rire. Gags bien huilés.  
(LE MONDE)  
Bonne soirée garantie.  
(L'AURORA)  
Burlesque, dénonciation hilarante.  
(LE FIGARO)  
Franche rigolade.  
(LE QUOTIDIEN DE PARIS)  
Farce très réussie, fait mouche à tous les coups.  
(L'EXPRESS)  
Irrésistible drôlerie.  
(LE PARISIEN LIBRE)

**THEATRE LA BRUYERE** Loc. : TRI. 76-99 et agences

**5 au 9 octobre 20 h 30**  
**FRANÇOISE ACHARD ET TAMIA**  
**RORSCHACH 2**  
création

SMIP  
THEATRE MUSICAL composition vivante pour voix, corps de femmes et instruments divers

**MUSEE GALLIERA**  
10, av. Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie 16<sup>e</sup>

28 F et 16 F - location FNAC Montparnasse  
tél. 544.70.50 et places à l'entrée

**THEATRE D'ORSAY**  
**CIRENAUD-BARRAULT**  
soirée 20 h 30  
matinées dimanche  
15 h et 18 h 30  
**30 représentations**  
**Madeleine Renaud**  
**Claude Dauphin**  
**Michaël Lonsdale**  
**L'AMANTE ANGLAISE**  
**Marguerite Duras**  
mise en scène  
**Claude Régy**  
7, quai Anatole France - 548.38.53

**DEUX ANES**  
Ce soir : PREMIERE  
**Pierre-Jean VAILLARD**  
dans la nouvelle revue  
**MARIANNE NE VOIS-TU RIEN VENIR ?**  
Jacques MEYRAN  
Christian VEBEL - André BETTIN  
J. MORINEAU - Arlette CLAIR  
Claude RIO - Mady FRANK  
M. ARISY et R. VALENTINO  
Mise en scène : Jacques ARDOIN  
Chorégraphie : CL. JOURDAN  
Loc. 606-10-26 et Agences

**TOUT CONTRE UN PETIT BOIS**  
de JEAN-MICHEL RIBES  
« Sa meilleure pièce ! »  
« L'Express »  
« A ne pas manquer ! »  
« France-Soir »  
« Idée magnifique ! »  
« Quotidien de Paris »  
« Quasiment génial ! »  
« La Croix »  
« Comédiens bouleversants, remarquables. »  
« Le Monde »  
« Admirable ! »  
« Théâtre important ! »  
« France-Culture »  
20 h. 30 tous les soirs sauf lundi  
Tél. 548-63-81  
**RÉCAMIER**

**CE SOIR**  
**Théâtre de la Commune**  
centre dramatique national  
93 Aubervilliers  
du 1<sup>er</sup> au 9 octobre  
Les Tréteaux de France  
présentent  
**LORENZACCIO**  
d'A. de MUSSET  
M.P.S. de P. VIELLESCAZE  
Réservation : 833-16-16  
et Agences

à partir du 8 octobre  
**MÈRE COURAGE**  
Bertolt Brecht  
mise en scène  
José Valverde

**STYX V.O.**  
**ACTES DE MARUSIA**  
« L'Art avec un grand A...  
La force d'un coup de poing  
en pleine figure... »  
LE MONDE

**LA CLEF**  
21, rue de la Clef - 337-90-80  
**L'AMOUR BLESSÉ**  
ou les Confidences de la nuit  
Un film de Jean-Pierre LEFEBVRE

**La Saine** CINÉMAS : 10 rue S. Sauton (Métro) 1.525 22 44.  
PROGRAMME POSITIF : dans le cadre de "Family 100", la réalisation de films d'animation destinés à l'UNESCO par le soutien de la COMISSAO de l'Unesco de l'Unesco.  
**BRONCO**  
12 heures de films sur la CHINE DE MAO  
MAX ERNST  
12 heures de films sur la CHINE DE MAO  
12 heures de films sur la CHINE DE MAO

## SPECTACLES

### théâtres

**Les salles subventionnées**  
Comédie-Française, 20 h. : Cyrano de Bergerac.  
Chaillet, 20 h. 30 : Elisabeth Un. Odéon, 20 h. 30 : La Carrière.  
Petit T, 20 h. 30 : La Carrière.

**Les salles municipales**  
Nouveau Carré, 20 h. : Parole de femme (salle Papin).

**Les autres salles**  
Antoine, 20 h. 30 : Le Tuto. Atelier, 21 h. : Monsieur chasse. Athénée, 21 h. : Le Séducteur. Bouffes du Nord, 20 h. 30 : La Servante. Comédie-Camartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing. Compe-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain. Drouot-VII, 21 h. : Die-moi. Elise, 20 h. 45 : Comme avant. Gaité-Montparnasse, 20 h. 30 : Tu es un chic type Charlie Brown (à bureaux fermés). Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Une aspirine pour deux. Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve : la Leçon. La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques, t'es plus rien maintenant. Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache. Maison de l'Alliance, 21 h. : Marie-Madeleine. Mathurins, 20 h. 45 : Les Mains sales. Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday. Michodière, 20 h. 45 : Arapipe. Madame Moderne, 21 h. : Qui est qui ? (à bureaux fermés). Montparnasse, 20 h. 30 : Même heure, même chanson. Montferrand, 20 h. : La Mûre : Ça peut-être. Œuvre, 20 h. 45 : Le Scénario (à bureaux fermés). Palais, 21 h. : Les Troubadours. Petite salle, 19 h. : Paris c'est grand. Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux folles.

Sous le patronage du ministère des affaires étrangères et de l'ambassade de l'Inde à Paris.  
**TOURNÉE OFFICIELLE DES DANSES FOLKLORIQUES DE L'INDE**  
Les 5, 6, 7 octobre à 20 h. 45. Auditorium du MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES, 6, route de Mahatma-Gandhi, 75016 PARIS (entre le Jardin d'acclimatation et le Bowling de Paris, porte Maillot). Prix des places : 25 F, étudiants, 15 F. Locat. Durrant, 3 FNAC et 578-39-39.

compagnie le chemin  
**HISTOIRE DUNE REVOLTE**  
THEATRE DE LA PLAINE

**THEATRE D'ORSAY**  
**CIRENAUD-BARRAULT**  
**PETIT ORSAY**  
soirée 20 h 30  
matinées dimanche  
15 h et 18 h 30  
dernières  
théâtre acadien  
**LA SAGOUINE**  
de Antonine Maillet  
avec Viola Léger  
présenté par  
Le Rideau Vert de Montréal  
7, quai Anatole France - 548.38.53

**La Saine** CINÉMAS : 10 rue S. Sauton (Métro) 1.525 22 44.  
PROGRAMME POSITIF : dans le cadre de "Family 100", la réalisation de films d'animation destinés à l'UNESCO par le soutien de la COMISSAO de l'Unesco de l'Unesco.  
**BRONCO**  
12 heures de films sur la CHINE DE MAO  
MAX ERNST  
12 heures de films sur la CHINE DE MAO  
12 heures de films sur la CHINE DE MAO

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Vendredi 1<sup>er</sup> octobre**

**Les concerts**  
Vier Théâtres de banlieue. Michel Mouton, 20 h. 30 : S. Beure, piano (Bach). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : D. Barenboim, piano : M. Bouvier, harpiste ; M. Garin, Marrou, cor et Cl. Desormont, clarinettes (Mozart, Berlioz, Beethoven). Maison de la radio, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. L. Sagerat (la Femme silencieuse, de S. Bouman). Cathédrale américaine, 21 h. : Six siècles de musique française (du douzième au dix-septième siècle).

**Les opérettes**  
Bobino, 20 h. 30 : Croisière d'amour. Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Rêve de valse. Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Mayflower. Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Belle Héloïse.

**Festival d'automne**  
Théâtre, Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Le Livre des splendeurs. Musée Galliera, 20 h. 30 : Bill Dixon (Places and Things n° 3).

**HAUTEFEUILLE OLYMPIC ENTREPOT**  
**QUELLE**  
JACQUES RIVETTE

**Le music-hall**  
Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line. Cirqus d'Or, 20 h. 45 : Maxime La Forêtier. C.M. 414 des Champs-Élysées, 20 h. 45 : Guy Béart. Concert Marol, 21 h. 15 : M. P. à l'ave 78. Danza, 21 h. : Jacqueline François. Rive-Montmartre, 20 h. 45 : Rive-Montmartre. Olympia, 21 h. 30 : Mafre Moore. Palais des congrès, 21 h. : Show gaudoups. Palais des sports, 20 h. 45 : Johnny Hallyday. Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Henri Tachan.

**Les chansonniers**  
Café de la République, 21 h. : Sete sans provision. Ode-Henri, 21 h. 15 : Tu crois que c'est mieux ailleurs. Deux-Ans, 21 h. : L. Marianne, ne sois-tu rien venir.

**Vidéo**  
Vidéovision, permanent à partir de 15 h. 30 : Around the Stone.

le nouveau film de DINO RISI  
**la CARRIÈRE d'une FEMME de CHAMBRE**  
AGOSTINA BELLI  
VITTORIO GASSMAN UGO TOGNAZZI  
COCHI PONZONI  
VILLENEUVE Artel - SARCELLES Flanades - MONTREUIL M&H  
PANTIN Carrefour - AULNAY Parleur - PARLY II - ORSAY Uls 2  
ST-GERMAIN C2L - PORT ROBERT Artel - ARGENTEUIL Alpha

**MARIGNAN - QUINTETTE - MADELEINE - OLYMPIC ENTREPOT**

**France-Soir** "LA VICTOIRE EN CHANTANT... ET EN RIANT"  
"Ce film d'une ironie cinglante sur la bêtise des hommes et la sottise des mobilisations, sur le goût du profit et l'abus du pouvoir..." Robert CHAZAL

**Le Monde** "La satire est là, drue, caustique, pénétrante, réjouissante. Dans notre production française, si paresseuse, si monotone, ce premier film frappe par sa nouveauté et son originalité. Il fait plaisir. Il mérite d'être vu." J. de BARONCELLI

**Obscurateur** "Avec la VICTOIRE EN CHANTANT, nous nous payons une pinte de bon sang. Nous avons bien besoin de ce sang là." Jean-Louis BORY

**LEPRESS** "L'ironie fait mouche." François FORESTIER

**Le point** "La fleur du comique au fusil." Michel FLACON

**Pariscope** "Quel beau jeu de massacre ! Et que de force sous la bouffonnerie ! Un premier film plus complet, plus mûri, plus réussi que celui-là se voit rarement. A trente-deux ans, Jean-Jacques ANNAUD, manque déjà d'expérience... CARMEL. Quel art ! Proche du génie, celui des grands qui consiste à ne rien faire. Et tout exprimer." José M. BESCOS

**Libération** "Jacques DUFILHO et Jean CARMET forment une équipe dont le talent et l'humour sont une garantie de succès."

**Libération** "C'est avec habileté et finesse que Jean-Jacques ANNAUD et Georges CONCHON, ont montré à travers le miroir de cette situation insolite tout ce qu'il y a de désirable et de criminel dans la fameuse épopée coloniale." Gérard LENNE

**L'AURORA** "De toute beauté dans l'insolite." Odile GRANT

**E.L.F.** "Jean-Jacques ANNAUD dont l'amour de l'Afrique transparaît à chaque image entrobe Nois et Blancs dans une ironie chaleureuse." Philippe COLLIN

**RTL** "Si vous êtes pacifiste, anarchisant et surtout amoureux d'humour décapant, vous allez adorer... LA VICTOIRE EN CHANTANT." REMO FORLANI

**LA VICTOIRE EN CHANTANT**  
JEAN CARMET  
JACQUES DUFILHO  
FILM DE JEAN JACQUES ANNAUD

150











# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les réactions à la mise en œuvre du plan

## La baisse du franc s'amplifie

(Suite de la première page.)  
Le mauvais accueil réservé en France au plan Barre, les discussions au sein de la majorité et la grève annoncée pour

le 7 octobre (avec la participation de plusieurs fédérations Forces ouvrières) font la plus mauvaise impression à l'étranger.  
La livre sterling, en revanche,

s'est quelque peu redressée, après le vote d'une motion de soutien à la politique monétaire du gouvernement par le congrès du parti travailliste à Blackpool. Au cours d'un débat bref et houleux sur la livre sterling, le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, a prévenu les congressistes qu'un rebours à un contrôle général des importations par la Grande-Bretagne déboucherait fatalement sur une guerre commerciale qui entraînerait encore plus de souffrances pour les travailleurs britanniques.

An milieu des hûtes et des cris de « démission » lancés par les militants de gauche, M. Healey

a assuré qu'il maintiendrait intégralement la réduction d'un milliard de livres sur les dépenses publiques prévues pour le budget prochain, étant entendu que le Fonds monétaire fait de cette compression une condition à l'octroi d'un nouveau crédit de 3,87 milliards de dollars au Royaume-Uni.

La tempête monétaire n'a pas épargné la lire italienne, qui accuse son fléchissement, ni les monnaies liées au mini-« serpent » européen. La Banque nationale de Belgique a démenti, vendredi matin, tout retrait du franc belge du « serpent » ; elle a dû, néanmoins, consacrer des sommes considérables à la défense de sa monnaie, avec le concours de la Bundesbank, qui soutient également les couronnes scandinaves.

FRANÇOIS RENARD.

### L'ÉVOLUTION DU FRANC DEPUIS SA SORTIE DU « SERPENT » EUROPÉEN

	13 mars 76	15 juillet 76	13 août 76	2 octobre 76	Baisse 6 mois
Dollar	4,555	4,80	5,01	4,955	- 8,8 %
Deutschmark	1,7685	1,864	1,99	2,04	-12,4 %
Franc suisse	1,7603	1,838	2,022	2,03	-12,3 %
Livre	8,77	8,54	8,96	8,32	+ 5,4 %

\* Vendredi précédant la sortie du franc du « serpent ».  
\*\* Début de la crise actuelle du franc.

### LA BOURSE BROIE DU NOIR...

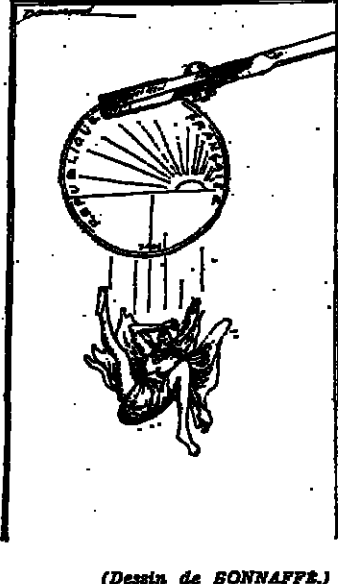
La séance du jeudi 30 septembre a été désastreuse à la Bourse de Paris : une séance « noire », comme disent les boursiers, et certainement la plus mauvaise de l'année. La baisse des valeurs françaises, déjà amorcée la veille, s'est accélérée, entraînant un recul moyen de 2 % sur les cours. Certains titres ont même perdu 7 à 8 %, dans une atmosphère plus nerveuse.

Les valeurs les plus recherchées les mois précédents ont été les plus touchées : Club Méditerranée, Michelin, mais la vénérable et prospère Compagnie des Eaux. Certes, la faiblesse du franc a incité les étrangers, notamment les Allemands, à s'attacher à ces valeurs françaises. Mais le fait nouveau a été l'accès de mauvaise humeur

des porteurs français de valeurs mobilières, qui ont répondu de manière très négative à l'adresse télévisée du chef de l'État mercredi, mettant en doute la crédibilité de M. Giscard d'Estaing. Ce fut, en quelque sorte, un plébiscite à l'envers.

Le mauvais accueil fait au plan Barre, les divisions au sein de la majorité, les conflits sociaux en perspective et le resserrement du crédit ont fait le reste. Depuis le début de l'année, la baisse des cours des valeurs françaises atteint 12 % à 15 %, ce qui, compte tenu d'un taux d'inflation voisin de 10 % l'an, représente une perte de près d'un quart en valeur réelle pour les actionnaires.

F. R.



(Dessin de BONNAFFE.)

● PEKIN DEMANDE QUE FORMOSE SOIT EXCLU DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. Trois jours avant l'ouverture, à Manille, de l'assemblée générale du Fonds monétaire international, Pékin, par la voix du porte-parole de son ambassade dans la capitale des Philippines, a demandé que Formose soit exclu du Fonds. Ce porte-parole a précisé que la Banque populaire de Chine avait adressé à M. Johannes Witteveen, directeur général du Fonds, un message soulignant qu'elle seule est habilitée à traiter des droits de la Chine au sein de l'Organisation. — (U.P.I.)

## Allez, les Gaulois !



## HISTOIRE DE FRANCE en bandes dessinées



La plus belle de toutes les aventures, la nôtre ! Pour les jeunes, la façon la plus attrayante d'aborder l'Histoire, de se passionner pour tous ceux, célèbres ou anonymes, qui ont fait notre pays. Pour vous-même, une occasion de redécouvrir l'Histoire comme un roman d'aventures, de voir revivre vos grands hommes et vos époques préférées, des Gaulois jusqu'à nos jours.

Chaque mois, 48 pages en couleurs (23,3 x 28,5 cm) 9,00 F, chez votre marchand de journaux.

Le n° 1 (VERCINGÉTORIX, CÉSAR) vient de paraître.

... Et retrouvez tous ces héros dans l'émission de Ch. Sansonetti, « Histoire de France », chaque vendredi, à partir du 8 octobre à 18 h 45, sur FR3.

c'est une publication **LAROUSSE**

### A LA COMMISSION DES FINANCES DU SÉNAT

#### Les dépenses de l'État sont mises en cause

La commission des finances du Sénat, réunie sous la présidence de M. Edouard Bonnefous (gauche démocratique), a longuement entendu, jeudi 30 septembre, M. Raymond Barre, qui était accompagné du ministre délégué, M. Michel Durafour.

Dans son exposé, le premier ministre a affirmé la cohérence de son plan de redressement qui tend, a-t-il dit, à résoudre quatre problèmes : les conséquences de la dévaluation, le déficit de la Sécurité sociale, le déséquilibre du commerce extérieur, M. Barre a souligné qu'il n'était pas possible de revenir à l'équilibre budgétaire en procédant à des économies sans créer d'impôts nouveaux. Il a annoncé la création d'un groupe de travail comprenant notamment les rapporteurs généraux des deux Assemblées et chargé de réexaminer, d'ici le mois d'avril 1977, les modalités et les justifications de certaines interventions financières de l'État dans l'économie du pays.

Un grand nombre de questions ont ensuite été posées : M. Coude du Foresto (Union centriste), ancien rapporteur général, a estimé que la réussite de la réforme était subordonnée à une réforme fiscale comprenant l'institution d'un impôt annuel sur la fortune. Il s'est étonné de ce que le ministre des finances ne déclare dans l'incapacité de fournir des statistiques sur les patrimoines immobiliers.

M. Maurice Schumann (U.D.R.), ancien ministre des affaires étrangères, a exprimé son accord fondamental avec les mesures adoptées par le gouvernement mais a interrogé le premier ministre sur les moyens de rétablir l'équilibre des échanges extérieurs, sur la compatibilité entre la stabilisation du pouvoir d'achat et l'augmentation prévue de la consommation des ménages, et sur les modalités de calcul de l'indice des prix qui sera retenu pour mettre en application la taxe conjonctuelle.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission, a tout d'abord exprimé ses points d'accord avec le premier ministre, notamment en ce qui concerne le blocage temporaire des prix, la lutte contre le laxisme financier, l'option entre l'impôt supplémentaire et l'emprunt, la réduction du taux normal de la T.V.A., les réformes de structures touchant le secteur des entreprises publiques. Il a ensuite exprimé les réserves suivantes :

● Le gouvernement s'est privé de l'effet psychologique qu'aurait produit une réduction des dépenses publiques ;

● Dans certains cas, l'augmentation de l'impôt direct peut avoir un effet inflationniste ;

● L'exemple des pays étrangers (Allemagne, Suisse, États-Unis) semble démontrer qu'il est impossible de ralentir la hausse des prix sans opérer une contraction budgétaire ;

● Les mesures prévues en faveur des investissements sont très insuffisantes.

M. Edouard Bonnefous a enfin proclamé son hostilité à une imposition du capital « dans un pays, a-t-il souligné, où l'inflation constitue déjà un impôt permanent sur le capital ».

M. Raymond Barre a indiqué qu'il répondrait à ces questions au cours d'une prochaine audition. Il a toutefois tenu à affirmer qu'un certain nombre de mesures présentées par le gouvernement ont été systématiquement masquées à l'opinion publique : seules étant mises en évidence, la hausse du prix de l'essence, l'augmentation de la vignette et la majoration de la Sécurité sociale.

A propos de la Sécurité sociale, le premier ministre a indiqué qu'il fallait d'abord résoudre les problèmes de trésorerie, et a réaffirmé son intention de proposer des mesures appropriées pour aboutir à une solution durable du problème de fond.

#### M. MONORY : nous sommes partisans d'un impôt sur le capital.

Sur les antennes de France-Inter, au « Journal 13-14 » du 30 septembre, M. René Monory, rapporteur général de la commission des finances du Sénat (Union centriste), a notamment déclaré au sujet du plan Barre : « Nous croyons que, pour que ce plan ait une chance d'aboutir, il faut qu'il soit, dans les toutes prochaines semaines, accompagné par un certain nombre de mesures extrêmement importantes et qui conditionnent totalement la réussite. Certes, il y a une volonté d'augmenter l'impôt direct. Mais, heureusement, c'est toujours une base injuste. (...) Nous souhaitons vivement une réforme connexe des revenus, qui ne pas augmenter la distance entre les revenus connus et les revenus inconnus. Et, cette occasion, je me permets de dire que nous sommes également prêts d'aboutir, le plus tôt possible, à un impôt sur le capital, qui, je crois, aurait une incidence extrêmement importante. (...) »

La rentrée fiscale ne serait certainement pas très importante, mais elle aurait au moins le mérite de démontrer la sincérité de justes fiscales que le président de la République a annoncées. »

M. Monory a réclamar certaines compressions des dépenses budgétaires et suggéré « un retrait léger » de travailleurs émigrés, car, a-t-il dit : « Nous ne résoudrons pas dans le courant de l'année 77 notre problème de chômage, qui risque de s'intensifier au cours des premiers mois de 1977. »

### LA JOURNÉE C.G.T. - C.F.D.T. - FEN DU 7 OCTOBRE

#### De nouvelles organisations F.O. appellent à la grève

Après le syndicat F.O. des impôts et celui d'E.D.F.-G.D.F., notamment, plusieurs organisations Forces ouvrières ont décidé de prendre part à la journée d'action organisée, samedi 7 octobre, par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, en signe de protestation contre le plan Barre.

C'est ainsi que le syndicat des P.T.T. pour l'Ile-de-France, la chambre syndicale des employés, gradés et cadres des professions du crédit de la région parisienne, qui a même demandé à toutes ses sections de développer auprès des employés de banque le principe de « la grève reconductible de vingt-quatre heures », le Syndicat des employés de presse et de publicité, qui entend marquer cette journée par des « arrêts de travail, des assemblées générales, des délégations auprès des directions d'entreprise », et le Syndicat des ouvriers, employés techniciens et agents de maîtrise des Houillères de Lorraine ont invité leurs adhérents à participer à ce mouvement.

Répondant indirectement à un communiqué du bureau confédéral de la C.G.T. qui « observe avec intérêt les prises de position d'un nombre croissant d'organisations de Forces ouvrières », M. André Bergerson a déclaré à Besançon que cette situation ne reflétait en aucun cas des « divergences fondamentales » au sein de son organisation. Le secrétaire général de F.O.

bième tactique qu'un problème de fond ».

Par ailleurs, les nouvelles fédérations C.G.T. et C.F.D.T. qui ont appelé à cette grève, il faut noter les syndicats des trois chaînes de télévision nationales et de Radio-France, le bureau parisien des cadres techniques de la presse (C.G.T.), les syndicats des employés des douanes et des employés du P.M.T. et la fédération des travailleurs du sous-sol (C.G.T.).

De leur côté, la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et les Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (CLAJ) invitent leurs membres à se joindre au mouvement du 7 octobre. Le Syndicat national des collègues (autonomie) laisse, quant à lui, « toute latitude » à ses adhérents. C'est également la position de la C.F.T. — à la R.A.T.P., ses militants ont décidé un arrêt de travail de vingt-quatre heures — qui cependant, déclare ne pas s'associer, dans un communiqué signé de son secrétaire général, M. Auguste Blanc, à « cette grève politique ».

Le Syndicat national des lycées et collèges (C.G.C.) et l'Union syndicale nationale des enseignants de France (C.G.C.) ont déclaré qu'ils ne se joindraient pas non plus au mouvement du 7 octobre.

Cette journée d'action sera notamment marquée à Paris par une manifestation, de la Nation à la République, qui doit débiter à 10 heures.

● LE BUREAU EXÉCUTIF DU PARTI SOCIALISTE a décidé, mercredi 29 septembre, d'appuyer « l'ensemble des manifestations décidées par les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T. et Fédération de l'éducation nationale le 7 octobre ».

150 de 100



150

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## contre l'inflation

### SÉCURITÉ SOCIALE

- Les mesures gouvernementales n'ont pas supprimé le déficit
- Grève le 11 octobre des professions paramédicales

Au moment où une partie des dispositions du plan Barre sur la Sécurité sociale entre en application (augmentation des cotisations), les quatre professions paramédicales visées par la décision de réduction de remboursement de leurs honoraires, viennent de décider une grève le 11 octobre : le comité de liaison des kinésithérapeutes, des orthophonistes, des orthoptistes et des pédicures appelle ces praticiens à suspendre toute activité le 11. Les auxiliaires médicaux refusent que leurs patients soient les cobayes du plan Barre, ont-ils affirmé. « Chaque fois que nous réduisons un malade, nous abrégons son invalidité. Cela revient à remettre plus tôt dans le circuit économique les travailleurs handicapés pour le plus grand bénéfice de la Sécurité sociale. »

Les mesures financières décidées par le gouvernement n'auront sauvé la Sécurité sociale que pour quelques mois. Les augmentations de cotisations et les économies ne permettront pas, en effet, de combler complètement le déficit prévu pour 1977.

« Une pinède d'économies aléatoires, quelques gouttes d'aide publique et une grosse cuillerée de cotisations. » C'est l'analyse du plan d'urgence de décembre 1975, présentée dans nos colonnes, demeure bonne pour le nouveau plan destiné à équilibrer le budget 1977 de l'assurance : 6 milliards de cotisations supplémentaires, 1 milliard d'économies, 1 milliard supplémentaire d'aide de l'Etat. Une différence de taille doit cependant être relevée entre les deux plans : le gouvernement a renoncé cette fois, devant les pressions des cadres, de « déphlogiser » une partie des cotisations, comme il l'avait fait il y a neuf mois.

De ce fait, il aggrave le système de redistribution à rebours de la Sécurité sociale, puisque l'effort demandé aux salariés pèsera proportionnellement plus lourd sur les revenus inférieurs à 3.160 F par mois que sur les revenus de 10.000 F et plus. En limitant l'accroissement des charges sociales aux seules rémunérations plafonnées, les pouvoirs publics gênent en même temps les entreprises dites de main-d'œuvre, où travaillent une majorité de salariés à faible revenu, alors que depuis des années l'Etat promet d'alléger le fardeau de ces firmes. Au moment où il est tant question d'atténuer les inégalités de salaires, l'Etat renforce les inégalités relatives à la Sécurité sociale, tout en ayant des effets inverses, même s'il est vrai que les mesures fiscales et les autres de l'investissement corrigent et au-delà des insuffisances.

Plus inquiétant est le constat financier d'ensemble : les décisions gouvernementales ne couvriront pas le déséquilibre de la Sécurité sociale en 1977. Les majorations de cotisations dégrèveront 6 milliards de francs, soit à peu près équivalent au « trou » de 5 milliards de francs que le gouvernement va créer s'il parvient à atteindre le déficit de 6,5 %. Lorsqu'en juin dernier les services ministériels avaient prévu un déficit de l'ordre de 12 milliards de francs en 1977, ils tablèrent sur une hausse de prix d'environ 7 % et sur une augmentation des salaires de 11 %, soit une amélioration du pouvoir d'achat des ouvriers de 4 à 5 %. En décidant de bloquer les salaires au niveau de l'inflation (6 % prévus), le plan Barre provoque — s'il est respecté — une réduction des cotisations de cotisations de 6 milliards de francs. L'opération risque d'être blanche. Si l'on tient compte des

#### Quelles économies ?

« Les projets de manquent pas, déclare-t-on au ministère du travail, mais il y a peu d'idées nouvelles. »

Le document que vient de publier la Fédération des syndicats indépendants du Rhône sera-t-il rangé dans le casier des innovations ? Ce groupe politique propose « l'affectation aux divers ministères réduites des charges supportées indûment par la Sécurité sociale (6 milliards de francs) », et surtout une réforme de la législation et des structures des systèmes d'assurance : fusion au sein du régime général de tous les régimes sociaux ; fusion des trois caisses nationales en une seule ; réduction des caisses départementales avec concentration des services ; unification des règles et simplification, avec réduction des droits, en matière d'accidents du travail ; aussi réforme des hôpitaux ; création d'un « profil » de consommation des malades ; « modulation des taux de remboursement des médicaments » : 90 % pour certains, mais seulement 50 % pour d'autres, comme cela existe déjà chez les non-salariés. L'économie dégagée serait de 3 milliards de francs pour les fusions et l'aménagement des caisses, mais ce « dégrèvement » des structures entraînerait une sévère réduction des effectifs : 16.500 emplois supprimés (1).

Ces propositions ont-elles des chances d'être retenues ? Elles retiennent actuellement l'attention de certains milieux politiques et patronaux.

M. Maurice Dertin, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, juge aussi des réformes nécessaires. Les réductions ou l'aménagement des prestations — concernant notamment ce qu'on appelle le « petit risque » — sont, à son avis, « inefficaces, financièrement et dangereuses », car elles provoquent de « très graves difficultés politiques et sociales ». Pour M. Dertin, « une réforme fondamentale », mettant en cause des avantages acquis, « n'est pas (davantage) possible ».

Pour ce dirigeant syndicaliste (F.O.), « le problème majeur de l'assurance-maladie est la situation des hôpitaux », ensuite « le comportement des médecins, tant hospitaliers que privés (...). Rien ne sera possible sans des économies réalisées dans les hôpitaux ; mais il faudra des années pour en apercevoir les résultats. » D'ici là, il faudrait alors faire « un nouveau appel aux cotisations. » « A court terme, c'est la seule voie possible. » Elle suppose qu'un plan d'économies pour les cinq ans à venir soit rapidement adopté.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Les effectifs sont passés de 90.000 salariés en 1965 à 112.000 en 1972 et 120.000 en 1975.

• **NAISSANCE OFFICIELLE D'ALSTHOM-ATLANTIQUE.** — Les actionnaires des Chantiers de l'Atlantique et d'Alsthom, réunis en assemblée générale extraordinaire, ayant approuvé, le 30 septembre, le projet de fusion de ces deux sociétés, le groupe Alsthom-Atlantique est officiellement constitué. Ce nouvel ensemble, qui réalisera un chiffre d'affaires de 7,7 milliards, et sera présidé par M. Pierre Loygue, M. Roger Chuis étant vice-président, sera bientôt renforcé par la division turbo-alternateur de la Compagnie électro-mécanique (le Monde du 30 septembre).

## AFFAIRES

### LE COLLOQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE A STOCKHOLM

## Pas de capitaux pour l'expansion

La première conférence de la Chambre de commerce internationale a réuni, les 28, 29 et 30 septembre à Stockholm, le ban et l'arrière-ban des affaires et de la finance de nombreux pays sur le thème : « Les

capitaux nécessaires à la croissance ». Cette réunion a donné une dimension internationale aux inquiétudes exprimées par le patronat français sur l'insuffisance des investissements. Les Etats-Unis mêmes ne sont pas

sans se soucier de la rareté relative des capitaux. Quant aux pays sous-développés, on se doute de leur situation. Faut-il en déduire qu'il n'y a pas de capitaux pour l'expansion ?

De notre envoyée spéciale

Stockholm. — Le monde financier vit dans les caries de l'enfer. Quand il parvient à lever sur les marchés de capitaux assez d'actions, d'obligations et d'emprunts pour permettre aux entreprises d'investir suffisamment, il est dans le premier cercle. Rien ne lui garantit la rentabilité, et il lui faut encore souffrir pour y parvenir, mais il peut y croire.

Dans le deuxième cercle, celui qu'il appelle « de la rareté », les capitaux nécessaires pour vivre dignement sont insuffisants, mais dans une proportion raisonnable ; et bien que des ajustements sont possibles à travers une augmentation des prix, c'est-à-dire une hausse des taux d'intérêt. Dans le troisième cercle, enfin, celui de la « pénurie », les ajustements ne parviennent même pas à se faire naturellement. C'est l'environnement que connaissent les pays les plus pauvres. On aurait tort pourtant de croire que les pays riches vivent financièrement dans le meilleur des mondes.

L'exemple français est bien connu. Ce n'est pas seulement faute de capitaux que les investissements nécessaires à la croissance ont diminué chez nous ; mais c'est, en grande partie, faute d'en avoir qu'ils ne repartent que lentement. En 1977, leur total sera à peine équivalent à ce qu'il était en 1973. Si l'utilisation insuffisante des capacités de production dans certaines branches retarde les décisions d'investir des patrons, la situation financière des entreprises n'en est pas moins mauvaise. Leurs possibilités d'autofinancement (c'est-à-dire de financer elles-mêmes leurs dépenses d'équipement) sont tombées de 75 % du total de ces dépenses en 1971 à 45 % en 1975 ; leur endettement, qui représentait 95 % de leurs fonds propres en 1970, atteignait 124 % en 1974, et même plus en 1975. En dix ans, le poids des frais financiers a doublé dans le total de la valeur ajoutée nationale.

#### Restaurer les bilans

Aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, les perspectives d'investissement, qui ont été assez mauvaises jusqu'à présent, se redressent et s'annoncent plus optimistes pour la fin de l'année ; mais la question financière n'est pas résolue. Là comme ailleurs, les sociétés ont utilisé leurs disponibilités pour restaurer leurs bilans délabrés par la crise et se mettre ainsi en position de relever tant mal que bien à une éventuelle deuxième vague de dépression, voire d'inflation à deux chiffres.

La convention tacite entre les économistes d'autrefois, selon laquelle l'inflation tend à atténuer les investissements parce que les entrepreneurs anticipent sur la dévaluation de l'argent pour faire des dettes à long terme, a vécu. Outre que l'endettement est presque à son maximum, l'inflation tarit les sources d'épargne et décourage les prévisions. La politique de « stop and go », que les Européens (Anglais en France) ont notamment supportée pendant des années depuis la dernière guerre, n'est pas acceptée par les Américains, alors qu'ils n'en ont pas fait l'expérience pendant longtemps. Le « gradualisme », dont leur gouvernement s'est fait le champion (ce qu'on appelle ici plus ou moins le « pillage à vue »), ne leur donne pas plus de satisfaction. Business Week a bien résumé la façon de voir des investisseurs d'outre-Atlantique (1) : ils trouvent que cette politique n'a produit, jusqu'à présent, « ni un taux d'inflation assez bas pour être acceptable, ni un niveau d'activité économique assez haut pour forcer les dirigeants d'entreprises à engager des dépenses nouvelles ».

L'épargne des ménages ne diminue pas, mais elle s'oriente vers des formes et des objets différents. Ainsi les Bourses connaissent-elles des désaffections croissantes, en Europe d'abord, où celle de Paris notamment est sévèrement touchée, mais aussi à New-York, où seules les grandes entreprises peuvent encore régulièrement faire appel aux portefeuilles des actionnaires. Intervenant en pleine période de diminution des capacités d'autofinancement, ce phénomène a d'importantes répercussions. D'autant que l'accès au marché des obligations et aux emprunts bancaires est plus facile pour les grandes entreprises et plus difficile pour les petites. Sur les 25 milliards de dollars d'obligations émises dans le passé aux Etats-Unis depuis 1973, 24 milliards seraient allés aux cinq cents plus grandes entreprises américaines répertoriées par Fortune... Le professeur Erik Lundberg, de l'Ecole des sciences économiques de Stockholm, qui a présidé l'un des groupes de travail de la conférence

tabilité des investissements sont telles que ni les coûts sociaux ni la rentabilité sociale de ce type d'opérations ne sont pris en considération.

Une vision plus systématique et plus complète à long terme manque aussi pour résoudre le problème des investissements dans les pays sous-développés. « Si l'on se met de plus en plus de l'investissement étranger dans les pays en voie de développement, la réciprocité n'est pas moins vraie », dit sans ambages lord Seeborn, représentant du Royaume-Uni, dans son rapport à Stockholm. Si les entreprises sont endettées, les pays pauvres le sont aussi... Il faudrait que le flux de leurs ressources extérieures augmente de 60 % pour permettre une croissance de leur P.N.B. de 3 % à 4,5 % (correspondant à 2 % par tête). On en est loin. Chez eux, mis

à part quelques domaines particuliers, c'est la pénurie.

Il y a quatre ans, le syndicaliste international Charles Levinson a écrit : « Les Etats-Unis... connaissent actuellement la plus grande pénurie de capital de toute l'histoire. Ce problème dominera progressivement les décisions économiques et la stratégie des entreprises ; il exercera une influence décisive sur la plupart des autres facteurs économiques et notamment sur les prix. » (2). Le ralentissement de l'activité pendant la crise a mis en sommeil cette question. Mais les sinuosités du parcours ne changent rien à la direction générale : un incident de conjoncture ne modifie pas les tendances à moyen et long terme.

JACQUELINE GRAPIN.

(1) Business week du 13 septembre.  
(2) L'inflation mondiale et les firmes multinationales, Seuil, Paris, 1973.

- **LES ACTIONNAIRES DE PEUGEOT S.A.** réunis en assemblée générale, ont approuvé, le 30 septembre, les nouvelles structures de l'ensemble Peugeot-Citroën.
- **LES VENTES DE VOITURES D'OCCASION VONT ETRE « MORALISEES ».** — Un accord a été signé dans ce but entre l'Institut national de la consommation et la Chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile

(C.S.N.C.R.A.) le 20 septembre. L'accord, qui sera présenté dans le détail lors du prochain Salon de l'automobile, prévoit pour l'essentiel l'élaboration de « contrats types », permettant de mieux protéger l'acheteur, et comprenant des clauses liées à la qualité du véhicule, au processus de désignation du produit (kilométrage exact, par exemple), ainsi qu'aux conditions de paiement et à la valeur de la reprise.

# Breguet

## EN LISIERE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY



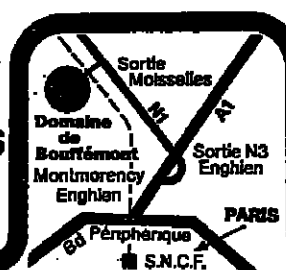
"Cytise", 139 m<sup>2</sup>, 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

## Domaine de Bouffémont

Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jointe le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Il comprendra un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris

n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 9913559)

### M. MITTERRAND : la fusée ne décolle pas.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., commente dans l'Unité, hebdomadaire de son parti (numéro daté 1<sup>er</sup> octobre), le plan de lutte contre l'inflation : « On pouvait craindre (pour M. Barre), écrit-il, qu'il ne fut déconcerté par la pratique quotidienne, embourbée et glissante, des exigences politiques et des contingences financières, on ne pouvait douter qu'il eût de longue date approché les idées générales et, mieux encore, arrêté son idée sur l'origine du mal qu'il avait à guérir. Et c'est l'homme qui se produit. M. Barre a fabriqué — du point de vue technique — une estudeuse remarquable avec les débris d'un puzzle usagé, mais il a laissé chez lui les pièces neuves. Comment, dans ces conditions, intéressera-t-il les Français ? (...) M. Barre nous prie de rester le nez en l'air, en attendant que s'allume vers le ciel le deuxième étage de sa fusée. Nous aimerions y croire. Mais la fusée ne décolle pas. »

• **RELEVEMENT DE 2,1 % DU SMIC.** — Le nouveau taux applicable le 1<sup>er</sup> octobre est de 5,76 F au lieu de 5,58 F (+ 3,1 %). Il correspond à une rémunération mensuelle de 150,55 F sur la base de 41,9 heures par semaine (durée moyenne) et de 1.514,40 F pour 40 heures. Quant au minimum garanti, il passe de 5,69 F à 5,81 F. Le SMIC hebdomadaire s'établit à 236,81 F aux Antilles et en Guyane et à 242,40 F à la Réunion.

Dites le avec des  
FLEURS  
PRÉCIEUSES  
BRILLANT-CRISTAL-ROCHE  
46<sup>me</sup> HOPITAL  
PARIS 13

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30

(PUBLICITE)  
**ÉMIRATS DE ABU DHABI**  
**COUR PRÉSIDENTIELLE**  
**APPEL D'OFFRES**

Son Excellence le Sheikh Suroor Al Nahyan, Président de la Cour Présidentielle, par ordre de SA HAUTESSE LE SHEIK ZAYED BIN SULTAN AL NAHYAN, Président des Emirats Unis, par la présente invite à proposer des offres pour la construction de la route BURAO-BERBERA, de 130 km de longueur, dans la partie nord de la RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE.

Les travaux de construction seront financés par le Gouvernement de Abu Dhabi.

Les travaux comprennent environ 600.000 m3 de déblais et 2 millions 100.000 m3 de remblais, 320.000 m3 de fondations en matériaux concassés, 140.000 m3, de base en matériaux concassés, 900.000 m2 de traitement superficiel en bicouche, 3.500 m2 de ponts en béton armé, 190.000 kg de buse métallique galvanisée, 1.600 ml de dalots. La durée de construction de la route est de 30 mois.

Les documents contractuels seront disponibles, pour examen, auprès de la SAUTI « Consulting Engineers » aux adresses suivantes :

Via P. Mascagni, 160 - 00199 Rome - Italie - Casella Postale 625

ou

Public Works Department Compound, Desmal Street, Abu Dhabi, U.A.E.  
P.O. Box 1280 - Mogadishu - Somali Democratic Republic.

Les documents contractuels pourront ensuite être obtenus auprès de l'une des adresses susmentionnées, contre paiement U.A.E. dirhams 4.000 (ou une somme équivalente dans une autre monnaie convertible). Cette somme ne sera pas remboursée.

Les documents de l'offre devront être placés dans une enveloppe cachetée, qui, si livrée personnellement, sera remise au secrétaire de Son Excellence le Sheikh Suroor auprès des bureaux du Water and Electricity Department de Abu Dhabi, ou bien, si envoyée par lettre recommandée, l'enveloppe devra être adressée à :

Son Excellence le Sheikh Suroor Bin Mohammed Al Nahyan,  
Chairman of the Presidential Court - P.O. Box 219 - ABU DHABI - U.A.E.

Les offres devront parvenir aux susdites adresses au plus tard à 11 heures du matin du 10 janvier 1977.

Le nouveau  
Département de Paris  
pour le Sud-Est  
de la France

La SNCF améliore la desserte de jour du Sud-Est de la France :  
Dijon, Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Marseille, la Côte d'Azur, le Languedoc.  
- accélération des trains existants  
- création de nouveaux trains.  
- amélioration du confort par la mise en service de voitures "Corail"

renseignements : gares et agences de voyages.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

### La Tchécoslovaquie accroît fortement son endettement extérieur.

Les banques allemandes lui prêtent 220 millions de dollars

Brno. — La Tchécoslovaquie connaît, elle aussi, des difficultés liées tant à l'environnement international qu'à des facteurs propres au pays. Le renvoi récent du gouvernement du ministre de l'Agriculture, M. Bohuslav Vepara, et de deux vice-présidents, MM. Jan Gregor et Frantisek Hamouz, spécialistes des questions économiques, traduit ce mauvais état de santé (« Le Monde » du 16 septembre).

Le président du conseil lui-même, M. Lubomir Strougal, a d'ailleurs souligné, le 14 sep-

tembre, devant le comité central du parti communiste et la fois les insuffisances de l'industrie et le bilan défavorable de la récolte tchécoslovaque, qui vont peser sur la balance commerciale du pays et aggraver son endettement extérieur. Signe des temps : contrairement à la politique restrictive suivie jusqu'ici, Prague est obligée de recourir nettement au crédit international. Un prêt de 220 millions de dollars vient de lui être attribué par un consortium de dix-sept banques d'Allemagne fédérale, dont le chef de file est la Commerzbank.

De notre envoyé spécial

Le déficit commercial à l'égard des pays capitalistes a augmenté de 15 % entre 1975 et 1976. La vulnérabilité de la Tchécoslovaquie est toutefois atténuée par le fait que les échanges avec l'Ouest représentent seulement un cinquième du total de son commerce extérieur. Ce chiffre, plus faible que pour d'autres membres du Comecon, traduit, en revanche, la

L'emprise soviétique

Le déficit commercial à l'égard des pays capitalistes a augmenté de 15 % entre 1975 et 1976. La vulnérabilité de la Tchécoslovaquie est toutefois atténuée par le fait que les échanges avec l'Ouest représentent seulement un cinquième du total de son commerce extérieur. Ce chiffre, plus faible que pour d'autres membres du Comecon, traduit, en revanche, la

#### LE DÉFICIT COMMERCIAL DES PAYS DE L'EST A CONTINUÉ DE S'AGGRAVER AU DÉBUT DE 1976

En cours du premier trimestre 1976, le déficit commercial des pays de l'Est, appartenant au COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle), ex-Comecon, avec les pays capitalistes s'est aggravé. Durant cette période, il a atteint à l'égard des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne fédérale et de la France 686 millions de dollars de moyenne mensuelle, contre 682,7 millions de dollars pendant le premier trimestre 1975, soit une augmentation de 14,2 % (ces chiffres, s'ils confirment l'évolution dont nous avons fait état dans le Monde daté du 31 août, sont inférieurs à ceux que nous avions cités — 757,2 à 911,3 millions de dollars, soit + 20,3 %, — une erreur de transmission nous ayant fait noter les résultats de la France exprimés en francs aux résultats des autres pays exprimés en dollars).

Seuls trois pays voient leur déficit se réduire par rapport aux États-Unis, au Japon, à l'Allemagne fédérale et à la France : la Bulgarie, la Hongrie et le Roumanie, qui sont les moins industrialisés des pays du Comecon.

On notera que l'aggravation du déficit des échanges extérieurs du Comecon avec les pays capitalistes au cours des premiers mois de 1976, si on l'extrapole sur l'ensemble de l'année, est bien moins importante que celle qui s'était produite entre 1974 et 1975 du fait de la crise mondiale. Il est possible qu'au cours des trois autres trimestres 1976 le ralentissement de l'aggravation du déficit commercial des pays du Comecon se confirme. — A. V.

Le déficit commercial à l'égard des pays capitalistes a augmenté de 15 % entre 1975 et 1976. La vulnérabilité de la Tchécoslovaquie est toutefois atténuée par le fait que les échanges avec l'Ouest représentent seulement un cinquième du total de son commerce extérieur. Ce chiffre, plus faible que pour d'autres membres du Comecon, traduit, en revanche, la

Le déficit commercial à l'égard des pays capitalistes a augmenté de 15 % entre 1975 et 1976. La vulnérabilité de la Tchécoslovaquie est toutefois atténuée par le fait que les échanges avec l'Ouest représentent seulement un cinquième du total de son commerce extérieur. Ce chiffre, plus faible que pour d'autres membres du Comecon, traduit, en revanche, la

Très peu d'affaires importantes sont conclues entre les deux pays. Le montant des commandes de ventes de biens d'équipement, après avoir atteint 400 millions de francs en 1974 (construction d'une usine de polyéthylène à Bratislava), est retombé à 120 millions en 1975, et ne représenterait que 25 millions pendant le début de 1976. Les projets de coopération, qui concernent notamment la modernisation de l'industrie automobile (Citroën, Renault et Peugeot), la réalisation d'une usine de cellulose en Slovaquie (Creusot-Loire) ou l'électronique, ne débouchent pas. A la Foire, contrairement aux années précédentes, aucun contrat n'a été signé par des industriels français. Malgré la conclusion de deux accords de coopération dans le domaine de la machine-outil en cette première année du Plan 1976-1980, les espoirs des hommes d'affaires, l'Allemagne fédérale occupe le terrain. Respectant un engagement de M. Raymond Barre, alors ministre du Commerce extérieur, son successeur, M. André Ross, doit se rendre à Prague les 12 et 13 octobre. Il paraît peu probable que cette visite, plutôt protocolaire, se traduise par de grands résultats.

De façon générale, l'heure ne se prête pas à un grand essor des relations entre la Tchécoslovaquie et l'Ouest. Prague a accordé en 1975 aux sociétés occidentales la possibilité d'ouvrir des représentations commerciales dans la capitale. En fait, cette facilité n'a pas jusqu'ici été utilisée, faute d'assurances concernant la fiscalité, l'accès aux utilisateurs et le renouvellement du contrat. Les négociations avec les responsables tchécoslovaques dépendent en tout cas, soulignent les hommes d'affaires étrangers, du temps et de la patience.

MICHEL BOYER.

#### LES INDUSTRIELS DANOIS ATTENDENT UNE RÉÉVALUATION DU DEUTSCHEMARK

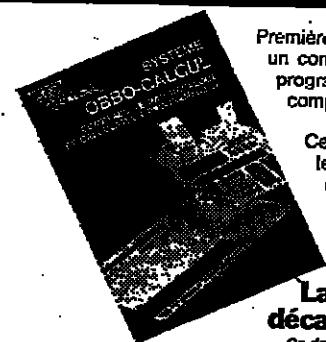
(De notre correspondante.)

Copenhague. — Les hommes d'affaires danois semblent attendre, et espérer une réévaluation du deutschemark au lendemain des élections du 3 octobre. Les banques du royaume ont, en ces temps-ci, fort à faire pour assurer les entreprises — au moyen d'achats à terme — contre un changement éventuel du cours de la devise allemande. Le plafond que la Banque nationale du Danemark impose à ce genre d'opérations (elles ne doivent pas dépasser soixante pour cent du capital des banques sollicitées) aurait été atteint. Les transactions conclues ont porté sur plus de 4 milliards de couronnes (environ 3,2 milliards de francs).

Les exportateurs danois ont, depuis deux ans, perdu pas mal de terrain en Allemagne de l'Ouest, qui était le principal acheteur des produits industriels danois, et ont cédé cette place à la Suède. Ils estiment qu'une réévaluation du deutschemark leur donnerait la chance de remonter peut-être la pente.

Les dirigeants de Christiansborg, de leur côté, verraient se produire un tel ajustement avec un soupçon de soulagement. Ces jours-ci, la Bundesbank a dû, comme elle l'a déjà fait à maintes reprises depuis le début de 1976, soutenir la couronne danoise par des achats massifs pour lui permettre de demeurer à l'intérieur du ser-

#### Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE



Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programmé OBBO type MEGA 7600 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôle, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par décalque en régime électronique

Ce document est disponible au DCCB, stand n° 3 E 5202

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque"

Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

OBBO - 9 rue de Maubeuge - Paris 9<sup>e</sup> - 878.25.50 et 25.06

150



Je m'excuse

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## ÉNERGIE

### L'éventualité d'une OPA d'Elf-Aquitaine sur la filiale française de B.P. est démentie

Les présidents d'Elf-Aquitaine et de la Société française des pétroles B.P. ont démenti catégoriquement, le 30 septembre, l'existence d'un projet d'offre publique d'achat sur la S.F.B.P. par Elf-Aquitaine. Peu avant la commission des opérations de bourse (COB) avait décidé d'ouvrir une enquête sur le marché des actions de la S.F.B.P. Celle-ci avait été terminée ces dernières semaines.

Pourtant, le compte d'exploitation de B.P. pour le premier semestre, publié le 30 septembre, fait apparaître une perte de 97,7 millions de francs. Des prix

de vente insuffisants et la dépréciation du franc par rapport au dollar expliquent, selon la société, ces mauvais résultats.

En revanche, la reprise de l'activité économique s'est traduite par une augmentation de 16,1 % des tonnages vendus.

■ EN GRANDE-BRETAGNE, le nombre de journées de travail perdues pour cause de grèves est en nette diminution : 2,2 millions pendant les huit premiers mois de 1976, contre 5 millions durant la même période de 1975.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### TRAILOR

Le conseil d'administration du 23 septembre 1976, présidé par M. René Mora, vient d'approuver les comptes du premier semestre (1<sup>er</sup>-12-1976 au 31-3-1976). Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 287 000 000 F, soit 16,1 % de plus qu'en 1975. Le résultat net, après impôts et participation, est de 2 241 000 F contre une perte de 5 544 000 F au 31-3-1975. Le résultat net, après impôts et participation, est de 2 241 000 F (contre une perte de 5 544 000 F au 31-3-1975), après un montant total de 14 138 000 F d'amortissements, d'impôts sur les sociétés et de provisions diverses pour pertes et charges.

Ces résultats ne sauraient s'apprécier sans avoir rappelé les difficultés rencontrées par l'industrie au premier semestre 1976 et qui n'avaient pas épargné Trailor dans un marché du poids lourd en chute d'environ 45 %.

Notre activité Route (vente de véhicules routiers, de pièces détachées et de réparation) a progressé de 38 % (100 % sur la France et 40 % à l'étranger). Le recul des exportations reflète une chute de la demande des pays qui avaient beaucoup acheté en 1975, l'ensemble des exportations françaises ayant baissé de 40 %. Le chiffre d'affaires de cette activité Route, 220 400 000 F, atteint un niveau record (même période de 1975 : 188 800 000 F ; 1974 : 188 000 000 F).

Notre activité Containers, qui avait été très forte au premier semestre 1976, a enregistré de 35 % au 31-3-1976. Cette baisse du chiffre d'affaires (premier semestre 1976 : 27 000 000 F contre même période 1975 : 35 300 000 F et même période 1974 : 28 500 000 F) a

été la conséquence tant de retards de restaurations retardées au 30-3-1976 que du chiffre d'affaires atteint 87 000 000 F, qui diminue les bénéfices de production surmontés depuis, alors que notre carnet de commandes actuel est élevé, représentant environ quatre mois de production à un rythme supérieur de mille containers par mois.

Il convient de noter que les activités Service de Trailor, comprises pour l'essentiel dans l'activité Route, se développent très régulièrement à un rythme égal ou supérieur à 20 % l'an et représentent non seulement une part très importante du chiffre d'affaires, mais surtout apportent une large contribution aux résultats financiers de l'entreprise.

Comme nous le craignons, après l'effet favorable des mesures d'incitation à l'investissement, des signes d'essoufflement sont apparus dès la fin du premier semestre. Le deuxième semestre en sera donc marqué, ainsi que par des répercussions du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation et de relance de l'économie.

Dans le contexte, le résultat du second semestre ne saurait qu'être inférieur à celui du premier.

Enfin, à l'issue du conseil d'administration, le président a tenu à rappeler l'intérêt de la complémentarité des activités Route et Containers, qui suivent des évolutions parallèles mais différentes au niveau des cycles et des fluctuations économiques.

Même si la prudence s'impose pour les mois qui viennent et le début de 1977 au niveau des activités, les bases d'équipement, il est évident qu'on ne peut que rester confiant dans l'avenir du transport routier, intimement lié à la croissance économique et au développement des échanges internationaux. Il est certain que l'activité Service et l'activité Containers, qui représentent ensemble 40 % de l'activité du groupe, sont à la fois un facteur de stabilisation de croissance et d'optimisme pour l'avenir.

### MUTUELLE INDUSTRIELLE

Suivant décisions de l'assemblée générale extraordinaire et du conseil d'administration, réunis le 28 septembre, M. Robert Dubois, vice-président de la Banque Worms, qui vient d'acquiescer à la participation dans le capital de la Mutuelle Industrielle, a été nommé président-directeur général de celle-ci, en remplacement de M. Jacques S. Olvay, démissionnaire de ses fonctions d'administrateur.

M. Pierre de Laguerie a été confirmé dans ses fonctions de vice-président-directeur général.

M. Pierre Bazy, Noël Gauthier et Philippe Papellier ont été nommés administrateurs.

M. Robert Ollivier reste membre du conseil. M. Paul Montfort a remis sa démission.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### L'AFFAIRE BLACHE

### Les syndicats « exigent » que la mesure de mutation prise contre l'inspecteur des impôts soit rapportée

La mutation d'office de M. Jacques Blache (le Monde des 28 et 29 septembre), l'inspecteur des impôts reconnu coupable d'avoir « marqué à une obligation de neutralité » après sa participation, le 7 mars dernier, à une émission du « Petit Rapporteur », suscite de vives réactions syndicales. Dans un communiqué, les syndicats G.G.T., C.F.D.T., F.O. et F.N.U.I. (Fédération nationale unifiée des impôts) de la direction générale des impôts « condamnent sévèrement cette décision inadmissible et révoltante, qui s'inscrit dans la processus de répression antisyndicale qui s'aggrave dans la fonction publique et plus particulièrement à la direction générale des impôts. La mutation d'office de l'inspecteur des impôts Blache, intervenue malgré l'opposition unanime des organisations syn-

dicales, en constitue un récent et exemplaire témoignage. Les quatre organisations syndicales représentatives appellent le personnel à exiger la levée des sanctions et à mettre en échec les tentatives visant à restreindre les droits syndicaux et la liberté d'expression ».

Les quatre syndicats vont entreprendre de faire signer aux soixante-dix mille agents des impôts une « pétition nationale » qui sera adressée à M. Michel Durafour.

Dans un autre communiqué, le Syndicat général des impôts Force ouvrière, auquel adhère M. Jacques Blache, estime que la sanction prise contre le jeune inspecteur « traduit une volonté politique de museler les fonctionnaires à la veille d'échéances électorales de première importance ».

### Une sanction politique ?

M. Michel Durafour n'a pas de « chance ». Considéré par les syndicats ouvriers comme le « ministre des Jeunes », à la fin de son exercice Rue de Grenelle, le maire de Saint-Etienne risque-t-il d'être un jour appelé le « ministre des mutés » ? En ordonnant le « déplacement d'office » de M. Jacques Blache, en Seine-et-Marne, de M. Jacques Blache, trente et un ans, inspecteur des impôts, le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, n'a pas contribué, à peine un mois après son entrée en fonctions Rue de Rivoli, à améliorer son image de marque auprès des nouveaux administrés, si l'on en juge par les vives réactions des quatre syndicats de la direction générale des impôts.

Certes, M. Michel Durafour n'est pas « responsable » du déclenchement de cette affaire : c'est son prédécesseur, M. Jean-Pierre Fourcade, qui avait jugé intolérables les livres proposés au « Petit Rapporteur » par le fougueux fonctionnaire, et qui avait décidé d'engager contre lui des poursuites disciplinaires. L'impétueux inspecteur des impôts avait eu l'audace de déclarer à Plé qui la fraude fiscale existait en France et que, pour la réduire, il convenait de simplifier des textes qui actuellement étaient votés par la majorité et non par l'opposition.

La justice ministérielle suit son cours : trois jours avant le 15 août, M. Jacques Blache comparaissait devant la commission de discipline du ministère de l'économie et des finances, qui émettait un avis de mutation. Les syndicats de l'administration des impôts, représentés dans cette commission, refusèrent — fait rarissime — de signer le procès-verbal de la séance. Plé, cité comme témoin, disait, après l'audience : « Ce a été un dialogue de sourds. J'ai parlé d'humour et de liberté, ils n'ont rien compris ».

Le ministre délégué de M. Raymond Barre aurait pu passer une indulgente éponge sur cette peccadille. Un geste d'apaisement aurait été particulièrement apprécié à un moment où, dans l'ensemble de la fonction publique, on s'inquiète de la « répression antisyndicale » qui s'avère, notamment après la circulaire de M. Jacques Chirac, en date du 3 juin, sur l'obligation générale de réserve et les restrictions au droit de grève.

Un jeune fonctionnaire éprouve de

millité dans la Résistance, M. Jacques Blache a fortement contribué, aux élections cantonales de mars dernier, à la défaite de M. Etienne Pinie, député U.D.R. du département, et ancien suppléant de M. Alain Peyrefitte. Dès leur origine, ses ennemis professionnels ont eu une coloration politique. La sanction qui le frappe aujourd'hui en a-t-elle une aussi ?

Mélan, dira-t-on, n'est pas Hazebrouck et le jeune fonctionnaire — qui a décidé de refuser sa mutation et d'en appeler à la fois au tribunal administratif et à la commission des libertés présidée par M. Edgar Faure — reste de toute façon en Seine-et-Marne. Mais si la punition infligée n'est pas importante en mesure kilométrique, son principe, lui, l'est sur tous les autres plans.

MICHEL CASTAING.

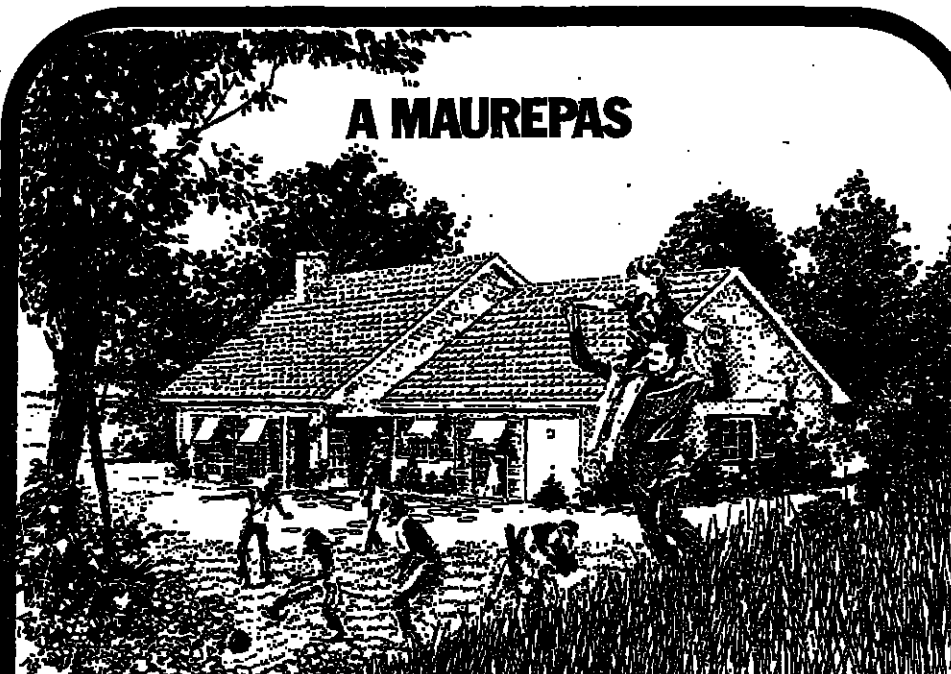
### DES DÉBRAYAGES ONT EU LIEU AU « LIVRE DE PARIS » CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL MALIEN.

Des débrayages partiels d'une à deux heures et diverses manifestations de protestation ont lieu depuis plusieurs jours dans une filiale du groupe Hachette, le Livre de Paris, une société de Bagnaux (Hauts-de-Seine) employant deux mille huit cent cinquante salariés, spécialisés dans le courtage et la vente par correspondance. Les grévistes entendent ainsi se solidariser avec un délégué syndical C.F.D.T. de nationalité malienne, M. Issa Traoré, contre lequel la direction a demandé l'application d'une mesure de licenciement qui fut refusée par l'inspecteur du travail. Un recours a été déposé par l'employeur, et l'on attend incesamment la réponse du ministre du travail.

Agé de trente-sept ans, père de cinq enfants, M. Traoré travaille depuis douze ans dans le groupe Hachette, et depuis sept ans au Livre de Paris, où son épouse est également employée. Il fut l'un des premiers en France à bénéficier de la loi de 1975 qui autorise les étrangers à accéder aux postes de responsabilité syndicale. Est-ce la raison du conflit ? La direction du Livre de Paris s'est défendue énergiquement, et invoque « des voies de fait contre un chef de personnel ».

La version de la section d'entreprise C.F.D.T., appuyée par la Fédération C.F.D.T. de l'édition, est différente : selon un communiqué publié le 27 septembre, M. Traoré aurait simplement repris une machine comptable des mains dudit chef de personnel, qui voulait remettre cet instrument de travail à des intermédiaires pour prévenir les effets d'une grève éventuelle des employés du service de paie.

# Breguet



A MAUREPAS

"Acacjou", 135 m<sup>2</sup>, 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

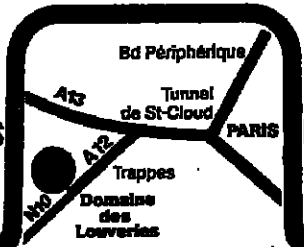
## Domaine des Louveries

Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m<sup>2</sup>.

Au Domaine des Louveries, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

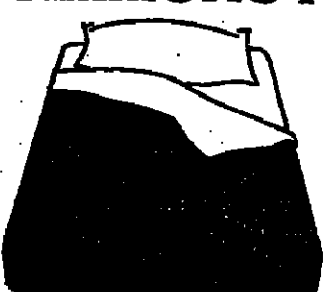
VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 28 KM DU PONT DE SAINT-CLOUD PAR L'AUTOROUTE OUEST

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 78310 MAUREPAS (Tél. 062.96.43)

### Le meilleur choix en SIMMONS ?



CAPÉLOU

livraison gratuite très rapide dans toute la France

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

### Obligations Caisse Nationale de l'Énergie 4 % juin 1952 (Regroupement Moyenne-Dordogne)

L'intérêt annuel sur les obligations Caisse Nationale de l'Énergie 4 % juin 1952 (regroupement Moyenne-Dordogne), pour la période du 15 avril 1976 au 14 avril 1977, sera payable, à partir du 15 octobre 1976, contre détachement du coupon n° 23 ou estampillage du certificat nominatif, à raison de : 4,00 F net pour les obligations de 100 F (avoir fiscal 0,48 F montant global 4,48 F) 2,00 F net pour les obligations de 50 F (avoir fiscal 0,24 F montant global 2,24 F) 0,80 F net pour les obligations de 20 F (avoir fiscal 0,10 F montant global 0,90 F)

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôts forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera respectivement de 0,04 F, 0,22 F et 0,12 F.

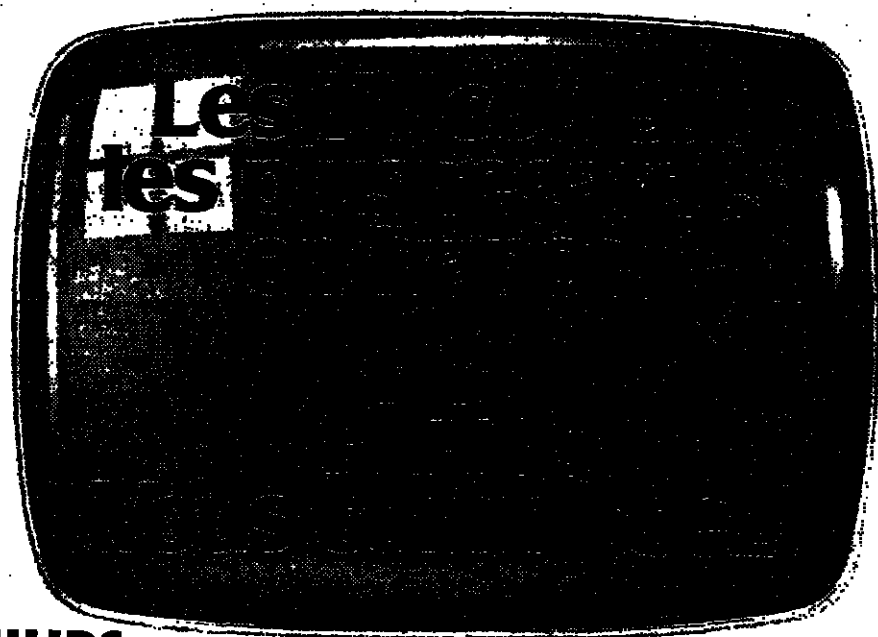
Il est rappelé que la mise en remboursement des titres amirés par tirage au sort a lieu le 15 avril de chaque année et pour la dernière fois le 15 avril 1977.

Les séries de numéros sortis aux tirages, dans lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement, sont les suivantes :

Année	100 F nominal	50 F nominal	20 F nominal
1965	20 299 à 20 324	1 022 à 1 024	3 317 à 3 483
1966	9 739 à 10 035	1 954 à 2 108	336 à 445
1967	31 041 à 33 032	603 à 681	1 911 à 2 167
		625 à 1 140	
1970	19 897 à 25 009	538 à 604	527 à 760
		1 141 à 1 232	
1971	1 4	1 753 à 1 853	1 858 à 1 940
	34 038 à 37 387	2 110 à 2 296	2 198 à 2 336
1972	16 626 à 19 998	4 138 à 4 579	1 à 239
	25 010 à 25 388	2 790 à 3 140	3 815 à 4 012
1973	65 à 87		3 501 à 3 781
	33 430 à 34 235		
	37 888 à 37 870		
1974	1 034 à 9 348	2 752 à 2 780	1 897 à 1 897
		3 741 à 3 744	2 337 à 2 617
1975	9 349 à 9 738	1 405 à 1 702	280 à 325
	10 698 à 13 630	2 225 à 2 635	445 à 538
1976	25 387 à 28 896	3 779 à 4 137	781 à 1 905
	30 135 à 31 040	4 275 à 4 850	2 618 à 2 187
	32 033 à 33 188		

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, Recettes des Finances et Perceptions), à la Caisse nationale de l'Énergie, à Paris 17, rue Cammarlin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires agréés.

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Agricole et Commercial et Banques affiliées, Société Marseillaise de Crédit.



PHILIPS

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL

(Société à participation mixte)

AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE SALTO SANTIAGO

NOTICE DE PRÉSELECTION

AUX FABRICANTS D'ÉQUIPEMENT DE CONTRÔLE ET COMMANDE

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL lancera un appel d'offres international limité aux fabricants qualifiés dans la présélection, objet de cette notice, pour la préparation du schéma de contrôle et commande de six (6) groupes turbine-alternateurs et pour le projet, la fabrication, la livraison et la supervision du montage des équipements suivants, destinés à l'aménagement rétro-électrique ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Paraná, Brésil :

Tableaux de contrôle avec indicateurs, compteurs, enregistreurs, commutateurs, relais de protection, synchroniseur automatique, appareils de mesures hydrauliques et de signalisation, enregistreurs d'informations, imprimantes, horloges électriques et appareils auxiliaires nécessaires au contrôle local-manuel, local-automatique et distance-automatique centralisé pour l'exploitation des six (6) groupes turbine-alternateurs et de leurs auxiliaires.

Chaque fabricant sélectionné sera invité à fournir la totalité des équipements mentionnés ci-dessus.

Pour le paiement de ces équipements, ELETROSUL compte utiliser des fonds de l'emprunt 289/OC-BR, assigné avec la Banque inter-américaine de développement - BID.

A la présente présélection pourront participer seulement les fabricants établis dans des pays membres de la BID, des pays en voie de développement membres du Fonds monétaire international et/ou des pays développés qui, à l'occasion de l'appel pour la licitation, soient éligibles pour cet effet par la BID.

Les « Instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues gratuitement jusqu'au 27 octobre 1976 inclus, à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELETRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL

Diretoria Administrativa

Edifício Trajano

Rua Trajano, 41 - 3º andar - Telex 051-1048

88.000 - Florianópolis - Santa-Catarina - BRESIL

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### Quelles réformes de structures contre l'inflation ?

(Suite de la première page.)

Quelles sont les structures qu'il convient d'atteindre ? Nous avons déjà en l'occurrence (le Monde daté 19-20 septembre) de dire dans ces colonnes qu'une certaine confusion d'idées s'est introduite, tout particulièrement au moment présent, à ce sujet. Une comparaison permet-elle peut-être de mieux mettre en lumière ce dont il s'agit. Comme cela est arrivé souvent dans l'histoire, y compris la plus récente, voici un pays en proie à l'inflation à la suite d'une guerre dont il a financé les dépenses par création monétaire. En conclura-t-on que l'inflation a pour cause le tempérament belliqueux des hommes ou de leurs dirigeants ? C'est un peu ce que l'on affirme en attribuant son origine, par exemple, à la course vers l'égalité et, d'une façon plus générale, au comportement des syndicats et des chefs d'entreprises.

Il en va de l'inflation comme de certaines maladies. Au fur et à mesure qu'elles se prolongent, elles en viennent à modifier les comportements individuels (et collectifs) de telle façon qu'on ne voit plus l'enchâssement de la cause et de l'effet, ce qui conduit à attribuer la maladie aux réactions du malade.

Un programme « sérieux » de lutte contre l'inflation devrait donc s'attacher à réviser les mécanismes à travers lesquels se perpétue, et, si possible, à développer l'inflation. Qu'une action de caractère purement quantitatif ne soit pas suffisante par elle-même, il n'est pas difficile de s'en convaincre. Supposons que, demain, le gouver-

nement, comme il l'avait fait en septembre 1975, renverse brusquement la vapeur à la suite d'une détérioration imprévue de la conjoncture. Que resterait-il de son programme anti-inflationniste si celui-ci n'est d'abord, et avant tout, sur l'encadrement du crédit et un appel à la modération des partenaires sociaux ? Il en irait, évidemment, autrement si, en même temps, il mettait en œuvre une réforme des mécanismes de distribution du crédit destinée à en régler l'émission, non seulement par référence aux besoins exprimés, mais selon les capacités de financement dégagées par l'épargne réelle (privée ou publique).

Ajoutons à cela une considération qui pourra paraître un peu théorique, mais qui illustre la limite et les ambiguïtés de tout diagnostic et de toute thérapeutique fondée sur un emploi, à notre sens abusif, de la comptabilité nationale. Le gouvernement a annoncé que, l'année prochaine, la masse monétaire ne devrait s'accroître que de 12,5 %, soit d'un pourcentage inférieur à la progression attendue de la production intérieure brute (PIB). Le sens de la manœuvre est de résorber une partie des moyens de paiement « excédentaires » mis en circulation précédemment. Cependant, la PIB est une valeur qui mesure la grandeur de la production exprimée en francs courants. Autant dire que son montant est fonction non seulement de la production en volume mais aussi de la quantité de monnaie émise. Là encore la seule façon de sortir de la contradiction serait de fixer des règles autonomes pour l'émission de la monnaie et l'expansion du crédit.

souligner son caractère éminemment inflationniste.

Les engagements pris à ce titre au cours des années précédentes par les banques pourraient bien rendre difficile l'application stricte de l'encadrement du crédit puisque les sommes correspondantes devront bien être mises à la disposition des clients. Mais ce qu'il y a de plus grave, est que rien n'est prévu dans le programme gouvernemental pour amener les banques, dans l'avenir, à plus de prudence. On dira qu'échaudées par l'expérience elles se montreront d'elles-mêmes plus précautionneuses. C'est possible et même probable ; mais l'expansion extraordinaire du crédit à l'exportation (+ 40 % en 1975) montre que les mauvaises habitudes peuvent se perpétuer en se parant des meilleures intentions.

C'est au cœur même du mécanisme à travers lequel se crée la monnaie en France que devrait s'attaquer le gouvernement s'il veut, comme l'a annoncé M. Raymond Barre, s'en prendre aux « structures ». La réforme du marché monétaire introduite en 1971 a finalement abouti au contraire de l'objectif qu'elle s'était assigné, qui était d'instaurer progressivement un système où l'offre et la demande de créances éligibles au marché monétaire se seraient équilibrées d'elles-mêmes, sans intervention systématique de l'institut d'émission. Dans la réalité, l'endettement traditionnel des banques françaises auprès de l'institut d'émission n'a fait que s'accroître et, en dépit des nouveaux usages introduits en juin 1973 pour espacer les interventions de la Banque de France, les concours de celle-ci sont devenus encore plus importants. On dira qu'une réforme dans ce domaine comporterait le risque majeur de désorganiser des circuits existants à un moment où l'effort d'investissement est insuffisant. Cependant, les politiques contre la hausse des prix qui ont durablement réussi ont toujours été fondées sur le pari que l'inflation et l'anticipation de l'inflation étant brisées, les ressources que fournissent jusqu'alors la création monétaire seraient fournies spontanément par des voies plus orthodoxes.

Ajoutons une remarque importante qui n'est pas une clause de style : en mettant l'accent sur l'appareil de crédit, nous n'entendons pas, en quelque sorte, privilégier la place de la monnaie, ni laisser entendre que les réformes de la fiscalité, des pratiques de concurrence, de la sécurité sociale... ne sont pas moins importantes. Elles le sont tout autant et même davantage. Dans une économie moderne, la monnaie et le crédit jouent ou devraient jouer un rôle d'auxiliaire à la disposition des forces productrices réelles. Mais c'est un des effets de l'inflation que de subordonner un peu plus les entreprises aux banques, faute pour les premiers de disposer, dans une mesure suffisante, d'autres sources de financement.

PAUL FABRA.

#### Les crédits bancaires à moyen terme

C'est à une telle démarche de l'esprit que répondait, dans une large mesure, le plan de 1969, qui indiscutablement, devait ouvrir une ère nouvelle dans l'histoire économique et monétaire de la France (encore que les réformes plus profondes qui devaient le suivre n'aient jamais été entreprises ou l'ont été à l'envers) comme on le verra dans un instant). Cependant, à l'époque, les choses se présentaient de façon plus simple (du moins nous apparaissent-elles ainsi a posteriori). Un des principaux moteurs de l'inflation était le financement direct par la Banque de France d'une part importante des programmes de logements. A l'initiative de l'institut d'émission figurait le montant important d'effets représentatifs de prêts à moyen terme à la construction. Il suffisait d'en plafonner le montant après l'avoir abaissé.

Aujourd'hui, le diagnostic est plus difficile à établir. D'un côté, on constate bien qu'une partie des prêts d'équipement à moyen terme continue d'être financée de l'institut d'émission (dans la proportion de 30 % en 1975) ; il s'agit des crédits à moyen terme mobilisables. Mais l'octroi de ces derniers est strictement contrôlé. Les services du Crédit national et de la Banque de France exigent de la part de l'emprunteur et du banquier un certain nombre de conditions touchant notamment à la proportion des fonds propres par rapport à l'endettement. En outre, les banques ne peuvent mobiliser auprès de la Banque de France ces crédits (dont la durée peut aller jusqu'à sept ou huit ans) que pour les deux dernières annuités. En toute rigueur, il est difficile de nier à ce mode de financement un certain caractère inflationniste, puisque les dépenses d'investissement devraient être financées pour leur quasi-totalité par des ressources « longues » fournies par l'épargne placée à moyen ou long terme.

Sans doute un tel système serait-il très rigide pour une économie moderne. Il reste que celui qui existe est trop relâché pour assurer la stabilité de la valeur du franc. C'est que, à côté des crédits à moyen terme mobilisables, dont le montant global n'augmente guère d'une année à l'autre — sauf pour l'exportation —, il existe un domaine désordonné comme l'était naguère la construction, — il existe une autre catégorie de prêts, les crédits à moyen terme non mobilisables, dont l'expansion a été extrêmement rapide puisqu'ils ont triplé depuis 1971. Pour eux n'existe aucun contrôle. C'est le champ d'action de la « transformation », procédé par lequel les banques prêtent à moyen ou à long terme des ressources qui sont mises à leur disposition pour une courte période. Par ce procédé, le prêteur final (le déposant de fonds à court terme) ne perd pas la disposition des sommes qu'il avance, par banquier interposé, à l'emprunteur. C'est ce qui se produisait dans un autre domaine (mais qui concerne aussi le crédit) sur le plan international du temps où fonctionnait le « Gold Exchange Standard ». Il est inutile de

europcar 645.21.25

Qui a fait progresser la TV couleur ?

Philips. Vous connaissez

PHILIPS

Des TV couleur construites pour durer longtemps.

PHILIPS

سكينة الحارثي





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - ALLEMAGNE FÉDÉRALE : la préparation des élections.
3. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : les Palestiniens ont rejeté les offres de négociations de Damas.
4. DIPLOMATIE
  - AMÉRIQUES
    - ÉTATS-UNIS : M. Ford répond aux accusations portées contre lui.
- 4-5. ASIE
  - Sri-Lanka à quelques mois des élections législatives.
6. NATIONS UNIES
  - M. Kissinger devant l'Assemblée générale.
7. AFRIQUE
  - Le règlement du problème rhodésien.
- 9-12. POLITIQUE
  - POINTS DE VUE : « Commencer par l'essentiel », par Gilbert Cesbron, et « Plaire et servir », par Bertrand Fassin de Foucault.
  - Les journées d'études des parlementaires U.D.R.
- 12-13. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
  - CORSE : pour M. Marchais, l'heure n'est plus aux anathèmes mais au rassemblement.
14. DÉFENSE
  - Des sous-marins français pour l'Afrique du Sud et l'Espagne.
- 14-15. ÉDUCATION
  - A. Naëilly, un C.E.S. en or massif.
16. SCIENCES
16. MÉDECINE
  - Les Entéris de Bichot.
18. PRESSE

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

Pages 19 à 27

- Le Danemark, proche à la main : Dieux et Jeux de Corée.
- PLAISIRS DE LA TABLE : Le temps du gibier. Bénédictine : Pour l'amour de l'estivage. Olin d'ail : Retour au top.
- TAURINOMACHIE : Avec les anciens du « toro-busness », Mode : Maison : Jeux : Vacances : Hippisme : Philatélie.

### 29. JUSTICE

- La rap de la tendresse.

### 30 à 33. ARTS ET SPECTACLES

- THÉÂTRE : Le Scénario, de Jean Anouilh.
- FORMES : défense d'entrer.

### 36 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Les réactions à la mise en œuvre du plan contre l'inflation.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)

- Annouces classées (34 et 35) : Aujourd'hui (30) ; Carnet (30) ; « Journal officiel » (30) ; Loto (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Bourso (41).

### Ecole d'orgue

1 heure par semaine - 140 F par mois

ORGUES  
hamm

155 rue de la Harpe  
75005 PARIS - Tél. 044 55 00 00

### Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

Le meilleur choix en TRÉCA ?

## AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'U.D.R.

Il faut que la majorité cesse d'être morose et de porter son cœur en écharpe

DÉCLARE M. BARRE

Vendredi matin 1<sup>er</sup> octobre, M. Raymond Barre s'adresse aux parlementaires U.D.R. Après avoir relevé l'importance et le rôle joué par l'U.D.R. au sein de la majorité, le premier ministre se présente comme « un adepte du forum ».

Citant le général de Gaulle, il affirme qu'on ne saurait accepter l'existence d'une dyarchie au sommet de l'Etat, avant de préciser qu'il observera « la plus parfaite loyauté à l'égard du président de la République ». Après avoir observé que l'inflation « avait été tolérée par la complaisance et l'insouciance de l'Etat », et avoir repoussé « les tentations de court terme et l'illusionnisme », il évoque le plan de redressement de l'économie mis en place en juin 1974, sous le gouvernement de M. Jacques Chirac, estimant que ce plan qui avait été décidé par M. Giscard d'Estaing, « a marqué le premier coup d'arrêt ».

### Les facteurs préoccupants

Puis, M. Barre poursuit : « La situation actuelle n'est pas suffisamment dramatique pour que je le dramatise, mais elle est préoccupante. Le plan de redressement dans la situation que le général de Gaulle avait trouvée en 1958. Il faut néanmoins parler aux Français d'une manière correcte et loyale. Il n'est pas bon de crier à la catastrophe quand elle n'est pas là car on risque de voir les Français sans réaction en cas de réelle catastrophe. La lucidité conduit cependant à voir les faits tels qu'ils sont et à recenser les facteurs préoccupants. »

Le premier ministre énumère :

- 1) La hausse des prix (environ 10 %) qui doit être appréciée également et surtout par rapport à la situation de nos principaux concurrents étrangers. Il indique que de 1974 à 1976 les prix de détail ont augmenté de 33,5 %.
- 2) L'évolution rapide des revenus et la hausse du pouvoir d'achat « ne sont pas compatibles avec la situation internationale ».
- 3) Le déficit budgétaire : « En 1976, il a atteint 25 milliards de francs. Il est prévu par le gouvernement, approuvé par l'Assemblée et par la majorité. Depuis, il a été ramené à environ 15 milliards. C'est un succès, mais nous devons continuer à le réduire. Le plus, nous n'avons pas, comme l'Allemagne, une monnaie qui s'apprécie ni une politique de crédit aussi rigoureuse qu'elle le devrait ».
- 4) Le déficit extérieur : « Il était en train de se résorber, mais il y a eu un coup du sort : la sécheresse ».
- 5) La fragilité de l'expansion et la persistance du chômage : « A la fin de 1975, l'expansion était rapide mais nous sentions déjà une certaine hésitation, une certaine modération de la croissance ». En ce qui concerne le chômage, « je suis prudent et j'ai demandé qu'on examine attentivement ce qu'étaient les demandes d'emplois, qui ne doivent pas être confondues avec les chômeurs » (applaudissements).
- 6) Le déficit de la Sécurité sociale : « Il n'y a pas que des ressources à trouver ; il y a des économies à réaliser ».
- 7) La situation du franc : « Notre monnaie doit être solide. Elle ne peut être sacrifiée, car elle concerne également l'ordre social et moral du pays. Actuellement, il y a une pression constante contre notre monnaie. J'ai notamment demandé le relèvement du taux de l'escompte ».

M. Raymond Barre, poursuivant la description de son programme, indique que la politique budgétaire sera plus rigoureuse, que le gel des prix a pour but de briser les anticipations de hausse, et il ajoute : « Mais je maintiendrai la liberté, nous serons revenus à la liberté, notamment dans le secteur des services. (...) En maintenant le pouvoir d'achat, nous faisons compte d'une situation préoccupante mais non dramatique. Ce programme est le premier qui contienne des mesures de justice sociale aussi sensibles. Ces actions ne peuvent être que le point de départ d'une action globale et continue. Il faut agir sur les facteurs structurels ».

Le premier ministre résume ensuite les critiques qu'il a entendues et qui, dit-il, « ne sont pas faites pour ébranler car elles sont profondément contradictoires ». « Je ne suis pas venu au gouvernement, note-t-il, pour faire la politique de l'opposition. Était-il possible en trois semaines d'aller plus vite ? On ne prendra comme je suis ».

M. Barre évoque alors le problème de l'impôt sur la capital en disant : « Il ne faut pas céder au fétichisme des mots. La première acception est un impôt sur la transmission du capital, il existe en France. La deuxième acception est un impôt sur la détention, mais il faut souligner que les impôts locaux (foncier, et taxe professionnelle) ne sont pas des impôts sur le capital. Au premier ministre, je dirais : vous êtes un premier ministre à part entière avec tous ses pouvoirs, ses prérogatives, ses responsabilités. La seule différence, c'est que vous n'êtes pas notre chef politique. C'est une difficulté, mais ce peut être aussi une facilité. Nous sommes et nous continuerons à nous acquiescer sans équivoque, mais il nous faudra aller plus loin dans la définition de notre programme. Enfin, à l'homme politique, je dirais : une fois le choix fait, il ne faut pas tenter de l'inflechir. Cela évite les dévoiements. En ce qui concerne les échéances électorales, nous voulons non pas des grandes manœuvres, mais une mobilisation, et nous entendons faire porter l'effort d'abord sur nous-mêmes et non entraîner la population dans une campagne électorale prématurée. Nous ne pouvons laisser à l'opposition le champ libre. Il nous faut préparer les hommes et les armes ».

Et pour terminer, M. Barre lit une citation du général de Gaulle extraite du discours du 25 avril 1969 : « Il nous faut éviter le retour au jeu des ambitions, des divisions, des combinaisons à deux trahies, et il n'est jamais trop tard ».

Les journées parlementaires de

l'U.D.R. s'achèvent par une allocution du président du groupe à l'Assemblée, M. Claude Labbé, qui déclare notamment, s'adressant au premier ministre : « Au professeur, je dirais : pour être compris, sachez nous écouter. Au premier ministre, je dirais : vous êtes un premier ministre à part entière avec tous ses pouvoirs, ses prérogatives, ses responsabilités. La seule différence, c'est que vous n'êtes pas notre chef politique. C'est une difficulté, mais ce peut être aussi une facilité. Nous sommes et nous continuerons à nous acquiescer sans équivoque, mais il nous faudra aller plus loin dans la définition de notre programme. Enfin, à l'homme politique, je dirais : une fois le choix fait, il ne faut pas tenter de l'inflechir. Cela évite les dévoiements. En ce qui concerne les échéances électorales, nous voulons non pas des grandes manœuvres, mais une mobilisation, et nous entendons faire porter l'effort d'abord sur nous-mêmes et non entraîner la population dans une campagne électorale prématurée. Nous ne pouvons laisser à l'opposition le champ libre. Il nous faut préparer les hommes et les armes ».

Et il conclut : « Votre plan forme un tout. Nous ne le déformons pas, peut-être nous sera-t-il possible de vous proposer des retouches. Deux impératifs s'imposent à nous. En premier, le succès : que l'opposition propose et oppose ses solutions, c'est naturel, mais elle trahit elle-même le refus de s'associer à un effort exceptionnel. Elle nous fait aller plus loin, notamment dans le domaine fiscal. Comme votre plan, notre soutien forme un tout ».

Le premier ministre et les élus U.D.R. devraient ensuite se rendre au monument aux morts de Rocamadour.

## Les détaillants décident de ne pas appliquer la nouvelle taxation des marges

Environ deux mille détaillants en fruits et légumes ont décidé, à Rungis, jeudi 30 septembre, de ne pas appliquer la nouvelle taxation inscrite au plan Barre et qui bloquent, en valeur absolue, la marge déductible applicable à certains légumes d'hiver (carottes, poireaux, choux-fleurs, artichauts, salades — y compris les endives, — tomates).

Les participants à cette réunion ont choisi cette attitude, malgré les mises en garde des occupants du pavillon national des fruits et légumes, M. Bernard Rapin, qui leur avait expliqué : « Cette prise de position vous met à la disposition de la justice ; ne venez pas demain nous en faire supporter la responsabilité. » Une minorité de bruyants contradicteurs, qui appartiennent à l'Union des jeunes professionnels des fruits et légumes (U.J.P.F.L.), présidée par M. Lucien Kerbert, ont entraîné les occupants du pavillon C 2 à refuser les deux autres formes d'action envisagées : grève d'approvisionnement de vingt-quatre heures des salades et des légumes, boycottage des produits faisant l'objet du régime des marges.

Il est à présent impossible de prévoir le nombre de détaillants qui continueront à appliquer le coefficient multiplicateur actuel de 1,50, contre lequel le mouvement s'était levé en novembre 1975. Après le meeting de Rungis, deux cents manifestants sont allés se masser, à bord d'une cinquantaine de petites camionnes, aux abords du ministère de l'Économie et des Finances, où un membre du cabinet de M. Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, a reçu une délégation de la concurrence et des prix, a de son côté, déclaré à Europe 1 : « Ce système n'est pas draconien. Je conseille aux détaillants de l'appliquer, car le contraire, il est simplement pour effet d'empêcher un gonflement anormal des marges des détaillants dû à l'élévation du prix des légumes causée par la sécheresse. » M. Bernard Rapin sera reçu par M. Durafour lundi 4 octobre, en fin d'après-midi.

### LE BLOCAGE DES PRIX CONCERNE MÊME LES PETITES ENTREPRISES

Plusieurs précisions importantes concernant le régime de blocage des prix ou des marges commerciales sont apportées dans un communiqué publié dans le « Bulletin ministériel des services des prix » du 1<sup>er</sup> octobre.

« La gelée des prix a une portée très générale. Il s'applique à tous les produits et à tous les services, même s'ils ont un caractère de luxe, quel que soit leur régime de prix. Les mises en liberté des prix antérieures au 15 septembre 1976 sont suspendues, quelle que soit la nature juridique des entreprises (coopératives, sociétés, artisans) et leur importance : les entreprises industrielles occupant moins de vingt salariés ne peuvent plus, jusqu'au 31 décembre 1976, déterminer librement leurs prix de vente ».

« Les prix de revient des importateurs sont gelés jusqu'au 31 décembre 1976. La répercussion des hausses de prix de revient n'est pas autorisée, qu'elle soit due à une variation de cours des changes, à une hausse pratiquée par le fournisseur ou à d'autres causes. Ce gel n'est pas applicable à la bourse : les importateurs doivent répercuter les hausses de prix de revient en faisant au plus, article par article, la marge en valeur absolue qu'ils pratiquaient le 12 mars 1976. Leur marge globale de l'exercice comptable 1976 ne doit pas, en valeur relative, être supérieure à celle qu'ils ont dégagée de l'exercice comptable 1975 ».

« Les professionnels ne sont pas rétribués s'ils ont augmenté de manière illicite leurs prix entre le 15 septembre 1976 et la date d'entrée en vigueur des arrêtés, mais ils sont tenus de ramener ces prix à leur niveau légal ».

« Les distributeurs qui n'avaient pas répercuté dans leurs prix de vente, avant le 15 septembre 1976, les hausses de prix pratiquées par leurs fournisseurs n'ont plus la possibilité de le faire ».

## Seize morts après un incendie dans un puits de mine en Moselle

Les circonstances de la catastrophe de Merlebach ne paraissent pas nettement établies pour les syndicats

Seize personnes sont mortes, jeudi 30 septembre, au puits 5 des houillères du bassin de Lorraine, à Merlebach (Moselle), des suites d'une explosion survenue à 18 h. 30, à l'étage moins 1 036 de la division Vosters, où un feu de mine avait éclaté dans la matinée.

Neuf des seize victimes — un ingénieur, un chef portier, deux portiers et cinq mineurs, — constituaient l'équipe de sécurité qui tentait de circonscire le sinistre dans des conditions très difficiles. Les sept autres morts sont, selon la direction des Houillères, des mineurs qui s'étaient portés volontaires pour combattre l'incendie. Cette version ne fait cependant pas l'unanimité et la direction des Houillères fait l'objet — sur cette question et sur quelques autres — de mises en cause de la part de syndicats, qui estiment que toutes les mesures de sécurité n'ont pas été prises.

Il est, de fait, malaisé de rendre compte du déroulement exact de la catastrophe, à cause du silence que les dirigeants du bassin minier de Lorraine ont observé tout au long de la journée de jeudi. Ceux-ci se refusent à donner des informations faisant état de « plusieurs victimes » n'ont été diffusées, de source officielle, qu'après 20 h 30.

Tout a commencé, jeudi matin vers 10 h 30, quand un incendie, d'importance réduite, s'est déclaré à l'étage — 1 036. Un mineur du service de sécurité, intervenant après l'explosion ? Les premières informations faisant état de « plusieurs victimes » n'ont été diffusées, de source officielle, qu'après 20 h 30.

Un feu qui dure depuis six heures, une explosion survenue deux heures avant l'accident mortel, ne sont-ils pas des signes annonciateurs ?

Quatre autres catastrophes ont eu lieu, ces vingt dernières années, dans les houillères du bassin lorrain : le 21 novembre 1958, un coup de poussière au puits Saint-Charles, près de Forbach, avait tué deux morts et quatre blessés ; le 19 mai 1959, vingt-six mineurs trouvaient la mort dans une explosion au puits Sainte-Fontaine, à Merlebach ; en 1961, deux éboulements successifs tuèrent trois ingénieurs et deux mineurs à Merlebach ; enfin, le 1<sup>er</sup> février 1975, c'est encore un éboulement — à 826 mètres — qui provoquait la mort de deux personnes.

Les syndicats, au contraire, affirment que la situation restait dangereuse et invitaient les mineurs à ne pas redescendre dans le puits 5. Il est encore impossible de savoir si des équipes sont effectivement retournées travailler, mais, selon des témoignages concordants, il semble bien qu'une première explosion s'est produite vers 16 h. 30 : un mur de plâtre, mis en place pour empêcher l'oxygénation du feu, aurait cédé et provoqué un retour d'air. Une grande flamme aurait alors brûlé deux heures.

L'accident mortel ne devait survenir que deux heures plus tard, quand une nouvelle explosion, très violente, entraîna l'ouverture de la porte d'entrée d'étréage. Cette explosion pourrait avoir été provoquée par un coup de grisou, un coup de poussière ou par des gaz chauds. Dans cette dernière hypothèse, c'est l'eau utilisée pour combattre un « feu ouvert », à flammes vives, qui, au contact du foyer, se serait décomposé en gaz explosif.

La nouvelle de l'accident s'est rapidement propagée, bien que la direction des Houillères ait opposé un black-out formel aux nombreuses demandes d'information qui lui étaient faites. C'est seulement vers 21 h 30 qu'elle annonçait officiellement l'accident et affirmait qu'il avait fait neuf morts. Le bilan définitif ne devrait être donné qu'après 23 heures. Le silence prolongé des retards apportés à l'information semble traduire une gêne de la direction des Houillères et autorisent les syndicats à poser des questions sur le respect des mesures de sécurité.

Au cours d'une conférence de presse, tenue ce vendredi matin, M. Coeuillet, directeur général des Houillères du bassin de Lor-

### CINQ PRÉCÉDENTS

Le feu de mine de Merlebach s'est produit dix ans jour pour jour après un accident qui, le 30 septembre 1966, causa la mort d'un ingénieur et de deux chefs portiers, entraînant 685 mètres de profondeur par cours d'une visite d'inspection dans ce même puits 5.

Quatre autres catastrophes ont eu lieu, ces vingt dernières années, dans les houillères du bassin lorrain : le 21 novembre 1958, un coup de poussière au puits Saint-Charles, près de Forbach, avait tué deux morts et quatre blessés ; le 19 mai 1959, vingt-six mineurs trouvaient la mort dans une explosion au puits Sainte-Fontaine, à Merlebach ; en 1961, deux éboulements successifs tuèrent trois ingénieurs et deux mineurs à Merlebach ; enfin, le 1<sup>er</sup> février 1975, c'est encore un éboulement — à 826 mètres — qui provoquait la mort de deux personnes.

### DECORATION

LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design ».
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissages spéciaux écossais - blancs - beige.
- Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28<sup>e</sup> à 175<sup>e</sup> le mètre

(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## EXPOSITION D'OBJETS D'ART DE CHINE

SAMEDI 2 au JEUDI 7 OCTOBRE de 10 heures à 21 heures à l'HOTEL GEORGE-V, 31, avenue George-V SALON LOUIS-XIII

**ivoires** SCULPTÉS DANS LA MASSE, ET **pierres dures**

SCULPTÉES : LAPIS-LAZULIS, JADES, CORAUX, TURQUOISES, AMÉTHYSTES, ZOISITE RUBIS (Boudho), MALACHITES, AGATES CORNALLINES, etc...

Estimation GRATUITE d'ivoires et pierres dures

PORCELAINE FINE

**tailors** COLLECTION NOUVELLE Costumes, pardessus Grande mesure et prêt à porter

**STARK and SONS** 16, RUE DE LA PAIX - 1<sup>er</sup> ETAGE

A B C D F G H

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> octobre 1976 a été tiré à 589 993 exemplaires.